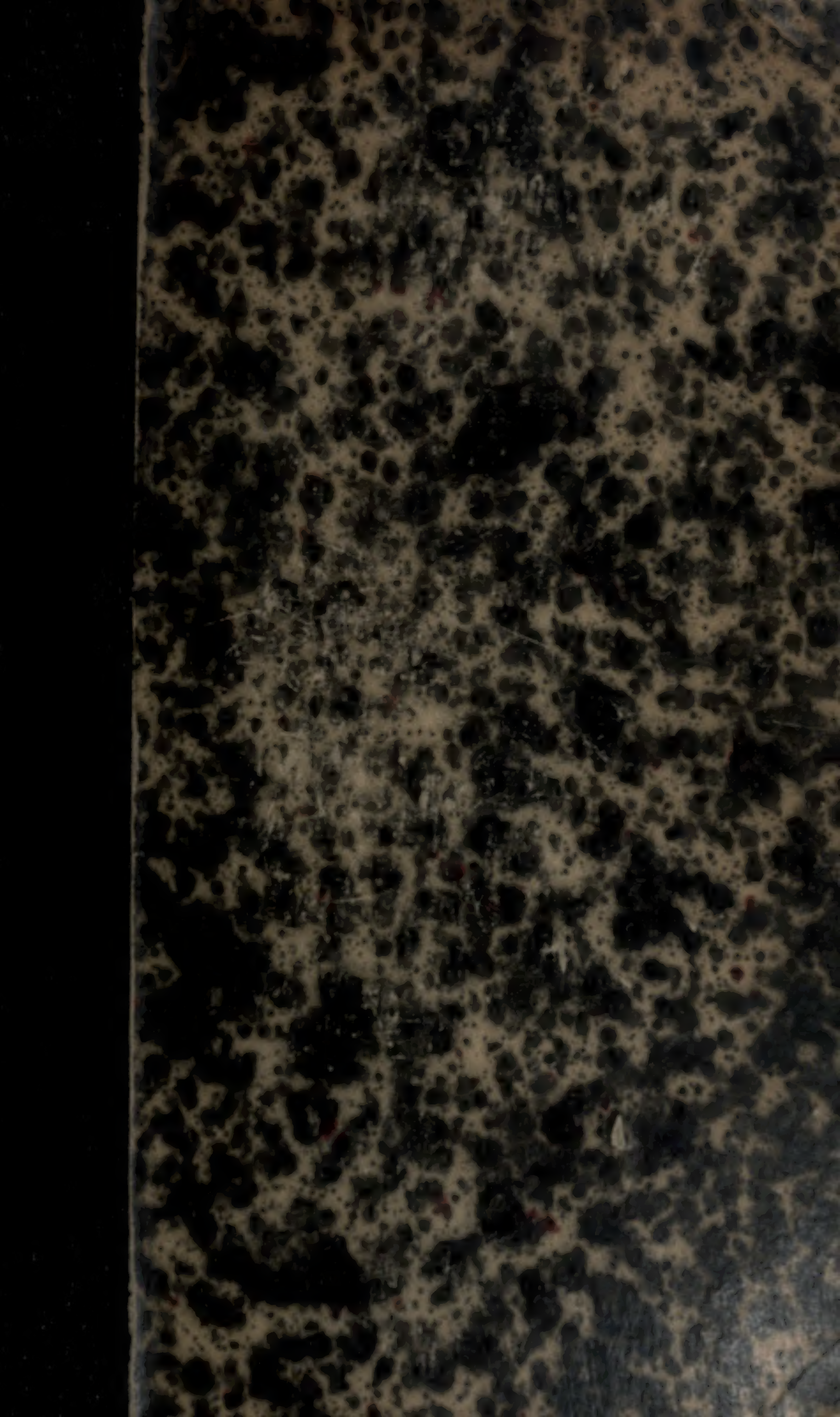
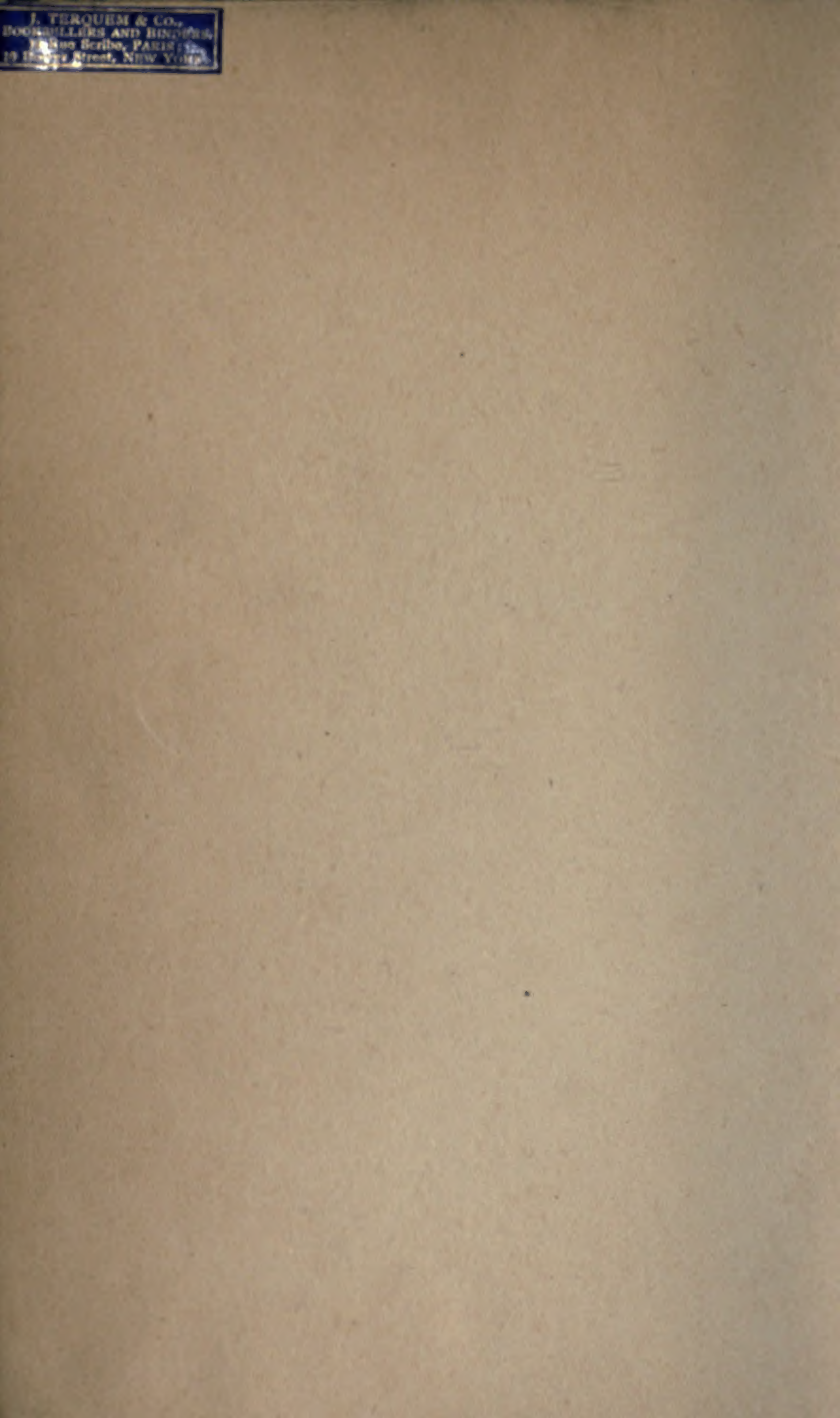







J. TERQUEM & Co.,
BOOKSELLERS AND BINDERS,
Rue Scribe, PARIS;
Street, NEW YORK.

HISTOIRE

DE

L'ITALIE MODERNE

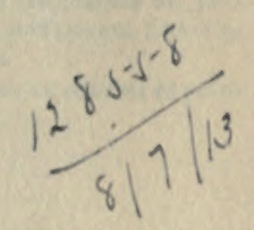
(1750-1910)

PIETRO ORSI
Chargé de Cours d'Histoire moderne à l'Université de Padoue

HISTOIRE
DE
L'ITALIE MODERNE
(1750-1910)

Traduction de HENRI BERGMANN
Agrégé d'Histoire et de Géographie, Professeur au lycée du Havre.





LIBRAIRIE ARMAND COLIN
Rue de Mézières, 5, PARIS

1911

AVERTISSEMENT

Cette œuvre a été publiée tout d'abord en anglais, dans les premiers mois de 1900. Il y en eut deux éditions : l'une à Londres, chez Fisher Unwin, l'autre à New-York, chez Putnam.

La première édition italienne, parue à la fin de 1900, renfermait déjà des additions importantes faites par l'auteur lui-même, qui revit et augmenta encore la deuxième édition publiée en 1902.

La même année 1902 une traduction allemande parut chez Teubner, à Leipzig ; en outre, une traduction serbe a paru à Belgrade.

Dans la troisième édition italienne, l'auteur a fait des additions notables et il a conduit le récit des événements jusqu'en 1909, en y introduisant les résultats des statistiques les plus récentes et des renseignements sur le mouvement littéraire et artistique de ces dix dernières années.

La présente édition française a été tenue au courant au point de vue statistique et littéraire.



AVANT-PROPOS DU TRADUCTEUR

Il ne sera peut-être pas inutile de dire les raisons qui m'ont amené à traduire le livre de M. Orsi : l'*Italia moderna*.

Depuis une dizaine d'années les relations politiques, économiques et intellectuelles entre la France et l'Italie se sont multipliées. Je me borne à rappeler le mouvement d'études italiennes dans notre Université, la fondation de l'Institut français de Florence, le succès que l'œuvre de d'Annunzio a rencontré en France. Au point de vue économique, on sait le merveilleux développement de l'Italie depuis 10 ans dans le triple domaine agricole, commercial et surtout industriel, développement auquel l'influence française n'est pas restée étrangère. Enfin, au point vue de politique, les nuages qui avaient pendant trop longtemps obscurci l'atmosphère franco-italienne se sont heureusement dissipés et les relations des deux pays sont aujourd'hui excellentes. La communauté d'origines, les souvenirs historiques (que vient de raviver la célébration du cinquantenaire de 1859), la fréquente analogie des intérêts diplomatiques, un parallélisme visible dans l'évolution intérieure des deux pays, toutes ces causes ont concouru à rapprocher les deux nations latines.

Des publications nombreuses ont été consacrées, en

France, aux différentes manifestations de l'activité italienne, mais, sauf la traduction d'un ouvrage anglais, aucune étude n'a été consacrée depuis longtemps à l'histoire italienne au XIXe siècle. Le lecteur français qu'intéresse ce drame merveilleux que fut le *Risorgimento* italien, est obligé d'avoir recours à des ouvrages étrangers ou de relier ensemble tant bien que mal des chapitres épars d'histoire générale. C'est dans ce sens qu'il me sera permis de dire que la traduction présentée aujourd'hui au public français rendra peut-être quelques services.

L'ouvrage de M. Orsi était désigné entre bien d'autres par le grand succès national et international qu'il a obtenu. Trois éditions italiennes prouvent que les compatriotes de l'auteur ont estimé que l'ouvrage traçait de leur mouvement unitaire un tableau où les sentiments patriotiques qui enflammèrent leurs pères étaient fidèlement retracés ; quatre éditions étrangères semblent indiquer que les nombreuses et graves questions internationales auxquelles s'est rattaché le problème de l'unité italienne ont été traitées avec impartialité. Il convient d'ailleurs de se borner à ces preuves extérieures du mérite de l'ouvrage. C'est au public français qu'il appartiendra de porter un jugement sur l'œuvre et sur la traduction.

Je demande maintenant la permission de dire quelques mots sur certaines parties de l'ouvrage.

La date de début (1750) pourra peut-être surprendre quelques lecteurs. Elle s'explique facilement : les paix de Vienne en 1738 et d'Aix-la-Chapelle en 1748 amènent la formation en Italie de deux États indépendants : le

royaume de Naples et le duché de Parme ; et surtout la dernière moitié du XVIIIᵉ siècle est marquée en Italie, comme on le verra au premier chapitre de l'histoire de M. Orsi, par un très important mouvement de réformes et d'idées nouvelles que l'on peut considérer comme le prélude de la Révolution française et la Révolution française est véritablement le premier acte du *Risorgimento*.

Il est un autre point que le traducteur français ne saurait passer sous silence, il s'agit du jugement porté par l'auteur sur le rôle de la France en Italie depuis le XVIIIᵉ siècle. Ce jugement est de nature à satisfaire non seulement la vérité scientifique, mais encore le patriotisme le plus ombrageux. Nul Français ne lira sans émotion et sans fierté les pages où M. Orsi nous décrit les réformes accomplies, sous l'influence des philosophes français, dans un certain nombre d'États italiens, puis l'enthousiasme soulevé en Italie par la Révolution française, la venue des Français en 1796 faisant crouler l'antique édifice d'iniquités et de privilèges, enfin la grande œuvre constructrice de Napoléon Iᵉʳ. L'auteur, et c'est son devoir, ne nous cache pas le revers de la médaille, les exactions et l'arrogance des administrateurs civils et militaires, le manque de véritable liberté politique, surtout l'effroyable hécatombe de la jeunesse italienne dans les plaines glacées de Russie. On sent néanmoins dans tout l'ouvrage une sympathie réelle pour notre pays, pour son génie libérateur, pour son œuvre civilisatrice et révolutionnaire, qui constituent, dans le passé comme dans le présent, le plus clair de notre gloire et de notre influence extérieure.

Je suis d'ailleurs obligé, après cet hommage rendu à l'œuvre de M. Orsi et à l'esprit général qui l'anime envers notre pays, de faire une réserve. L'auteur me paraît être sévère pour Napoléon III[1]. Il fait remarquer avec raison que l'empereur était peut-être tout seul en France, sinon à aimer l'Italie, car il y avait de réelles sympathies italiennes parmi les républicains français, tout au moins à vouloir faire la guerre pour elle. Mais, pour ce qui est des idées de Napoléon III relativement à l'organisation future de l'Italie, il ne me paraît pas juste de dire simplement que Napoléon III ne voulait pas l'unité italienne. La vérité me paraît être moins simple. Sur ce point, comme sur tant d'autres, les idées de l'empereur n'ont été ni claires, ni constantes. Il a voulu fermement l'indépendance de l'Italie, il a voulu passionnément son bonheur, il a souhaité, cela est certain, la constitution d'un peuple italien, mais il n'a pas cru que l'existence d'un État italien unifié fût nécessaire à l'existence d'un peuple italien, il a été fédéraliste, comme l'avaient été Gioberti et Balbo. Lorsque les faits lui démontrèrent que les Italiens ne voulaient plus entendre parler de fédéralisme, que, désormais, seule l'unité sous le gouvernement de Victor-Emmanuel était de nature à donner satisfaction à leurs vœux, il s'est incliné. Si vraiment il avait été hostile à l'unité italienne, il lui aurait été facile de la rendre impossible, il n'aurait eu qu'à permettre à l'Autriche de venir au secours, après Villafranca, des gouvernements de l'Italie centrale. M. Orsi indique d'ail-

1. Aux pages 251 à 254.

leurs cette attitude bienveillante de Napoléon III, mais on ne saurait trop la mettre en lumière. Ce fut là, pour la cause italienne, un service au moins aussi grand que la guerre d'Italie ; si celle-ci valut à l'Italie la Lombardie, l'affirmation par Napoléon III, contre l'Autriche, du principe de non intervention a rendu possible l'annexion de l'Italie centrale et la libération de l'Italie méridionale. Je ne crois pas qu'il soit possible de dire, après une pareille attitude de Napoléon III, qu'il ait été vraiment hostile à l'unité italienne.

Quant aux ambitions bonapartistes sur la Toscane (le prince Napoléon) et sur Naples (le prince Murat), je crois bien que ce ne sont là que des racontars mazziniens. Napoléon III a dit à plusieurs reprises qu'une des erreurs essentielles de son oncle avait été sa politique de famille, il eût été illogique de sa part de recommencer en Italie de pareilles aventures. Admettons pourtant que l'idée de constituer des États vassaux ait germé dans son esprit, elle n'a pas dû être bien forte ou bien durable. Quant au retrait, pendant quelque temps, de l'ambassadeur français à Turin, cette petite manifestation diplomatique n'était qu'une concession faite au parti clérical et elle ne me paraît pas avoir une bien grande signification.

Bien que la modestie et l'effacement soient des qualités essentielles d'un traducteur, il m'a paru nécessaire de faire, sur ce point, quelques réserves. J'ai été heureux de voir que, sur cette question, j'étais d'accord avec un des maîtres de l'école historique italienne, M. Alexandre Luzio. Celui-ci en effet, dans un éloquent et savant article publié en

1909[1], protestait contre l'oubli où était laissée, à l'occasion des fêtes du cinquantenaire de 1859, la mémoire de celui qui fut un des artisans essentiels et primordiaux de l'unité italienne.

Un dernier mot. Cette traduction a été écrite avec le respect absolu de la pensée de l'auteur, avec le plus grand respect possible des expressions et de la forme de son discours. C'est le devoir de tout traducteur, c'est plus qu'un devoir, c'est une précaution indispensable lorsqu'on s'attaque à un écrivain du peuple qui a dit : *traduttore, traditore*.

Ce livre paraît au moment où l'Italie s'apprête à célébrer triomphalement, à Turin et à Rome, le cinquantenaire de son Unité. Je souhaite très ardemment que cette traduction serve à faire mieux connaître aux Français l'héroïsme et les vertus civiques du peuple italien, qu'en nous faisant mieux connaître l'Italie elle nous la fasse mieux aimer et qu'elle contribue ainsi, pour sa modeste part, à l'œuvre de rapprochement des deux pays, dans une confiance et une estime réciproque sans cesse grandissantes, dans une atmosphère sereine de fraternité latine et de solidarité méditerranéenne.

Henri BERGMANN.

Septembre 1910.

1. Cet article est reproduit dans le 2e volume, p. 183, des *Studi e bozzetti di Storia letteraria e politica*, Milan, Cogliati, 1910, 2 vol. in-8°.

HISTOIRE
DE
L'ITALIE MODERNE
(1750-1910)

CHAPITRE I

LA SECONDE MOITIÉ DU XVIIIe SIÈCLE

Royaume de Sardaigne. — Lombardie. — République de Venise. — République de Gênes. — Parme et Plaisance. — Modène et Reggio. — Grand-Duché de Toscane. — États de l'Eglise. — Naples et Sicile. — La pensée sociale : Parini. — L'idée italienne : Alfieri.

Le voyageur qui entre en Italie en traversant le Mont-Cenis rencontre tout d'abord une population rude, comme les pierres de ses Alpes ; froide, comme les longs hivers de son pays au *pied des monts* ; rendue forte, vaillante et disciplinée par l'usage continuel des armes ; maintenue loyale par le gouvernement séculaire de l'honnête dynastie de Savoie.

Dès le XIe siècle cette famille princière, originaire de la Maurienne, avait réussi à étendre sa souveraineté sur le Piémont, et, grâce à sa persévérance et son habileté, elle était peu à peu arrivée à le soumettre tout entier. Dans la première moitié du XVIIIe siècle, elle venait d'unir les dernières terres du Piémont à ses anciennes possessions,

en portant ses frontières, vers le Milanais, de la ligne de la Sesia à celle du Tessin. Outre le Piémont et la Savoie (d'où elle était originaire), cette famille possédait depuis des siècles la ville et le comté de Nice qui lui donnaient un débouché sur la mer; et, dans cette belle mer Tyrrhénienne s'ouvrant devant elle, elle avait acquis depuis peu de temps la possession d'une île qui lui avait apporté ce titre royal, désiré depuis plusieurs générations par ses princes[1].

C'était la guerre qui avait produit ces résultats, et la guerre seule pouvait les modifier dans un sens ou dans l'autre. Aussi pendant toute la période de 1748 à 1792, période de paix générale pour l'Italie, il ne se produisit aucun changement dans l'étendue des domaines de la maison de Savoie.

Ces domaines comprenaient une population d'environ 3 250 000 habitants, sur lesquels près de 2 800 000 vivaient sur le continent et 450 000 seulement en Sardaigne. Cette île qui, pendant quatre siècles, avait subi la domination espagnole, se trouvait dans une situation déplorable: dépourvue de routes, en grande partie inculte, elle était possédée presque entièrement par de grands seigneurs, la plupart d'origine espagnole. Elle aurait eu besoin de réformes importantes et radicales: on en fit quelques-unes à l'époque du roi Charles-Emmanuel III (1730-1773) grâce surtout au ministre Bogino, mais les résultats fu-

1. Par la paix d'Utrecht, en 1713, Victor-Amédée II de Savoie avait obtenu la Sicile, mais à la suite des tentatives du cardinal Alberoni, ministre d'Espagne, pour recouvrer les provinces perdues, l'empereur, déclarant qu'il ne pouvait pas défendre le royaume de Naples s'il ne possédait pas aussi la Sicile, avait forcé Victor-Amédée II à lui céder cette île et à prendre en échange la Sardaigne (1720). De là vint le titre du nouveau royaume, titre conservé par la maison de Savoie jusqu'au jour où, en 1861, Victor-Emmanuel II prit celui de roi d'Italie.

rent médiocres. Le Piémont, au contraire, apparaissait comme un pays très bien cultivé ; les campagnes étaient couvertes de mûriers et de vignes, et la propriété était divisée, de sorte que presque tous les agriculteurs étaient en même temps propriétaires. Les industries commençaient à se développer, mais elles étaient soumises à toute une série de règlements minutieux qui, avec l'intention d'en favoriser le développement, finissaient par l'entraver. La capitale du royaume, Turin, n'avait que 75000 habitants, mais elle était très bien bâtie ; ses rues droites et propres, ses places larges et régulières en faisaient une ville des plus agréables ; Montesquieu, qui la visita en 1728, la déclara *le plus beau village du monde*[1].

La Cour de Turin, sans avoir l'immoralité de celle de Versailles, était organisée sur le même modèle. Autour du roi se trouvaient environ 330 courtisans et la dépense annuelle qui en résultait se montait à plus de 2 millions, représentant la dixième partie des revenus de l'État. C'était parmi les courtisans, tous nobles naturellement, que l'on choisissait les ministres et tous les hauts fonctionnaires. C'est aussi à l'aristocratie que revenaient les plus hautes dignités de l'Église. 2500 nobles environ faisaient partie de l'armée et les grades d'officier leur étaient réservés.

En échange de tant de privilèges, la noblesse tout entière était soumise, même dans les questions privées, à une obéissance complète aux ordres du souverain ; cette dépendance était très rigoureuse et très lourde, parce qu'il s'agissait d'un petit pays où le roi pouvait se tenir minutieusement au courant des affaires de tous ses nobles.

1. *Voyages de Montesquieu*, publiés par le baron Albert de Montesquieu. Paris, 1894, vol. I, page 122.

Cela devait de temps en temps, dans les natures supérieures et les caractères supportant mal la servitude, provoquer quelque mauvaise humeur. D'ailleurs, même chez ceux-là, l'irritation disparaissait vite, ou s'atténuait beaucoup, parce qu'en fait la famille royale était d'un caractère généreux et plein de bonnes intentions. Le comte Victor Alfieri, lui-même, qui pourtant haïssait vigoureusement les tyrans, écrit dans son autobiographie les lignes suivantes sur Victor-Amédée III (1773-1796):

« Bien que je n'aime pas du tout les rois, et surtout les rois absolus, je dois déclarer sincèrement que la race des nôtres est excellente de tous points, surtout si on la compare à toutes les autres de l'Europe actuelle. Au fond de moi-même je me sentais plutôt de l'amour que de l'aversion pour eux, car le roi actuel comme son prédécesseur (Charles-Emmanuel III) ont des intentions excellentes, un caractère bon, moral, tout à fait exemplaire et ils font à leur pays plus de bien que de mal. »

Malheureusement, si Victor-Amédée III était bon et loyal, il n'avait ni énergie de caractère, ni intelligence de son temps et l'on comprend facilement que sous ce prince médiocre, les plus ineptes courtisans aient fini par dominer. C'est pourquoi, sous son règne, non seulement on ne commença pas les réformes que les idées nouvelles rendaient de jour en jour plus nécessaires, mais encore on n'acheva même pas celles qui avaient été entreprises pas les rois précédents. Le clergé put, plus que jamais, dominer dans l'État; il dirigeait les écoles et l'assistance publique. Sans compter la Sardaigne et la Savoie, dans les seules provinces du Piémont, il y avait au moins 20 000 prêtres, et 12 000 moines ou religieuses. L'autorité ecclésiastique avait ses tribunaux et ses prisons, elle jugeait seule les procès contre

les ecclésiastiques, et elle cherchait même à établir sa propre compétence sur les laïques pour tout ce qui avait rapport à la foi, à l'hérésie, au mariage, etc.

Le clergé, bien que nombreux, était assez riche; ce n'était pas le cas pour la noblesse. Ceux des nobles qui pouvaient disposer de 50 000 francs de rente étaient très peu nombreux. Pourtant nobles et prêtres étaient en grande partie libres d'impôts; ceux-ci, par suite, pesaient d'autant plus lourdement sur les autres classes de la nation.

La bourgeoisie voyait naturellement d'un mauvais œil les privilèges de la noblesse. Les plus riches parmi les bourgeois cherchaient à acheter un titre pour être eux aussi des nobles; en un peu plus de 70 ans (depuis 1722), on vendit 819 titres de noblesse. Les autres, à mesure qu'ils s'élevaient par la richesse ou par l'instruction, ressentaient plus fortement tout ce qu'il y avait d'odieux dans ces différences sociales, qui se manifestaient continuellement, jusque dans la manière de s'habiller, et, bien que restant dévoués à un trône ancien et glorieux, ils auraient désiré de nombreuses réformes.

Précisément à ce moment la bourgeoisie piémontaise commençait à produire un grand nombre d'hommes remarquables par leurs talents ou leurs travaux. Ceux-ci, se voyant négligés par le gouvernement et ne trouvant pas dans le Piémont, encore trop peu cultivé, une atmosphère favorable, allaient chercher au dehors honneur et protection. C'est ainsi que Baretti (1716-1789), l'éminent critique, l'auteur du *Fouet littéraire*, vécut de nombreuses années en Angleterre; l'historien célèbre Denina (1731-1813), l'auteur des *Révolutions d'Italie*, en butte à la haine féroce des moines pour son livre *De*

l'Emploi des personnes, se rendit à Berlin où Frédéric II l'avait invité, puis à Paris où ilmourut ; le grand mathématicien Lagrange (1736-1813) vécut lui aussi les années les plus glorieuses de sa vie à Berlin et à Paris. Ainsi les meilleurs éléments de la bourgeoisie, ceux qui auraient pu donner naissance à un salutaire mouvement d'idées, émigraient.

Le roi Victor-Amédée III ne pensait qu'à l'armée, il y donnait tout son temps et tous ses soins. Il se proposait d'imiter Frédéric II, aussi transforma-t-il sur le modèle prussien uniformes, armes, discipline, exercices ; mais les innovations qu'il introduisit servirent moins à l'utilité réelle qu'à la parade. Il y consacra pourtant des sommes énormes : sur un budget de 20 millions on en dépensait 10 pour l'armée. Grevée de telles dépenses permanentes pour l'armée et la cour, l'administration financière marchait naturellement mal ; le déficit, qui avait commencé dans les dernières années de Charles-Emmanuel III, ne faisait que croître, et les impôts avec lui. L'on continuait pourtant à suivre les mêmes errements avec une complète inconscience et une ignorance absolue des temps modernes.

Les avis pourtant n'avaient pas manqué, venant surtout de quelques nobles à l'esprit élevé. Ainsi le comte Dalmazzo Vasco, traduisit et commenta Montesquieu et publia un *Essai philosophique* où il proposait un nouveau code de lois et une réforme de la magistrature. Mais il fut mis en prison pour son œuvre *La Monarchie modérée,* où il essayait de formuler un système de gouvernement constitutionnel et il mourut prisonnier au château d'Ivrée en 1794. Son frère, l'abbé G.-B. Vasco, fut un défenseur ardent de la liberté commerciale et industrielle, et il exposa avec finesse beaucoup d'idées

nouvelles en économie politique[1]. Le comte Galeani Napione lui aussi manifestait ses aspirations vers un avenir plus heureux et plus glorieux pour l'Italie. Mais la voix qui retentit le plus puissamment fut celle du comte Victor Alfieri, dont l'influence s'étendit à toute la péninsule.

*
* *

En franchissant le Tessin on entre dans cette belle et fertile plaine lombarde qui avait été le centre et le foyer le plus vivant des communes italiennes. A cette époque glorieuse remontent beaucoup des belles constructions qui ornent encore aujourd'hui ses cités et aussi des entreprises d'utilité publique qui en firent le vrai paradis de l'Italie. Cette floraison de civilisation, commencée à l'époque des libertés communales, avait continué sous le gouvernement des familles Visconti et Sforza. Mais quand s'établit la domination espagnole, tout progrès s'arrêta, toute activité féconde fut arrêtée, et si la décadence de la Lombardie n'égala pas celle du royaume de Naples ou de la Sicile, elle n'en fut pas moins notable ; l'économiste Verri dit que l'Espagne avait trouvé à Milan 300 000 habitants et qu'elle en laissa 100 000 ; elle y avait trouvé 70 fabriques de laine et elle en laissa 5 ; et partout elle établit *des mœurs louches, l'ignorance, la lâcheté et la superstition*.

Au début du XVIIIe siècle l'Autriche devint maîtresse du Milanais et elle y joignit le Mantouan qu'elle enleva à la dynastie de Gonzague parce que celle-ci, dans les récentes guerres, s'était déclarée contre l'Empire. Sous

1. Certains contemporains veulent voir en lui un précurseur du socialisme (Cf. le périodique *Riforma sociale*, fascicule du 25 août 1895).

ses nouveaux maîtres le Milanais commença à se relever de la triste condition où l'avait réduit la longue domination espagnole. Puis, lorsque après la guerre de Succession d'Autriche, Marie-Thérèse vit son trône assuré, une période de vraie renaissance matérielle et intellectuelle commença pour la Lombardie. L'administration tout entière fut réorganisée, les impôts mieux répartis, les privilèges du clergé diminués, l'inquisition et le droit d'asile abolis, on améliora les routes, on favorisa l'agriculture, on donna une vie nouvelle au commerce et à l'industrie. Le pays seconda l'œuvre du gouvernement, bien que celui-ci fût étranger ; les principales familles prenaient part à l'administration, et c'est ainsi que nous voyons, occupant de hautes charges dans l'État les Belgioioso, les Visconti, les Serbelloni, les Trivulzio, les Castelbarco, les d'Adda, les Pallavicino, les Borromeo, les Litta, etc.

Ces familles, et d'autres, toutes très riches, menaient une vie luxueuse et recevaient avec beaucoup d'éclat ; à ce point de vue Milan pouvait se dire la première ville d'Italie. En 1778 s'était ouvert le théâtre de la Scala qui avait acquis aussitôt une grande renommée pour la grandeur de ses spectacles.

Les études aussi étaient florissantes, et dans beaucoup de salons de la haute société, lettrés et savants étaient accueillis avec faveur ; on y discutait les nouvelles idées des philosophes français et les projets de réforme que proposaient les hauts fonctionnaires de l'État. Parmi ceux-ci, le comte Rinaldo Carli (1720-1795) auteur de l'*Histoire des monnaies et des hôtels des monnaies en Italie*, était un propagateur ardent des réformes politiques ; plus hardi encore était le comte Pierre Verri (1728-1797), qui mérite des louanges moins pour ses

Méditations sur l'Économie politique que pour son activité dans la réforme de l'administration et pour avoir amené le gouvernement à supprimer les fermiers d'impôts et à établir de nouvelles règles financières. Il était frère d'Alexandre Verri, lettré de valeur (1731-1816), ami intime de Beccaria (1738-1793) et il fut le centre d'un groupement de jeunes gens instruits qui, avec l'intention généreuse d'éveiller les intelligences, eurent l'idée de publier un périodique intitulé *le Café*, où pendant plus d'un an (1764-1765), ils discutèrent publiquement de législation, de morale, d'histoire, de lettres, disant à haute voix et franchement des vérités inattendues. En même temps Beccaria, poussé par Verri, publiait en 1761 son fameux petit livre *Des délits et des peines* où il soutenait qu'on devait abolir la torture et la peine de mort et mieux proportionner les châtiments aux crimes. Milan en un mot devenait le foyer de la nouvelle philosophie. Pourtant, tant que ce mouvement intellectuel resta cantonné dans les classes privilégiées, il ne dépassa pas certaines limites ; seul, un homme issu du peuple, Parini, sentit et proclama la nécessité d'une réforme sociale.

Milan avait alors 130 000 habitants et il y en avait un million dans le reste de l'État. Parmi les villes de province, Pavie était célèbre par son Université, où le gouvernement avait rassemblé des hommes de valeur comme le physicien Volta, le naturaliste Spallanzani, le mathématicien Mascheroni, etc. Dans d'autres villes, comme à Côme, c'était l'industrie qui était prospère. Les campagnes étaient bien cultivées et pourvues d'un réseau serré de canaux d'irrigation ; mais le paysan ne possédait presque rien, aussi menait-il une vie assez misérable. Beaucoup de terres étaient encore la pro-

priété du clergé, qui, malgré toutes les réformes, restait encore puissant et nombreux ; il comptait environ 18000 membres : prêtres, moines et religieuses.

Joseph II, qui, après la mort de sa mère Marie-Thérèse (1780), prit en mains la totalité du pouvoir, agit plus énergiquement à ce sujet : il abolit les couvents qu'il considérait comme inutiles, c'est-à-dire tous ceux des ordres qui n'enseignaient pas, ne soignaient pas les malades, ne prêchaient ni ne confessaient et ne se distinguaient même pas par leur travaux. Les couvents maintenus durent dépendre de l'évêque du diocèse et non plus du général de l'ordre résidant à Rome. L'empereur diminua le nombre des prêtres et rendit un grand nombre d'autres décisions d'ordre disciplinaire, allant jusqu'à empiéter sur le terrain réservé au pape. Pie VI chercha à modérer son esprit réformateur en faisant le voyage de Vienne (1782), mais il n'y réussit pas.

L'empereur restreignit également le pouvoir des nobles et rendit une quantité énorme de décrets et de dispositions renouvelant et transformant toutes les administrations. Animé d'excellentes intentions, il essaya de mettre en pratique les théories du despotisme éclairé ; il disait vouloir faire le bien de ses sujets même à coups de bâton et c'est pourquoi il ne respecta ni traditions, ni intérêts, ni habitudes. Son œuvre, violente, hâtive, trop centralisatrice, ne fut pas toujours bien accueillie, mais elle laissa des traces profondes dans le pays qui, habitué depuis des siècles à des maîtres étrangers, ne semblait pas trop s'en ressentir.

Les Lombards, déshabitués du métier des armes, cherchaient même à se dispenser du service de la garde civique. Quant aux troupes régulières, deux régiments à peine étaient italiens et encore, composés de volontaires

qui vendaient leurs services, ils comprenaient l'écume de la population ; tous les autres soldats (plus de 12 000) étaient allemands et ils étaient maintenus dans le Milanais aux frais des Lombards.

Malgré cette réserve la prospérité matérielle, la floraison intellectuelle et le progrès des réformes firent toujours considérer par les Lombards l'époque de Marie-Thérèse et de Joseph II comme une des meilleures périodes de leur histoire.

***

Venise au contraire semblait ne pas ressentir l'influence des idées nouvelles ; pendant qu'autour d'elle, le monde entier se réformait, elle cherchait à maintenir intact tout l'édifice du passé par crainte que, si l'on en remuait une seule pierre, il ne s'écroulât tout entier. Cet État, d'environ 3 millions d'habitants, était dominé par une seule ville ou plutôt par une seule classe des habitants de Venise, qui gouvernait par droit héréditaire. Le pays de Terre ferme (c'est-à-dire la Vénétie), l'Istrie, la Dalmatie, les terres de l'Albanie et les îles Ioniennes n'avaient aucune part au gouvernement. La souveraineté appartenait au *Grand Conseil*, composé de tous les nobles vénitiens ayant plus de 25 ans ; en 1780 ils étaient au nombre de 1023. Le Grand Conseil élisait dans son sein le *Sénat* composé d'environ 250 membres et chargé de l'expédition des affaires ; mais le pouvoir exécutif était exercé en réalité par la *Seigneurie* composée du doge, de ses six conseillers, des trois chefs de la *Quarantie criminelle* et des seize *Sages* élus par le Sénat. Le doge à lui seul ne pouvait rien faire, pas même lire les lettres que lui adressaient les pays étrangers ; il n'était que le chef visible de l'État.

Un pareil gouvernement ne paraissait plus être d'accord avec les temps nouveaux : en 1736 déjà un écrivain véronais, le marquis Scipion Maffei, avait adressé au gouvernement vénitien un *Conseil politique* où il indiquait comme un moyen utile à la prospérité de l'État, d'intéresser les provinces au sort de la république en les faisant participer au gouvernement ; mais ses paroles n'avaient pas été écoutées. Les nobles des familles dominantes avaient confiance dans l'éternité de leur oligarchie, et si quelqu'un parmi eux se laissait gagner par les idées nouvelles venues de France, il risquait de mal finir, comme cet Angelo Querini qui fut arrêté en 1761 pour avoir essayé d'introduire des réformes dans l'État. Le chef du parti conservateur était alors le fameux lettré Marco Foscarini, qui, en reconnaissance des services rendus lors de cette tentative de rebellion, fut élu doge en 1762. De nouvelles propositions de réformes furent faites quelques années après par deux autres nobles : Charles Contarini et Georges Pisani ; eux aussi furent arrêtés (1780) ; Pisani resta en prison jusqu'aux événements de 1797, quant à Contarini, relégué à Cattaro, il y mourut. Les hommes au pouvoir considéraient ces propositions comme des manifestations de jeunes gens exaltés et factieux et estimaient que la science politique la plus parfaite consistait à maintenir la république dans son état d'immobilité.

Le même système était appliqué en politique étrangère. La dernière guerre soutenue par Venise fut celle contre les Turcs de 1714 à 1718 où elle perdit la Morée. Depuis, la république s'était renfermée dans un isolement absolu et elle s'abandonnait à une complète inaction. Certes elle craignait les visées ambitieuses de l'Autriche, mais elle n'osait pas se déclarer son ennemie et s'allier à la France.

C'est pourquoi, dans les différentes guerres qui se déroulèrent en Italie pendant la première moitié du XVIII[e] siècle, elle garda une neutralité que l'on respecta peu parce qu'elle fut presque toujours désarmée[1].

Du reste, la dernière guerre soutenue par Venise avait fait connaître à tous non seulement la faiblesse, mais encore le mauvais état de ses institutions militaires. Dans son arsenal, jadis si justement célèbre, on ne voyait plus que quelques rares navires en construction, des ouvriers peu nombreux et des armes mal entretenues. L'armée était dans des conditions plus mauvaises encore que la flotte ; elle ne comptait que 20000 hommes et formait un ramassis de troupes mal habillées et indisciplinées. Le vieux patricien François Pesaro s'écriait avec raison : « Nous vivons à l'ombre de la bonne foi de nos voisins et amis, c'est en elle que nous posons nos espérances. »

Cette situation dangereuse, qui aurait dû faire naître de vives préoccupations, ne modifiait en rien la vie joyeuse et insouciante que menaient depuis longtemps les Vénitiens. Tous les désœuvrés de l'Europe accouraient avec joie dans cette belle Venise où la liberté des plaisirs était entière ; beaucoup de gens sortaient masqués pendant la moitié de l'année ; les mœurs y étaient très libres, pour ne pas dire plus ; la passion du jeu était immense. Le fameux aventurier Jacques Casanova a représenté dans ses *Mémoires* (avec un peu d'exagération seulement), la vie joyeuse des Vénitiens de cette époque.

1. Il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'expédition faite contre l'État barbaresque de Tunis (1784-86) ; si elle valut à l'amiral Ange Emo des éloges mérités, les résultats en furent très médiocres : Venise dut même, pour faire respecter par le bey son drapeau et ses sujets, renouveler le tribut habituel que les États maritimes de l'Europe payaient aux maîtres de la côte d'Afrique.

En un pareil milieu la louable action moralisatrice que tentait Gozzi dans ses *Sermons*, dans la *Gazette Vénitienne* et *l'Observateur* ne pouvait certes exercer une action très efficace. Les fêtes étaient fréquentes et splendides, tout devenait occasion de joie, de pompe, de promenade. En 1782 on fit une réception merveilleuse aux princes de Russie ; deux ans après la famille Pisani, en deux réceptions données en l'honneur du roi Gustave III de Suède, dépensait 18 700 ducats, soit 75 000 francs qui en représenteraient aujourd'hui plus de 200 000. En 1789, Louis Manin, élu doge, dépensait dans les fêtes de son élection une véritable fortune : 378 000 livres vénitiennes, équivalant à 175 000 francs (aujourd'hui un demi-million).

Certaines familles (pourtant assez rares) avaient d'énormes revenus. Le clergé était également très riche et très nombreux, le nombre des prêtres, moines et religieuses se montait à près de 40 000 pour l'État. Dans son ensemble le pays n'était pas riche ; les industries étaient rares, le commerce en décadence et personne ne s'en occupait plus. La seule œuvre vraiment utile de cette époque fut une longue digue de protection contre la mer, consistant en énormes murs de marbre que l'on appelle *Murazzi*.

Les recettes de l'État se montaient à environ 7 millions de ducats, soit un peu plus de 28 millions de francs. Les impôts n'étaient pas lourds et cela rendait le gouvernement populaire, surtout dans les basses classes.

La république était à son déclin, mais ce déclin ne manquait ni de beauté, ni de gaieté, encore tout illuminé qu'il était par le reflet splendide de l'art ; la musique de Marcello (1686-1739), les peintures de J.-B. Tiepolo (1693-1770), les comédies de Goldoni, le glorieux réfor-

mateur du théâtre italien (1707-1793), jetaient sur la république mourante tant de rayons lumineux et glorieux que sa décadence ressemblait à ces superbes crépuscules d'automne que l'on admire si souvent à Venise.

*
* *

La République de Gênes avait une importance politique bien plus mince encore ; réduite désormais à la simple possession de la côte ligure, elle comptait à peine 400 000 habitants.

Fatiguée des incessantes révoltes de la Corse, elle avait fini par céder au roi Louis XV tous ses droits sur cette île (1768). La Corse, après une résistance acharnée, dut se soumettre à la France ; Pascal Paoli, le héros de l'indépendance corse, put s'embarquer avec quelques partisans sur des navires anglais et se réfugier en Angleterre.

Dans sa lutte contre la Corse, Gênes avait montré toute sa faiblesse ; pourtant son peuple était encore fier et hardi et il avait donné de grandes preuves de son courage dans ces fameuses journées de décembre 1746 où il avait chassé les Autrichiens de la ville. Mais ces efforts passagers n'étaient pas suffisants pour redonner de l'énergie et de la vivacité à un gouvernement qui ne désirait plus que la paix et la vie tranquille.

A Gênes aussi le pouvoir était entre les mains des nobles ; mais le doge, contrairement à ce qui se passait à Venise ou il était élu à vie, ne restait en charge que deux ans. Le doge était nommé par le grand Conseil, mais les autres charges de l'État étaient tirées au sort, entre les nobles bien entendu. C'est de ce tirage au sort que vint le jeu du *lotto* qui s'étendit plus tard à plusieurs États italiens.

L'activité des habitants était tournée tout entière vers le commerce, qui restait florissant, de sorte que Gênes était sans conteste le premier port de toute l'Italie. La ville avait 90 000 habitants ; les familles riches y étaient très nombreuses et, comme elles vivaient avec économie, leur richesse s'accroissait sans cesse. Les nobles s'adonnaient eux aussi au commerce, dans leurs splendides palais de marbre le rez-de-chaussée servait de magasin. La grande importance commerciale de la Ligurie avait plus d'une fois excité les convoitises ambitieuses de la maison de Savoie, mais ses tentatives de conquête n'avaient eu d'autre résultat que de maintenir une vive animosité entre les habitants des deux pays, de sorte que fréquemment, dans les régions frontières, des conflits très graves naissaient pour des motifs futiles.

***

Les deux duchés de Parme et de Modène pesaient d'un poids bien léger dans la balance politique de l'Italie.

Le duché de Parme et Plaisance avait été créé en 1545 par le pape Paul III Farnèse au profit de son fils Pierre-Louis. Cette famille (qui eut au XVIe siècle son plus illustre représentant en la personne d'Alexandre Farnèse, gouverneur des Pays-Bas pour l'Espagne) s'éteignit en 1731. Après une succession d'événements, le duché passa en 1748 à Don Philippe de Bourbon, deuxième fils d'Élisabeth, sœur du dernier duc Farnèse, laquelle était devenue reine d'Espagne. Avec lui commença la dynastie des Bourbons de Parme.

Sous la direction de son premier ministre, le Français Guillaume du Tillot, le duc Philippe fit de grandes ré-

formes ; il limita les privilèges des nobles et les immunités du clergé ; il favorisa les lettres et les arts au point de faire de Parme une des villes les plus cultivées de l'Italie. L'œuvre réformatrice de Du Tillot continua après la mort de Don Philippe (1765), pendant la minorité du nouveau duc Ferdinand ; mais quand celui-ci devint majeur, Du Tillot vit son influence décliner et il finit par se retirer (1771).

Le jeune duc, élevé pourtant par des philosophes matérialistes comme Condillac et Mably, devint, par un phénomène assez fréquent, non seulement croyant, mais dévot ; il chantait au chœur avec les moines, il décorait les autels, il donnait audience dans une sacristie et prenait son plaisir à sonner les cloches ; ce qui ne l'empêchait pas d'ailleurs de s'adonner à la débauche. Avec un pareil prince, non seulement on ne continua pas les réformes, mais encore on abolit celles qui avaient déjà été faites.

Cet État n'avait du reste guère plus de 400 000 habitants, et le duché voisin de Modène était encore moins important (380 000 hab.). Il était gouverné alors par Hercule Renaud III, dernier représentant de cette ancienne famille d'Este qui s'était acquis jadis une grande renommée par la splendeur de sa cour et la protection qu'elle accordait aux lettres et aux arts. Cette dynastie avait perdu depuis près de deux siècles sa capitale Ferrare (retombée en 1598 sous la domination pontificale) et elle avait dû se retirer à Modène, ne conservant plus que les territoires de Modène et de Reggio. Depuis cette époque son histoire n'avait plus eu qu'une importance strictement locale.

Hercule III d'ailleurs chercha à vivre en paix, sans se préoccuper d'innovations et sans heurter la cour de

Rome. Son activité essentielle se tournait vers l'augmentation de ses économies, on prétend que sur 3 millions de recettes, il en économisait un chaque année. Il n'avait qu'une fille, Béatrice, et il l'avait mariée en 1771 à l'archiduc Ferdinand d'Autriche, un des fils de Marie-Thérèse; celle-ci avait vu avec beaucoup de plaisir ce mariage, qui servait à étendre la domination autrichienne en Italie[1].

* * *

Il semblait fatal que les principales familles italiennes dussent disparaître en même temps. En 1717 s'éteignit celle des Médicis, dont le nom est intimement lié non seulement à l'histoire de Florence, mais encore à celle des lettres et des arts; on pourrait presque dire qu'elle fut la famille souveraine toute désignée pour ce peuple artiste. Pourtant ses derniers représentants ne s'étaient pas montrés les dignes héritiers de leurs ancêtres et ils avaient laissé la Toscane décroître rapidement; leur seule œuvre importante fut la fondation et l'embellissement de Livourne qui ne tarda pas à devenir un centre commercial considérable.

Par la paix de Vienne (1738), le grand-duché de Toscane fut attribué à François de Lorraine, époux de Marie-Thérèse. Il ne fit à Florence que de courts séjours, parce qu'il fut tout de suite entraîné dans la grande guerre de succession d'Autriche et qu'il devint ensuite empereur. Ses ministres purent néanmoins jeter les bases des réformes qui reçurent un grand développement lorsque

1. Hercule III avait épousé la dernière descendante de la famille Cybo et ainsi sa fille Marie-Béatrice hérita également de la seigneurie de Massa et Carrare qui avait été occupée pendant plus de deux siècles par les Cybo.

son second fils Pierre-Léopold Ier, âgé seulement de 18 ans, lui succéda dans le duché (1765).

On se souvient encore aujourd'hui en Toscane, avec une vive affection et des sentiments de reconnaissance, du nom de Pierre-Léopold Ier, que l'on peut considérer à juste titre comme le plus remarquable des princes réformateurs d'Italie. Entouré d'hommes de valeur, comme Neri, Rucellai et d'autres, Léopold se proposa de détruire toutes les survivances du moyen âge. Il chercha surtout à diminuer la puissance du clergé, mesure des plus nécessaires en Toscane, car, sous les derniers Médicis, le clergé y avait acquis une influence et des richesses extraordinaires. Dans une population de moins d'un million d'habitants, il y avait 27 000 ecclésiastiques qui possédaient la plus grande partie du sol[1]. Léopold chercha à supprimer leurs immunités et il soutint énergiquement et hardiment le mouvement religieux commencé par l'évêque de Pistoïa, Scipion Ricci, qui voulait ramener l'Église à la pureté des temps évangéliques : d'où de vifs conflits avec Rome.

Pierre Léopold introduisit également des réformes dans toutes les autres branches de l'administration publique : il décréta la liberté absolue du commerce des grains ; il établit l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt, s'y soumettant lui-même pour ses biens particuliers. Il chercha, en desséchant de nombreux marais, à améliorer les conditions de la Maremme ; il protégea le commerce ; il favorisa les études en réformant et améliorant les Universités de Pise et de Sienne. Le premier au

1. Voyageant en Toscane en 1728, Montesquieu écrivait : « On ne peut, sur les chemins d'Italie, tourner la tête sans voir un moine, comme dans les rues des villes, sans voir un prêtre ».

monde parmi les rois, il abolit la peine de mort et la torture.

Adonné tout entier aux travaux de la paix, il négligea complètement l'armée ; il n'avait que 6000 soldats, sa flotte était représentée par deux ou trois galères ; aussi l'aversion pour le métier militaire ne fit-elle que s'étendre de plus en plus parmi son peuple.

Tandis que tous les gouvernements de l'époque considéraient comme une règle générale de conserver le secret le plus rigoureux sur les budgets de l'État, Pierre Léopold publia en 1789 un compte rendu des recettes et des dépenses de la Toscane de 1765 à 1788 où l'on peut voir que, malgré tous les travaux d'utilité publique accomplis, on arrivait, sur un budget de 9 millions de francs, à en économiser 500 000 chaque année. Léopold avait aussi, à ce qu'il semble, l'intention de donner une constitution à son peuple, mais en 1790, par la mort de son frère Joseph II, il fut appelé au trône impérial.

D'ailleurs, en général, ses réformes dépassaient déjà le degré de culture de ses sujets, de sorte que la grande majorité d'entre eux ne savait pas apprécier les effets bienfaisants qu'elles devaient produire.

En Toscane subsistait encore, dernier vestige de la période des communes, la petite république de Lucques, dont le territoire touchait la mer à la petite plage de Viareggio. Avec sa population de 120 000 habitants gouvernés par une centaine de familles nobles, avec sa propriété concentrée dans les mains des nobles et du clergé, avec sa garnison de soldats qui ne servaient qu'à la parade, Lucques représentait, pour ainsi dire, en miniature, le type des gouvernements italiens du XVIIIe siècle.

*
* *

Les papes avaient enfin réussi, après un effort de plusieurs siècles, à rendre leur souveraineté temporelle indiscutée et à unifier leurs domaines ; même la ville de Bologne, qui avait toujours conservé certaines apparences républicaines et quelque autonomie, dut, malgré elle, y renoncer (1788). Il y avait donc là, dans le centre de la péninsule, un État de 2 millions et demi d'habitants gouverné par des prêtres, avec un pape-roi élu par les cardinaux, avec des cardinaux nommés par le pape, à la fois ministres du culte et fonctionnaires, avec des évêques gouverneurs, etc.

Si dans les autres États de l'Italie le clergé était puissant, ici il était tout. Il considérait l'État comme un bénéfice ecclésiastique à exploiter, sans croire le moins du monde qu'on dût se préoccuper aussi du bien-être des populations et des progrès de la civilisation. Rome fourmillait d'ecclésiastiques qui y accouraient de tous les points du monde pour faire fortune, c'était là leur seule préoccupation. On comprend facilement que, sous un pareil gouvernement, les habitants soient devenus non seulement paresseux et pauvres, mais encore corrompus et méchants. Le président Charles de Brosses, l'écrivain français bien connu, qui séjourna à Rome en 1740, écrit contre un pareil régime des paroles enflammées :

Le gouvernement est aussi mauvais qu'il soit possible de s'en figurer un à plaisir. Machiavel et Morus se sont plu à forger l'idée d'une utopie ; on trouve ici la réalité du contraire. Imaginez ce qu'est un peuple dont le quart est de prêtres, le quart de statues, le quart de gens qui ne font rien du tout ; où il n'y a ni agriculture, ni commerce, ni mécanique, au milieu d'une campagne fertile et sur un fleuve navigable ; où le prince, toujours vieux, de peu de durée, et souvent incapable de rien faire par lui-même, est environné de parents qui n'ont d'autre idée que de faire promptement

leur main tandis qu'ils en ont le temps et où, à chaque mutation, on voit arriver des voleurs frais, qui prennent la place de ceux qui n'avaient plus besoin de prendre ; où l'impunité est assurée à quiconque veut troubler la société, pourvu qu'il soit connu d'un grand ou voisin d'un asile[1]...

D'autre part Beccatini, dans son *Histoire de Pie VI* (Venise, 1800), est forcé de constater que, à part la Turquie, l'État de l'Église est le plus mal administré de l'Europe. Alfieri par suite avait raison de le décrire ainsi :

Pays vaste et malsain, qui prends le nom
d'État ; champs arides et incultes,
visages livides, opprimés et exténués,
d'un peuple méchant, couard et ensanglanté !

Cette bourgeoisie laborieuse et instruite, qui, dans l'Italie du Nord, commençait à se développer, manquait presque complètement dans l'État romain. En face de la noblesse ignorante et vaniteuse, il n'y avait que la plèbe ; toutes les villes étaient comme inondées d'une quantité innombrable de mendiants. Seules les provinces de l'Est, c'est-à-dire la Romagne et les Marches, qui avaient joui pendant longtemps d'une plus grande indépendance vis-à-vis de Rome, se trouvaient dans de meilleures conditions et avaient un fort noyau de bourgeoisie ; Ancône par son port et Bologne par ses industries et son Université florissante constituaient les deux centres principaux autour desquels se déroulait la vie de ces deux régions ; la foire de Sinigaglia, créée depuis peu, avait également acquis une grande renommée, allant jusqu'à concurrencer le

1. *Lettres historiques et critiques sur l'Italie*, de Charles de Brosses. Paris, an VII, tome II, p. 245-246.

commerce vénitien. Mais dans tout le reste de l'État la vraie caractéristique était l'inertie.

Toutes les charges se vendaient, c'était avec le produit de ces charges et les offrandes des fidèles du monde entier que la Cour de Rome pouvait vivre sans trop surcharger d'impôts ses sujets ; mais comme dans le pays il n'y avait ni commerce, ni industrie, et que l'agriculture même était très négligée, le peuple avait de la peine à payer même ces très légers impôts. L'ambassadeur vénitien Jérôme Zulian disait dans son rapport au Sénat (1783) : « Les affaires intérieures de l'État pontifical sont dans le plus grand désordre et, comme elles sont en perpétuelle décadence, la force et l'autorité de ce gouvernement ne font que diminuer. Le trésor présente un déficit ruineux. Les recettes ne sont plus aujourd'hui que de 2 500 000 écus. Elles étaient accrues jusqu'à ces dernières années par l'argent qui affluait en plus grande abondance de tout le monde catholique et qui servait à obtenir du pontife un nombre beaucoup plus grand qu'aujourd'hui de concessions spirituelles. Maintenant qu'un tel afflux a diminué, en partie par les récentes réglementations de certains princes, il reste dans le Trésor un déficit de 300 000 écus. Les entreprises splendides du pontife actuel ont beaucoup accru le désordre. »

Il faut pourtant reconnaître que Rome s'était très embellie dans les trois derniers siècles, c'est-à-dire depuis que les papes s'étaient adonnés plus entièrement à leur pouvoir temporel. Rome venait encore de s'orner de la grandiose colonnade de la place Saint-Pierre, des fontaines de la place Navona et de Trevi, de la façade de Saint-Jean-de-Latran, etc. Par les soins des deux derniers papes de cette époque, Clément XIV et Pie VI, avait été formée la splendide collection qui forme le

musée Pio-Clementino. Rome avait alors 160000 habitants.

Le pape Pie VI (1775-1799) s'occupa aussi des campagnes et essaya de faire assécher les Marais Pontins; mais il fit des dépenses énormes sans beaucoup de résultats. Cette entreprise servit au contraire à enrichir plus facilement son neveu (Braschi), pour qui le pape construisit également un palais à Rome[1]. Le népotisme proprement dit avait été aboli, mais les neveux des papes étaient toujours tout puissants à la Cour et maniaient à leur guise les revenus de l'État. Le prince Braschi, neveu de Pie VI, eut pendant quelque temps comme secrétaire le jeune abbé Monti, qui commença alors à se faire avantageusement connaître dans le monde des lettres par sa tragédie d'*Aristodème*.

Il y avait à Rome quelque vie littéraire et artistique : l'archéologue Ennius Quirinus Visconti était déjà célèbre ; le sculpteur Canova, qui, à l'âge de 20 ans, y était venu de Venise, s'était déjà fait remarquer par ses premiers travaux ; le lettré milanais Alexandre Verri s'était établi à Rome, Alfieri y avait composé ses premières tragédies et les avait lues dans les salons. Mais tout cela n'exerçait qu'une influence minime et restreinte à un cercle étroit de personnes cultivées. La noblesse romaine ne s'occupait pas d'études et les prêtres eux-mêmes n'y pensaient guère ; la philosophie nouvelle y était même tout à fait détestée, car elle avait manifesté des tendances dangereuses pour les privilèges du clergé[2].

1. Le palais Braschi est occupé aujourd'hui par le Ministère de l'Intérieur.

2. Peu après le milieu du siècle, les papes avaient dû soutenir une lutte énergique pour défendre l'Ordre des Jésuites, qui avait été chassé de Portugal, de France, d'Espagne, de Naples et de Parme. Enfin, le

*
* *

L'État le plus étendu de l'Italie était le royaume de Naples et de Sicile qui comptait environ 6 millions d'habitants. Ces malheureux pays avaient été épuisés d'une façon incroyable par la domination espagnole, qui pressurait les populations sans rien dépenser en leur faveur ; aucun gouvernement n'eut jamais un moindre souci de ses sujets. Lorsque, au début du XVIIIe siècle, les Espagnols durent abandonner Naples et la Sicile, ils laissèrent un pays sans industrie, sans commerce, sans routes.

Après une courte domination autrichienne la nouvelle dynastie des Bourbons s'établit à Naples en 1734 dans la personne de Charles, fils aîné de la reine d'Espagne Élisabeth Farnèse.

Tandis que les anciens gouvernements semblaient se maintenir dans l'indifférence ou l'hostilité vis-à-vis du mouvement réformateur qui agitait une grande partie de l'Europe, la caractéristique des dynasties nouvelles introduites en Italie au XVIIIe siècle (à Milan et à Florence comme à Parme et à Naples) consistait précisément à suivre avec zèle le nouveau courant. Charles de Bourbon eut la chance et le mérite de choisir comme premier ministre le professeur Tanucci, que l'on peut justement considérer comme l'inspirateur de toutes les réformes faites pendant le règne. Ici aussi on commença par diminuer les privilèges et les immunités du clergé et l'on chercha à réduire le nombre vraiment énorme des prêtres, moines et religieuses ; sur le continent seulement

pape Clément XIV se décida en 1773 à abolir l'Ordre. La Compagnie de Jésus fut rétablie par Pie VII en 1814.

pour une population de moins de 5 millions d'habitants, il y en avait 100000. On chercha ensuite à affaiblir et à abaisser la féodalité qui avait conservé beaucoup plus de force que dans le reste de l'Italie ; pour y réussir plus facilement, on invita à la cour les grands barons. Dans les fêtes et les splendeurs de Naples, beaucoup se ruinèrent, pendant que leur absence diminuait leur pouvoir dans les provinces.

La ville de Naples profita beaucoup de la nouvelle dynastie, non seulement par le luxe d'une cour brillante, mais aussi par de magnifiques constructions comme le grandiose théâtre de San Carlo et le palais de Capodimonte. Dans le désir d'imiter la cour de Versailles, le roi Charles fit construire le grand palais de Caserta avec un parc immense ; il y dépensa plus de 6 millions de ducats. C'est sous son règne également que furent commencées les fouilles d'Herculanum et de Pompéi, les deux villes détruites par la terrible éruption du Vésuve en l'an 79 de notre ère. On établit aussi de grandes routes dans les environs de Naples, mais c'était plutôt pour l'utilité de la Cour que pour celle du pays. Le faste continuait à être la principale préoccupation du gouvernement napolitain, mais il n'arrivait pas à faire cesser la misère du pays, qui comptait lui aussi un grand nombre de mendiants ; à Naples, les *lazzaroni* passaient leur vie dans l'oisiveté, au milieu des rues, vivant de distributions que leur faisaient les couvents.

En 1759, Charles, appelé au Trône d'Espagne (où il prit le nom de Charles III sous lequel il est généralement connu) laissa le royaume de Naples à son fils Ferdinand, encore mineur. Tannucci continua à diriger les affaires ; d'accord avec l'Espagne, il chassa les Jésuites en 1767. Plus tard, on supprima l'hommage de la *chinea* (haque-

née), qui était un cheval blanc richement harnaché que l'on avait l'habitude de présenter au pape chaque année avec 7 000 écus d'or comme symbole de vasselage du royaume de Naples vis-à-vis du Saint-Siège. On cherchait en même temps à améliorer les lois civiles et les institutions judiciaires du royaume.

Mais il arriva rapidement à Naples pour Tannucci ce qui était arrivé à Parme pour Du Tillot : l'influence du ministre décrut progressivement et on finit en 1776 par le renvoyer. Pourtant la direction du gouvernement ne passa pas aux mains du roi, mais à celles de sa femme Marie-Caroline d'Autriche, fille de Marie-Thérèse. Pendant que le roi Ferdinand, ignorant et grossier, ne s'occupait en rien des affaires de l'État, Marie-Caroline, hardie et ambitieuse, présidait le Conseil des ministres. Elle y fit entrer John Acton qui, né à Besançon d'une famille irlandaise, après avoir servi dans la marine française et dans celle de Toscane, avait été appelé à Naples par Ferdinand et y avait acquis un grade élevé dans la marine.

Acton ne tarda pas à devenir le favori de la reine et le premier personnage de l'État. Il apporta tous ses soins à l'armée et à la marine dont les conditions étaient absolument déplorables ; mais, bien qu'il y dépensât des sommes énormes (3 millions de ducats par an sur les 11 1/2 auxquels se montaient les recettes de l'État), il ne réussit guère à améliorer la situation[1]. Par contre il retarda les réformes civiles et ecclésiastiques, et cela précisément en un moment où les idées nouvelles faisaient des progrès de plus en plus rapides grâce aux ouvrages

1. Parmi les malheurs qui affligèrent le royaume à cette époque, il faut rappeler spécialement le terrible tremblement de terre des Calabres en 1783.

de plusieurs écrivains de valeur comme Genovesi (1712-1769), professeur d'économie politique; l'abbé Galiani (1728-1787), qui avait été secrétaire d'ambassade à Paris; Filangeri (1752-1788) auteur d'une *Histoire de la législation* qui exerça une grande influence sur les penseurs napolitains; Pagano (1747-1799), qui fut le vrai vulgarisateur de la nouvelle philosophie, et bien d'autres. Il y avait à Naples un centre de vie intellectuelle et l'on y sentait l'influence des philosophes français.

La Sicile, qui avait été toujours tenue à l'écart du courant de la civilisation européenne, restait beaucoup plus en arrière dans le mouvement des idées. Détachée de Naples depuis les fameuses *Vêpres siciliennes* (1282), elle avait constitué un royaume indépendant jusqu'en 1409, époque où s'était éteinte la famille aragonaise qui y régnait. Elle était alors passée sous la dépendance directe de l'Espagne qui l'avait gouvernée par ses vices-rois jusqu'au début du XVIII[e] siècle. Assignée tout d'abord à Victor Amédée II, puis à l'Autriche, elle avait fini par être réunie à Naples sous le gouvernement des Bourbons.

A travers tous ces changements de gouvernement, elle avait conservé son parlement, composé de nobles, de prélats et de représentants des villes du domaine; les nobles et les prêtres y dominaient. Sur une population de 1 200 000 habitants, 800 000 dépendaient de feudataires et le nombre des prêtres, moines et religieux, se montait à 63 000.

De temps en temps la plèbe, ignorante et affamée, se soulevait, notamment en 1773; ces mouvements n'étaient d'ailleurs déterminés par aucune idée politique, mais uniquement par la faim, seule la plèbe y prenait part, aussi fut-il toujours facile aux gouvernements de la cal-

mer par des concessions momentanées, qui ne changeaient en rien la condition réelle des choses. En 1780 on nomma vice-roi en Sicile le marquis Caracciolo, ancien ambassadeur à Paris. Animé d'un esprit réformateur, qui s'était formé en France, il entreprit des réformes hardies, mais les nobles et le clergé, attaqués dans leurs intérêts, s'y opposaient âprement ; quant à la bourgeoisie elle n'existait pas, et la plèbe ne pouvait pas comprendre l'utilité des réformes qu'entreprenait le vice-roi ; aussi son œuvre, peu soutenue par la cour de Naples, échoua complètement[1].

*
* *

En 1789 l'Italie était donc encore le paradis des prêtres et des nobles ; mais dans quelques villes, et surtout dans l'Italie du Nord, la bourgeoisie se développait grâce aux progrès de l'industrie et du commerce ; à mesure qu'elle s'accroissait en nombre et en richesse, elle commençait à faire connaître le mécontentement que lui inspirait l'ordre social actuel.

Chez un peuple d'imagination vive et ardente comme est le peuple italien, les idées nouvelles devaient pénétrer plus efficacement par le moyen de la poésie ; c'est ainsi que Milan, ce centre d'esprits novateurs, produisit

1. Au royaume de Naples appartenaient aussi les *Présides* de Toscane : Portolongone dans l'île d'Elbe ; Orbetello, Porto Ercolo et autres lieux de la Maremme.

Il n'y a pas lieu de s'arrêter ici sur les petits États, il suffira de les nommer : le groupe de Malte appartenant à l'Ordre catholique de Saint-Jean de Jérusalem, la petite république de Saint-Marin, la principauté de Piombino gouvernée par les Buoncompagni et la principauté de Monaco appartenant aux Matignon, qui en avaient hérité en 1731 de la famille génoise des Grimaldi.

alors Parini (1729-1799). Avec lui la poésie revient à sa mission éducatrice : son poème du *Jour* est une merveilleuse satire de la vie oisive et nulle de l'aristocratie et un éloge vibrant des vertus laborieuses des autres classes de la société ; il y proclame clairement et hautement l'idée de l'égalité sociale[1]. Les vers de Parini furent très lus et eurent un grand retentissement dans toute la péninsule.

Mais ce qui intéressait surtout les Italiens de cette époque était le théâtre, c'était là le milieu idéal pour les belles dames poudrées et leurs cavaliers servants, pour toute cette haute société molle et nonchalante, adonnée uniquement à une vie artificielle d'étiquette, de parade, je dirais volontiers de perpétuelle représentation. Si l'on s'en tient aux apparences, l'Italie du XVIIIe siècle paraît ne s'enthousiasmer que pour le spectacle ; c'est alors que furent bâtis les plus grands et les plus riches théâtres d'Italie, c'est là que l'architecture et la peinture trouvaient de nouvelles applications. Dans les spectacles la musique tenait naturellement la première place : Pergolèse, Porpora, Tartini et cent autres compositeurs déchaînaient les applaudissements enthousiastes du public, qui pourtant accourait aussi avec plaisir écouter des comédies et des tragédies.

C'est pourquoi Alfieri (1749-1803), caractère dur, énergique et indépendant voulut se servir du théâtre pour secouer les esprits de ses contemporains italiens qui lui semblaient faibles, veules et inertes. Le sentiment qu'il s'agissait avant tout d'éveiller en Italie c'était

1. C'est peut-être une légende, mais on raconte qu'un jour
Les hommes étaient égaux et que l'on ignorait les noms
De plèbe et de noblesse.

PARINI, *le Jour*.

le sentiment national : les divisions séculaires avaient rendu les habitants des diverses régions presque étrangers les uns aux autres ; chaque État avait sa propre histoire et ses intérêts spéciaux, parfois même il y avait des raisons particulières de haine et de rivalité. En un pareil milieu Alfieri osa le premier parler hautement d'*italianité*, invitant ses compatriotes à méditer sur l'ancienne grandeur de leur patrie et sur sa décadence présente ; il faisait sentir la nécessité d'un réveil et il le proclamait imminent ; il parlait toujours d'une Italie nouvelle, alors que personne encore n'y pensait et c'est *au futur peuple italien* qu'il dédiait son « Second Brutus ». Ses tragédies ont par suite une importance bien plus politique que littéraire, car elles hâtèrent la formation de la conscience nationale.

CHAPITRE II

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Effets de la Révolution française en Italie. — La première campagne de Napoléon Bonaparte (1796-1797) : origine du drapeau tricolore italien. — Chute de la République de Venise. — Les nouvelles républiques démocratiques. — L'Italie conquise par les Français. — Victoires des Austro-Russes et triomphe de la réaction. — Les exilés de 1799 et le sentiment de l'Italianité.

La Révolution française produisit en Italie un double effet : les princes, effrayés, s'arrêtèrent dans la voie des réformes, tandis que les peuples se mirent à les désirer plus ardemment qu'auparavant ; d'où un conflit, qui alla chaque jour s'aggravant, d'autant plus que les gouvernements, pour étouffer l'esprit révolutionnaire qui se propageait dans leurs États, eurent recours aux persécutions et aux arrestations. C'est ainsi que se forma, surtout dans la bourgeoisie, un parti désireux de renverser l'ancien ordre de choses. Ce parti peu nombreux, mais hardi, allait triompher avec l'invasion française.

Tout d'abord les cours italiennes avaient songé à une ligue générale contre la France, mais les jalousies et les rivalités empêchèrent son organisation. Le Piémont alors s'allia seul à l'Autriche et, en 1792, commença les hostilités.

Les Français furent vainqueurs, et, dans cette même année 1792, ils occupèrent la Savoie et le comté de Nice, puis ils s'avancèrent lentement dans quelques val-

lées des Alpes et le long de la côte ligure, sans se préoccuper de la neutralité proclamée par la République de Gênes. Les progrès des Français encourageaient les espérances de tous ceux qui aspiraient à un nouvel ordre de choses, et c'est pourquoi des conspirations s'organisèrent dans certains points de la péninsule, ne produisant pas pour le moment d'autres effets que des arrestations et des supplices.

*
* *

Au printemps de 1796, le gouvernement français confia le commandement de l'armée d'Italie au jeune général corse Napoléon Bonaparte. Celui-ci, à son entrée en campagne, adressa à ses soldats la proclamation suivante :

Soldats, vous êtes mal nourris et presque nus. Le gouvernement vous doit beaucoup, mais ne peut rien pour vous. Votre courage, votre patience vous honorent, mais ne vous procurent ni avantage, ni gloire. Je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde ; vous y trouverez de grandes villes, de riches provinces ; vous y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de courage[1] ?

Les soldats ne manquèrent pas de courage, et le général ne manqua pas du génie nécessaire pour tenir ses promesses.

Par les combats de Montenotte, Millesimo et Dego, il réussit à séparer l'armée autrichienne de l'armée piémontaise ; les Autrichiens furent repoussés le long de la

1. Cette proclamation figure dans le Recueil officiel des proclamations de Napoléon, mais, d'après certains historiens contemporains, elle n'aurait été ni écrite, ni prononcée. De toutes façons elle représente bien les idées que le nouveau général devait alors chercher à répandre parmi ses troupes.

vallée de la Bormida sur Acqui et Alexandrie, pendant que les Piémontais se repliaient dans la vallée du Tanaro sur Ceva et Mondovi. Bonaparte se tourna tout d'abord contre les Piémontais et, le 28 avril 1796, il força le roi Victor Amédée III à se retirer de la lutte et à entamer des négociations de paix. Celle-ci fut signée peu après à Paris : le roi de Sardaigne renonçait à Nice et à la Savoie, livrait aux Français plusieurs forteresses du Piémont et leur accordait le libre passage à travers ses États.

Ayant ainsi assuré ses derrières, Bonaparte se tourna contre l'armée autrichienne, qui s'était maintenant retirée en Lombardie et le 9 mai il remporta sur elle la grande victoire de Lodi, qui le mit en possession de toute la région lombarde. Le duc de Parme, effrayé, se hâta de conclure avec Bonaparte un traité, il payait le très gros tribut qui lui était imposé et cédait vingt des plus beaux tableaux de sa collection[1]. Le duc de Modène s'enfuit à Venise avec ses richesses et laissa à la régence qu'il avait nommée le soin de s'accorder avec le vainqueur, ce qui fut fait moyennant le paiement de grosses contributions et la remise de quinze des plus beaux tableaux du palais ducal.

Les Autrichiens, ayant laissé une forte garnison à Mantoue, s'étaient retirés dans les montagnes du Tyrol. Bonaparte, s'étant emparé de la ligne de l'Adige en violant la neutralité vénitienne et ayant placé des détachements au débouché des cols, tourna ses armes contre le pape, qui s'était toujours montré hostile à la République française. Il occupa facilement Bologne, Ferrare et

1. Parmi lesquels le Saint Jérôme du Corrège, en échange duquel le duc offrit en vain de payer un million. Les œuvres d'art emportées par Napoléon d'Italie, parmi lesquelles ce tableau, furent presque toutes restituées en 1815.

Ravenne et le pape effrayé demanda aussitôt la paix.

Mais pendant ce temps l'Autriche avait mis sur pied une autre grande armée, qui, sous la conduite du maréchal Wurmser, descendit la vallée de l'Adige, repoussant de toutes parts les troupes françaises inférieures en nombre. Bonaparte, qui avait mis le siège devant Mantoue et espérait déjà la voir capituler, n'hésita pas, en présence du grave danger qui maintenant le menaçait, à faire le sacrifice de renoncer à ce siège, et recueillant rapidement toutes ses forces, il réussit à battre les Autrichiens à Lonato et à Castiglione (au Sud du lac de Garde). A la suite de ces batailles, Wurmser battit en retraite et remonta la vallée de l'Adige, mais, arrivé à Trente, il redescendit de nouveau vers l'Italie par la vallée de la Brenta. Bonaparte, qui l'avait toujours suivi, ne perdit pas ses traces et il le rejoignit à Bassano où il lui infligea une mémorable défaite (8 septembre 1796). Wurmser ne put que conduire à grand' peine quelques-unes de ses troupes à Mantoue, où Bonaparte vint l'assiéger.

***

Les victoires françaises secouèrent naturellement l'Italie de sa torpeur; il semblait qu'avec l'armée française fût descendu des Alpes un souffle frais et nouveau qui venait rendre la clarté aux esprits et la vigueur aux corps. De grands courants de passions et d'espérances envahissaient les âmes; l'horizon de chacun s'élargissait, les pensées s'élevaient vers des cimes qui passaient jadis pour inaccessibles et qui ne le paraissaient plus maintenant. Le 25 août 1796 la ville de Reggio-Emilia s'insurgea contre la domination des princes d'Este; bientôt la

révolte gagna tout le duché. Les Français, dès qu'ils eurent vaincu l'armée de Wurmser, accoururent au secours des insurgés et créèrent un gouvernement provisoire. Puis Modène et Reggio s'allièrent à Bologne et Ferrare déjà arrachées au pape et elles ne tardèrent pas à s'organiser en une république, qui, suivant les souvenirs classiques alors à la mode, prit le nom de Cispadane. Ce fut le premier État fondé en Italie depuis l'invasion des républicains français et ce fut lui qui, le premier, par une délibération du Congrès de Reggio du 7 janvier 1797, adopta officiellement le drapeau tricolore, prenant le *blanc* et le *rouge* du drapeau français et remplaçant le bleu par le *vert*, couleur qui était déjà dans les habitudes militaires du pays.

L'Autriche pourtant ne s'avouait pas vaincue, et, aidée par l'or anglais, elle avait formé une nouvelle armée qui fut mise sous le commandement d'Alvinzi. Bonaparte se trouva alors dans une très grave situation, mais il réussit cette fois encore à surmonter des difficultés qui paraissaient insurmontables et par la sanglante bataille du pont d'Arcole près de Vérone (novembre 1796), il força Alvinzi à la retraite. Celui-ci, ayant reçu dans le Tyrol de nouveaux renforts, descendit de nouveau sur Vérone, mais il fut définitivement vaincu à Rivoli en janvier 1797. Mantoue, pressée de plus en plus par le siège, dut se rendre peu de temps après.

Le pape, escomptant les victoires de l'Autriche, n'avait pas respecté les clauses stipulées avec les Français ; c'est pourquoi Bonaparte, débarrassé des Autrichiens, envahit de nouveau l'État pontifical et s'avança victorieusement dans les Marches et l'Ombrie. Pie VI, se voyant dans une position dangereuse, signa la paix à Tolentino (février 1797) : il renonçait à Avignon et au Comtat Venais-

sin (occupés par les Français depuis la fin de 1791), aux légations de Ferrare et de Bologne et aux Romagnes (qui lui avaient été enlevées en 1796); il s'obligeait en outre à payer une grosse indemnité de guerre et à céder de nombreux chefs-d'œuvre artistiques.

La paix avec le Pape à peine signée, Bonaparte dut revenir en toute hâte dans la Haute Italie où arrivait une nouvelle armée autrichienne sous le commandement de l'archiduc Charles, frère de l'empereur François II[1]. On combattit sur le Tagliamento, et, cette fois encore, les Autrichiens furent vaincus. Les Français les poursuivirent, les vainquirent de nouveau au col de Tarvis et s'avancèrent en territoire autrichien jusqu'à Leoben, à 25 lieues de Vienne. L'Autriche alors consentit à traiter et, à Leoben même, furent signés, le 18 avril 1797, des préliminaires de paix.

* * *

Précisément à ce moment, de faux bruits firent croire aux populations de la Vénétie que l'armée française avait été battue ; dans quelques endroits les paysans, qui généralement étaient hostiles au nouvel ordre de choses, excités par les nobles et les prêtres, prirent les armes contre les Français ; à Vérone, un grand nombre de ces bandes de paysans entrèrent en ville et, s'étant jointes à la populace, massacrèrent les Français qui s'y trouvaient. Cette insurrection, connue sous le nom de *Pâques véronaises* fut bientôt étouffée dans le sang, mais Bonaparte

1. Pierre-Léopold, monté au trône impérial en 1790 sous le nom de Léopold II, était mort en 1792 laissant plusieurs fils : l'aîné, François II (né à Florence en 1768), lui avait succédé, tandis que le second, Ferdinand (né en 1769), avait reçu la Toscane. Parmi les autres fils il y a lieu de citer : Charles, le célèbre général de l'époque napoléonienne et Renier, qui fut plus tard vice-roi du royaume Lombardo-Vénitien.

s'en servit comme d'un bon prétexte contre le gouvernement de Venise.

A la même époque, le commandant du Lido avait fait tirer sur un navire français qui voulait entrer dans le port de Venise sans observer les prescriptions règlementaires : d'où de nouvelles observations faites à Venise, sur un ton hautain, par Bonaparte. Celui-ci, menaçant d'une guerre la vieille république aristocratique, la força à changer la forme du gouvernement. Le 12 mai 1797 le Grand-Conseil, cédant à la pression du vainqueur, renonça à son pouvoir et c'est ainsi que tomba, sans même avoir dignement résisté, cette oligarchie qui avait dominé pendant de longs siècles la glorieuse république de Saint-Marc. On établit à sa place un gouvernement démocratique qui fit entrer les Français dans la ville. Ceux-ci ne tardèrent pas à la dépouiller d'argent et d'objets d'art, agissant comme en pays conquis ; c'est ainsi que l'on emporta à Paris les quatre chevaux de la façade de Saint-Marc, qui avaient été pris par les Vénitiens à Constantinople en 1204.

A Gênes également on abolit, par ordre de Bonaparte, l'ancien gouvernement aristocratique et l'on établit la *République ligurienne* sur le modèle de la française.

Puis la Lombardie, enlevée à l'Autriche, fut unie à la République cispadane en une seule république que l'on appela *Cisalpine*, constituée elle aussi sur le modèle de la France avec un Directoire de cinq membres, chargé du pouvoir exécutif et deux conseils (Juniors et Seniors) pour exercer le pouvoir législatif. Le 9 juillet 1797 eut lieu à Milan une fête solennelle pour célébrer la naissance de cette nouvelle république, qui devait devenir le principal centre de la vie italienne[1].

1. Le 26 octobre 1797, Bonaparte unit à la Cisalpine la Valteline et

Dans toutes ces républiques, les généraux français étaient les véritables maîtres et les nouveaux gouvernements démocratiques n'étaient pas de force à se soustraire aux décisions arbitraires et aux déprédations de leurs protecteurs.

Bonaparte, quand il traita avec l'Autriche de la paix définitive, n'hésita pas, pour obtenir de meilleures conditions, à sacrifier Venise. Cette paix fut conclue à Campo-Formio (en Frioul), le 17 octobre 1797 : l'Autriche cédait à la France la Belgique et ses possessions sur la rive gauche du Rhin, de plus elle reconnaissait la République cisalpine, composée en grande partie d'anciens territoires autrichiens ; mais en échange elle recevait le territoire de la République de Venise. Les Français abandonnèrent par suite Venise, qui fut occupée par les troupes impériales le 8 janvier 1798. C'est de cette façon humiliante que cessa d'exister la vieille république, sans qu'un seul acte d'héroïsme vînt au moins en rendre la chute plus respectée et le regret plus amer[1].

La cession de Venise à l'Autriche donnait un démenti aux belles promesses de liberté et d'indépendance faites par les Français lors de leur invasion ; de même leurs vexations et leurs rapines dans les deux républiques cisalpine et ligurienne qu'ils considéraient presque comme des vassales, faisaient naître chez beaucoup d'Italiens un violent mécontentement. Ces deux années (1796-1797) représentent pourtant un grand réveil dans la vie de la péninsule, un ébranlement décisif donné à

les comtés de Bormio et de Chiavenna qui s'étaient insurgés pour se soustraire à la domination des Grisons et avaient invoqué la protection de la France et de son grand homme de guerre.

1. Ugo Foscolo, alors âgé d'un peu plus de 20 ans, exprime chaleureusement dans les *Dernières lettres de Jacques Ortis*, la douleur profonde des patriotes italiens pour cette vente de Venise à l'Autriche.

l'ancien ordre de choses; les populations commençaient à s'intéresser à la chose publique et les citoyens les plus distingués s'habituaient à l'exercice du pouvoir en faisant partie des premières assemblées politiques de l'Italie.

***

Après la paix de Campo-Formio, Bonaparte rentra en France, puis il alla combattre en Égypte.

Pendant ce temps, dans les divers États italiens, le parti révolutionnaire, bien qu'en minorité, se montrait très hardi, parce qu'il se sentait soutenu par les troupes françaises restées dans la péninsule; cela donnait naissance à des désordres et à des rixes. A Rome survint une échauffourée, pendant laquelle on viola la demeure de l'ambassadeur de France. La République en prit prétexte pour y envoyer une armée, qui entra sans résistance à Rome le 15 février 1798; on proclama la déchéance du pouvoir temporel et l'établissement de la *République romaine*. Pie VI, chassé de Rome, se réfugia en Toscane[1].

Peu après le roi Ferdinand de Naples, encouragé par la grande victoire que l'amiral anglais Nelson venait de remporter sur la flotte française à Aboukir en Égypte, crut opportun de déclarer la guerre à la France et d'envoyer une armée vers Rome pour y rétablir le gouvernement pontifical. Les Français, qui étaient à Rome en petit nombre, se retirèrent, et les Napolitains occupèrent la ville le 27 novembre 1798. Mais quelques jours après, le général français Championnet, ayant

1. Plus tard, arrêté par ordre de la France, il fut conduit à Valence-sur-Rhône où il mourut le 29 août 1799.

concentré ses forces, reprit l'offensive; le roi de Naples battit rapidement en retraite; arrivé dans sa capitale il ne s'y arrêta même pas, mais ayant laissé le gouvernement au général Pignatelli, il s'embarqua pour la Sicile. Les Français pénétrèrent dans le royaume et en occupèrent même la capitale, grâce à l'appui de quelques bourgeois et malgré la vigoureuse résistance que leur opposa la populace (22 janvier 1799). On proclama à Naples la *République parthénopéenne*, d'après l'ancien nom de la ville.

En Piémont également se développait un mouvement de propagande révolutionnaire, qui causait de graves embarras au roi Charles Emmanuel IV (qui avait succédé en 1796 à son père Victor Amédée III). De nombreuses émeutes éclatèrent et les répressions du gouvernement fournirent un prétexte à la République française pour s'immiscer dans les affaires du Piémont. Le roi dut recevoir une garnison française dans la citadelle de Turin et peu après (décembre 1798), il fut forcé d'abdiquer et d'abandonner son royaume. Les Français occupèrent le Piémont et Charles Emmanuel IV se retira en Sardaigne.

Enfin à la nouvelle que l'Autriche, s'étant alliée à la Russie et à l'Angleterre, songeait à une nouvelle descente en Italie, les Français chassèrent de Toscane les princes de Habsbourg-Lorraine et occupèrent le pays. Ainsi en mars 1799 toute l'Italie continentale, sauf le duché de Parme et Plaisance encore dirigé par son duc et la Vénétie occupée par les Autrichiens, se trouvait au pouvoir des Français[1].

1. Quant aux îles: la Corse, qui s'était soulevée contre les Français en 1793, avait été de nouveau soumise en 1796; la Sardaigne était gouvernée par Charles-Emmanuel IV et la Sicile par Ferdinand de Bourbon; Malte avait été enlevée aux chevaliers de Jérusalem par Napoléon Bona-

*
* *

Mais c'est précisément à ce moment que descendait en Italie l'armée austro-russe commandée par Souvaroff. Elle remporta des victoires importantes sur l'armée française qui occupait la Haute Italie. On dut alors rappeler les troupes qui étaient dans le reste de la péninsule, mais celles-ci aussi furent battues et les Français durent se retirer, ne gardant plus en leur pouvoir que la Ligurie.

Aussitôt, et tout naturellement, les gouvernements républicains établis par la France, qui n'avaient pas d'appui suffisant dans la population, furent partout renversés et beaucoup de citoyens qui s'étaient compromis pour les idées nouvelles durent émigrer. Les républicains de Naples essayèrent de se maintenir contre les attaques des troupes bourboniennes commandées par le cardinal Ruffo, puis ils capitulèrent (19 juin 1799). On leur avait promis une amnistie entière, mais le roi et la reine ne voulurent pas entendre parler de cette capitulation et ils exercèrent des vengeances féroces contre les chefs du gouvernement républicain; parmi les hommes illustres qui furent alors mis à mort, il faut citer le médecin Cirillo, les fameux jurisconsultes Pagano et Conforti, l'amiral Caracciolo[1].

parte lors de l'expédition d'Égypte (mai 1798), mais elle fut plus tard occupée par les Anglais (septembre 1800).

1. A ces événements de Naples participa l'amiral anglais Nelson, dont la conduite en ces journées a donné lieu à des jugements très sévères. M. le sénateur Villari, en un article de la *Nuova Antologia* du 16 février 1899, donne le résultat des dernières études sur la question. Nelson arriva à Naples avec sa flotte alors que l'armistice avait déjà été conclu ; il savait que le roi Ferdinand et la reine Caroline ne vou-

La réaction triomphait partout ; les anciens gouvernements étaient restaurés, les paysans, excités par les nobles et les prêtres, formaient des bandes armées à travers les campagnes et se livraient à des actes de féroce sauvagerie contre les révolutionnaires, dont beaucoup partaient pour la France en attendant une revanche.

Parmi ces exilés provenant de tous les points de la péninsule, l'idée italienne se développe avec puissance. En juillet 1799 le Piémontais Charles Botta (qui aura plus tard la gloire de répandre par ses livres d'histoire ce nouveau sentiment), rédige et signe le premier une pétition au Conseil des Cinq-Cents, invitant la France à unifier l'Italie.

« Rome, ainsi se terminait cet écrit, ne fut jamais aussi grande que quand elle disposait des terres où campait l'envahisseur africain ; la France ne pourra l'être davantage qu'en déclarant libre et indépendante l'Italie, au moment même où des hordes barbares la maintiennent dans l'esclavage. »

taient pas que l'on accordât aux rebelles la moindre concession ; aussi quand il vit le drapeau blanc flotter sur les forts il fit aussitôt des signaux de protestation, puis il communiqua au cardinal Ruffo les intentions du roi. Le cardinal déclara que la capitulation devait être respectée. En présence de cette situation, la décision définitive appartenait naturellement au roi, qui était en Sicile. Nelson, par de petites habiletés diplomatiques, que lui suggéra peut être Hamilton (ambassadeur anglais à Naples) chercha à retarder l'exécution de la capitulation en ce qu'elle contenait de favorable aux rebelles, et, quand il eut reçu de Palermo l'ordre formel de n'en pas tenir compte, il fit emprisonner les chefs du parti républicain. On peut dire en somme que, dans cette affaire, Nelson oublia qu'il était le représentant de l'Angleterre ; au lieu d'exercer une action modératrice, qui aurait été seule digne de son grand pays, il se fit l'instrument des vengeances bourboniennes. L'explication de sa conduite doit se trouver dans la passion aveugle et irrésistible qu'il avait conçue pour lady Hamilton (Emma Lyon), qui s'était faite l'exécutrice dévouée des idées féroces de la reine Caroline.

Cette pétition était signée par des émigrés piémontais, lombards, vénitiens, émiliens, romains, napolitains, qui démontraient ainsi que l'exil fondait toutes leurs aspirations en un idéal unique et supérieur : l'Italie.

CHAPITRE III

DOMINATION NAPOLÉONIENNE

Descente de Bonaparte par le Saint-Bernard et bataille de Marengo. — Les assemblées de Lyon et la République Italienne : Melzi. — Le Royaume d'Italie : Eugène de Beauharnais. — Les provinces italiennes annexées à l'empire français. — Conquête du royaume de Naples. — Abolition du pouvoir temporel des papes. — Grand réveil de la vie italienne sous le gouvernement napoléonien. — Le royaume de Naples sous Joseph Bonaparte et Joachim Murat. — Conditions de la Sardaigne. — La cour des Bourbons en Sicile : la constitution de 1812. — Chute de Napoléon. — Restauration des anciens gouvernements. — Les Cent-Jours. — La guerre d'indépendance annoncée par Joachim Murat : la perte de son trône. — Sa dernière tentative et sa mort.

Au début de 1800 les Autrichiens pouvaient se croire les maîtres de l'Italie tout entière. Elle fut, pendant ces quelques mois, soumise à tous les excès de la réaction et aux exigences pécuniaires les plus exagérées des nouveaux envahisseurs. L'armée française, refoulée en Ligurie après avoir tenu la campagne le plus longtemps possible, fut obligée de s'enfermer dans Gênes, où la flotte de l'amiral anglais Keith vint la bloquer du côté de la mer.

C'est alors que Napoléon Bonaparte, qui venait de s'emparer du gouvernement en France et de prendre le titre de Premier Consul, songea à reconquérir l'Italie. Pendant qu'il donnait l'ordre au général Masséna, commandant l'armée renfermée dans Gênes, de résister jusqu'à la dernière extrémité, il concevait le dessein hardi

de conduire, à travers les Alpes, une nouvelle armée en Italie. Au mois de mai de l'année 1800, gardant le plus grand secret sur ses projets, il fit concentrer ses troupes dans les environs de Genève, puis alla en personne en prendre le commandement et les dirigea vers le col du Grand Saint-Bernard.

L'avant-garde partit de Bourg-Saint-Pierre (où finissait alors la route carrossable) le soir du 14 mai et arriva pendant la nuit à l'hospice situé au sommet du col (2 464 mètres d'altitude) ; quelques heures avant l'aube du 15, elle commença la descente sur le versant italien, culbutant le poste avancé des Autrichiens à Saint-Remy, puis à Etroubles et s'avançant le lendemain jusqu'à Aoste. Ainsi dès le 16 toute la route de Martigny à Aoste, sur les deux versants des Alpes, était occupée par l'armée française.

Ce colossal passage dura du 14 au 25 mai. L'infanterie put marcher assez facilement, au contraire le passage fut très difficile pour la cavalerie et l'artillerie : chaque homme dut mettre pied à terre et conduire son cheval à la main ; on dut démonter les pièces d'artillerie et les transporter sur des civières, soit à bras, soit à dos de mulet, les plus gros canons furent placés dans des troncs d'arbre creusés que l'on traînait avec des cordes. A mesure que les divers détachements arrivaient à l'Hospice, les frères de l'ordre de Saint-Bernard, qui y demeuraient, distribuaient, par ordre de Bonaparte, du pain, du fromage et du vin. Napoléon fit la montée le 20 mai, sur un mulet que tenait à la main un guide du pays. Arrivé à Aoste le 21, il apprit que le fort de Bard présentait un obstacle sérieux à la marche de ses troupes. Sans s'arrêter à en faire l'assaut, il fit passer l'infanterie et l'artillerie légère par le col d'Albard, situé aux

flancs du fort, et, quant aux grosses pièces, il les fit traîner de nuit sur la route de Bard, avec les roues garnies de paille pour en diminuer le bruit et les faire échapper à la canonnade du fort. Après avoir surmonté toutes ces difficultés, l'armée française se rassembla à Ivrée et entra à Milan le 2 juin.

En apprenant ces nouvelles les Autrichiens, qui précisément à ce moment réussissaient à s'emparer de Gênes (que Masséna rendait par suite du manque absolu de vivres, après des preuves éclatantes de courage et d'énergie), durent se replier en toute hâte sur la Lombardie pour ne pas être coupés de leurs communications avec l'Autriche.

Une bataille des plus sanglantes eut lieu à Marengo, près d'Alexandrie (14 juin 1800). Les Français furent d'abord battus, mais Desaix, envoyé en observation par Bonaparte du côté de Novi et qui avait jugé bon de revenir en arrière au bruit du canon, vint à leur secours avec un gros corps d'armée. Il dit : « La bataille est perdue, mais il n'est que trois heures, nous avons encore le temps d'en gagner une autre. » Napoléon fit recommencer l'attaque. Desaix tomba mort sur le champ de bataille, mais la journée se termina par une victoire décisive des Français[1].

Les Autrichiens durent abandonner toutes leurs conquêtes et confirmer de nouveau les clauses de Campo-Formio. Napoléon rétablit les républiques Cisalpine et Ligurienne ; le Piémont fut occupé par les Français et, peu après, annexé à la France. Un corps français entra

1. Plus tard, Bonaparte fit transporter le corps de Desaix sur le Grand-Saint-Bernard et il le fit ensevelir dans l'église de l'Hospice, lui élevant un monument grandiose avec cette simple inscription : Desaix.

aussi en Toscane, elle fut ainsi enlevée à la dynastie de Habsbourg-Lorraine.

*
* *

De cette façon une partie importante de l'Italie se trouva de nouveau sous la domination française, mais les tendances de ce gouvernement étaient maintenant très différentes de celles des années précédentes. Napoléon Bonaparte fit comprendre aussitôt le changement survenu en remplaçant, dans ses proclamations et ses discours, l'habituelle phraséologie révolutionnaire, par des affirmations d'un nouveau genre (ordre, justice, modération, etc.), et en cherchant à rétablir l'accord de la nation française et de la papauté.

Depuis la mort de Pie VI (29 août 1799) on avait eu une courte vacance du trône pontifical, jusqu'à ce que le conclave réuni à Venise ait choisi pour pape le cardinal Barnabé Chiaramonti, qui prit le nom de Pie VII (14 mars 1800). En juillet, il rentra à Rome et reprit possession de ses États, qu'évacuèrent les troupes napolitaines et autrichiennes qui y étaient entrées l'année précédente pour en chasser les Français. Bientôt Napoléon réussit à signer avec lui le Concordat (1801), où l'on chercha à concilier les principes de la Révolution et les tendances de l'Église catholique.

Bientôt de nouveaux et importants changements territoriaux survinrent dans la péninsule. Parme et Plaisance furent cédées à la France et la famille des Bourbons, qui possédait ce duché, obtint à la place la Toscane, érigée en royaume d'Étrurie[1].

1. Par un traité conclu à Florence le 28 mars 1801 entre la France et le roi de Naples, celui-ci renonça à la possession des Présides, qui

A la fin de l'année 1801, Napoléon convoqua à Lyon 452 notables de la République Cisalpine. Il s'agissait de l'établissement d'une nouvelle constitution, qui fut naturellement analogue à celle qu'avait alors la France : le pouvoir législatif était divisé entre quatre assemblées (Consulte, Censure, Conseil et Corps Législatif), tandis que le pouvoir exécutif se trouvait aux mains d'un président élu pour 10 ans, qui avait l'initiative des lois et la nomination des fonctionnaires. La république s'appela *italienne*, elle élut comme président Napoléon Bonaparte, qui nomma vice-président le comte François Melzi.

Les souffrances que l'occupation militaire avait causées, dans les années précédentes, diminuèrent et la république put alors, à l'ombre des grands principes de liberté et d'égalité civile, jouir d'une vraie prospérité. Le nom d'*italienne*, qu'elle avait adopté, réjouissait tous les cœurs ; le président étant loin, l'indépendance paraissait plus grande, Melzi savait se gagner les esprits et gouverner sagement. En peu de temps tous les services publics furent bien organisés, de nombreux abus supprimés et les finances réorganisées avec énergie et fermeté, grâce surtout à l'habileté du ministre Prina.

∴

Lorsque, en 1804, le Premier Consul prit le titre d'Empereur des Français, il parut naturel qu'il ne pût plus continuer à être président d'une république et c'est

furent réunis au nouveau royaume d'Etrurie, sauf l'île d'Elbe qui fut annexée à la France.

pourquoi on lui offrit la couronne du royaume d'Italie qu'il mit sur sa tête à Milan, le 26 mai 1805, en prononçant les fameuses paroles : « Dieu me l'a donnée, gare à qui la touche. »

Pendant ce voyage en Italie, Napoléon prit de nombreuses dispositions regardant l'administration du royaume et, avant de retourner en France, il nomma vice-roi son beau-fils, Eugène de Beauharnais, qui avait alors 24 ans. Celui-ci, de caractère excellent et tout dévoué à l'empereur, chercha à lui montrer sa reconnaissance par une obéissance pleine et entière ; c'est pourquoi, aux premières résistances que le Corps Législatif fit à quelques-uns de ses projets de lois, Eugène, exécutant les ordres de Napoléon, cessa de le convoquer. Le royaume d'Italie finit ainsi par se trouver sous le régime du despotisme éclairé.

Pendant son séjour à Milan, Napoléon reçut les magistrats de la république ligurienne, qui lui offraient de réunir leur pays à l'empire français. Napoléon se rendit à Gênes et fit du pays trois départements français. Au contraire il transforma la petite république de Lucques en une principauté qu'il assigna à sa sœur Élisa Baciocchi.

Dans cette même année 1805, après la grande victoire d'Austerlitz, Napoléon imposa à l'Autriche la paix de Presbourg (26 décembre) par laquelle l'empereur François devait renoncer à la Vénétie. Cette région fut unie au royaume d'Italie, à la grande joie des Italiens, qui se flattaient d'arriver par cette voie à l'unification entière de la péninsule.

Pendant la campagne d'Austerlitz, le roi de Naples s'était allié de nouveau à l'Angleterre, l'Autriche et la Russie. Napoléon, ayant vaincu l'Autriche, envoya aus-

sitôt une armée faire la conquête du royaume de Naples, invitant ses soldats à en finir avec une Cour « *qui n'a ni bonne foi, ni honneur, ni bon sens* » et proclamant fièrement : « *La dynastie de Naples a cessé de régner* ». La conquête fut des plus faciles ; la famille de Bourbon s'enfuit en Sicile et Joseph Bonaparte, frère de Napoléon, fut proclamé roi de Naples (30 mars 1806).

L'année suivante Napoléon enleva la Toscane à la dynastie des Bourbons, à qui il l'avait donnée, et il la réunit à l'empire français. Puis, sous prétexte que Pie VII n'appliquait pas rigoureusement le blocus continental contre l'Angleterre, Napoléon commença par faire occuper les côtes de l'État pontifical. Comme Pie VII protestait et paraissait disposé à faire cause commune avec les ennemis de l'Empereur, qui avaient formé une nouvelle coalition, Napoléon, en 1809, déclara que le pouvoir temporel des papes prenait fin. Il réunit Rome et la région avoisinante à l'Empire français et les Marches au royaume d'Italie[1]. En envoyant au Sénat le projet de loi relatif à l'annexion, Napoléon écrivait : « Le décret que nous vous soumettons conduira à bonne fin un des plus importants parmi les événements politiques de la grande époque où nous vivons....; il trace une coupure profonde entre les intérêts de la politique et ceux de la religion. Puissent les mots *politique de la cour romaine* être abolis pour toujours dans la diplomatie européenne ; puisse l'étroit égoïsme d'un prince qui possède un pays sans armée, des ports sans navires, une puissance sans force, une neutralité sans garantie, se perdre dans la prospérité générale de la péninsule italienne. »

1. Pie VII fait prisonnier fut conduit à Savone, et plus tard à Fontainebleau.

Désormais toute l'Italie péninsulaire, directement ou indirectement, dépendait de Napoléon.

Le Piémont, la Ligurie, Parme et Plaisance, la Toscane et Rome, c'est-à-dire près du tiers de la péninsule, étaient annexés à l'Empire. Si le Piémont, si même la Ligurie, par suite du voisinage et de leurs affinités avec la France, s'étaient facilement accoutumés aux lois et aux institutions françaises, il n'en était pas de même pour les autres régions qui, déshabituées du métier des armes, ne supportaient qu'avec douleur la conscription introduite par Napoléon. On pouvait pourtant constater partout une grande transformation matérielle, intellectuelle et sociale. Peu à peu les populations acceptaient et s'assimilaient les principes de la Révolution ; le Code civil réorganisait la société sur de nouveaux principes d'égalité, tandis que l'immense développement de l'activité générale donnait naissance à une bourgeoisie nombreuse, riche, cultivée et active, qui profitait de l'abolition de la féodalité et de la suppression de nombreux couvents pour acquérir une part notable de la propriété foncière et prendre victorieusement la place des aristocraties déchues. Une conception plus sérieuse de la vie et de ses devoirs succédait aux étourderies et aux futilités de l'âge précédent.

Cette transformation se faisait sentir encore plus vivement dans le royaume d'Italie, qui comprenait la Lombardie, la Vénétie, Reggio et Modène, les Romagnes et les Marches avec une population de près de 7 millions d'habitants : on construisait de nouvelles routes, on creusait de larges canaux, on élevait de superbes monuments, l'agriculture, l'industrie, le commerce étaient encouragés, les sciences et les arts développés de mille manières, enfin une armée vaillante était organisée qui faisait de nouveau respecter le nom italien.

« Parmi les époques d'obéissance, écrit l'illustre historien contemporain Cesare Balbo, aucune ne fut joyeuse, créatrice, peut-être utile, presque grande et presque glorieuse comme celle-là. Il était moins honteux d'être, avec la moitié de l'Europe, au service d'un homme des plus grands et des plus laborieux, que l'on pouvait dire de naissance italienne et qui l'était certainement de sang et de nom ; de le servir avec zèle pour de grandes œuvres, multipliées et incessantes, sans cesse renouvelées, au point que l'on ne pouvait prévoir leur but et qu'on pouvait espérer qu'elles se termineraient par quelque grande unification et libération de l'Italie ; tout cela était moins honteux que, comme en d'autres temps, languir presque seuls dans la servitude, au milieu de l'indépendance, de la liberté et du travail universels..... Il n'y avait pas d'indépendance, c'est vrai, mais il y en avait au moins les formes dans une grande ville d'Italie ; il n'y avait pas de liberté civile bien garantie, il y avait au moins une liberté légale ; et puis il y avait cette égalité qui pour beaucoup, à tort ou à raison, compense le manque de liberté. Et c'est à partir de ces années-là que l'on se reprit à prononcer, avec plus d'honneur et d'amour, le nom d'Italie. »

L'influence française fut moindre dans le royaume de Naples, soit par suite des conditions spéciales du pays, qui différaient par trop de celles de la France, soit parce que le nouveau gouvernement y dura moins longtemps et qu'il fut occupé à se défendre d'une part contre les tentatives que les Bourbons, réfugiés en Sicile et secourus par l'Angleterre, faisaient pour reprendre leur royaume, d'autre part contre les bandes de brigands qui infestaient surtout la Calabre. Joseph Bonaparte avait à peine commencé à s'orienter dans son nouveau royaume

quand Napoléon, qui déplaçait les rois comme de simples employés, le promut au trône d'Espagne envoyant à sa place à Naples son beau-frère Joachim Murat (1808).

Celui-ci, par ses qualités personnelles, sut s'acquérir de vives sympathies, mais c'était un soldat plutôt qu'un administrateur. En 1808 il réussit à chasser les Anglais qui s'étaient établis dans l'îlot de Capri et, l'année suivante, il repoussa une grande expédition des Anglais et des Siciliens. Encouragé par ces succès, il prépara en 1810 une entreprise contre la Sicile, mais ses premières tentatives ayant échoué, il renonça vite à son idée. Pendant ce temps un de ses généraux, Manhès, réussit, à force de cruauté, à anéantir le brigandage en Calabre. Il était naturellement impossible, avec ces guerres presque continuelles, de s'occuper avec l'application nécessaire et une énergie suffisante des réformes intérieures : pourtant si Joachim Murat ne put transformer son pays, il y introduisit néanmoins les éléments d'une vie nouvelle.

Les grands et rapides changements, qui s'effectuèrent en Italie pendant la période napoléonienne, font comprendre clairement comment l'idée de l'unité nationale put se répandre largement parmi les Italiens, et, avec elle, le désir d'une organisation politique qui correspondît à ce sentiment. Dans les périodes antérieures de l'histoire d'Italie, les quelques rares esprits supérieurs qui songeaient à un tel idéal n'osaient y arrêter leur pensée, parce que le renversement simultané de tous les anciens gouvernements leur paraissait une impossibilité ; maintenant ce grand miracle était devenu une réalité. Le prestige du passé ayant été détruit, on pouvait plus facilement imaginer le nouvel édifice qu'on aurait désiré voir naître.

***

Les grandes îles italiennes vivaient en dehors de ce courant novateur qui, d'une manière plus ou moins forte, agitait toute la péninsule.

La Sardaigne était la seule possession qui fût restée à la Maison de Savoie. Le roi Charles-Emmanuel IV, attristé de ses défaites et affligé en outre par la mort de sa femme, avait abdiqué dès 1802 en faveur de son frère Victor-Emmanuel Ier. Celui-ci avait essayé d'introduire dans l'île quelques améliorations, mais sans grand succès.

De leur côté les Bourbons de Naples avaient réussi à garder la Sicile, mais ils le devaient surtout à l'appui de l'Angleterre qui avait fait de l'île un centre de ses opérations militaires contre les Français. Malgré tout la reine Marie-Caroline, altière et ambitieuse, supportait mal ce protectorat anglais; d'autre part elle mécontentait les Siciliens, soit par la faveur qu'elle accordait aux émigrés napolitains, soit surtout par les fortes dépenses que la cour devait faire pour continuer la guerre et qui entrainaient une augmentation incessante des impôts. L'opposition devint vive même au Parlement, de sorte que les seigneurs eux-mêmes refusèrent les subsides demandés; la cour crut alors pouvoir se passer de Parlement, elle rendit des décrets d'impôts arbitraires et elle fit arrêter cinq seigneurs parmi les plus ardents de l'opposition (Février 1811).

L'ambassadeur anglais Bentinck comprit qu'une pareille conduite aurait fini par ouvrir l'île à une invasion française; il imposa au gouvernement bourbonien de libérer aussitôt les cinq seigneurs arrêtés et il déclara même à la reine qu'il était nécessaire d'accorder une

constitution, prononçant le mot fameux : « *Madame, Constitution ou Révolution.* » La cour de Palerme, ne pouvant résister à l'injonction anglaise, adopta un moyen terme : le roi Ferdinand, sous prétexte de maladie, céda la direction des affaires à son fils François en lui donnant le titre de vicaire général du royaume (16 janvier 1812) et il se retira dans son parc de la Ficuzza.

Le prince vicaire convoqua le Parlement et celui-ci décréta aussitôt l'établissement d'une constitution sur le modèle anglais, avec une Chambre des Pairs et une Chambre des Communes. On abolit alors en Sicile les droits féodaux, mais comme cette abolition ne fut pas accompagnée de ce vaste remaniement de la propriété foncière qui eut lieu dans les pays soumis à la loi française, les conditions sociales de l'île ne furent, en fait, guère modifiées.

La reine Marie-Caroline, qui essayait toujours d'intriguer pour faire opposition à la nouvelle ligne politique et se délivrer de la prépondérance anglaise, fut obligée, grâce à l'énergique intervention de Lord Bentinck, d'abandonner la Sicile (1813) et de retourner à Vienne, où elle mourut en septembre 1814.

* * *

Pendant ce temps Napoléon, cédant à l'excès de sa prospérité et aux séductions de la fortune, abandonnait les principes de la révolution, et, la tête pleine des souvenirs carolingiens, cherchait à refaire le passé en fondant une nouvelle noblesse, en détruisant toutes les libertés politiques et en osant aspirer à la monarchie universelle. Les peuples qui, précisément alors, com-

mençaient à prendre plus claire conscience d'eux-mêmes et à désirer plus fermement leur autonomie, se sentirent bien vite en désaccord avec lui et avec ses vues chaque jour plus étrangement ambitieuses. Beaucoup d'Italiens, beaucoup de ceux mêmes qui reconnaissaient les améliorations que le gouvernement avait apportées dans toutes les parties de la vie sociale, ressentaient avec amertume le poids de la servitude et étaient disposés à applaudir les vers fiers et dédaigneux de Foscolo plutôt que les adulations de Monti.

La désastreuse campagne de Russie souleva une tempête de haine contre l'homme qui, pour satisfaire son ambition, avait sacrifié la vie de tant de milliers de soldats. Les souverains alors, qui depuis si longtemps luttaient en vain contre Napoléon, ouvrirent enfin les yeux, et comprenant la force des nouveaux principes qu'ils avaient jusque-là repoussés, ils cherchèrent à s'en prévaloir; ils se prirent à flatter vaguement ces nouveaux sentiments des peuples et ceux-ci se laissèrent facilement entraîner à se déclarer en faveur des rois.

Les armées autrichiennes s'avancèrent et menacèrent le royaume d'Italie; le vice-roi Eugène essaya de défendre ses frontières, mais, voulant tout conserver, il dispersa ses troupes, de sorte qu'il ne fut nulle part en force et qu'il dut bientôt se retirer sur la ligne de l'Adige (Novembre 1813). Pendant ce temps Joachim Murat, de caractère impressionnable et léger, se demandait, en présence de l'écroulement de la fortune napoléonienne, si, pour conserver son trône, il ne lui conviendrait pas d'abandonner l'alliance française, et il avait entamé des négociations avec l'Autriche et l'Angleterre. Agitant dans son esprit mille projets divers, il s'avançait avec l'armée napolitaine vers la Haute-Italie sans que le vice-roi pût

comprendre s'il venait en ami ou en ennemi. Enfin Eugène, voyant que les armées autrichiennes qui lui étaient opposées recevaient sans cesse de nouveaux renforts et s'apercevant que Murat s'était définitivement accordé avec l'ennemi, se retira sur le Mincio (Février 1814).

Pendant ce temps les Anglais occupent Livourne, puis Gênes, et voici qu'arrive en Italie la nouvelle que Paris a capitulé devant les troupes alliées et que Napoléon a dû abdiquer. Eugène espère pouvoir conserver la Lombardie en toute souveraineté, et, pour se rendre les Alliés favorables, il suspend aussitôt les hostilités.

Mais à Milan la majorité de la population, fatiguée de la domination française, lui est hostile ; les uns espèrent pouvoir établir un gouvernement national, les autres désirent le retour de l'Autriche. Aussi, quand le Sénat du Royaume, réuni à Milan, veut envoyer une députation aux puissances pour exprimer des vœux en faveur d'Eugène, une insurrection éclate dans la ville et le comte Prina, ministre des finances, est massacré par la foule (20 avril 1814). Le vice-roi, irrité, fait remise de la forteresse de Mantoue aux Autrichiens et se retire en Bavière auprès de son beau-père.

Quelques jours après les Autrichiens entraient à Milan et ainsi tombait ce royaume d'Italie, qui avait compté des hommes illustres dans les sciences, les arts, la vie publique et l'armée et qui avait été, dans cette époque mémorable, le plus grand centre de vie italienne.

Bien vite les anciens gouvernements furent restaurés : Pie VII, qui depuis quelque temps était libre, rentra à Rome, le grand-duc Ferdinand III eut de nouveau la Toscane ; on rétablit les duchés de Parme et de Modène ; Victor-Emmanuel Ier revint à Turin. Seul Joachim Murat conservait son royaume de Naples.

*
* *

Napoléon avait choisi comme lieu d'exil l'île d'Elbe, mais tout le monde comprenait qu'il était impossible que l'homme qui avait fait de si grandes choses, qui avait remporté tant de victoires, qui même avait jugé l'Europe un trop petit théâtre pour ses exploits, se condamnât volontairement à l'inaction dans les étroites limites de ce territoire. Quelques Italiens eurent l'idée de se servir de lui pour reconstituer l'unité italienne, et, le 19 mai 1814, ils lui envoyèrent de Turin une adresse, lui demandant son nom et son épée, et lui offrant en échange la couronne d'Italie. Napoléon parut faire bon accueil à cette offre, mais c'était vers Paris, et non pas vers Rome, que ses regards étaient sans cesse tournés. Le 26 février 1815 il quitta l'ile d'Elbe avec 1 000 soldats et fit voile vers la France, décidé à reconquérir l'Empire. Il débarqua au golfe Jouan le 1er mars et en 20 jours, soutenu par l'enthousiasme de l'armée pour son grand général, il reconquit son trône et rentra à Paris aux acclamations du peuple.

Mais ce ne fut qu'un éclair de puissance et de gloire. Les souverains d'Europe, réunis alors en congrès à Vienne, voulurent en finir avec Napoléon, le déclarèrent *ennemi et perturbateur de la tranquillité du monde* et le mirent *au ban de la société et de la civilisation* ; ils donnèrent par suite ordre à leurs troupes de marcher contre la France. Le 18 juin 1815, dans les plaines de Waterloo, eut lieu la mémorable bataille qui marque la fin de cette période pleine de guerres et d'agitations ; ce jour-là les héros de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna et de Wagram furent complètement défaits par les vétérans

anglais de Wellington et les grenadiers prussiens de Blücher. Les armées alliées purent alors marcher sur Paris et rétablir le trône de Louis XVIII. Napoléon, ayant perdu tout espoir, se rendit aux Anglais, qui le reléguèrent à l'île de Sainte-Hélène.

Le jour même où Napoléon Ier arrivait en vue de l'écueil où il devait languir pendant ses dernières années, son beau-frère Joachim Murat était fusillé en Calabre.

Quelles étranges aventures que celles du roi Joachim dans la dernière année de sa vie ! En 1814, pour prix de sa trahison vis-à-vis de Napoléon, il avait obtenu de l'Autriche de pouvoir conserver le royaume de Naples, mais il en vint bien vite à douter qu'une telle promesse fût respectée. C'est pourquoi il se réconcilia avec Napoléon alors à l'île d'Elbe et, quand celui-ci partit pour la France, Murat tourna ses armes contre l'Autriche, appelant les Italiens à une guerre d'indépendance[1].

Quelques soldats seulement vinrent se ranger sous ses drapeaux ; il s'avança jusque dans l'Émilie[2], mais ayant appris que les côtes de son royaume étaient menacées par les Anglais, il battit en retraite. Vaincu par les Autrichiens près de Macerata, il rentra dans le royaume, où les partisans des Bourbons relevaient déjà la tête,

1. On écrivit alors de nombreuses poésies en l'honneur du roi Joachim ; entre toutes, celle d'Alexandre Manzoni (1783-1873) est célèbre. Manzoni, comme il l'avoua lui-même, fit à sa patrie le sacrifice d'écrire sciemment un vers qui était mauvais, mais efficace :

Nous ne serons pas libres, si nous ne sommes pas unis.

2. Pellegrino Rossi, professeur de droit à Bologne, abandonna sa chaire pour suivre, comme commissaire civil, l'armée du roi de Naples. Après l'échec de l'expédition, il alla en exil d'abord en Angleterre, puis à Genève, et il s'établit finalement à Paris où il fut nommé professeur au Collège de France.

cependant que les désertions se faisaient chaque jour plus nombreuses dans son armée. Il renonça alors au trône (20 mai 1815) et les Autrichiens restaurèrent dans le royaume de Naples le gouvernement de Ferdinand de Bourbon.

Joachim Murat alla en France, mais il n'osa pas se présenter à Napoléon. Après le désastre de Waterloo, il eut l'idée de se retirer en Corse, patrie d'un grand nombre de ses compagnons d'armes. De là il songea à tenter la reconquête du royaume de Naples ; le 21 septembre, avec 260 compagnons, il quitta Ajaccio, mais une tempête dispersa sa petite flotte. Le navire où il se trouvait aborda à Pizzo de Calabre, où il chercha en vain à soulever la population. Il fut fait prisonnier, et, quelques jours après, sur un ordre venu de Naples, soumis au jugement d'un tribunal militaire, condamné à mort et fusillé le 13 octobre 1815 ; il avait 48 ans.

CHAPITRE IV

LA RESTAURATION : GOUVERNEMENTS ANCIENS ET PEUPLES JEUNES

Le congrès de Vienne et la réorganisation de l'Italie : prédominance de l'Autriche. — Retour au passé. — Victor-Emmanuel Ier roi de Sardaigne. — Le royaume lombard-vénitien sous la domination de l'Autriche. — Situation des duchés. — Douceur du gouvernement toscan. — L'État pontifical. — Ferdinand Ier roi des Deux-Siciles. — La Sainte Alliance.

Au milieu des fêtes et des splendeurs du congrès de Vienne (septembre 1814-juin 1815), où avait brillé entre tous les diplomates le premier ministre d'Autriche, prince de Metternich, alors dans la fleur de ses 40 ans, on avait établi la nouvelle organisation de l'Europe. En aucun autre moment de l'histoire peut-être, une occasion plus favorable n'avait été offerte à la sagesse humaine pour diriger le mouvement politique suivant les principes de la raison : presque toute la carte d'Europe était à refaire, on pouvait donc donner une certaine satisfaction au sentiment des nationalités qui s'affirmait alors ; quant aux libertés politiques, le besoin de repos rendait les peuples très modérés dans leurs désirs, que l'on aurait par suite pu satisfaire. Mais au contraire les souverains vainqueurs profitèrent de la fatigue générale occasionnée par les guerres, du désir ardent de tranquillité et de paix que tout le monde manifestait, pour enchaîner à leurs pieds les peuples et oublier aussitôt les grandes promesses faites à l'heure du danger.

Les diplomates déclarèrent que la nouvelle organisation devait être fondée sur le principe de la légitimité, c'est-à-dire que l'on devait rétablir les anciens gouvernements que l'élan révolutionnaire avait renversés. Ce principe fut appliqué pour tous les gouvernements, sauf pour les républiques : c'est ainsi qu'en Italie on ne restaura pas les vieilles républiques de Venise, Gênes et Lucques. Les deux premières disparurent même du nombre des États : la Vénétie fut donnée à l'Autriche en même temps que la Lombardie et Gênes fut annexée aux domaines de la maison de Savoie. Au contraire Lucques fut assignée à la famille des Bourbons de Parme tant que le duché de Parme serait gouverné par Marie-Louise (fille de l'empereur François et femme de Napoléon Ier); à sa mort Lucques devait être annexée au grand duché de Toscane[1].

Pour le reste on rétablit la situation de 1789, mais l'Autriche fut très avantagée, car elle fut en possession des provinces les plus riches, les plus florissantes, et, stratégiquement, les plus fortes de l'Italie. Par suite elle put facilement faire sentir son influence sur toute la péninsule, d'autant plus qu'à Parme, à Modène et en Toscane régnaient des membres de la famille de Habsbourg. C'est ainsi qu'à l'influence française subie par l'Italie pendant la période napoléonienne succéda l'influence autrichienne, qui chercha à effacer toute trace de la révolution passée.

***

Pour bien connaître la vie politique italienne de 1815 à 1820, étudions-la successivement dans chacun des États.

1. Parmi les républiques italiennes, seule la petite république de Saint-Marin, que Napoléon aussi avait respectée, fut maintenue.

Le 20 mai 1814, après 16 années de régime français, Turin, la vieille capitale du Piémont, ressentit un enthousiasme sincère en revoyant la famille royale de Savoie. Massimo d'Azeglio, qui avait alors 16 ans et faisait partie de la garde communale alignée pour la réception, décrit dans ses *Souvenirs* l'impression que lui fit cette arrivée : « Je me trouvais faire la haie sur la place du Château et j'ai très bien présent à l'esprit le groupe du roi avec son état-major. Vêtus à l'ancienne mode, avec les cheveux poudrés, la petite queue [1] et certains chapeaux à la Frédéric II, ils avaient tous des figures assez bouffonnes, qui me parurent pourtant, comme à tout le monde, des plus belles et des plus normales ; les habituels *cris mille fois répetés* [2], accueillirent ce bon prince de manière à lui enlever tout doute sur l'affection et la sympathie de ses très fidèles Turinais. » Le Piémont saluait donc avec joie la fin de la domination étrangère et acclamait le roi Victor-Emmanuel Ier, représentant de cette maison qui avait toujours défendu dignement l'honneur piémontais.

Mais le mécontentement ne tarda pas à remplacer la joie. Le roi et ses courtisans s'imaginaient que, pendant les dernières années, les bons sujets piémontais n'avaient, comme eux, fait que dormir, tandis qu'au contraire ces quelques années avaient représenté pour les peuples plus d'un siècle de progrès. Le roi (qui avait déjà plus de 50 ans et avait vécu dans un milieu hostile aux idées nouvelles) disait qu'il regardait tout ce qui avait été fait en son absence comme *un long rêve* et il pensait faire preuve d'une large générosité en *jetant un voile* sur le passé.

A son retour en Piémont un vieux courtisan lui avait

1. En italien *codina*, d'où l'expression *codino*, donnée à ceux qui suivent l'ancienne mode, aux réactionnaires, aux cléricaux.

2. En français dans le texte.

mis entre les mains l'almanach de *Palmaverde* de 1798, qui contenait la liste de tous les fonctionnaires de l'État avant que la maison de Savoie n'eût été chassée du Piémont par les Français ; le désir de retourner en arrière était si frénétique que l'on s'occupa à réintégrer aussitôt dans leurs charges tous ceux de ces fonctionnaires qui étaient encore vivants.

Le même système fut appliqué à l'armée. On rappela des officiers qui, depuis bien des années, étaient en retraite ; pour ceux qui avaient servi sous Napoléon, ils devaient, s'ils voulaient être admis dans l'armée, perdre un grade ; enfin, pour combler les vides parmi les corps d'officiers, on fit appel à de jeunes nobles tout à fait inexpérimentés. D'Azeglio, qui fut de cette façon nommé sous-lieutenant, écrivait plus tard : « Notre façon de former un régiment était bien curieuse ! Les supérieurs, hommes d'un autre temps, avaient tout oublié ; nous autres, jeunes gens, nous n'avions encore rien appris ; et nos inférieurs : fourriers, bas-officiers et soldats, sortis presque tous de la première école du monde et sachant leur métier sur le bout du doigt, riaient de nous entre leurs moustaches quand nous étions là, et à ventre déboutonné quand nous étions absents. »

C'est ainsi que le gouvernement piémontais, bien loin de faire quelques concessions au progrès, cherchait à reconstruire fidèlement le passé dans les hommes comme dans les choses. D'un trait le Piémont se vit retomber en plein XVIIIe siècle.

Ce retour à l'antique écœura un grand nombre d'hommes, surtout dans les classes les plus cultivées du pays ; ils auraient voulu faire adopter par le gouvernement une autre politique, mais ils ne pouvaient même pas faire connaître leur opinion sur ce sujet, car ils au-

raient été certainement arrêtés. Par suite l'unique moyen pour eux d'arriver à quelque changement était de se grouper en sociétés secrètes, dans l'espoir qu'elles finiraient par être assez puissantes pour imposer leurs désirs aux gouvernements.

*
* *

Les sociétés secrètes étaient également très nombreuses dans le royaume Lombard-Vénitien, où la chute du royaume d'Italie n'avait pas fait oublier les souvenirs de cette glorieuse époque.

Certes l'Autriche s'était toujours préoccupée du progrès matériel des provinces sujettes, mais, à l'heure actuelle, cela ne suffisait plus. Si, avant la Révolution française, les Lombards pouvaient combler de louanges le gouvernement d'une Marie-Thérèse ou d'un Joseph II, il était impossible qu'il en fût de même depuis que l'existence d'un Royaume d'Italie avait éveillé dans les âmes le sentiment national. Un grave changement s'était produit dans la conscience du pays et Frédéric Confalanieri pouvait à bon droit écrire : « Nous ne sommes plus ce que nous étions il y a 20 ans, et il ne nous est pas possible de le redevenir sans renoncer à des habitudes et à des sentiments déjà profondément ancrés en nous et qui demeurent chers à une nation qui a intelligence, énergie et passion, qui a acquis une plus grande expérience des questions politiques, un plus grand amour de la patrie, et qui a appris à combattre. »

Mais au contraire l'empereur François d'Autriche[1] déclarait aux Lombards-Vénitiens : « Vous m'appartenez

1. On peut rappeler ici que, à la fin de 1806, François II avait renoncé à son titre d'empereur romain et avait pris celui de François Ier, empereur d'Autriche.

par droit de conquête et vous devez oublier d'être Italiens. » Ordre stupide qui ne servit qu'à rappeler qu'on était Italien et qu'on devait le montrer.

C'est pourquoi, bien que l'administration fût bonne et régulière et qu'on eût pu l'envier dans bien des parties de l'Italie, une vive opposition commença à se manifester contre le gouvernement autrichien, par le fait seul qu'il était étranger. Elle prit naissance dans la classe la plus cultivée et la plus intelligente. Des sociétés secrètes apparurent bientôt, et, contre elles, s'organisa une police terrible, qui prendra chaque jour un plus grand développement et qui finira pas devenir le seul appui de la domination autrichienne en Italie.

Pendant que le gouvernement de Vienne ne songeait qu'à maintenir, par une surveillance armée, ces provinces sous sa domination, quelques citoyens actifs et cultivés se proposaient, à Milan, de répandre les idées libérales dans le peuple et de propager la connaissance de toutes les conquêtes de la pensée moderne. Ils demandèrent la permission d'ouvrir des écoles populaires, mais ils ne l'obtinrent pas ; ils réussirent pourtant à fonder un périodique bi-hebdomadaire : le *Conciliateur*, qui avait des intentions bien plus littéraires et sociales que politiques. Il parut pour la première fois le 3 septembre 1818 : y écrivaient Confalonieri, G.-D. Romagnosi, Silvio Pellico, Porro-Lambertenghi, Rasori, Ugoni, Borsieri, Melchior Gioia, Pecchio, Berchet et beaucoup d'autres, que l'échafaud ou l'exil devaient plus tard illustrer.

L'Autriche, qui, en novembre de cette même année 1818, découvrit les traces d'une conjuration dans la Polesine et commença alors la longue série des arrestations et des procès politiques, ne tarda pas à trouver suspecte même cette douce propagande libérale que faisait le

Conciliateur ; en octobre 1819 ce périodique fut supprimé et en octobre de l'année suivante, après les mouvements révolutionnaires de Naples, on arrêta Maroncelli, Gioia, Pellico, Romagnosi, Arrivabene, ce qui dérangea quelque peu la préparation révolutionnaire en Lombardie.

*
* *

L'Autriche dominait aussi dans le duché de Parme et Plaisance. A la chute de l'empire français, François d'Autriche, souhaitant qu'une position convenable fût assurée à sa fille Marie-Louise, lui avait fait donner le duché de Parme et Plaisance. Elle conserva beaucoup des institutions françaises et aurait voulu gouverner avec douceur, mais malheureusement elle dut se plier aux volontés de l'Autriche qui, par les traités de 1815, avait obtenu le droit de mettre garnison dans Plaisance et qui fut la vraie maîtresse du duché. Ainsi, pendant que le maréchal autrichien Neipperg cherchait à faire oublier à Marie-Louise son mari, exilé à Sainte-Hélène, le cabinet de Vienne imposait des lois au duché, cherchant à empêcher le développement de toute tendance libérale et italienne. Et si la duchesse changeait d'amants, la situation politique, elle, ne changeait pas.

Dans le duché voisin de Modène et Reggio la situation politique était plus mauvaise encore. Le trône était occupé par François IV, archiduc d'Autriche, fils de la dernière descendante des Este : Marie-Béatrice[1]. Il était intelligent et ambitieux et sa vie privée était exemplaire, mais il était pénétré des idées les plus despotiques du

1. Marie-Béatrice d'Este garda pour elle le duché de Massa et Carrare (voir page 18) qui, à sa mort (1829), passa à son fils François IV.

monde et d'un tel mépris des hommes que tous les moyens lui paraissaient bons pour arriver à ses fins. Persuadé que son premier devoir était de préserver la société des idées libérales, il s'allia aux Jésuites et commença une lutte inexorable contre les sociétés secrètes et leurs membres.

*
* *

La vie était meilleure sous le beau ciel toscan. Dès avant la Révolution française, la maison de Lorraine y avait introduit de nombreuses réformes : elle avait aboli l'Inquisition, la torture, la peine de mort et amélioré toutes les parties de la vie civile. C'est pourquoi le grand-duc Ferdinand III, dont on désirait le retour depuis longtemps, y revint en 1815 et y restaura le doux gouvernement de ses prédécesseurs, gouvernement conforme à la douceur naturelle des habitants de cette aimable partie de l'Italie. Le vrai représentant de l'esprit de ce gouvernement fut le premier ministre, comte Fossombroni, aimant la vie tranquille, s'en remettant à la fortune et au temps au point de répéter : « Le monde marche tout seul. » Sous ce gouvernement, le peuple toscan s'alanguissait et s'endormait ; pourtant, cette demi-tolérance dont il jouissait semblait presque être la liberté en face de l'absolutisme qui tyrannisait les autres États italiens.

A côté de la Toscane, le petit duché de Lucques était gouverné par la duchesse Marie-Louise de Bourbon, au nom de son fils Charles-Louis, et elle y continuait ce gouvernement réactionnaire et dévot qui avait déjà caractisé son royaume d'Étrurie.

*
* *

Les deux plus mauvais gouvernements de l'Italie étaient ceux de l'État pontifical et du royaume de Naples.

Le cardinal Consalvi, envoyé au congrès de Vienne comme représentant de Pie VII, était arrivé, avec beaucoup d'habileté, à déjouer les trames de l'Autriche, qui aurait désiré garder les Romagnes, occupées par elle pendant la dernière guerre ; le pouvoir temporel avait donc été restauré dans son intégrité. Ce succès diplomatique assura à Consalvi la direction du gouvernement pendant tout le pontificat de Pie VII. Il chercha à modérer les excès de la réaction, mais il ne put pas faire grand'chose car le pape, animé lui aussi de bonnes intentions, mais de caractère faible fut irrésistiblement entraîné dans la voie réactionnaire par son entourage. L'Inquisition fut rétablie, les Jésuites rappelés, la législation française abolie ; l'on en revint aux anciennes lois obscures et confuses et à tout le détestable gouvernement des siècles précédents. L'exclusion complète des laïques de toutes les charges fut considérée comme la base invariable du régime que l'on inaugurait.

Dans le royaume de Naples, le roi Ferdinand de Bourbon s'était assuré, par l'exécution de Murat, la possession d'un trône récemment reconquis et il pouvait se mettre, comme les autres princes de la péninsule, à la reconstruction de l'édifice du passé. Tout ce qui, dans les institutions françaises, était favorable à l'autorité royale fut, non seulement maintenu à Naples, mais encore appliqué en Sicile ; tout le reste fut aboli. La constitution accordée à la Sicile en 1812 fut oubliée, le Parlement ne fut plus convoqué, et le roi prit le titre de Ferdinand Ier roi des Deux-Siciles, renonçant à ceux de Ferdinand IV de Naples et Ferdinand III de Sicile qu'il avait portés jus-

qu'alors[1]. Ce n'était pas un simple changement de nom : cette réunion des deux couronnes en un seul royaume marquait la destruction de l'indépendance sicilienne et effaçait toute différence de régime entre les États en deçà et au delà du détroit de Messine.

Par sa position géographique, le royaume de Naples semblait pouvoir se soustraire à l'influence autrichienne qui dominait en Italie, d'autant plus que l'Angleterre cherchait à intervenir pour contre-balancer cette influence. Mais tout au contraire, le roi de Naples, même après la mort de la reine Marie-Caroline, continua la politique qu'elle avait inaugurée et resta le très humble serviteur du cabinet de Vienne.

*
* *

C'était donc à l'Autriche qu'il appartenait de veiller sur l'Italie, de faire en sorte que la belle pécheresse reprît son sommeil interrompu. Dans cette œuvre pourtant l'Autriche n'était pas seule ; elle pouvait compter sur la Russie et la Prusse qui, avec elle, avaient organisé la Sainte-Alliance. Cet accord entre les trois puissants souverains, conclu avec de nobles paroles de clémence et de paix, déclaré saint parce qu'il était recouvert du manteau de la religion, ne fut en réalité qu'une ligue contre l'odieux libéralisme. Les peuples, qui pendant 25 ans avaient vécu sous l'empire des idées révolutionnaires

1 Les Deux-Siciles ont leur origine dans la révolution des Vêpres Siciliennes (1282), qui détacha la Sicile du royaume de Naples ; les rois angevins de Naples ayant voulu continuer à porter le titre de roi de Sicile, on eut deux royaumes de Sicile. Quand ensuite Alphonse d'Aragon réunit sous sa domination les deux royaumes (1442) la dénomination de royaume des Deux-Siciles entra officiellement en usage pour la première fois.

venues de France, devaient naturellement voir avec douleur le rétablissement des privilèges des nobles et de la prédominance du clergé et désirer vivement de nouvelles institutions. C'est précisément contre ces nouveautés que la Sainte-Alliance dirigeait ses forces.

On voulait que les hommes fussent endormis comme avant la Révolution, comme s'il était possible d'arrêter la pensée dans le cerveau humain. Le repos et l'inertie devaient être la nouvelle vie de l'Europe et l'homme d'État qui représentait le mieux ce système politique était le grand chancelier d'Autriche, prince de Metternich. Sa politique triompha pendant quelque temps parce que l'Europe entière avait un besoin absolu de repos. Pour quelque temps la marche de l'histoire, qui avait été si vertigineuse pendant l'époque napoléonienne, redevint tranquille; mais au milieu de ce repos apparent se développaient les nouvelles forces de l'esprit révolutionnaire des peuples. Malgré les efforts des réactionnaires, le vieux monde s'écroulait et l'on en voyait des preuves manifestes dans la vie extérieure ; tout était changé : manières de penser, usages, mœurs, les différences entre les citoyens disparaissaient, jusque dans la manière de s'habiller se préparait la fusion des différentes classes sociales.

L'abolition des privilèges, proclamée par le Code Napoléon, et les autres idées libérales qui s'étaient répandues dans ces années glorieuses, avaient jeté au cœur de l'Italie le germe de la révolution. Elle était désormais fatale.

CHAPITRE V

LES PREMIERS MOUVEMENTS

La Charbonnerie. — La révolution de Naples (1820). — Expédition de la Sainte-Alliance contre les constitutionnels et rétablissement de l'absolutisme — La révolution du Piemont (1821) : attitude de Charles-Albert. — Restauration du pouvoir absolu avec Charles-Félix — Les procès politiques dans le royaume Lombard-Vénitien. — Férocité de François IV de Modène et ses vues sur la succession de Savoie. — Congrès de Vérone. — Charles-Albert en Espagne.

La société secrète qui s'était le plus répandue en Italie était celle des *Carbonari*. Ses origines sont encore aujourd'hui obscures; elle semble être une filiation de la Franc-Maçonnerie. Dans les premières années du siècle, la Charbonnerie s'était fortement implantée dans le royaume de Naples, au point de préoccuper déjà le roi Joachim; depuis le retour des Bourbons, elle s'était encore élargie, recueillant tous les mécontents, dans le royaume et au dehors. Ceux-ci étaient très nombreux dans l'armée, que le gouvernement bourbonien négligeait; c'est pourquoi la Charbonnerie trouva dans ses rangs de nombreux adhérents. Or voici que, pour exciter les esprits, survint la nouvelle de la révolution qui avait triomphé en Espagne, pays lié à Naples par tant de souvenirs et tant d'analogie. Les chefs alors se décidèrent à agir.

Le 2 juillet 1820 deux sous-lieutenants, Morelli et Silvati, suivis d'une centaine de soldats de cavalerie, sortirent de la caserne de Nola en criant : « Vive Dieu, le

Roi et la Constitution », et en faisant flotter le drapeau tricolore des *Carbonari* : noir, rouge et bleu. De Nola les insurgés, accompagnés du prêtre Menichini et d'autres carbonari, se dirigèrent sur Avellino dont le gouverneur : colonel de Conciliis, après avoir quelque peu hésité, s'unit à eux ; ils se dirigèrent ensuite vers la capitale, cependant que de nombreuses provinces se montraient favorables à l'insurrection.

Pendant ce temps les ministres, timides et consternés, ne savaient quelle décision prendre, et leur irrésolution servait les constitutionnels. Dans la nuit du 5 au 6 juillet, le général Guillaume Pepe, pensant que, sur sa réputation de libéral, il serait arrêté, sortit de Naples et alla se mettre à la tête des insurgés. Le mouvement insurrectionnel prit alors dans la capitale de telles proportions que le roi Ferdinand, craignant de perdre son trône, promit de rétablir la Constitution (6 juillet 1820) ; mais sous prétexte de maladie, il chargea de l'expédition des affaires son fils François avec le titre de vicaire. On allait recommencer la comédie jouée en Sicile en 1812, mais le peuple napolitain, qui se défiait des Bourbons, exigea que la Constitution fut accordée immédiatement et puisque la Constitution espagnole (que le roi Ferdinand avait dû jurer comme infant d'Espagne) était toute prête, il exigea qu'on l'adoptât et que non seulement le roi, mais encore son vicaire, lui jurassent fidélité. L'on vit ainsi le vieux Ferdinand étendre la main sur l'Évangile et appeler sur lui les foudres du ciel s'il osait jamais manquer à son serment[1].

La liberté de la presse fit naître aussitôt de nombreux journaux qui généralisèrent l'enthousiasme. L'amour de

1. C'est alors que le poète Gabriel Rossetti (né à Vasto dans les

la patrie, l'activité des esprits se réveillèrent ; pour quelque temps Naples parut sortir de son long assoupissement. Mais malheureusement une grave difficulté ne tarda pas à surgir : le mouvement séparatiste de Sicile.

Jusqu'en 1815 la Sicile avait joui d'une organisation politique particulière, et même, en 1812, à la suite d'une agitation favorisée par l'Angleterre, l'ancienne Constitution que l'île avait réussi à conserver sous tant de maîtres différents, avait été encore développée. Mais, comme nous l'avons déjà noté, la cour bourbonienne, dès qu'elle eut réoccupé le royaume de Naples, oublia vite la Constitution sicilienne. La Sicile devint une province de Naples et fut exploitée par des fonctionnaires napolitains, de sorte que le désir le plus vif des Siciliens fut celui de retrouver l'ancienne Constitution et de se séparer du continent. C'est pourquoi, à la nouvelle de la révolution de Naples, les esprits s'échauffèrent à Palerme et l'on y poussa les deux cris : Vive la Constitution et Vive l'Indépendance (20 juillet 1820). Les troupes napolitaines furent chassées de la ville et l'exemple de Palerme fut imité par la province de Girgenti. Au contraire, les autres provinces de l'île restèrent presque toutes fidèles au gouvernement napolitain.

Pour réprimer l'insurrection on envoya le général Florestano Pepe avec une armée ; mais les Napolitains

Abruzzes en 1783 et mort à Londres en 1854) saluait l'aube de la liberté napolitaine par un hymne qui fut très populaire :

Tu es vraiment belle, avec des astres dans ta chevelure
Qui brillent comme de vifs saphirs.
Il est vraiment doux le souffle que tu exhales,
Messagère vermeille du jour.
Avec le sourire du désir satisfait
Tu nous annonces, de la colline où tu te lèves,
Que dans le florissant jardin d'Italie
Le servage est pour jamais fini.

estimèrent que, par le traité du 5 octobre 1820, il avait accordé aux insulaires de trop larges concessions et il fut remplacé par le général Colletta (celui-là même qui devait plus tard se rendre célèbre par son *Histoire du Royaume de Naples*). Celui-ci, avec une équitable fermeté, arriva à calmer l'insurrection et à persuader les habitants d'élire leurs députés au Parlement, qui s'était déjà ouvert à Naples le 1er octobre[1].

Les dangers intérieurs à peine terminés, un autre bien plus grave apparaissait au dehors : Naples apprenait avec surprise que les souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse, épouvantés à l'idée de voir se répandre à travers l'Europe les idées constitutionnelles, songeaient à abattre par la force la révolution qui venait de s'accomplir[2]. A son tour le roi Ferdinand Ier se hâta d'avertir en secret les trois souverains qu'il ne demandait pas mieux

1. Suivant la constitution espagnole, alors adoptée à Naples, le Parlement comprenait une seule Chambre, qui aurait dû compter 98 députés. Pourtant au début on n'en élut que 85, dont 74 pour les provinces napolitaines et 11 pour Catane, Syracuse et Messine. Parmi les 13 députés qui furent élus après la répression de l'insurrection de Palerme, un petit nombre seulement, dans les dernières séances, prit part aux travaux du Parlement napolitain. Voir Giovagnoli, *Il Risorgimento*, Milan, 1899, p. 148.

2. C'est à ce péril extérieur que faisait allusion Rossetti dans ces vers :

Citoyens, reposons tranquilles
A l'ombre des lauriers cueillis,
Mais, les poings sur nos épées redoutées,
Restons gardiens de la terre natale.

Que regardez-vous, étrangers jaloux ?
Ne sortez pas de vos repaires
Car la descendance des lions antiques
N'est plus languissante ni endormie.

Adorez vos chaînes
(Qui vous envierait un pareil trésor ?)
Mais laissez tranquilles ceux
Qui répugnent à les sentir à leurs pieds.

que de rétablir le despotisme. Ceux-ci l'invitèrent donc à se rendre au congrès qui devait se tenir à Laybach, capitale de la Carniole. Mais, d'après la Constitution, le roi ne pouvait sortir du royaume sans la permission du Parlement. Ferdinand écrivit donc au Parlement une lettre qui est un remarquable monument de fausseté : il y disait qu'il voulait aller défendre la Constitution devant les souverains de la Sainte-Alliance et que, en tout cas, si ses raisons ne suffisaient pas à les convaincre, il retournerait à Naples pour la protéger à la tête de l'armée. Le Parlement lui permit de sortir du royaume et Ferdinand partit, laissant le gouvernement à son fils François.

A Laybach, dès le mois de janvier 1821, on décida des destinées de Naples. La Sainte-Alliance, déclarant qu'elle avait le droit et le devoir de veiller au repos de l'Europe, et que les conditions du royaume des Deux-Siciles menaçaient la sécurité des gouvernements, chargea une armée autrichienne d'entrer dans le royaume de Naples pour y rétablir l'ordre. Le roi Ferdinand écrivit à ses sujets d'accueillir amicalement les troupes de ses fidèles alliés. Le Parlement napolitain, bien que déjà désabusé, déclara que le roi n'était pas libre au milieu des souverains du Nord, que par suite ses décisions n'avaient pas de valeur, et il décida que l'on se défendrait. Le vicaire du royaume François, continuant à jouer le rôle que lui avait indiqué son père, sembla montrer beaucoup de zèle dans l'organisation de la défense.

Mais rien n'était prêt pour résister à une invasion. Le général Pepe, à la tête d'une armée sans entrain et sans organisation, attaqua les Autrichiens à Rieti le 7 mars 1821 ; il fut défait et la plus grande partie de ses trou-

pes se débanda, allant porter le découragement dans toutes les provinces. Les Autrichiens purent ainsi marcher tranquillement sur Naples, il n'y eut plus de combats. Beaucoup de libéraux prirent la fuite ou se cachèrent ; le 19 mars, 26 députés se rassemblèrent encore dans la salle du Parlement, ils signèrent une protestation courageuse et digne qu'avait rédigée l'avocat Poerio, l'un des meilleurs orateurs de l'Assemblée. Ils y disaient : « Nommés par les collèges électoraux, nous avons reçu nos mandats suivant la forme prescrite par le monarque lui-même. Nous avons exercé nos fonctions conformément à nos pouvoirs, à nos serments et à ceux du roi. Mais la présence dans le royaume d'une armée étrangère nous met dans la nécessité de les suspendre.... En faisant part de cette douloureuse circonstance, nous protestons contre la violation du droit des gens.... et nous remettons la cause du trône et de l'indépendance nationale entre les mains du Dieu qui régit les destins des monarques et des peuples. »

Le 27 mars les troupes autrichiennes entrèrent à Naples et rétablirent le gouvernement absolu ; bientôt dans les provinces aussi, toute opposition fut étouffée[1]. Le roi Ferdinand, avant de rentrer dans ses États, alla à Florence suspendre dans l'église de l'Annonciation une lampe d'or et d'argent, expiation ridicule de son parjure.

*
* *

Pendant que la perfidie des Bourbons abattait le gou-

1. La dernière résistance eut lieu à Messine sous la direction du général Rossaroll, qui passa ensuite en Espagne, puis en Grèce où il mourut en 1825.

vernement constitutionnel à Naples et en Sicile, une autre révolution éclatait à l'autre extrémité de l'Italie : en Piémont.

Parmi cette population calme et prudente, la Charbonnerie avait également réussi à trouver de nombreux adhérents, surtout dans l'armée. Les *Carbonari* piémontais se proposaient de soustraire le roi Victor-Emmanuel Iᵉʳ à l'influence des courtisans réactionnaires qui l'entouraient; ils espéraient l'amener à accorder une constitution et le pousser ensuite à une guerre contre l'Autriche. Ils croyaient pouvoir compter sur l'appui d'un jeune prince de sang royal qui semblait appelé aux plus hautes destinées.

Il s'agissait de Charles-Albert, né le 2 octobre 1798. Son père était Charles-Emmanuel de Savoie-Carignan, cousin au 5ᵉ degré du roi alors régnant Charles-Emmanuel IV. Le père ne pouvait certes penser alors que son fils monterait un jour sur le trône, puisque Charles-Emmanuel IV était encore jeune et qu'il avait deux frères beaucoup plus jeunes que lui. Deux mois après cette naissance, la dynastie de Savoie, par suite de l'occupation française en Piémont, passa en Sardaigne; mais le prince de Carignan resta à Turin et parut même approuver les idées nouvelles venues de France. S'étant ensuite rendu à Paris, il y mourut en 1800, à peine âgé de 30 ans, de sorte que Charles-Albert se trouva orphelin de père à 2 ans. Plus tard, quand sa mère se fut remariée avec un comte français, il fut mis au collège à Paris, puis à Genève. A 15 ans Napoléon le nomma officier de dragons, mais, quelques mois plus tard, quand la maison de Savoie rentra en possession de ses États, il revint dans sa patrie. Il y fut aussitôt considéré comme héritier présomptif, car le nouveau

roi Victor-Emmanuel I[er] n'avait pas d'enfants mâles et son frère Charles-Félix n'en avait pas du tout.

Imbu des idées qu'il avait apprises à Paris, Charles-Albert n'approuva pas le retour au XVIII[e] siècle qu'on inaugurait alors dans le royaume de Sardaigne et, comme il était jeune, gai et vif, il ne cacha pas son opinion à ce sujet. Il acquit ainsi une réputation de libéralisme et devint très populaire à Turin, on le prétendit même inscrit à la secte des *Carbonari*; il est certain qu'il fut intime avec des chefs révolutionnaires, appartenant à la première noblesse piémontaise, comme le marquis Asinari de San Marzano, colonel de cavalerie, le comte Provana de Collegno, major d'artillerie, le comte Moffa di Lisio, capitaine de cavalerie, le comte Santorre di Santarosa, major du génie, etc. De caractère faible, il se laissa facilement impressionner par l'éloquence enthousiaste et chaude de ceux qui l'entouraient, il se laissa bercer par l'idée noblement ambitieuse qu'il était destiné à délivrer l'Italie. Peut-être, dans ses rapports avec les *Carbonari*, se laissa-t-il entraîner beaucoup plus loin qu'il ne l'aurait voulu.

Les conjurés piémontais avaient décidé de s'insurger au moment où l'armée autrichienne serait occupée contre les constitutionnels napolitains, ainsi la victoire aurait souri plus facilement aux libéraux des deux extrémités de la péninsule, mais ils comptaient sur une plus longue résistance des Napolitains. Le 10 mars 1821, alors qu'on ne connaissait pas encore en Piémont la nouvelle de la déroute de Rieti (7 mars), la garnison d'Alexandrie fit flotter le drapeau tricolore italien, déclarant vouloir la constitution d'Espagne et la guerre contre l'Autriche. Sur ces bases on organisa une junte provisoire de gouvernement présidée par le lieutenant-colonel Ansaldi. L'in-

surrection se propagea vite, dans l'après-midi du 12 la garnison de Turin suivait l'exemple de celle d'Alexandrie. Tout cela se faisait au cri de « Vive le Roi ».

Mais Victor-Emmanuel Ier ne voulait pas manquer à la promesse qu'il avait faite à l'Autriche de ne jamais accorder une constitution ; d'autre part il était de caractère doux et il ne voulait pas répandre dans une lutte fratricide le sang de ses sujets. C'est pourquoi, le soir même du 12 mars, il abdiqua en faveur de son frère Charles-Félix, et, celui-ci se trouvant alors à la cour de Modène, il nomma comme régent provisoire du royaume Charles-Albert. Le jeune prince, excité par ses amis, poussé par le cours des événements révolutionnaires, proclamait à Turin, le soir du 13 mars, la constitution d'Espagne.

Moins de cinq jours après, un décret de Charles-Félix arrivait de Modène : il déclarait nulles et non avenues les décisions prises sans son consentement et ordonnait de rétablir le gouvernement absolu ; Charles-Albert recevait l'ordre de quitter Turin. Le jeune régent se trouva alors dans une situation douloureuse, les libéraux voulaient l'entrainer à une rébellion décisive contre Charles-Félix, mais un tel acte contre la branche ainée de sa famille lui paraissait une infamie ; d'autre part il n'y avait désormais plus d'espoir de succès : l'Autriche, victorieuse à Naples, organisait sur le Tessin une nouvelle armée contre le Piémont ; Charles-Albert n'aurait fait que se perdre, lui et ses amis, que ruiner son avenir. Mais de même qu'il avait été faible en se laissant entrainer dans le courant révolutionnaire, de même il le fut encore par la manière dont il s'en dégagea, quittant Turin la nuit, presque en cachette (21 mars). De là l'accusation de trahison lancée par les libéraux, de là les terribles vers

de Berchet[1]. Les libéraux se trompaient; Charles-Albert avait péché par faiblesse, non par trahison, et il devait le montrer plus tard. A Modène Charles-Félix refusa de le recevoir; ce n'est qu'à Florence qu'il trouva un accueil amical, auprès du grand-duc son beau-père.

Pendant ce temps, le départ inattendu du régent avait jeté le découragement et le désordre parmi les partisans de la révolution; dans ces heures difficiles, la direction du gouvernement fut prise par le comte Santorre di Santarosa; par sa grande intelligence, son caractère courageux, sa bonté et sa grandeur d'âme, il doit être compté parmi les plus nobles figures du *Risorgimento*. Mais le parti absolutiste, se sentant fort de l'appui du roi, relevait hardiment la tête et le général De Latour déployait à Novare l'étendard royal, invitant à se rallier à lui toutes les troupes restées fidèles à Charles-Félix. La petite armée révolutionnaire, commandée par le colonel Regis, se rencontra avec les troupes de Latour à Novare (8 avril 1821). Celles-ci, aidées par un corps de troupes

1. Son destin l'avait poussé
Sur la voie glorieuse,
Mais le scélérat en préféra
Une infame, et aux mains des rois
Il livra sa patrie et les hommes généreux
Qui avaient mis leur confiance en lui.

Exécré, ô Carignan
Soit ton nom chez tous les peuples
Il n'est pas de pays si lointain
Où l'ennui, la pâleur mortelle
Le blasphème d'un fugitif
Ne te déclarent traître.

Berchet (1782-1851) écrivit ces vers en exil, ayant dû fuir Milan peu de jours après l'arrestation de Confalonieri (v. p. 86); revenu en Italie en 1847, quand Charles-Albert avait mieux fait connaître ses sentiments, le poète lombard reconnut loyalement qu'il s'était trompé dans son jugement sur le prince piémontais.

autrichiennes qui avait franchi le Tessin, forcèrent les constitutionnels à battre en retraite. On peut dire qu'en un mois la révolution piémontaise était terminée.

Les fugitifs se rendirent à Gênes et partirent de là pour l'exil. « Un dimanche d'avril 1821, écrit Mazzini, encore tout jeune homme, je me promenais sur la nouvelle route avec ma mère et un vieil ami de la famille. L'insurrection piémontaise venait d'être étouffée par la trahison, la mollesse des chefs, et l'Autriche. Les insurgés arrivaient en foule à Gênes, espérant se sauver par mer ; ils étaient pauvres et erraient en quête d'appui pour se rendre en Espagne où la révolution était alors triomphante. Le plus grand nombre était relégué à Sampierdarena[1] et y attendait la possibilité d'un embarquement, mais beaucoup s'étaient introduits en ville un à un, et je les épiais parmi nous, les reconnaissant à leurs traits, à leurs habits, à leur regard guerrier et surtout à la douleur muette et sombre que trahissait leur visage. La population était singulièrement émue. Certains, parmi les plus hardis, avaient proposé aux chefs, à Santarosa et à Ansaldi, je crois, de se concentrer dans la ville, de s'en emparer et d'organiser la résistance ; mais la ville, disaient-ils, était dépourvue de toute défense militaire, les forts manquaient d'artillerie et les chefs avaient refusé et répondu : « Réservez-vous pour de meilleurs destins. » Il ne restait plus qu'à secourir avec de l'argent ces pauvres et saints précurseurs de l'avenir, et les citoyens y contribuaient largement. Un homme d'allures sévères, énergique, brun, barbu, avec un regard brillant que je n'oublierai jamais, s'approcha de nous un moment et nous arrêta ; il avait entre les mains un mou-

1. Faubourg de Gênes (N. d. T.).

choir blanc déployé et il ne dit que ces mots : *Pour les proscrits d'Italie.* Ma mère et l'ami versèrent quelque argent dans le mouchoir, et il s'éloigna pour recommencer avec d'autres. J'ai su plus tard son nom. C'était un certain Rini, capitaine de la garde nationale qui s'était formée au début de ce mouvement. Il partit lui aussi avec les hommes pour qui il avait ainsi ramassé de l'argent, et je crois qu'il mourut en combattant, comme tant des nôtres, pour la liberté de l'Espagne. Ce jour fut le premier où se présenta confusément à mon esprit, je ne dirais pas une idée de patrie et de liberté, mais l'idée que l'on pouvait et par conséquent que l'on devait lutter pour la liberté de la patrie.



Les deux révolutions de Naples et de Piémont avaient eu un défaut d'origine : elles n'étaient pas parties du peuple, elles n'avaient été que de simples soulèvements militaires auxquels le peuple avait applaudi sans y prendre part ; en outre elles avaient éclaté à des moments différents, de sorte que la constitution était déjà presque complètement abattue à Naples alors qu'on la proclamait en Piémont.

Désormais les princes, sous la haute direction de l'Autriche, pouvaient procéder à leurs vengeances. En Piémont, les révolutionnaires les plus compromis avaient presque tous pu fuir et ils étaient allés porter l'appui de leurs bras à la cause constitutionnelle en Espagne ou à celle de l'indépendance hellénique ; parmi ces derniers Santorre di Santarosa, qui mourut héroïquement en 1825 en combattant dans l'île de Sphactérie. Deux seulement montèrent sur l'échafaud : le capitaine Garelli et le sous-lieutenant Laneri. Lorsque Charles-Félix crut,

par de tels exemples, avoir assuré l'ordre dans ses États, alors seulement (en octobre 1821) il alla réjouir Turin de son auguste présence.

Charles-Felix inaugurait ainsi, dans la maison de Savoie, une attitude nouvelle, mais le roi de Naples, Ferdinand Ier, se comportait plus mal encore. Il s'était fait précéder du fameux ministre de la police Capece Minutolo, prince de Canosa, qui, par l'emprisonnement et les supplices, rétablit la tranquillité ; entre autres les deux sous-lieutenants Morelli et Silvati, qui, à Nola, avaient poussé le premier cri de liberté, montèrent sur l'échafaud. L'arbitraire reparut, la corruption régna de nouveau, les courtisans recommencèrent leurs intrigues ; on rétablit en un mot un plus mauvais gouvernement qu'auparavant, gouvernement soutenu par les troupes autrichiennes que les Napolitains devaient entretenir.

*
* *

Dans les autres régions d'Italie, bien qu'il n'y ait pas eu des manifestations extérieures de révolte, les deux années 1820 et 1821 virent s'organiser des conjurations, surtout dans le royaume lombard-vénitien. Beaucoup de patriotes avaient espéré que les Piémontais traverseraient le Tessin, et Manzoni tenait prêt pour le moment tant désiré l'hymne de guerre où il souhaitait

...Que jamais plus cette rivière
Ne coule entre des rives étrangères,
Que jamais plus il n'y ait de lieu où surgissent des barrières
Entre l'Italie et l'Italie.

Le gouvernement autrichien, tout en faisant condamner à des peines très sévères ceux qui avaient été

arrêtés les années précédentes, surveillait attentivement les menées des libéraux. Après de longues et patientes recherches il réussit à découvrir leurs complots et il engagea de nouveaux procès politiques.

Le soir du 13 décembre 1821, le comte Frédéric Confalonieri et sa femme, la très belle comtesse Thérèse, étaient seuls dans une salle de leur palais de Milan et ils parlaient des arrestations que l'on venait de faire; la comtesse cherchait à persuader son mari de fuir et elle lui rappelait pour la centième fois que, quelques soirs auparavant, au théâtre de la Scala, le maréchal autrichien Bubna lui avait dit: « Pourquoi le comte Frédéric ne va-t-il pas à la campagne ? Il me semble que le grand air lui ferait du bien. » Pendant qu'ils parlaient, un commissaire de police, suivi de plusieurs agents, entre subitement dans la salle ; il ne s'agissait, disait-il, que d'une simple perquisition. Mais le comte Frédéric avait compris que le moment fatal était arrivé ; ayant demandé la permission de changer de vêtements, il entre dans son cabinet de travail, il y avait récemment fait pratiquer un escalier secret conduisant à une lucarne, mais le bruit qu'il fait en ouvrant la petite porte qui donnait sur ce passage éveille le soupçon des hommes de police qui se mettent à le suivre. En un instant le comte arrive en haut du petit escalier, laisse aussitôt retomber derrière lui la lourde trappe qui le fermait, et s'élance au balcon de la lucarne, qui chaque soir restait ouvert. Malédiction ! le balcon est fermé et il n'a pas la clef. Pendant qu'il secoue en vain les barres de la porte, la trappe se soulève et les sbires sont sur lui. Confalonieri donne un dernier adieu à sa femme et est conduit en prison.

Avant lui avaient été arrêtés Castillia, Pallavicino, Borsieri et bien d'autres sujets du royaume, tous accusés

d'avoir été en rapports avec les révolutionnaires piémontais. Ce n'est qu'en janvier 1824 qu'on décida de leur sort. Confalonieri, considéré comme chef de la conjuration et tous les autres nommés plus haut furent condamnés à mort; on leur fit grâce de la vie et on les envoya gémir dans la forteresse de Spielberg (en Moravie) où languissaient déjà Pellico, Maroncelli, et d'autres illustres patriotes[1].

Ainsi se creusait toujours plus profondément l'abîme entre le gouvernement autrichien et ses sujets italiens. L'empereur François n'était pas homme à le combler. Il avait dans son cabinet le plan des prisons politiques et il réglait personnellement l'augmentation ou la diminution des peines de ses prisonniers. Il fallut une permission spéciale de lui pour que Maroncelli, après de longs mois d'atroces souffrances, subît l'amputation d'une jambe; on dut recourir à lui avant d'accorder une perruque à Munari; ce fut enfin l'empereur qui fit enlever de dessous la tête de Confalonieri un coussin qu'avait brodé la pauvre comtesse Thérèse.



L'exemple de l'Autriche était imité et même dépassé par les autres souverains; partout les gouvernements, soupçonneux et peureux, procédaient à des arrestations. François IV de Modène se signala entre tous les princes italiens par une férocité singulière. Dans cet État minuscule, il y eut plus de cent accusés enchaînés; trois par trois ils furent conduits au château de Rubiera

1. Pellico et Maroncelli furent remis en liberté en 1830; Confalonieri, Pallavicino, Castillia et Borsieri le furent en 1836 par le nouvel empereur Ferdinand Ier.

et là l'un d'eux, un jeune prêtre : Andreoli, accusé seulement d'avoir fait quelques recrues pour la Charbonnerie, fut mis à mort sous les yeux de ses compagnons, que l'on avait traînés exprès aux fenêtres de la prison[1].

François IV essayait alors d'acquérir les bonnes grâces de l'Autriche, pour faire exclure Charles-Albert de la succession de Savoie. Il aspirait à la couronne de Sardaigne comme mari de la fille aînée de Victor-Emmanuel Ier. Se faisant fort de l'aversion que, depuis les événements de 1821, Charles-Félix éprouvait pour Charles-Albert, il se flattait de pouvoir réussir à faire abolir en Piémont la loi salique. Mais l'opposition de la France, qui devait voir d'un mauvais œil un archiduc d'Autriche sur ses frontières, et la répugnance qu'éprouvait Charles-Félix à déposséder la maison de Savoie d'un trône séculaire, firent échouer ses desseins.



Charles-Albert dut pourtant donner une preuve solennelle de dévotion à la Sainte-Alliance. Celle-ci, après avoir apaisé les révolutions italiennes, visait à abattre la constitution d'Espagne ; c'est pourquoi, en octobre 1822, se tint à Vérone un grand congrès auquel assistèrent l'empereur d'Autriche, le czar de Russie, le roi de Prusse, les princes italiens, et, autour d'eux, une foule d'ambassadeurs et de courtisans. C'est là que les souverains, en

1. Parmi ceux qui parvinrent à se soustraire aux recherches de la police de Modène, il faut citer Antoine Panizzi qui se rendit en Angleterre où il acquit bientôt une grande renommée comme érudit et qui devint directeur général du British Museum. Il mourut en 1879 à l'âge de 84 ans.

Ce fut le grand ami de Prosper Mérimée (N. d. T.).

écoutant les opéras de Rossini, en applaudissant le chant de la Catalani, en assistant dans l'Arène à de grandioses spectacles, s'occupaient d'affaires politiques. Charles-Félix, jaloux de son indépendance, obtenait que les troupes autrichiennes, entrées en Piémont en 1821, en sortissent au plus vite. Le roi Ferdinand de Naples, qui avait trop besoin de cet appui étranger pour se maintenir sur le trône, agit tout autrement : comme les puissances, jalouses de la prédominance autrichienne à Naples, voulaient réduire le corps d'occupation de 50 à 30000 hommes, Ferdinand Ier songea à entretenir des mercenaires pour compenser cette diminution.

Mais la décision la plus importante du congrès de Vérone fut la mission donnée à la France d'abattre en Espagne le gouvernement constitutionnel. Charles-Albert dut s'enrôler dans le corps expéditionnaire français, il dut contribuer à détruire cette constitution qu'il avait promulguée en Piémont l'année précédente, il dut aller combattre contre ces patriotes espagnols parmi lesquels se trouvaient beaucoup d'exilés piémontais. Ce fut un dur, un terrible châtiment. En vaillant descendant de la maison de Savoie, Charles Albert se comporta courageusement et, en montant à l'assaut du Trocadéro, il mérita des grenadiers qu'il commandait le titre de premier grenadier de France. C'était là un titre d'honneur, mais bien peu sympathique aux libéraux italiens ; bien des années devaient se passer avant que les Italiens pussent saluer Charles Albert d'un titre plus glorieux : celui de Roi Magnanime.

CHAPITRE VI

DIX ANS DE RÉACTION

L'Italie de 1821 à 1830. — Ciro Menotti et François IV de Modène. — La Révolution de 1831 : les Provinces Unies italiennes. — Intervention autrichienne et rétablissement des anciens gouvernements. — Le *Memorandum* des puissances au pape. — Massacres de Cesena et de Forli. — Autrichiens et Français dans l'État pontifical.

Ce furent dix années bien douloureuses pour l'Italie que celles qui vont de 1821 à 1831 ! A l'ombre de la protection autrichienne, les implacables souverains, avec une ardeur incessante, persécutaient les libéraux ; les Jésuites, maîtres de l'enseignement, s'employaient à énerver le caractère italien, pendant que les espions et les bourreaux cherchaient à déraciner la mauvaise herbe du libéralisme. L'Italie de cette époque eut son interprète en Leopardi, le poète du découragement et de la douleur.

Que d'obstacles au développement des saints principes de patrie et de liberté ! Non seulement il n'y avait pas de liberté de la presse, mais encore la censure s'exerçait de façon brutale contre toute allusion patriotique, si lointaine qu'elle fût ; la censure théâtrale poussait l'absurdité jusqu'à effacer du fameux chœur des *Puritains* le mot *liberté* et le faisait remplacer par *loyauté*. A ce propos Ruffini raconte un curieux incident survenu à Gênes. Le fameux baryton Ronconi, très aimé du public, ayant oublié cette modification, fut mis en prison pendant trois

jours pour que sa mémoire devint meilleure. Peu après, chantant l'*Élixir d'amour*, lorsqu'il arriva à un vers faisant allusion à un paysan qui s'était enrôlé (*il vendit sa liberté et se fit soldat*), en habile comique qu'il était, il changea le vers et dit : *il vendit sa loyauté et se fit soldat*. Cette variante fut très applaudie par le public qui accueillait toujours avec beaucoup de faveur tout ce qui avait odeur d'opposition. Le lendemain, le pauvre chanteur fut appelé chez le directeur de la police et reçut une admonestation pour avoir dit qu'on pouvait vendre la loyauté, à quoi Ronconi répondit en faisant observer que quelques jours auparavant on lui avait appris de façon inoubliable que *liberté* devait toujours être remplacée par *loyauté*. L'affaire n'eut pas d'autres suites, mais elle fit rire toute la ville aux dépens du gouvernement.

Un autre empêchement à la diffusion des idées provenait de la difficulté des communications, aggravée encore par les nombreuses douanes, de sorte qu'il y avait très peu de livres circulant d'une région à l'autre de la péninsule. Le seul État où se concentrât un peu de vie intellectuelle était la Toscane où Léopold II, monté sur le trône en 1824 à l'âge de 27 ans, semblait vouloir continuer le doux régime de son père Ferdinand III et de son aïeul Pierre-Léopold Ier. C'est en Toscane que finirent par venir de nombreux libéraux émigrés des autres provinces d'Italie, comme Colletta, Poerio, Giordani, Tommaseo, etc. Depuis plusieurs années Jean-Pierre Vieusseux, d'origine genevoise mais né en Italie, avait ouvert à Florence un cabinet de lecture, puis fondé un périodique : l'*Anthologie* qui, dans les 12 années de son existence (1821 1832) contint le meilleur de la pensée et de la littérature italiennes.

Les conditions du royaume de Naples étaient bien

différentes. A Ferdinand Ier, le roi parjure de 1821, succéda en 1825 son fils François Ier, qui fut un des plus remarquables exemples qu'on puisse voir de bigotisme et de corruption : après avoir rempli scrupuleusement les pratiques de la dévotion la plus superstitieuse, il s'adonnait aux orgies les plus éhontées. Sous son règne tout fut en vente : justice, distinctions, les plus hautes charges de l'État, et le roi s'amusait du trafic qu'en faisait son domestique Viglia. On comprend que tout cela ait contribué à gâter et à démoraliser sans cesse davantage l'esprit de la population.

François Ier posséda au plus haut point le caractère distinctif de sa race : la peur ; c'est pourquoi il augmenta les sévérités de la police et fit de l'espionnage la première institution de l'État. Les habitants du Cilento (région montagneuse dans la province de Salerne) s'insurgèrent dans l'été de 1828 contre un pareil despotisme. François Ier envoya dans cette région son ministre Del Caretto, qui réprima le mouvement avec une férocité inouïe ; il détruisit le village de Bosco en interdisant d'en relever jamais les maisons, il fit décapiter 26 citoyens parmi lesquels le chanoine octogénaire Antoine de Luca qui avait été député au Parlement en 1820-21, et il ordonna que les têtes des victimes, mises dans des cages de fer, fussent portées de village en village et exposées en face des maisons où habitaient les mères, les femmes, les fils des martyrs.

En 1830, la nouvelle de la révolution française, qui chassait du trône la branche aînée des Bourbons, épouvanta François Ier ; tous les souvenirs de son passé lui revinrent, menaçants, à l'esprit ; tourmenté par d'horribles cauchemars et déchiré par les remords, il mourut le 8 novembre de la même année, laissant un souvenir exécré.

Les habitants du royaume de Naples n'avaient pas à envier leurs voisins de l'État pontifical. En 1823 Pie VII était mort et avec lui avait pris fin cette douceur relative qui caractérisait son gouvernement et celui de son secrétaire d'État le cardinal Consalvi. Le conclave qui s'était alors réuni avait élu pape le cardinal Della Genga, qui prit le nom de Léon XII. Élevé au pontificat par l'appui du parti réactionnaire, il fut un ennemi intransigeant de toutes les conquêtes de l'esprit moderne. Pendant que les brigands infestaient les campagnes, la police ne songeait qu'à s'assurer des libéraux, qui étaient arrêtés en si grand nombre que les prisons en regorgeaient. Les sbires et les bourreaux parcouraient l'État en tous sens, surtout les Romagnes, qui, sous ce joug funeste, s'agitaient plus que les autres régions ; le cardinal Rivarola, envoyé pour pacifier le pays, lança de terribles sentences. Les choses ne changèrent pas à la mort de Léon XII survenue en février 1829 ; le cardinal François-Xavier Castiglioni, qui lui succéda sous le nom de Pie VIII, suivit en effet une politique analogue, laissant tout pouvoir à son secrétaire d'État, le cardinal Albani, qui était complètement dévoué à l'Autriche.

***

En somme la réaction faisait violence dans toute la péninsule. Mais les prisons et les supplices, s'ils peuvent ralentir la marche des idées, ne réussiront jamais à les arrêter. Aussi, malgré les persécutions, un fort noyau de patriotes continuait à travailler pour l'œuvre de la libération italienne. D'autre part la vieille génération, qui avait connu les anciens gouvernements italiens d'avant 1789, disparaissait désormais de la scène du

monde et laissait la place aux jeunes qui, grandis pendant la période napoléonienne, devaient naturellement être animés de pensées et d'aspirations bien différentes.

La France, bien qu'elle eût perdu la domination matérielle du monde, exerçait pourtant encore dans le domaine intellectuel une grande influence; chacune de ses révolutions devint le signal d'une révolution européenne. C'est ainsi que la révolution parisienne de 1830 eut aussi son contre-coup en Italie. Il ne fut ressenti ni au Nord, ni au Sud (dans le Piémont et le royaume de Naples, les deux pays qui avaient levé le drapeau constitutionnel en 1820-21), parce que dans ces régions beaucoup de libéraux étaient en prison, et beaucoup en exil; de plus en Piémont l'arrestation de l'avocat Brofferio et des deux frères Durando empêcha le complot déjà préparé d'éclater; quant à Naples le jeune roi Ferdinand II, qui précisément alors montait sur le trône, promettait de rapides améliorations. C'est pourquoi la révolution éclata dans l'Italie centrale.

Depuis quelque temps déjà, quelques libéraux italiens étaient entrés en rapport avec un comité fondé à Paris pour répandre les idées révolutionnaires en Europe et réussir à constituer, en face de l'alliance des puissances absolutistes du Nord, une ligue des États constitutionnels latins; en faisaient partie Lafayette, le duc d'Orléans Louis-Philippe, etc. Ces intrigues secrètes vinrent à la connaissance de François IV, le tyranneau de Modène. Il avait alors perdu tout espoir de monter sur le trône de Sardaigne, parce que Charles-Félix avait pardonné à Charles-Albert. Poussé par son ambition effrénée, il pensa qu'il pourrait tirer avantage de cette ligue libérale et il entra dans la conjuration, nouant des relations secrètes avec un riche industriel modénais Ciro Menotti,

qui était un des chefs du mouvement. François IV promit son appui, à condition qu'on lui donnât la couronne du nouveau royaume qui se serait constitué en Italie ; Ciro Menotti, bien qu'il connût l'âme perverse de son prince, eut confiance dans sa soif immodérée du pouvoir.

Lorsque la révolution de juillet 1830 eut porté au trône Louis-Philippe, François IV crut être arrivé à la réalisation de son but ; mais le nouveau roi de France, désireux de se faire reconnaître comme tel par les souverains absolus de l'Europe, communiqua à l'Autriche les trames du complot italien. François IV, s'étant aperçu de cette dénonciation, feignit de n'en rien savoir et écrivit à Vienne qu'il fallait se défier de Louis-Philippe : il avait en effet appris que ce prince complotait avec les libéraux italiens et lui-même, pour être mieux informé, avait fait semblant d'adhérer au complot. Puis, craignant que cela ne fût pas suffisant pour lui valoir le pardon de l'Autriche, il déploya un zèle terrible contre ses complices.

Dans la nuit du 3 au 4 février 1831, les chefs de la conjuration se trouvaient réunis dans la maison de Ciro Menotti à Modène pour prendre les dernières dispositions, quand un régiment de troupes ducales entoura la maison ; les conjurés barricadèrent les portes et se défendirent pendant plusieurs heures si vigoureusement que les troupes durent amener un canon ; la maison fut presque démolie, et les conjurés, pour la plupart blessés, furent faits prisonniers. François IV écrivit aussitôt au gouverneur de Reggio le billet suivant : « Cette nuit un terrible complot a éclaté contre moi. Les conspirateurs sont entre mes mains. Envoyez-moi le bourreau. »

Le bourreau fut envoyé sans retard, mais en même temps que lui arrivait à Modène la nouvelle qu'une ré-

volution avait éclaté dans la ville voisine de Bologne. Cela provoqua en ville une telle agitation que le duc effrayé s'enfuit, emmenant avec lui, étroitement enchaîné, Ciro Menotti ; poursuivi par le frémissement révolutionnaire, il ne se sentit en sûreté qu'en territoire autrichien, dans la solide forteresse de Mantoue.

*
* *

Comment la révolution avait-elle éclaté à Bologne ? Les Romagnes avaient été durement traitées pendant les pontificats de Léon XII et de Pie VIII. Celui-ci était mort le 30 novembre 1830, alors que les nouvelles de France produisaient déjà une certaine fermentation dans les esprits. Le conclave traîna en longueur et cette période d'interrègne parut aux libéraux l'occasion la plus favorable pour s'insurger. Les cardinaux, sentant le danger, se hâtèrent alors, le 2 février 1831, de procéder à l'élection du pape en la personne du moine Mauro Cappellari, qui prit le nom de Grégoire XVI ; mais avant même que la nouvelle de cette élection ait pu parvenir en Romagne, les Bolonais, excités par les événements de Modène, s'étaient insurgés (4 février). Le légat pontifical dut abandonner la ville et une révolution sans violences, pacifique, bien réglée, se répandit rapidement dans toutes les Romagnes, puis dans les Marches et une partie de l'Ombrie : partout les autorités pontificales se démettaient de leurs pouvoirs aux mains des commissions provisoires, puis s'éloignaient avec leurs troupes.

Les députés des provinces libérées, réunis en congrès à Bologne, déclarèrent le 26 février 1831 le pouvoir temporel aboli et elles constituèrent une fédération des Provinces Unies Italiennes; l'avocat Vicini fut nommé

président du gouvernement. Les deux frères Bonaparte participèrent aussi à ce mouvement politique, l'un d'eux devait, peu après, mourir à Forli, l'autre devenir empereur des Français sous le nom de Napoléon III.

Ainsi s'était accomplie, en peu de jours, et presque sans répandre de sang, une grande transformation : des rives du Pô inférieur jusqu'à celles du Haut-Tibre flottait le drapeau tricolore. D'ailleurs la révolution ne s'était pas arrêtée aux limites de l'État pontifical. La fuite de François IV de Modène avait délivré son pays de toute crainte et l'insurrection parcourait triomphante l'Émilie ; la duchesse Marie-Louise devait quitter Parme pour se réfugier à Plaisance au milieu des baïonnettes autrichiennes. Partout s'organisaient des gouvernements provisoires.

Pour accroître l'enthousiasme des populations, Berchet écrivait alors son fameux hymne de guerre :

Debout, fils d'Italie, debout en armes, courage!
Cette terre est la nôtre : le honteux marché
De notre héritage finit pour les rois.
Un peuple divisé en sept destinées,
Brisé en sept morceaux par sept frontières,
Se fond en un seul et n'est plus esclave.
Debout Italie, debout en armes ! Ton jour est venu !
L'intrigue des rois conjurés est finie.
Des Alpes a Messine nous sommes tous frères.
Sur les frontières abaissées, sur les trônes brisés,
Plantons nos trois couleurs communes :
Le vert, l'espérance nourrie tant d'années,
Le rouge, la joie de l'avoir réalisée,
Le blanc, la foi fraternelle d'amour.

Malheureusement l'illusion ne dura pas longtemps. Le pape, le duc de Modène et la duchesse de Parme avaient protesté contre les actes des gouvernements pro-

visoires qui s'étaient établis dans leurs États et avaient demandé le secours des troupes impériales; le cabinet de Vienne, de son côté, était impatient d'abattre ces gouvernements révolutionnaires au Sud du Pô, dont l'existence aurait menacé son autorité sur les territoires au Nord du fleuve. Les Italiens avaient confiance dans le principe de *non-intervention*, proclamé par la nouvelle monarchie française et qui avait déjà été appliqué dans les affaires de Belgique; mais les faits firent bien vite comprendre que Louis-Philippe n'était pas très zélé pour défendre, contre les vengeances de l'Autriche, les principes qu'il avait proclamés.

Dès le mois de février, les troupes autrichiennes de Plaisance ramenaient la duchesse Marie-Louise à Parme; jusque-là cependant le principe de non-intervention ne paraissait pas violé, puisque la duchesse n'était pas sortie de son duché et que les troupes qui l'avaient remise sur le trône séjournaient dans le duché même d'après les traités de 1815.

Mais voici que, dans les premiers jours de mars, des troupes autrichiennes entrent dans le duché de Modène et rétablissent sur le trône François IV. Il est vrai que la maison d'Autriche pouvait encore invoquer le prétexte de ses droits éventuels de succession sur ce duché, de sorte que les Provinces Unies Italiennes continuaient à se considérer comme en sûreté, pour ne pas violer de leur côté le principe de non-intervention, elles faisaient même désarmer les troupes des libéraux modénais qui, sous la conduite du général Zucchi, s'étaient retirées sur le territoire bolonais.

François IV, à peine rétabli, se crut obligé de donner à l'Autriche une preuve solennelle de son dévouement et pour mieux être servi dans cette œuvre, il fit venir

l'horrible Canosa, qui avait été ministre de la police sous Ferdinand Ier de Naples. Une des premières victimes du duc fut Ciro Menotti, à qui pourtant, dans les premiers jours de la conspiration, il avait promis la vie sauve en n'importe quelle circonstance.

Pendant ce temps l'Autriche, sans se préoccuper des déclarations officielles de la France (car elle connaissait les intentions secrètes de Louis-Philippe), envoyait également un corps de troupes dans les Romagnes. Le gouvernement provisoire des Provinces Unies Italiennes, se voyant dans l'impossiblité de résister, se retira de Bologne à Ancône. A Rimini eut lieu un sanglant combat où fut défaite la petite armée italienne (à la tête de laquelle venait d'être placé le général Zucchi). Le gouvernement provisoire signa alors (26 mars 1831) une capitulation avec le cardinal Benvenuti qui, envoyé par le pape aux insurgés, avait été gardé par eux comme otage. Mais la capitulation ne fut respectée ni par le pape, ni par les Autrichiens; un navire qui portait un grand nombre d'insurgés fut, au sortir du port d'Ancône, capturé par l'escadre autrichienne et ces patriotes conduits dans les prisons de Venise. Beaucoup d'entre eux, parmi lesquels Terenzio Mamiani, furent, après plusieurs mois de prison, envoyés en exil dans des pays étrangers où ils contribuèrent, par leurs écrits, à accroître la pitié pour les misères italiennes; un petit nombre fut maintenu en prison, et parmi eux le général Zucchi, ayant pendant quelque temps fait partie de l'armée autrichienne, il fut considéré comme traître et condamné à mort; sa peine fut commuée en celle de la rélégation à vie dans la forteresse de Palmanova, où nous le retrouverons en 1848.

⁂

Ainsi, en moins de deux mois, une révolution heureusement commencée, avait été entièrement étouffée ; les mêmes villes qui, peu auparavant, avaient salué avec joie l'étendard tricolore, voyaient maintenant flotter sur leurs citadelles le drapeau autrichien, à l'ombre duquel s'érigeaient les potences.

Mais les puissances européennes elles-mêmes qui, directement ou indirectement, avaient contribué au rétablissement du pouvoir temporel, comprirent que le gouvernement pontifical avait un besoin absolu de modifications profondes. Il n'était plus possible, en plein XIX[e] siècle, qu'une population laïque de plusieurs millions d'habitants fut dominée par le caprice de quelques milliers de prêtres : aussi, dans cette même année 1831, les cinq grandes puissances européennes (Angleterre, France, Autriche, Prusse, Russie) présentèrent au Saint Père une note collective, connue sous le nom de *Memorandum*, où elles insistaient sur certaines réformes absolument indispensables.

La cour de Rome, suivant son habitude, feignit d'accueillir ces recommandations avec beaucoup de déférence et promit d'en tenir le plus grand compte, mais avec le ferme propos de n'en jamais rien faire. En réalité les concessions accordées furent absolument insignifiantes et un despotisme aveugle continua à désoler ces contrées. Aussi, ceux mêmes des libéraux qui avaient eu confiance dans cette intervention de la diplomatie, se voyant alors déçus dans leurs espérances, songèrent à obtenir satisfaction par la force ; il y eut de nouvelles agitations et des bandes armées s'organisèrent.

Comme les Autrichiens s'étaient déjà retirés, le gouvernement pontifical, pour s'opposer à ces bandes, arma un corps de Suisses et donna des armes à toute la lie de

la population des Romagnes en l'excitant contre les libéraux; l'on eut ainsi les massacres de Cesena et de Forli en 1832. En présence de ces massacres et de ces pillages, les Autrichiens intervinrent une deuxième fois et occupèrent Bologne. Le roi Louis-Philippe alors, amèrement blâmé à la Chambre des Députés pour le vilain rôle joué par la France en Italie, se crut obligé de faire quelque chose et il envoya un régiment français occuper la citadelle d'Ancône. C'est ainsi que les Autrichiens restèrent à Bologne et les Français à Ancône jusqu'en 1838, à l'ombre de ces deux drapeaux ces malheureux pays continuèrent à subir le régime des commissions militaires et des tribunaux d'exception.

*
* *

Dans toutes les régions d'Italie, on continuait systématiquement à réprimer violemment toute manifestation libérale, même en Piémont où pourtant, en 1831, à la mort de Charles-Félix, Charles-Albert était devenu roi.

Il était arrivé au pouvoir au milieu de la très vive attente de presque tous les libéraux italiens, qui se souvenaient du *Carbonaro* de 1821. Ces souvenirs pourtant étaient loin d'être heureux pour le nouveau roi, car ils se rattachaient à cette terrible accusation de trahison qu'il savait ne pas avoir méritée; ce reproche lui avait inspiré une grande aversion pour les révolutionnaires et l'avait fait se défier de tout le monde, de sorte qu'il n'ouvrait plus son âme à personne. Le jeune homme beau, gai, vif, d'il y a dix ans avait pour toujours fait place à la figure pâle, solennelle et silencieuse d'un homme toujours voilé d'une profonde mélancolie. Dans

les premières années de son règne, il parut avoir renoncé à tous ses glorieux rêves de jeunesse, il parut avoir renié la sainte idée de l'indépendance nationale, il parut ne se souvenir que du grenadier du Trocadero.

CHAPITRE VII

MAZZINI ET LA « JEUNE ITALIE »

Lettre de Mazzini à Charles-Albert. — La famille Ruffini. — La conspiration de 1833 — L'expédition de Savoie. — Cruelles répressions. — L'empereur Ferdinand Ier. — Le roi Ferdinand II de Naples et les mouvements siciliens. — L'art et la science conspirant pour la patrie.

C'est précisément dans les premiers jours du règne de Charles-Albert qu'une lettre, imprimée à Marseille et adressée au nouveau roi, était répandue parmi les patriotes italiens, provoquant partout l'enthousiasme. Charles-Albert la reçut aussi et la lut[1] :

Sire

N'avez-vous jamais porté le regard, un de ces regards d'aigle qui révèlent un monde, sur cette Italie, belle du sourire de la nature, couronnée par vingt siècles de souvenirs sublimes, patrie du génie, puissante par des possibilités infinies auxquelles il ne manque que l'union, entourée de telles défenses qu'il suffirait d'une volonté forte et de quelques poitrines courageuses pour la protéger contre l'insulte de l'étranger ? Et n'avez-vous jamais dit : Elle est créée pour de grandes destinées. N'avez-vous jamais contemplé ce peuple qui l'habite, toujours splendide malgré l'ombre que le servage étend sur sa tête, grand par son instinct de la vie, par la lumière de son intelligence, par l'énergie de passions féroces ou stupides, puisque l'époque étouffe les autres, mais qui sont pourtant des éléments avec lesquels on crée des na-

1. Cette lettre a près d'une vingtaine de pages, nous n'en donnons que les passages essentiels.

tions; un grand peuple à la vérité puisque le malheur n'a pu l'abattre et lui enlever l'espérance ? Ne vous est-il pas né une pensée : tire, comme Dieu du chaos, un monde de ces éléments épars, réunis les membres dispersés et dis : elle est tout entière à moi et heureuse ; tu seras grand alors comme Dieu est créateur et vingt millions d'hommes s'exclameront : Dieu est dans le ciel et Charles Albert sur la terre.

Sire ; cette idée vous l'avez nourrie, le sang vous bouillonna quand elle se présenta à vous rayonnante de gloire et de vastes espérances ; vous avez usé le sommeil de bien des nuits sur cette seule idée ; vous vous êtes fait conspirateur pour elle. Et prenez garde de ne pas en rougir, Sire ! Il n'est pas de carrière plus sainte au monde que celle du conspirateur, qui se constitue le vengeur de l'humanité et l'interprète des lois éternelles de la nature. Ces temps alors nous furent contraires ; mais pourquoi dix ans et une couronne précaire auraient-ils détruit la pensée de votre jeunesse, le rêve de vos nuits ?...

Sire ; si vraiment votre âme est morte aux fortes pensées, si vous n'avez, en régnant, d'autre but que de vous traîner dans le cercle mesquin des rois qui vous ont précédé, si vous avez une âme de vassal, alors restez, courbez la tête sous le bâton allemand, et soyez un tyran, mais un vrai tyran, car un seul pas que vous faites au delà de la limite indiquée fait une ennemie de cette Autriche que vous craignez. L'Autrichien se défie de vous, mais jetez à ses pieds dix, vingt têtes de victimes, doublez les chaînes sur les autres et payez-lui avec une soumission illimitée le mépris dont il vous abreuva il y a 10 ans ; peut-être alors le tyran de l'Italie oubliera-t-il que vous avez conspiré contre lui, peut-être vous permettra-t-il de lui garder pendant quelques années la conquête qu'il médite depuis 1814. Que si, en lisant ces paroles, votre âme vous reporte à ces moments où vous osiez ambitionner autre chose que la souveraineté d'un fief allemand, si vous sentez naître en vous une voix qui vous crie : « tu étais né pour quelque chose de grand », ah, suivez-la cette voix : c'est la voix du génie, c'est la voix du temps qui vous offre son appui pour monter de siècle en siècle à l'éternité, c'est la voix de toute l'Italie qui n'attend qu'un mot, un seul mot, pour se faire vôtre.

Prononcez-le ce mot!... Mettez-vous à la tête de la nation et écrivez sur votre drapeau : Union, Liberté, Indépendance! Proclamez la sainteté de la pensée! Déclarez-vous le vengeur et l'interprète des droits populaires, régénérateurs de toute l'Italie! Délivrez l'Italie des barbares! Edifiez l'avenir! Donnez votre nom à un siècle! Commencez une ère de vous...

Sire! l'entreprise peut paraître colossale à des hommes qui ne savent apprécier que les forces numériques, à des hommes qui, pour changer les empires, ne connaissent pas d'autre voie que celle des négociations et des ambassades. Elle est le chemin d'un triomphe assuré si vous savez comprendre votre position tout entière, vous convaincre fortement d'être consacré à une haute mission, si vous savez procéder par des déterminations franches, décisives et énergiques. L'opinion, Sire, est une puissance qui fait équilibre à toutes les autres. Les grandes choses ne s'accomplissent pas en signant des protocoles, mais en devinant son siècle. Le secret de la puissance est dans la volonté. Choisissez une voie qui soit d'accord avec la pensée de la nation, tenez-vous-y inébranlablement, soyez ferme et choisissez l'heure, vous avez la victoire en mains...

Sire!... Si vous n'agissez pas, d'autres agiront et sans vous, et contre vous. Ne vous laissez pas illusionner par les applaudissements populaires qui ont salué le premier jour de votre règne ; remontez aux causes de ces applaudissements, interrogez la pensée des foules ; ces applaudissements ont éclaté parce que, en vous saluant, ils saluaient l'espérance, parce que votre nom rappelait l'homme de 1821 ; décevez cette attente : un frémissement de fureur remplacera cette joie qui ne regarde que vers l'avenir...

Sire! je vous ai dit la vérité. Les hommes libres attendent votre réponse dans les faits. Quelle qu'elle soit, soyez bien sûr que la postérité vous proclamera : le premier parmi les hommes d'Italie ou le dernier parmi ses tyrans.

Choisissez.

Un Italien.

Quel était cet Italien, qui exprimait aussi nettement la pensée de la revendication italienne vers la liberté et l'unité ?

C'était un jeune Génois de 26 ans, qui venait de sortir des prisons de Savone : Joseph Mazzini. Encore étudiant, il s'était enthousiasmé pour ce double et saint idéal de patrie et de liberté. Suspect d'affiliation à la Charbonnerie, il avait été arrêté et avait dû faire plusieurs mois de prison. Là il avait longuement réfléchi et il avait fini par se convaincre que si, jusqu'alors, les mouvements italiens avaient échoué, c'est que le peuple n'y avait pas pris part. Il fallait donc répandre dans les masses ce nouveau culte patriotique, en commençant par leur faire comprendre que par patrie on ne devait pas entendre seulement sa propre région, mais l'Italie tout entière. Mazzini fut donc le premier vrai apôtre de l'unité italienne.

Lorsque, faute de preuves certaines, on le relâcha, le Gouvernement sarde lui posa ce dilemme : ou résider dans une petite ville des frontières du Piémont, ou sortir du royaume. Mazzini qui, dans le silence de la prison, avait déjà organisé dans sa tête une nouvelle société secrète à fonder, pensa que dans une petite ville piémontaise, sous la surveillance permanente de la police, il ne pourrait pas réaliser son dessein, il choisit donc l'exil et se rendit à Marseille ; c'est de là précisément qu'il écrivit la lettre à Charles-Albert. Plus tard il dit l'avoir écrite pour tirer d'erreur ceux des libéraux qui avaient encore confiance en ce prince et les pousser tous à accepter l'idée républicaine. Il est certain que Charles-Albert fit à la lettre de Mazzini la réponse à laquelle celui-ci s'attendait ; il ordonna l'arrestation de l'auteur s'il se faisait jamais voir à la frontière et redoubla de rigueurs contre les libéraux.

Pendant ce temps Mazzini avait fondé à Marseille la société qu'il avait rêvée et il l'avait appelée *La Jeune Italie*. Sous le même titre il publiait également un périodique pour élever le peuple italien dans la pensée

d'une Italie libre, une, indépendante et républicaine. De foi ardente, de vie immaculée, de haute intelligence, de style éloquent, Mazzini réussit à faire de l'amour de la patrie une vraie religion, il exerça une influence fascinante sur les patriotes italiens qui, en grand nombre, adhérèrent à la *Jeune Italie*. Les polices des différents États de la péninsule arrêtaient fréquemment ceux qui étaient suspects de relations avec lui, mais cela n'empêchait pas le périodique mazzinien de pénétrer partout, car bien des Italiens risquaient la prison et même la mort pour le lire et le répandre.

A Gênes le meilleur ami de Mazzini et son plus fidèle disciple était Jacques Ruffini. Arrêté, il eut peur que la police, par un de ces moyens terribles dont elle disposait, ne réussît à lui arracher quelque révélation, et il décida de se tuer : il enleva de la porte de la prison une petite cheville rouillée, en aiguisa la pointe sur le mur et s'ouvrit les veines. Ainsi, à 28 ans, se vouait à l'immortalité Jacques Ruffini, le 19 juin 1833, dans la prison de la Tour à Gênes. Son frère Jean, échappé à grand'-peine aux recherches de la police, se rendit d'abord à Marseille, puis en Suisse, et enfin en Angleterre où il s'acquit une grande renommée par ses romans : le *docteur Antoine* et *Lorenzo Benoni*. La même année, pour les mêmes raisons politiques, un jeune prêtre quittait pour l'exil les États sardes ; il commençait à se faire connaître par ses écrits philosophiques, c'était l'abbé Gioberti.

Malheureusement les courtisans réactionnaires qui entouraient Charles-Albert avaient décidé *de le faire goûter au sang* et ils réussirent dans leur féroce entreprise. Plusieurs conspirateurs de 1833 furent envoyés à la mort, comme les deux sergents Miglio et Biglia, comme le maitre d'armes Gavotti à Gênes, comme l'avoué Vo-

chieri, fusillé à Alexandrie après avoir montré pendant tout son procès et jusqu'au dernier moment une force de caractère héroïque.

Les persécutions que le gouvernement piémontais faisait souffrir aux mazziniens, poussèrent Mazzini à organiser un mouvement contre le Piémont. Il recueillit une centaine d'exilés et les mit sous le commandement du colonel Ramorino, qui avait acquis une certaine renommée dans la récente insurrection de Pologne. Au début de 1834, ces insurgés pénétrèrent en Savoie, mais ils furent accueillis avec une indifférence absolue par les populations, que les ardentes proclamations de Mazzini laissaient absolument froides ; après une rencontre avec les troupes royales, ils battirent en retraite.

On avait établi que des mouvements devaient éclater en même temps dans les différentes villes du royaume, mais, en présence du mauvais résultat de l'expédition de Savoie, ils furent renvoyés à une autre date. Pendant ce temps la police, qui en était informée, procéda à des arrestations. Parmi ceux qui se trouvaient impliqués dans cette conjuration, se trouvait aussi un jeune marin niçois: Joseph Garibaldi, qui avait cherché à recruter, dans la marine royale, des adhérents aux idées de Mazzini ; c'est pour cette raison que, dans cette même année 1834, il fut condamné à mort. Heureusement pour l'Italie, Garibaldi avait déjà réussi à se mettre en sûreté.

Cette répression cruelle des tentatives révolutionnaires de 1833-1834 diminua quelque peu les sympathies des libéraux italiens pour Charles-Albert, mais elle ne réussit pas à les effacer completement, et les quelques réformes qu'il introduisait dans l'administration de l'État suffisaient à maintenir vive chez certains la foi en ses sentiments libéraux. Charles-Albert s'occupait en

effet de faire rédiger un nouveau Code civil et pénal, qui tiendrait compte du progrès de la civilisation, et il prenait toute une série de mesures en faveur du développement des arts, des sciences, du commerce et de l'industrie, montrant ainsi que son but constant était l'amélioration du sort de ses sujets.

*
* *

En 1835 mourut l'empereur d'Autriche François, qui fut remplacé par Ferdinand Ier, prince absolument imbécile, d'une intelligence si bornée qu'il avait l'habitude de dire que la charge d'empereur serait assez agréable s'il n'y avait pas le perpétuel ennui des décrets à signer. On comprend qu'avec un pareil souverain le pouvoir ait entièrement passé entre les mains du prince de Metternich, le représentant le plus acharné des idées absolutistes, l'adversaire le plus décidé des aspirations patriotiques des Italiens, celui qui prononça la phrase fameuse : l'Italie n'est qu'une expression géographique.

Metternich estima qu'il serait utile de conduire l'empereur en Italie et de le faire couronner à Milan roi du Lombardo-Vénitien. Il voulut inviter à cette cérémonie solennelle tous les princes de la péninsule pour qu'ils vinssent, presque comme des vassaux, escorter leur tyran commun (1838)[1]. Mais Charles-Albert refusa de

1. A cette occasion Giusti (1809-1850) écrivit la fameuse poésie ; *le Couronnement* qui commence ainsi :

Au Roi des Rois qui nous maintient esclaves
Que Dieu conserve l'estomac et les griffes ;
Une petite troupe de renards couronnés et de lièvres
Se groupe autour de lui et
elle crie à l'exploiteur suprême :
Nous exploiterons de seconde main
Père, en ton nom.

venir, et cet acte d'indépendance suffit à réveiller pour lui, dans les cœurs italiens, des sentiments de sympathie qui commençaient à s'assoupir[1].

*
* *

Un autre prince italien, au contraire, se faisait cordialement détester de tous : Ferdinand II de Naples.

En 1830, lorsqu'il était monté sur le trône, ayant à peine dépassé 20 ans, il avait suscité quelques bonnes espérances en publiant un édit où il déclarait que la Providence lui imposait le devoir de panser les plaies qui affligeaient le peuple napolitain et que son règne serait un règne de justice et de sagesse. Mais la nomination de Del Carretto aux fonctions de ministre de la police (Février 1831) fit bientôt comprendre aux Napolitains qu'ils s'étaient trompés.

Ferdinand II était animé de deux passions : une soif

1. Il est bon de rappeler que Giusti écrivit le *Couronnement* avant la cérémonie et que l'on croyait alors que Charles-Albert y assisterait : c'est pourquoi il lança contre lui ces vers terribles :

Regarde le premier souiller ses genoux
Le Savoyard jaune de remords,
Celui qui expia un bref instant de gloire
Au Trocadéro.

O Carbonari, c'est votre chef, c'est lui
Qui vous a traînés à l'échafaud et à la triste prison,
Lui qui royalement, maintenant, de 1821
Maintient les conventions.

Or, comme Charles-Albert n'alla pas à Milan, les deux premiers vers perdirent aussitôt toute raison d'être ; pour ce qui est du jugement exprimé dans les suivants, il faut noter que la croyance où était Giusti que Charles-Albert irait au couronnement de Ferdinand Ier l'induisit tout naturellement à répéter l'accusation déjà lancée par Berchet (v. p. 82) et qui était alors acceptée comme vraie par une grande partie des libéraux italiens.

insatiable de pouvoir, une avidité extraordinaire d'argent; la première le poussait à ne pas tolérer dans ses États l'ombre même d'un gouvernement constitutionnel, la seconde l'amenait à permettre que ses fonctionnaires pillassent pourvu qu'il les payât peu. De cette façon la corruption la plus effrénée s'introduisit dans l'administration du royaume : un véritable système de rapine fut pratiqué par tous les employés du gouvernement. Personne n'osait s'en plaindre, parce que la publication de la moindre allusion aux abus de l'État exposait l'auteur d'une pareille hardiesse à être emprisonné ou exilé. D'autre part, quiconque était soupçonné d'opinions libérales était jeté en prison, sans que le gouvernement se crût obligé de motiver cette arrestation; dans toutes les classes les espions s'insinuaient tellement que chacun hésitait à manifester ses propres opinions. Le roi Ferdinand disait d'ailleurs : « Mon peuple n'a pas besoin de penser, je me charge de son bien-être et de sa dignité. »

La seule personne qui, dans cette cour, se faisait aimer du peuple, était la femme du roi : Marie-Christine de Savoie (fille de Victor-Emmanuel Ier) que, pour ses vertus, le peuple napolitain appelait la sainte. Elle mourut en 1836 et Ferdinand II, qui l'avait toujours traitée brutalement, se rendit aussitôt à Vienne pour se fiancer avec une archiduchesse d'Autriche.

Le mécontentement de la Sicile se manifesta en 1837 par un soulèvement. L'île était alors ravagée par le choléra; l'épouvante, l'ignorance, la superstition des populations avaient fait prendre corps au bruit qui courait que le gouvernement envoyait les habitants à la mort; des troubles éclatèrent en plusieurs endroits. Les libéraux voulurent profiter de cette irritation populaire pour

arracher la Sicile au joug bourbonien. Syracuse s'insurgea, et de là la révolution s'étendit à la ville voisine de Catane. Mais Ferdinand II envoya Del Carretto qui, entouré de sbires et de bourreaux, dressant des gibets dans tous les villages, parvint à rétablir l'ordre dans l'île.

*
* *

Mazzini cependant, avait été chassé également de France et s'était réfugié dans la plus libre Angleterre où, par ses écrits, il contribua efficacement à faire mieux connaître au public anglais la littérature italienne et à répandre un courant de chaude sympathie pour les affaires de la péninsule. D'Angleterre, il continua son apostolat, cherchant toujours plus ardemment à réveiller dans les cœurs italiens la haine contre les tyrans de l'intérieur et contre l'étranger.

Mais ce n'était pas seulement par les écrits enflammés de Mazzini que les Italiens se pénétraient de ces sentiments ; toute la littérature italienne d'alors, tant en poésie qu'en prose, fut, si l'on peut dire, une perpétuelle conspiration. Le livre de Silvio Pellico : *Mes Prisons,* ce tranquille récit d'un martyre saintement supporté, fit plus de mal à l'Autriche qu'une bataille perdue, et les vers de sa *Françoise de Rimini* faisaient tressaillir la foule, surtout s'ils étaient récités par le grand acteur Modena.

Pour toi, pour toi, terre des citoyens courageux,
Mon Italie, je combattrai, si l'envie
T'outrage. N'es-tu pas la plus aimable
Terre de toutes celles que réchauffe le soleil ?
N'es-tu pas la mère de tous les arts, ô Italie ?
Ta poussière n'est-elle pas une poussière de héros ?...

Plus encore que les tragédies de Pellico, celles de Niccolini frémissaient de haine contre les tyrans et d'amour de la liberté. A la représentation de *Jean de Procida* (le légendaire inspirateur des Vêpres siciliennes), l'ambassadeur autrichien à Florence se tournant vers l'ambassadeur de France lui disait que c'était là une lettre dont l'adresse était pour les Français, mais le contenu pour les Autrichiens, et c'est bien ainsi que l'entendait le peuple italien. Dans *Arnaud de Brescia*, une des tragédies qui soulevèrent le plus grand enthousiasme, les vers grandiloquents de Niccolini flagellaient durement les vices du clergé et les injustices du pouvoir temporel.

A côté de Niccolini, Guerrazzi fascinait littéralement la jeunesse. Il disait à Mazzini : « J'ai écrit ce livre (le *Siège de Florence*) parce que je n'ai pas pu livrer une bataille ». Il est certain que ses pages ardentes contribuaient à faire naître, du milieu du peuple italien, des héros.

Dans les romans de d'Azeglio, Grossi, Manzoni ; dans les histoires de Balbo, Colletta, Amari, Troya ; dans les écrits de Tommaseo, Vannucci, Capponi, Cantù ; dans les poésies de Rossetti, Berchet, Giusti, Prati, partout et toujours vibrait la note patriotique, qui eut un écho jusque dans la musique de Bellini, de Rossini, et plus tard de Verdi. Les auteurs se mettaient toujours en quête d'arguments correspondant aux sentiments de la nation et les moindres allusions étaient aussitôt cueillies au vol par un public qui se sentait à l'unisson des auteurs ; c'est ainsi que, lorsque dans la *Ligue lombarde* de Berchet on en arrivait à ces vers :

Debout, contre le hideux et pénible Allemand,
Debout, Lombards, lancez votre épée.
Rendez-vous maîtres de votre pays,
De ce beau pays que le ciel vous a accordé,

la pensée de chacun n'allait pas aux Allemands de Frédéric Barberousse mais aux troupes autrichiennes de Ferdinand Ier.

Tous ces livres contribuèrent efficacement à ce que l'idée de la régénération de l'Italie, qui pendant longtemps était restée l'aspiration de quelques esprits d'élite, devint enfin le désir de tous.

Les congrès scientifiques aidèrent également beaucoup à répandre ces idées. On parvint à persuader au grand-duc Léopold II que les congrès scientifiques serviraient sa gloire, lui qui régnait sur cette belle terre toscane où la science avait toujours été en faveur. Léopold II, flatté par ces aimables compliments, permit que la série s'en inaugurât à Pise en 1839. L'exemple donné par le grand-duc de Toscane, qui, par ostentation, se plut à honorer les savants réunis à Pise, influa sur les princes les plus ambitieux. Charles-Albert et Ferdinand II se mirent à autoriser eux aussi ces congrès, qui furent ensuite tenus dans tous les États italiens, à l'exception des États pontificaux et qui, bien que sans grande importance pour la science, favorisèrent beaucoup la cause nationale en facilitant les rapports entre les hommes remarquables dispersés dans les différentes provinces d'Italie et en secouant la péninsule de cette torpeur où ses gouvernants l'avaient, jusque-là, maintenue avec le plus grand soin.

L'usage des machines commençait en même temps à se répandre en Italie et grâce à elles le développement industriel et commercial faisait de grands progrès. La bourgeoisie, plus nombreuse et plus riche, sentait mieux sa force et manifestait, avec une ardeur accrue, ses désirs de changement. Peu à peu l'atmosphère italienne tout entière allait se modifiant, de sorte qu'un

grand nombre d'institutions nouvelles trouvaient aussitôt d'ardents partisans ; on créait des sociétés d'agriculture pour répandre dans la péninsule les perfectionnements déjà introduits ailleurs, on établissait des caisses d'épargne, on fondait des journaux illustrés et littéraires, on cherchait à favoriser l'instruction populaire et l'on ouvrait, grâce surtout à Ferrante Aporti, de nombreuses salles d'asile. Le progrès se sentait dans l'air et s'affirmait nettement dans la construction des premiers chemins de fer. Le sifflet de la locomotive va bientôt faire comprendre à tous que le vieux monde est mort pour toujours.

CHAPITRE VIII

LA FORCE DE L'OPINION PUBLIQUE

La mort des frères Bandiera. — Gioberti et sa *Primauté*. — Origine du parti néo-guelfe. — Les *Espérances d'Italie* de Balbo. — Le pontificat de Grégoire XVI. — *Les derniers événements de Romagne* de d'Azeglio.

Mazzini disait : « Le martyre n'est jamais stérile, jamais » ; et c'est pourquoi il favorisait tous les projets de soulèvement que ses plus chauds partisans lui proposaient. On eut ainsi quelques soulèvements, aussitôt réprimés, dans les Abruzzes (1841), dans les Romagnes (1843), et en Calabre (1844). A ce mouvement de Calabre se rattache le glorieux épisode des frères Bandiera.

Attilio et Émile Bandiera, jeunes officiers vénitiens (fils de cet amiral autrichien qui avait capturé, à l'issue du port d'Ancône, le bâtiment portant les insurgés de 1831), s'étaient enthousiasmés à la lecture des œuvres de Mazzini et avaient décidé de consacrer leur vie à la rédemption de l'Italie. En 1842, ils firent part de cette décision à Mazzini, et depuis lors ils se tinrent en correspondance continuelle avec lui. Ils réussirent à gagner à leurs idées un autre officier de la marine vénitienne : Dominique Moro ; ils abandonnèrent les navires autrichiens qu'ils commandaient et allèrent se réfugier à Corfou, attendant que la nouvelle d'un soulèvement en quelque point de l'Italie les appelât à combattre pour la sainte cause.

Survint le mouvement de Calabre, mentionné plus haut ; à peine né, il fut arrêté. Mais des fausses nouvelles jointes à Corfou firent croire que l'insurrection se maintenait dans les montagnes. Les frères Bandiera décidèrent alors de se porter au secours des insurgés et d'autres patriotes se joignirent à eux. Au nombre de 19 ils debarquèrent à Cotrone, en Calabre et se dirigèrent vers Cosenza. Mais, malheureusement, parmi eux se trouvait un traître. Ils furent bientôt entourés par un grand nombre de soldats bourboniens et après une courte lutte emmenés prisonniers à Cosenza où on les condamna à mort. Neuf d'entre eux furent exécutés, le 25 juillet 1844, dans le vallon de Rovito. Les frères Bandiera, Moro, Ricciotti de Frosinone, Lupatelli de Pérouse, Racca de Lugo, Venerucci de Forli, Berti de Ravenne et Nondi de Modène tombèrent sereinement sous les balles des soldats bourboniens, criant une dernière fois : Vive l'Italie.

***

La mort des frères Bandiera produisit un frémissement général dans toute la péninsule, mais, tout en pleurant la triste fin de ces héros, la grande majorité des Italiens se persuadait de plus en plus que ces mouvements isolés et ces agitations ne pouvaient produire de résultats efficaces, qu'il fallait suivre une autre voie, se rallier à un autre ordre d'idées, idées qui étaient précisément émises à ce moment par un groupe d'écrivains piémontais que dirigeait Gioberti.

Cet abbé de Turin, qui avait dû quitter le Piémont pour l'exil en 1833, s'était réfugié à Bruxelles, où il avait acquis une belle renommée par ses publications philosophiques. C'est là qu'en 1843 il publia un livre qui avait

pour titre : *De la primauté morale et civile des Italiens*. Pour dire vrai, en ces années-là, les Italiens non seulement ne pouvaient se vanter d'aucune primauté, mais ils se trouvaient encore au comble de l'abjection et de la misère ; Gioberti lui-même le reconnaissait :

« Que faisons-nous de beau et de grand, nous autres Italiens ? Quelles sont nos prouesses de courage et d'intelligence ? Où sont nos flottes et nos colonies ? Nos envoyés dans les cours étrangères : quelle place tiennent-ils, quelle force ont-ils, quelle influence possèdent-ils par leur autorité ou leurs conseils ? De quel poids pèse le nom italien dans la balance européenne ? Les étrangers visitent-ils et connaissent-ils encore notre pays pour autre chose peut-être que pour jouir de l'invariable beauté de son ciel et contempler ses ruines ? Mais pourquoi parler de gloire, de richesse, de puissance ? L'Italie peut-elle dire qu'elle existe ? peut-elle s'attribuer une vie propre et une autonomie politique, quand il est loisible à n'importe quel insolent ou ambitieux de la fouler aux pieds et de la mettre sous le joug ? Qui ne frémit en pensant que, dans l'état de désunion où nous nous trouvons, nous sommes la proie de quiconque nous attaque et que cette misérable ombre d'indépendance qu'on nous accorde dans les actes diplomatiques et les traités, nous la devons à la miséricorde de nos voisins ? »

Mais il concluait : « Tout cela arrive par notre seule faute : avec un peu de bonne volonté et de force, nous pourrons, sans secousses, sans révolutions, sans injustices, être encore une fois un des premiers peuples du monde ».

Le programme, déjà séduisant en lui-même, le devenait plus encore par le style chaud et enthousiaste de Gioberti, mis d'ailleurs au service d'idées singulièrement

modérées. Il avait des louanges pour tous, peuples et princes, essayant de les mettre d'accord ; il louait surtout la papauté, qu'il appelait la gloire de l'Italie et il montrait ses sympathies pour l'organisation *d'une confédération pacifique et perpétuelle des princes italiens, dirigée et protégée par le pape* ; à cette confédération aurait participé également l'Autriche.

L'effet de ce livre fut extraordinaire. Les princes, s'y voyant loués, le laissèrent se répandre en Italie ; le peuple, enorgueilli par ces pages éloquentes qui démontraient que jadis il avait tenu la première place dans le monde et devait la reconquérir, en applaudit chaleureusement l'auteur ; enfin le clergé, charmé par l'éloquence d'un des siens qui démontrait que l'amour de la patrie et de la religion devaient aller de pair, embrassa lui aussi avec ardeur les idées de Gioberti. Seuls à voir les lointaines et redoutables conséquences de ce livre furent les Jésuites, qui attaquèrent violemment l'auteur et l'œuvre ; Gioberti leur répondit dès 1845 par les *Prolégomènes* et plus tard par le *Jésuite moderne*.

Gioberti et Mazzini avaient en commun une foi entière dans les grandes destinées assignées à l'Italie et ils la prophétisaient d'une voix sûre en affirmant que de l'Italie et de Rome devait partir la régénération de l'humanité. Mais Gioberti, cherchant à combiner les théories révolutionnaires avec la réalité présente, proposait de résoudre la question italienne par une confédération des États existants, se flattant que le pape et les princes, gagnés aux idées de justice et de piété, s'entendraient avec leurs peuples. Mazzini, au contraire, voulait abattre tous les États de la péninsule, pour en établir à la place un seul, la République italienne. Cela paraissait à beaucoup une utopie, aussi beaucoup de libéraux finirent-ils par

accueillir les idées de Gioberti. Ainsi se constitua un nouveau parti, dit *néo-guelfe,* parce qu'il voulait placer le pape à la tête du mouvement italien.

Un autre livre, paru en 1844, avait lui aussi attiré l'attention d'un grand nombre d'esprits éclairés : *Les Espérances d'Italie,* de Cesare Balbo. Balbo lui aussi louait grandement la papauté et se montrait très modéré dans les désirs qu'il exprimait, lui aussi souhaitait une fédération des États italiens, mais il voulait que comme défenseur de cette confédération on choisît Charles-Albert, roi de Sardaigne, parce qu'il était le seul prince italien ayant une forte armée. Il disait que la première aspiration des Italiens devait être l'indépendance nationale et que, par conséquent, on devait exclure l'Autriche de la ligue italienne ; mais ce n'était pas de la guerre qu'il attendait un pareil résultat : on devait attendre la chute de l'empire ottoman, l'Autriche alors, s'étendant vers l'Orient, aurait pu céder à l'Italie le royaume Lombard-Vénétien.

Ces idées, d'une modération exagérée, furent tournées en ridicule par leurs adversaires dans les vers suivants, adressés à l'Italie, qui devinrent aussitôt populaires :

> Gioberti crie que tu n'es qu'une rave
> Si tu ne te donnes pas tout entière au pape ;
> Et Balbo crie : des Allemands
> Seuls les Turcs peuvent te délivrer.

En réalité le ton très modéré de ces livres était intentionnel. On voulait obtenir par là qu'ils ne fussent pas interdits par les gouvernements.

***

C'est pourtant un phénomène des plus étranges, qu'on ait pu acclamer la papauté comme la bénédiction de

l'Italie, dans des livres publiés sous le pontificat de Grégoire XVI, qui fut loin d'être le meilleur des pontifes. Ce moine camaldule s'était rendu célèbre par sa passion pour les études d'histoire ecclésiastique, où il avait comme collaborateur son barbier Moroni [1]. Il avait d'ailleurs un faible très prononcé pour le vin d'Orvieto et il laissait le soin des affaires politiques à ses secrétaires d'État, d'abord le cardinal Bernetti, puis le cardinal Lambruschini. La population de l'État pontifical continuait à vivre dans l'ignorance la plus absolue et la misère la plus noire ; les brigands désolaient les provinces et le gouvernement négociait avec eux. Les habitants payaient, par la privation de tous les avantages de la civilisation moderne, l'honneur d'être les sujets du successeur de Saint-Pierre [2].

Aux pages enthousiastes de Gioberti, Grégoire XVI répondit en faisant persécuter les libéraux avec encore plus d'acharnement. Alors survinrent les événements de Rimini (1845) ; un groupe de patriotes, débarqués près de cette ville, réussit à s'en emparer sans grande difficulté ; mais au moment où ils se levaient en armes contre le gouvernement pontifical, ils sentirent le besoin

1. C'est précisément sous le nom de Moroni qu'on commença à publier à Venise, en 1840, le grand *Dictionnaire d'érudition historico-ecclésiastique de Saint-Pierre à nos jours* qui comprend 103 volumes.

2. En 1838, le grand historien anglais Macaulay écrivait de Rome : « Les États de l'Église ont le plus mauvais gouvernement de tout le monde civilisé. L'imbécillité de la police, la vénalité des fonctionnaires, la désolation des campagnes, la bassesse du peuple, réclament l'attention du voyageur le plus distrait. Il n'y a aucune exagération à dire que la population comprend principalement des étrangers, des prêtres et des pauvres ».

De même le baron de Bunsen, ministre du roi de Prusse à Rome, dans un rapport du 3 mars 1837, faisait le tableau le plus désolant des conditions de l'État pontifical (V. Rivista d'Italia, juillet 1903).

de justifier devant l'Europe leur soulèvement et ils publièrent un manifeste, écrit par Farini, où ils exposèrent la douloureuse situation des habitants et les justes réformes qu'ils réclamaient.

Leurs principales demandes étaient : amnistie pleine et entière pour les condamnés politiques ; codes civil et pénal sur le modèle de ceux des autres peuples civilisés de l'Europe ; conseils municipaux élus par les citoyens et approuvés par le pape ; conseils provinciaux nommés par le pape sur des listes triples présentées par les citoyens ; un Conseil d'État suprême (avec voix délibérative pour le budget et consultative sur les autres questions) choisi par le pape sur des listes triples présentées par les conseils provinciaux ; tous les emplois et dignités civils, militaires et judiciaires réservés aux laïques ; une restriction de la censure préventive de la presse ; le licenciement des troupes étrangères et l'institution d'une garde nationale. Ils demandaient enfin que *le gouvernement entrât dans la voie de toutes les améliorations sociales réclamées par l'esprit du siecle, à l'exemple de tous les gouvernements civilisés d'Europe.* La proclamation concluait ainsi : « Nous remettrons l'épée au fourreau et nous resterons les tranquilles et obéissants sujets du Saint-Siège aussitôt qu'il aura, sous la garantie des puissances, donné satisfaction à nos réclamations et accordé ce que nous demandons. » Cette affirmation prouvait combien l'idée modérée avait fait de chemin pendant cette période.

Les insurgés ne purent naturellement pas se maintenir longtemps à Rimini, et, devant les troupes suisses qui s'avançaient, ils passèrent en Toscane. Dans ce pays se trouvait alors Massimo d'Azeglio, qui s'était déjà fait un nom comme romancier et peintre de paysages, et qui,

dans ses fréquents voyages à travers la péninsule, s'était acquis les sympathies d'un grand nombre d'Italiens par son caractère de parfait gentilhomme. A la vue de ces malheureux fugitifs, il écrivit le fameux opuscule politique : *Les derniers événements de Romagne.* Dans son œuvre, tout en désapprouvant les conjurations et les violences, il s'élevait en paroles de feu contre le gouvernement pontifical et il concluait en donnant le conseil de ne plus conspirer, mais de protester ouvertement, dans toutes les occasions possibles, contre toutes les injustices qui seraient commises. « Cette conspiration à ciel ouvert, chacun ayant son nom écrit sur le front, est la seule utile, la seule digne de nous et de l'appui de l'opinion publique..... Lorsque, dans une nation, tous reconnaissent qu'une chose est juste, et qu'ils la veulent, la chose est faite. » Ce livre lui aussi trouva dans toute l'Italie un profond écho.

De toute part, en somme, on discutait la question italienne, et les écrivains modérés avaient de plus en plus la faveur du public. Parmi les ouvrages publiés alors, il faut citer le livre de Durando : *De la nationalité italienne.* On y exposait l'idée d'une Italie constituée par deux grands États amis et confédérés, un au Nord sous Charles-Albert, l'autre au Sud sous les Bourbons ; le pouvoir temporel, fortement réduit, aurait continué à subsister dans le centre.

Il est vrai qu'il n'y avait pas accord, parmi les écrivains, au sujet de la nouvelle organisation à donner à la péninsule ; mais tous étaient unanimes pour déclarer que l'Italie, telle qu'elle était, ne pouvait pas subsister, qu'un pareil état de choses ne pouvait pas durer. Dans le sein de la nation bouillonnait secrètement l'ardeur révolutionnaire, comme la lave au fond des abîmes de l'Etna.

CHAPITRE IX

DES RÉFORMES A LA RÉVOLUTION

Charles-Albert et le peuple piémontais. — Election de Pie IX : amnistie et réformes. — Réveil impétueux de la conscience nationale. — Agitation des peuples et attitude des princes : réformes en Toscane et en Piémont. — Ferdinand II et le mouvement de Sicile et de Calabre. — Conditions du Lombardo-Vénitien et des duchés de Modène et de Parme. — L'Italie au début de 1848. — Insurrection de Palerme. — La constitution à Naples, en Piémont, en Toscane, à Rome.

Le roi Charles-Albert, qui s'était toujours montré indécis sur la route à suivre, menacé, comme il le disait, par le poignard des *Carbonari* et le chocolat des Jésuites, commençait maintenant à laisser transparaitre la haine profonde qu'il nourrissait en son cœur contre l'Autriche. Le public constatait avec plaisir que Balbo, qui avait publié les *Espérances d'Italie*, était l'ami intime de Charles-Albert ; bien des gens remarquaient que beaucoup de ses familiers manifestaient des aspirations patriotiques. En 1845 d'Azeglio, dans un entretien qu'il eut avec Charles-Albert, recevait la mission de faire savoir aux libéraux des autres provinces italiennes qu'au moment opportun ils pourraient compter sur le roi de Sardaigne.

C'étaient là de bons symptômes pour les patriotes quand, en 1846, se présenta pour le roi une occasion de faire connaître publiquement et officiellement son animosité contre l'Autriche, et l'occasion fut une simple question douanière.

Depuis 1843, le Piémont avait accordé au canton du Tessin le libre transit du sel, que ce canton se procurait à Marseille ou au port franc de Gênes. L'Autriche qui, jusqu'alors, avait, par Venise, fourni de sel cette partie de la Suisse, vit cela d'un mauvais œil et soutint que l'autorisation du gouvernement piémontais était contraire aux traités existant entre les deux pays. Les notes diplomatiques se succédèrent sans amener d'autre résultat que celui que la diplomatie sait si bien atteindre : faire passer le temps sans rien résoudre. Finalement l'Autriche, dépitée de l'attitude nouvelle que Charles-Albert semblait prendre vis-à-vis des libéraux, crut pouvoir, par un coup de hardiesse, l'amener à changer sa politique et, le 20 avril 1846, sans en prévenir le gouvernement piémontais, elle doubla les droits sur les vins du Piémont. Cela frappait durement les intérêts du commerce piémontais, qui trouvait en Lombardie le principal débouché de ses vins, et c'est pourquoi l'Autriche croyait que Charles-Albert devrait céder. Mais celui-ci, indigné, non seulement ne se plia pas aux prétentions impériales, mais encore il fit imprimer dans la *Gazette officielle piémontaise* du 2 mai une relation de l'affaire, dont la conclusion était que l'Autriche, par les mesures qu'elle avait prises, avait commis un acte de *représailles*.

Au milieu du servilisme de tous les États italiens devant l'Autriche, ces paroles audacieuses firent presque l'effet d'une déclaration de guerre et suscitèrent un grand enthousiasme dans la population de Turin, d'autant plus que le bruit avait couru qu'au Conseil des ministres, le ministre de la Guerre comte de La Tour ayant dit au roi : « Mais que fera le Piémont si l'Autriche, jusqu'ici notre amie, devient notre ennemie? », le roi aurait répondu : « Si le Piémont perd l'Autriche, il gagnera

l'Italie et alors l'Italie pourra agir par elle-même. » La population tout entière répétait ces paroles d'une voix émue.

Les chefs du parti libéral songèrent à profiter de cet enthousiasme et ils organisèrent une manifestation pour faire comprendre au roi que le désir du pays était qu'il persévérât dans cette voie. Charles-Albert avait l'habitude d'aller assister tous les jeudis aux exercices militaires sur la place d'armes. Le premier jeudi qui suivit la publication de l'article de la *Gazette* (c'est-à-dire le 7 mai 1846), une foule immense se rassembla vers les 10 heures du matin sur la place du Château, devant le palais royal, attendant que le roi en sortît pour le saluer par une grande et solennelle ovation. Cette population qui, pendant 15 ans, s'était montrée froide et réservée vis-à-vis de son souverain, voulait maintenant lui réchauffer le cœur par son propre enthousiasme.

Derrière une fenêtre du palais, Charles-Albert, en grand uniforme de général, contemplait la foule sur la place : un éclair de joie brillait dans ses yeux à la pensée des émotions nouvelles qu'il éprouverait à se sentir salué par des applaudissements inaccoutumés. Malheureusement l'heure des décisions hardies n'était pas encore arrivée ! Ses ministres réactionnaires firent pression sur lui pour qu'il renonçât à se prêter à l'enthousiasme populaire ; il résistait encore quand survint De La Tour accourant, disait-il, pour sauver la monarchie. L'ambassadeur d'Autriche, affirmait-il, savait que, pendant la manifestation, on aurait poussé des cris hostiles au gouvernement autrichien et cela serait considéré par l'Autriche comme une provocation de la part du Piémont. Troublé par ces paroles, craignant de précipiter les événements, Charles-Albert décida de ne pas

sortir; de sorte que la manifestation n'eut plus lieu et que la population de Turin rentra chez elle mécontente.

Le ciel s'assombrissait de nouveau sur toute la péninsule, mais voici qu'à Rome brilla tout à coup une lueur annonciatrice de jours meilleurs.

* * *

Les idées nouvelles sont comme ces parfums pénétrants qui s'infiltrent jusque dans les endroits les plus renfermés. La cour pontificale, pendant les 15 années du pontificat de Grégoire XVI, avait certes été bien fermée aux idées modernes et pourtant, à peine le pape fut-il mort (1er juin 1846), qu'on vit apparaitre dans le collège des cardinaux les mêmes partis qui se divisaient le monde : les réactionnaires et les libéraux, les hommes du passé et les hommes de l'avenir.

Les cardinaux réactionnaires avaient leur candidat déjà clairement désigné dans la personne du gênois Lambruschini qui, comme secrétaire d'État, avait dirigé la politique pontificale dans les dix dernières années. L'autre parti n'avait pas un champion qui se distinguât vraiment des autres, il n'avait pas d'ailleurs un programme d'idées bien nettes ; en général les cardinaux libéraux se contentaient de déclarer qu'il fallait introduire des réformes dans l'administration de l'État et chercher à y appliquer les progrès de la civilisation. Il leur parut que l'homme le mieux qualifié pour appliquer leurs idées était le cardinal Jean Mastaï-Ferretti, de Sinigaglia.

Au début le parti qui lui était favorable semblait beaucoup plus faible que l'autre, mais il se fortifia pour deux raisons qui, dans les conclaves, ont toujours exercé

une très grande influence : la première est que le nouveau pape ait des tendances différentes de celles de son prédécesseur, la seconde qu'il soit né dans les États romains. Après les premiers scrutins, quelques-uns des partisans de Lambruschini, estimant difficile la réussite de leur candidat, se rallièrent à Mastaï parce qu'ils l'estimaient de caractère faible et espéraient conserver sous son règne leur influence. C'est ainsi que, après trois jours seulement de conclave, le 16 juin 1846, Jean Mastaï fut élu pape et prit le nom de Pie IX.

Il avait 54 ans, on le savait de caractère charitable et doux et il s'était montré sous ce jour comme gouverneur d'Imola. Il y avait vécu en relations amicales avec le comte Joseph Pasolini, libéral sincère, et ensemble ils avaient lu et applaudi la *Primauté* de Gioberti, les *Espérances d'Italie* de Balbo et les *Événements de Romagne* de d'Azeglio, au point que, partant pour le conclave, le cardinal Mastaï avait pris avec lui ces trois livres pour en faire hommage, disait-il, au nouveau pape.

Sa physionomie bienveillante, souriante, ouverte, ses manières affables et courtoises firent naître aussitôt une vive sympathie, et il en était digne, parce qu'il était doué d'une grande bonté et animé des meilleures intentions. Malheureusement la bonté et les intentions ne suffisent pas à celui qui se trouve à la tête d'un État, surtout dans des moments aussi graves. En présence de la situation où se trouvaient alors l'État pontifical et l'Italie, il aurait fallu à Pie IX une puissance d'intelligence et une force de volonté qu'il n'avait pas.

Il ne s'était d'ailleurs pas formé une idée bien nette de cette situation difficile. Un des désirs les plus vifs, exprimé pendant le conclave par des pétitions des différentes villes de l'État pontifical, avait été celui d'une

amnistie pour les condamnés politiques; d'autre part, une amélioration que beaucoup désiraient, et qui se réalisait alors dans toute l'Italie, sauf dans l'État pontifical, était la construction de chemins de fer. C'étaient là les deux réformes du programme que Pie IX s'était alors tracé, au point que, dans une réunion diplomatique tenue dans les premiers jours du nouveau pontificat, le cardinal Ferretti, cousin du pape et interprète de ses idées, causant avec Pellegrino Rossi, alors ambassadeur de France près la cour romaine, lui disait : « Nous aurons l'amnistie et les chemins de fer et tout ira bien ».

Le 16 juillet 1846, un mois exactement après son élection, Pie IX fit son premier acte de souverain temporel en accordant une amnistie générale aux condamnés politiques. Il sembla aussitôt à l'âme des Italiens, déjà préparés par le parti néo-guelfe, que le pape rêvé par Gioberti, restaurateur de la liberté et de la grandeur italienne, était véritablement né et un grand enthousiasme se déchaina pour Pie IX. La nomination d'une commission chargée de rechercher et d'étudier les réformes nécessaires à l'État pontifical parut justifier les applaudissements et les louanges qui allaient au nouveau pape ; chaque fois qu'il sortait par la ville, il était porté en triomphe par une foule enthousiaste, qui rassemblait dans le cri de *Vive Pie IX* l'expression de toutes les espérances et de tous les vœux de l'Italie.

Les fêtes se succédaient sans cesse sous le moindre prétexte et le peuple prenait l'habitude et le goût de descendre dans la rue manifester ses sentiments par des processions, des cris et des chants. Un homme du peuple, qui exerçait un certain ascendant sur la plèbe romaine : Ange Brunetti, surnommé Ciceruacchio, s'était fait en quelque sorte le directeur de ces manifestations, pen-

dant qu'en chaire un moine sicilien, le père Ventura, saluait l'alliance du clergé et de la démocratie. L'enthousiasme de la capitale s'était communiqué aussitôt à toutes les provinces de l'État pontifical, il semblait qu'un frémissement nouveau secouât les cœurs et les esprits, comme frémit la nature tout entière quand le soleil se montre à l'horizon.

Pie IX se laissait complaisamment aller aux douces émotions de la popularité, mais, à sa grande stupeur, il constatait que le peuple manifestait chaque jour quelque nouveau désir ; peu à peu l'initiative des réformes ne venait plus de lui, mais de la foule. La liberté de la presse fut usurpée avant d'avoir été concédée ; dès janvier 1847, des journaux politiques commencèrent à paraître à Rome et à Bologne (les deux plus grandes villes de l'État) et, peu après, on eut des cercles politiques qui se firent les inspirateurs et les régulateurs des manifestations publiques.

Pendant que l'on étudiait les tracés des lignes de chemins de fer, le pape, en avril 1847, annonçait l'établissement d'une *Consulte d'État* avec voix délibérative en matière d'impôt ; elle devait être composée de 24 conseillers laïques choisis par le pape sur des listes triples présentées par les conseils provinciaux. C'était là un grand pas en avant, puisque jusque-là les laïques n'avaient eu aucune part dans l'administration de l'État ; Pie IX crut avoir atteint par là l'extrême limite des réformes.

***

En très peu de temps l'enthousiasme pour le nouveau pape se propagea dans toute la péninsule, tout le monde était d'accord pour dire qu'avec Pie IX une ère nouvelle

avait commencé pour l'Italie. Mais en réalité ce mouvement, qui semblait venir de Rome, sortait au contraire de la conscience même de la nation ; c'était la puissante voix de l'Italie qui s'élevait comme le bruit des eaux d'un fleuve s'élançant hors de leurs digues.

Le premier pays qui en ressentit les effets fut la Toscane. On commença par des manifestations publiques en l'honneur du pape; puis on prit prétexte du passage à Florence du grand économiste anglais Richard Cobden pour saluer par d'enthousiastes acclamations les principes libéraux qu'il représentait; enfin, profitant de la douceur du gouvernement, on osa aller plus avant et inviter ouvertement le grand-duc à suivre l'exemple du pape.

Léopold II, fatigué de ces piqûres d'aiguilles constantes de la part de l'opinion publique, mécontent de la diffusion de la presse clandestine, se décida, en mai 1847, à accorder une loi plus large sur la censure ; grâce à cette loi des journaux importants parurent aussitôt à Florence, à Pise, à Livourne. Or en Toscane, beaucoup plus qu'à Rome, grâce à la plus grande culture du pays et à l'existence d'une bourgeoisie plus nombreuse, le journalisme fut aussitôt florissant, des hommes éminents y appliquèrent leur talent et leur cœur : le Sicilien La Farina, les Toscans Vannucci, Ricasoli, Salvagnoli, Montanelli, Guerrazzi, Mazzoni, Centofanti, Giorgini, etc. Le gouvernement toscan fut bientôt entraîné par les excitations de la presse à introduire lui aussi d'importantes réformes judiciaires et administratives.

Charles-Albert qui, dans ses aspirations patriotiques, avait été, en une certaine mesure, retenu par la crainte de la désapprobation de l'Église, voyait maintenant le chef de la chrétienté le devancer dans la voie du libéralisme. Ces mêmes sentiments religieux qui, jusqu'alors,

avaient représenté un obstacle étaient maintenant pour lui un stimulant à marcher plus franchement dans la voie où il avait déjà fait quelques pas courts et incertains. Pourtant, dans ce réveil de la vie italienne, il chercha à détourner l'attention de ses sujets des idées de liberté politique, pour concentrer et diriger tout l'effort de l'opinion publique contre l'Autriche.

En septembre 1846 se tint à Gênes le huitième congrès des savants italiens. En ces jours où l'enthousiasme s'était déjà emparé de tous les cœurs, ce congrès suscita un vif intérêt ; presque toute l'élite intellectuelle de la péninsule y participa, de sorte que Balbo put l'appeler le premier vrai parlement italien. On parla plus de politique que de science et l'on y manifesta de chaudes aspirations patriotiques. L'occasion se présentait très facilement à tous les orateurs puisqu'il y avait alors précisément un siècle que les Génois, encouragés par l'acte hardi d'un gamin qui avait lancé la première pierre, s'étaient soulevés et avaient chassé les Autrichiens de leur ville. Les congressistes firent une visite à l'endroit où avait éclaté l'insurrection et la population gênoise, très excitée, décida de fêter solennellement le jour anniversaire de l'expulsion des Autrichiens. La manifestation eut lieu le 5 décembre et fut des plus tumultueuses. La police piémontaise semblait être devenue complètement sourde et aveugle[1].

1. L'année suivante le jeune poète gênois Mameli (1827-1849) célébra cet anniversaire par un hymne dont le refrain était :

Si le peuple se lève
Dieu combat à sa tête
Et lui donne sa foudre.

Dans la seconde strophe il ajoutait, en parlant du peuple.

Ce qu'il fait est toujours grand
Il rend hommage à une mémoire,
Mais prépare une victoire.

Cette fièvre, qui avait envahi l'Italie et qui, par ses exaltations, permettait de déterminer exactement combien était profonde la haine des Italiens contre l'Autriche, alarmait le prince de Metternich. Il déclarait qu'un pape libéral était un être invraisemblable, il cherchait à détourner du libéralisme la cour pontificale et donnait des conseils pressants du même genre aux cours de Florence et de Turin ; mais, voyant que le grand-duc s'était désormais laissé accaparer par la volonté populaire et qu'à Turin et à Rome, ses exhortations amicales ne produisaient aucun résultat, il songea à une menace énergique. D'après les traités de 1815, un corps de troupes autrichiennes résidait dans la citadelle de Ferrare (territoire pontifical) ; or, au mois d'août 1847, ces troupes, en complet équipement de guerre, occupèrent aussi le reste de la ville.

Une pareille vexation provoqua dans toute l'Italie une émotion profonde : Pie IX, sous la poussée de l'opinion publique, protesta énergiquement et Charles-Albert, heureux d'avoir le pape à ses côtés dans ses différends avec l'Autriche, lui offrit son appui. Quant aux populations, l'acte de l'Autriche fit sur elles l'effet d'un coup de fouet sur un cheval rétif, elle les rendit encore plus frémissantes qu'auparavant. L'agitation fut indescriptible ; il semblait que le pape fût déjà prêt à proclamer la guerre sainte et l'on s'attendait à ce qu'il répétât le cri de Jules II : *Chassons les Barbares !* Mazzini lui-même, entraîné par l'opinion publique, unissait sa voix au chœur général qui poussait le pape à délivrer l'Italie. Dès le mois précédent Pie IX, sur les vives instances de la presse, avait accordé l'établissement d'une garde nationale qui s'organisait rapidement d'abord dans l'État pontifical, puis en Toscane, où le grand duc ne tardait

pas à l'établir, ces deux États paraissant les plus menacés par l'invasion autrichienne. L'émotion patriotique cependant se répandait jusque dans les villages les plus éloignés, grâce surtout aux étudiants des Universités qui rentraient précisément chez eux pour leurs vacances. Partout s'apaisaient les haines de famille et de village, on sentait le besoin de s'unir par des liens nouveaux et l'on célébrait avec enthousiasme de grandes fêtes de fédération[1]. Cette agitation envahit également le petit duché de Lucques, de sorte que Charles-Ludovic de Bourbon, se voyant impuissant à l'apaiser, céda par avance son duché à la Toscane, moyennant la promesse d'une pension annuelle (octobre 1847[2]).

Pendant ce temps Charles-Albert se décidait à manifester ses sentiments de manière plus énergique. Dans les premiers jours de septembre 1847, se tint à Casal un congrès d'agriculture où l'on prononça des discours politiques très audacieux sans que la police piémontaise fît mine de les entendre. Mais un fait bien plus grave se passa dans la dernière séance ; le comte de Castagneto, ami intime de Charles-Albert, se leva pour lire une lettre que venait de lui écrire le roi et qui se terminait ainsi :

« Si jamais Dieu nous fait la grâce de pouvoir entreprendre une guerre d'indépendance, c'est moi seul qui commanderai l'armée et je suis résolu à faire pour la

1. En cette occasion les Florentins rendirent aux Pisans les grosses chaînes qu'ils avaient enlevées du port de Pise en 1362 et qu'ils avaient gardées, comme trophée de victoire, dans le baptistère de Saint-Jean. Elles sont aujourd'hui conservées au Camposanto de Pise.

2. D'après les traités de 1815, le grand-duc de Toscane, acquérant le duché de Lucques, devait céder la terre de Fivizzano au duc de Modène et celle de Pontremoli au duc de Parme. Ces cessions eurent lieu à la fin de 1847, malgré le très vif mécontentement des habitants.

cause guelfe ce que Schamyl[1] fait contre l'immense empire russe..... Ah, le beau jour que celui où nous pourrons jeter le cri de l'indépendance nationale ! »

Charles-Albert ouvrait enfin son cœur tout entier et indiquait le programme de sa vie. C'est ce que comprirent les congressistes de Casal, acclamant avec enthousiasme les paroles du roi, c'est ce que comprirent les habitants de toutes les régions du Piémont qui, lorsque au milieu de septembre Charles-Albert se rendit à Acqui pour poser la première pierre d'un pont sur la Bormida, accoururent en masse auprès du roi et l'accueillirent par d'extraordinaires applaudissements.

Mais à Gênes les manifestations ne finissaient pas en simples acclamations, on en prenait prétexte pour exprimer d'autres espérances. D'autre part Turin restait silencieux. Certes la capitale s'était enthousiasmée elle aussi pour les belles phrases patriotiques du roi, mais désormais l'on désirait quelque chose de plus, on attendait que le roi se mît à suivre la voie des réformes introduites par Pie IX et par le grand-duc. On pensa y réussir avec le même système qui, là-bas, avait eu tant de succès, c'est-à-dire par des applaudissements. Le soir du 1er octobre 1847, veille de l'anniversaire du roi, une grande foule se rassembla sur la promenade des quais pour chanter l'hymne à Pie IX, acclamer le roi et demander des réformes, quand, tout à coup, des troupes de gardes et de carabiniers fondirent sur les manifestants et arrêtèrent les premiers qui leur tombèrent sous la main.

Ce fut une douloureuse surprise pour la population.

1. Schamyl est le héros de la longue lutte soutenue par les populations du Caucase contre la Russie ; pendant plus de vingt ans il tint tête aux armées envoyées contre lui. Il ne put être pris qu'en 1859 et fut interné à Kalouga, dans l'intérieur de la Russie.

Le roi se repentait-il donc de ses tendances libérales et retournait-il en arrière après avoir suscité chez son peuple tant d'espérances. Était-ce un Roi Tentenna[1], comme l'appela le jeune poète Carbone dans une pièce de vers écrite la nuit même du 1er octobre et devenue aussitôt populaire. On y tournait en dérision cette perpétuelle contradiction dans la politique du roi, qui lui faisait garder auprès de lui comme ministre des affaires étrangères le comte Solaro della Margherita, le principal représentant des idées réactionnaires en Piémont et comme ministre de la guerre le marquis Villamarina qui avait la réputation (d'ailleurs usurpée) d'être un libéral :

Il fut appelé Tentenna premier.
Tantôt le berçait Blaise, et tantôt Martin ;
Mais l'un vite, l'autre lentement.
Et le roi disait : Vite, lentement,
Bien Blaise, très bien Martin.

La hardiesse dut paraître bien téméraire au roi, quand un matin, dépouillant sa correspondance privée, il y trouva la poésie ; il s'arrêta spécialement aux vers suivants :

Martin disait : Tourne-toi vers Rome,
L'Autrichien montre des symptômes d'agonie.
Arrache la bride, secoue la charge,
Donne-lui des coups de pieds au derrière.
Blaise disait : Rome se vante ;
On ne fait pas la guerre avec de l'eau bénite ;
Tiens t'en à l'Allemand ; contre les canons
Il faut autre chose que des signes de croix.
Et le Roi : Je vais essayer si je réussis.
Vive le Pape ! vive l'Allemand !

1. Tâtonnant (N. d. T.).

Qui peut dire que ces strophes, en elles-mêmes très inférieures, n'aient pas été d'une efficacité décisive sur l'esprit vacillant du roi ?

Aux manifestations populaires s'ajoutait, pour délivrer Charles-Albert de ses hésitations, l'œuvre de la diplomatie. A cette époque arrivait à Turin Lord Minto, qui, sous les apparences d'un touriste voyageant en Italie pour son plaisir, accomplissait en réalité une mission secrète du gouvernement anglais. Il conseilla nettement au roi de Sardaigne de cesser ses temporisations, d'accorder de larges réformes et de renvoyer ses ministres réactionnaires. Peu de jours après, le roi se séparait en même temps de Della Margherita et de Villamarina, puis il faisait préparer toute une série de réformes, qui parurent à la Gazette Officielle du 30 octobre.

Celui qui lit aujourd'hui ces quatre colonnes en caractères serrés, ne peut presque pas s'expliquer l'explosion immense de joie qui se manifesta dans le peuple piémontais. Au fond c'étaient là des innovations assez restreintes : on établissait la libre élection des conseillers communaux et provinciaux, on améliorait quelque peu l'organisation de la police et l'administration de la justice, on limitait la censure sur la presse. Mais en face de l'absolutisme antérieur, cela représentait un pas décisif dans la voie libérale ; d'autre part la masse de la population s'était fait des *réformes* un idéal nébuleux, comme si elles avaient dû inaugurer l'âge d'or. Aussi ce furent aussitôt en tous les points du royaume des illuminations, des musiques, des drapeaux, des Te Deum, des inscriptions ; ce furent surtout et immanquablement des sonnets, des chants, des hymnes. Quelques jours après Charles-Albert quittant Turin pour se rendre, selon l'usage, passer un mois à Gênes, se vit salué pendant tout son voyage par

d'enthousiastes ovations ; Gênes elle-même, qui avait toujours été hostile à la domination des rois de Piémont et paraissait encore regretter sa vieille république, l'accueillit triomphalement.

*
* *

Les choses allaient bien différemment dans le royaume de Naples.

L'élection de Pie IX avait produit là aussi le même effet d'exaltation et d'espérance que dans le reste de l'Italie ; mais le roi Ferdinand II s'opposa aussitôt au nouveau courant et fit savoir à ses sujets qu'il ne suivrait pas la mode du jour. Alors se déchaînèrent, impatientes et rageuses, les imprécations de la bourgeoisie, en un ouvrage anonyme, dont la police ne réussit heureusement pas à découvrir l'auteur : Settembrini. Dans cet opuscule intitulé : *Protestation du peuple des Deux-Siciles,* on décrivait en paroles enflammées les hontes du régime :

« Ce gouvernement, disait un passage de la Protestation, est une immense pyramide dont la base est constituée par des sbires et des prêtres, et le sommet par le roi. Tout fonctionnaire, du soldat au général, du gendarme au ministre de la police, du prêtre au confesseur du roi, le moindre gratte-papier est un despote éhonté et tyrannique pour ceux qui lui sont soumis et un lâche esclave envers ses supérieurs. Par suite, celui qui n'est pas parmi les oppresseurs se sent écrasé de tous côtés par la tyrannie de mille coquins, et la paix, la liberté, la fortune des honnêtes gens, dépendent des caprices, je ne dis pas du prince ou d'un ministre, mais du moindre employé, d'une fille publique, d'un espion, d'un jésuite. O frères d'Italie, ne croyez pas que nos paroles soient

trop âpres, n'écrivez pas dans vos journaux que nous devrions parler avec plus de modération et de prudence ; mais venez parmi nous, sentez-vous, aussi, comment une main de fer rouge nous brûle et nous étreint le cœur ; souffrez ce que nous souffrons, puis écrivez et conseillez-nous. »

Ces publications clandestines étaient de plus en plus nombreuses, elles exprimaient toutes la tendance générale à la révolte ; par la violence seulement on pouvait espérer voir cesser de trop longues souffrances.

Le 1[er] septembre 1847 la révolte éclate simultanément à Reggio et à Messine. A Messine, vers le soir, une cinquantaine d'hommes résolus poussent le cri de : « Vive l'Italie, Vive Pie IX, Vive la Constitution ». Ils vont pour surprendre les officiers réunis en un banquet, mais ceux-ci, avertis, se sont réfugiés dans la citadelle. La troupe se met alors à traquer dans les rues les rares insurgés, qui, après avoir combattu avec un courage désespéré, se dispersent à travers la ville et réussissent presque tous à se mettre en sûreté. A Reggio de Calabre, au contraire, la victoire a tout d'abord souri aux insurgés, commandés par Romeo ; ils obtiennent la capitulation du château et constituent un gouvernement provisoire, mais bientôt on apprend la décourageante nouvelle de l'échec de Messine ; puis deux navires de guerre arrivent de Naples, bombardent la ville et débarquent des troupes. Les insurgés doivent abandonner Reggio et se réfugier dans les montagnes d'Aspromonte, où ils se maintiennent presque tout le mois en luttant énergiquement ; enfin, poursuivis dans leurs derniers repaires, ils sont presque tous arrêtés. Romeo, blessé, s'est réfugié dans une meule de paille, il y est découvert et tué. Ainsi ces mouvements n'eurent, pour le moment, pas d'autres

résultats que de nouvelles et plus sévères persécutions, comme savaient les vouloir les princes de la maison des Bourbons de Naples, et comme leurs agents savaient les exécuter.

Malgré tout, les réformes qu'accordaient alors le grand-duc et Charles-Albert excitaient sans cesse davantage les esprits. En novembre des manifestations eurent lieu à Naples et à Palerme ; en décembre les plus illustres libéraux du Piémont et de Rome eurent l'idée d'envoyer au roi Ferdinand II une pétition pour l'amener à suivre la politique de Pie IX, de Léopold II et de Charles-Albert. On pourra aujourd'hui taxer de naïveté les signataires de cette pétition, mais ils voulaient montrer au monde que l'Italie cherchait à suivre les voies modérées de la persuasion avant de recourir à la violence. Il est certain que Ferdinand II dut sourire de mépris devant ce papier, à ses yeux sans valeur, et, pour empêcher toute sorte d'agitation, il interdit dans ses États le cri de *Vive Pie IX !*

*
* *

Ce cri magique, qui représentait et précipitait l'avenir, devait naturellement être considéré comme séditieux partout où l'on voulait maintenir intact le passé.

A Modène François IV, celui qui avait trahi Ciro Menotti, était mort en janvier 1846 ; mais le mauvais gouvernement de ce duché ne changea guère sous son fils et successeur François V. Aux premières manifestations en faveur du pape, les troupes ducales tombèrent en armes sur la foule et François V fit savoir à ses sujets que, si ses coupe-jarrets ne suffisaient pas à contenir les libéraux, il avait, au delà du Pô, une armée entière à son service. En effet des troupes autrichiennes en-

trèrent peu après dans le duché, à la demande du duc, pour y empêcher toute manifestation libérale.

La situation n'était pas meilleure dans le duché voisin de Parme et Plaisance. Marie-Louise, la veuve de Napoléon, avait senti en vieillissant le besoin de faire pénitence de ses nombreux péchés, et c'est pourquoi elle avait laissé moines et prêtres devenir les maîtres du duché. Quand elle mourut (décembre 1847), elle fut remplacée par Charles-Ludovic de Bourbon, déjà duc de Lucques, qui, pour faire comprendre aussitôt ses intentions à ses sujets, invita un corps de troupes autrichiennes à entrer dans son État.

Quant au Lombardo-Vénitien, l'Autriche avait essayé de le germaniser, mais elle n'y avait pas réussi. Il y avait d'un côté les Autrichiens dominateurs, de l'autre les Italiens opprimés, deux éléments qui ne pouvaient pas se mêler; les Italiens commençaient même, peu à peu, à laisser transparaître au dehors leurs sentiments d'amertume. A Milan, la personnification la plus complète de ce mouvement d'opposition se rencontra en Cesare Correnti; à Venise l'âme de toute l'agitation patriotique fut Daniel Manin.

L'enthousiasme pour Pie IX avait naturellement gagné aussi les provinces sujettes de l'Autriche; dès lors, elles saisirent au vol toutes les occasions de protester pacifiquement contre la tyrannie étrangère, en attendant que de nouveaux événements leur permissent d'agir avec plus d'efficacité. La première manifestation politique à Milan eut lieu à l'occasion des funérailles du comte Frédéric Confalonieri, mort dans un village suisse le 10 décembre 1846, 10 ans après être sorti du Spielberg. En 1847, se tint à Venise le neuvième congrès scientifique italien et Daniel Manin sut en profiter pour exciter

plus ardemment en Vénétie les sentiments de liberté et d'indépendance et pour nouer des liens plus étroits avec les autres provinces italiennes.

Après l'occupation de Ferrare par les troupes impériales, l'agitation augmenta. Le 5 septembre 1847, le nouvel archevêque de Milan, le comte Romilli, fit son entrée solennelle dans la ville. C'était un Italien, qui succédait à l'Autrichien Gaisruch ; il était nommé par Pie IX ; cela suffit pour qu'il fût accueilli avec de grandes fêtes et une joie très vive. Trois jours plus tard, à l'occasion de la Nativité de la Vierge, on recommença l'illumination du Dôme au milieu d'un nouvel enthousiasme de la foule et des cris répétés de « vive Pie IX » quand, tout à coup, des gendarmes embusqués tombèrent sur la foule à grands coups de sabre : il y eut un mort et plusieurs blessés. Cette attitude tyrannique du gouvernement et de la police contribua à resserrer plus étroitement les liens entre les diverses classes de la population, bientôt elles furent toutes unies contre l'Autriche.

Le gouvernement autrichien avait laissé subsister deux commissions centrales, l'une pour la Lombardie et l'autre pour la Vénétie, qui pouvaient présenter des réclamations sur les actes de l'administration. En décembre 1847 un bergamasque, le conseiller Nazzari, présenta à la commission de Lombardie une instance tendant à la nomination d'une commission chargée de rédiger un rapport sur les conditions du pays et sur les causes du mécontentement du peuple, la commission approuva cette proposition. Daniel Manin, dès qu'il en eut copie, la fit imprimer et répandre dans la Vénétie, et présenta ensuite une pétition analogue à la commission centrale vénitienne. En même temps le grand écrivain Nicolas Tommaseo faisait une lecture à l'Athénée de Venise, où il manifestait le dé-

sir d'une plus grande liberté de la presse. En présence de cette agitation, qui s'étendait sans cesse, le gouvernement autrichien redoublait de vigilance et de rigueur.

Ainsi, au début de 1848, l'Italie apparaissait divisée en deux parties, qui procédaient chacune de façon bien différente. Dans l'État pontifical, en Toscane et en Piémont se déroulait une politique de réformes, au milieu des fêtes, des acclamations, des enthousiasmes ; on jetait même entre ces trois États, les bases d'une union douanière, premier pas vers une union politique. Au contraire dans le royaume de Naples, le Lombardo-Vénitien, les duchés de Modène et de Parme on continuait à suivre le système réactionnaire le plus rigoureux. On comprend donc qu'en ces États dût éclater une révolution.

La première secousse vint du sol volcanique de Sicile.



Dans les tout premiers jours de janvier 1848 on afficha dans plusieurs points de Palerme et on répandit ensuite par mille moyens une proclamation hardie, où l'on disait que le temps des prières et des démonstrations pacifiques était passé et où l'on appelait aux armes tous les enfants de la Sicile pour le 12 janvier, jour anniversaire du roi. La proclamation était naturellement anonyme, c'est seulement après que la révolution eut éclaté qu'on sut qu'elle avait été écrite par un jeune secrétaire d'avocat : Bagnasco[1]. Au début la police ne fit qu'en rire, croyant à une vantardise ; à tout hasard pourtant, dans la nuit du 9 au 10 janvier, elle arrêta onze des libéraux

1. Après la restauration des Bourbons, Bagnasco fut arrêté et mourut en prison.

les plus marquants : Perez, Gabriel et Emeric Amari, Ferrara, etc. ; le commandement militaire, de son côté, prit les dispositions nécessaires. Il est vraiment admirable qu'en pareille circonstance la révolution ait pu éclater, devenir indomptable et triompher, alors que le gouvernement avait eu tout le temps de prendre par avance d'importantes dispositions, alors qu'aucun préparatif sérieux n'avait été fait par les révolutionnaires, qui comptaient surtout sur les dispositions des esprits et sur les chances de l'imprévu qui, bien souvent, transforment les révoltes isolées en magnifiques révolutions populaires. D'ailleurs, ç'avait été précisément ainsi, sans préparation d'aucune sorte, que s'était accomplie la fameuse révolution des Vêpres siciliennes, comme venait de le démontrer, en détruisant la légende de Jean de Procida, l'illustre historien Michel Amari. La vérité est que, quand la révolution est dans la conscience du peuple, elle éclate spontanément.

[illegible]ant, à l'aube du 12 janvier, personne ne l'aurait es[illegible] habitants sortaient en foule dans les rues, co[illegible] précautions policières, mais cherchaient e[illegible]andes armées annoncées et les chefs du mo[illegible]ment insurrectionnel. L'attente était angoissante, si bien que, vers 8 heures du matin, un jeune homme, étant sorti armé d'un des endroits les plus fréquentés de Palerme et se voyant seul cria à la trahison et, désespéré, déchargea son fusil en l'air. Quelques courageux citoyens sortent alors en armes dans les rues pendant que, de quelques clochers, on commence à sonner le tocsin. Joseph La Masa, à la tête d'une petite troupe armée, donne le signal de la lutte. Les chefs militaires n'osent pas faire sortir les troupes des forts et des casernes et décident de rester sur la défensive. Dans la nuit, des

bandes de la campagne et des villes voisines viennent au secours des insurgés. Les troupes bourboniennes, du haut des forts, bombardent la ville; à leur tour les citoyens attaquent les casernes et s'en emparent, puis, encouragés par le succès ils organisent un gouvernement provisoire sous la présidence du vénérable amiral Ruggero Settimo.

La lutte continua les jours suivants avec un succès sans cesse grandissant pour les insurgés, qui voyaient leur nombre augmenter d'heure en heure. Ni les navires de guerre venus de Naples, ni le continuel bombardement des forts ne pouvaient dompter Palerme. Après 15 jours de lutte sanglante, les troupes bourboniennes durent évacuer complètement la ville. Les autres régions de Sicile imitèrent vite l'exemple de Palerme ; dans les premiers jours de février, l'île entière, sauf quelques forteresses, se trouvait libérée du despotisme bourbonien.

Excitée par les nouvelles de Sicile, Naples elle aussi s'émut ; il circulait en ville une pétition de Roger Bonghi en faveur de la constitution ; le 27 janvier une grande manifestation put, malgré toutes les mesures policières, parcourir fièrement les principales rues. Ferdinand II alors, voyant sa couronne en péril, feignit d'accorder librement ce qu'il ne pouvait plus refuser et, par un décret du 28 janvier, publié le matin du 29, il promit une Constitution qui, sur le modèle de la Charte française de 1830, confiait le pouvoir législatif à deux Chambres, l'une des Pairs, nommée à vie par le roi, l'autre des députés élue par le peuple.

∴

La révolution de l'Italie méridionale précipita les événements dans les autres régions.

En Piémont, dès les premiers jours de janvier, on

avait cherché à faire parvenir au Palais Royal des vœux plus explicites. Gioberti avait alors publié son terrible livre : *le Jésuite moderne* et l'écho de ses paroles s'était aussitôt répercuté dans les cœurs de tous les libéraux italiens ; partout on souhaitait l'expulsion des jésuites et de leurs affiliés, en particulier de ces *Dames du Sacré Cœur* que les Toscans appelaient ironiquement les hirondelles des jésuites. A Gênes, on eut l'idée de faire une pétition publique pour demander à Charles Albert l'expulsion des jésuites et l'institution d'une garde nationale, comme il en fonctionnait depuis plusieurs mois en Toscane et à Rome. Une commission spéciale partit de Gênes pour présenter ces demandes au roi.

Les journalistes de Turin se réunirent alors pour chercher les moyens d'appuyer les demandes des Génois. Quel magnifique assemblage de noms dans cette réunion de journalistes du 7 janvier 1848 : Cavour, Castelli, Derossi di Santarosa, Boncompagni, Ricotti, Lorenzo Valerio, Sineo, Brofferio, Jacques Durando, et Predari, et Montezemolo, et Galvagno, et Cornero, et tant d'autres ! Tandis que l'opinion de presque tous les assistants paraissait tendre à une simple affirmation de solidarité avec les Génois, le directeur du *Risorgimento* déclara ouvertement que l'on devait désormais réclamer quelque chose de plus : la Constitution.

Cette proposition audacieuse, qui démontrait, chez celui qui la faisait, une profonde connaissance des graves conditions du moment, venait d'un homme de 38 ans, appartenant à la plus ancienne aristocratie piémontaise, qui, dans sa jeunesse, avait été sous-lieutenant du génie ; il avait ensuite donné sa démission et avait voyagé en France et en Angleterre, recueillant une ample moisson de connaissances politiques et d'observations

sociales; maintenant, par le moyen du journalisme, il abordait hardiment la vie publique; c'était le comte Camille Benso de Cavour. Ceux qui étaient réunis là et qui écoutaient son raisonnement étaient le plus nettement possible des libéraux, ils l'étaient par instinct, par éducation, par le choix même du métier de journaliste; et pourtant, en présence d'une pareille proposition, ils se regardèrent tout d'abord comme troublés, quelques-uns élevèrent des doutes et la réunion fut renvoyée au lendemain soir.

A ce moment cependant, un fait important venait de survenir : le roi avait refusé de recevoir la députation génoise. Les journalistes, qui avaient approuvé l'idée de Cavour, ne renoncèrent cependant pas à leur projet; dans leur seconde réunion, ils signèrent une adresse au roi en ce sens et le marquis Robert d'Azeglio, frère aîné de Massimo et aussi ardent que lui à défendre les idées libérales, se chargea de communiquer directement l'adresse au roi. Charles-Albert lut le document, médita sur les franches et loyales opinions qui s'y trouvaient exprimées, mais répondit que pour la libération de l'Italie il fallait des soldats, non des avocats, et que, dans l'intérêt même de l'indépendance italienne, à laquelle il voulait désormais consacrer sa vie, il n'accorderait jamais une constitution. Il affirmait sa décision avec d'autant plus de résolution qu'il se croyait lié à jamais par le serment qu'il avait fait aux puissances de la Sainte-Alliance après le congrès de Vérone.

Mais alors arrivèrent en Piémont les nouvelles de la révolution de Palerme du 12 janvier, puis celle de la constitution promise par le roi de Naples. De grandes manifestations eurent lieu à Turin aussi et le 5 février, la municipalité elle-même, sur la proposition de Pierre

Derossi de Santarosa, ami intime de Cavour, décida de demander au roi une constitution. Charles-Albert, après s'être confessé et avoir communié, ouvrit son cœur à l'archevêque de Verceil, Mgr d'Angennes. Celui-ci, qui était un saint homme, vainquit les scrupules religieux du roi et Charles-Albert, le 8 février 1848, promit le Statut et en fixa aussitôt les lignes générales. Du 8 février au 4 mars, jour où le Statut fut publié, ce fut en Piémont une suite ininterrompue de manifestations d'amour pour le roi. Charles-Albert en était vraiment digne car, à la différence des autres princes dont les promesses étaient entourées de restrictions mentales, le roi de Sardaigne, une fois qu'il eut vaincu ses hésitations, une fois qu'il eut mis le pied sur la route constitutionnelle, marcha toujours en avant avec la plus grande loyauté[1].

* * *

C'est un véritable jeu de ricochet que l'agitation de l'opinion publique italienne dans ces premiers mois de 1848. Les nouvelles de Naples et de Turin provoquent en Toscane d'imposantes manifestations, et la municipalité de Florence, présidée alors par Bettino Ricasoli, vote aussitôt une adresse de félicitations à Charles-Albert. Tous les libéraux marquants insistent auprès du grand-duc pour qu'il accorde lui aussi une constitution analogue et, le 11 février, Léopold II la promet.

Désormais Rome, qui avait donné le branle, se voyait dépassée de beaucoup par les autres États. Pie IX en réalité était bien loin d'être le pape idéal que les Italiens

1. On trouvera en appendice à la fin du volume les principaux articles du Statut de Charles-Albert.

avaient imaginé; il avait simplement voulu améliorer quelque peu les conditions de ses sujets et il n'avait jamais songé à devenir l'annonciateur d'une révolution. Maintenant qu'il s'apercevait de la tournure que prenaient les événements, il aurait voulu retourner en arrière, mais le courant qu'il avait déchaîné le poussait en avant d'une manière irrésistible. Le peuple, qui s'était aperçu de cette hésitation du pape, feignait d'en rendre responsables ses conseillers et les Jésuites, et il criait : *Vive Pie IX tout seul!* Le 1er janvier 1848, une grande foule accourut au Quirinal, où le pape habitait, pour lui souhaiter une bonne année; mais il trouva le palais entouré de gardes et les portes fermées, il montra naturellement son mécontentement. Le lendemain Pie IX, pour faire cesser cette sorte de défiance, sortit à travers la ville et fut encore accueilli par des acclamations extraordinaires.

Le 12 février fut formé, dans l'État de l'Église, le premier ministère laïque. Mais cela ne suffisait plus, ici aussi l'idée de la constitution s'imposait déjà et le conseil municipal de Bologne la demandait ouvertement. Il était certes bien difficile de déterminer la limite entre les affaires ecclésiastiques et séculières; mais voici que, pour mettre fin aux recherches, aux discussions et aux retards, survint la nouvelle que la révolution avait éclaté à Paris et avait abattu le trône de Louis-Philippe. Pie IX alors accorda lui aussi une Constitution (14 mars 1848), par laquelle, en plus des deux conseils législatifs communs aux autres Constitutions, on faisait participer au pouvoir souverain le Sacré Collège des cardinaux sous le titre de *Sénat inséparable du Pape*.

C'est ainsi que, au milieu du mois de mars 1848, toute l'Italie, sauf les pays dominés par l'Autriche, se trouvait organisée sur des bases de liberté.

CHAPITRE X

LA GUERRE DE 1848

Le royaume Lombard-Vénitien dans les premiers mois de 1848. — La Révolution à travers l'Europe. — La délivrance de Venise. — Les cinq journées de Milan. — La guerre d'indépendance. — Les premiers succès des armées italiennes. — L'allocution de Pie IX le 29 avril. — Le 15 mai à Naples et la retraite des troupes napolitaines. — Les Toscans à Cortatone et Montanara. — Dernières victoires des Piémontais. — Défaite de Custozza. — Retraite. — Armistice. — Destinées de chacun des États Italiens à la fin de 1848 : les événements se précipitent.

L'apparition de l'année 1848 avait été saluée partout avec une attente fiévreuse ; les habitants du Lombardo-Vénitien avaient voulu eux aussi commencer l'année par des manifestations. Le 1er janvier le mot d'ordre courut parmi les citoyens de s'abstenir de fumer pour porter atteinte aux finances de l'Autriche, le mot d'ordre fut suivi, surtout à Milan. La colère de la police autrichienne alors déborda ; le 2 janvier, des policiers en bourgeois parcoururent les rues en tenant avec ostentation des cigares allumés, envoyant la fumée dans les yeux des passants, les provoquant de toutes les manières ; quelques Milanais ripostèrent, d'où des rixes et des arrestations. De bien plus graves désordres survinrent le lendemain. On fit aux soldats une abondante distribution d'eau-de-vie et de cigares, puis on les envoya à travers les rues de la ville avec la consigne d'obliger les habitants à fumer, de les provoquer et de faire ensuite usage de leurs armes.

La soirée du 3 janvier à Milan fut terrible : sur tous les points de la ville des rixes, dues à des soldats ivres, éclatèrent, et, comme si cela ne suffisait pas, la cavalerie patrouillait au grand galop, piétinant ceux qui étaient tombés et blessant de ses lances ceux qui tardaient à fuir ; le nombre de victimes de ce massacre se monta à 59.

Pendant que l'Italie tout entière frémissait d'horreur à ces nouvelles, l'Autriche, sans s'émouvoir, continuait dans cette voie et des scènes aussi sanglantes se produisaient à Pavie et à Padoue ; le Gouvernement refusait de nommer les commissions demandées par les deux congrégations de Lombardie et de Vénétie et faisait même arrêter à Venise Manin et Tommaseo. Mais, au lieu de calmer les esprits, cela ne faisait que les exciter. Presque chaque jour, la police autrichienne avait l'occasion d'observer la merveilleuse entente des sujets italiens dans leurs manifestations contre le gouvernement ; elle cherchait en vain à découvrir les fils de la conjuration, les ordres du comité secret. D'ailleurs, comme le déclarait alors ouvertement Massimo d'Azeglio dans son opuscule sur *Les deuils de Lombardie*, la conjuration était la plus terrible de toutes « celle d'un peuple entier qui a un seul cœur, une seule affection, une seule volonté ; c'est la conjuration d'une espérance commune, d'un dédain, d'une indignation universelle, qui enflamme chaque cœur, qui pousse chacun au dernier sacrifice ; c'est cette conjuration, dont les chefs sont tous, et personne, car celui qui propose, en son nom, une décision, parle avec l'esprit de tous, tous sont convaincus, tous sont d'accord pour le suivre ; c'est la conjuration des vérités manifestes et des convictions unanimes ».

Pour accroître l'agitation, arrivaient, l'une après l'autre, d'extraordinaires nouvelles : d'abord la révolution

de Sicile, puis la constitution accordée par Ferdinand II, enfin le Statut de Charles-Albert. L'Autriche alors, recourant aux moyens extraordinaires, proclamait dans le Lombardo-Vénitien l'état de siège avec justice expéditive, qui permettait aux autorités de condamner sans appel et de pendre sur-le-champ. Les habitants, de leur côté, se préparaient à la révolution en recueillant de l'argent et des armes et en entrant en rapports plus étroits avec les libéraux piémontais et avec Charles Albert. On peut dire que dans le Lombardo-Vénitien, sujets et gouvernement étaient en face l'un de l'autre, comme deux ennemis qui attendent le signal de commencer le combat.

La révolution française vint précipiter les choses ; les échos de cette lutte se répercutèrent fortement dans les cœurs italiens et, à la lueur de la victoire remportée par le peuple de Paris, surgit dans tous les esprits la foi en la force irrésistible des barricades. Mais le coup décisif, qui poussa à la révolte, vint d'où on l'attendait le moins : Vienne elle-même, la citadelle de l'absolutisme, n'avait pas pu échapper à l'agitation libérale de toute l'Europe ; le 17 mars le peuple viennois s'insurgeait et demandait une constitution, le prince de Metternich était forcé de prendre la fuite.

La nouvelle de cette révolution arriva à Venise le 17 mars et y produisit un enthousiasme extraordinaire ; la population s'amassa sur la place Saint-Marc, demandant à haute voix la mise en liberté des prisonniers politiques, surtout de Manin et de Tommaseo ; sans même attendre de réponse elle courut à la prison, en ouvrit les portes et porta en triomphe ces deux patriotes. Le lendemain l'agitation s'accrut ; on arbora des drapeaux tricolores, on sonna le tocsin, la lutte était sur le point d'éclater

entre les soldats et la foule quand la municipalité, pour prévenir l'effusion de sang, demanda aux représentants du gouvernement l'autorisation d'organiser une garde nationale. Pollfy, gouverneur civil, et Zichy, commandant militaire, y consentirent. Cependant la nouvelle arrivait de Vienne que l'empereur avait accordé la constitution et le gouverneur Pollfy l'annonça lui-même à la foule du balcon de son palais, se déclarant heureux d'être le premier gouverneur constitutionnel de Venise. Les esprits se tranquillisèrent, la ville reprit son aspect habituel, l'agitation semblait terminée.

A Milan les choses se passèrent bien différemment. A la nouvelle de la révolution de Vienne, arrivée dans la nuit du 17 au 18 mars, un groupe de patriotes avait décidé que, dans l'après-midi du 18, une députation municipale, présidée par le podestat en personne : Gabriel Casati, et suivie d'une grande foule, se rendrait au palais du gouvernement pour demander d'urgence des réformes. Le vice-roi Renier était parti ; le vice-président O'Donnell, en face de la foule déchainée, signa ce que l'on voulut, c'est-à-dire les décrets par lesquels on établissait la garde nationale et l'on chargeait la municipalité de pourvoir à la sûreté publique. Mais pendant que la députation retournait au palais municipal, une décharge partie d'un détachement de soldats tua un homme du peuple. A la vue du sang, l'insurrection, qui couvait, éclata d'un trait et s'étendit à toute la grande ville. Partout on élève des barricades (il y en eut jusqu'à 523) : tables, chaises, chariots, jusqu'au pavé des rues, tout sert à construire ces défenses, tout le monde court aux armes, Milan n'a plus qu'une seule pensée : chasser les Autrichiens.

Il est impossible de raconter cette lutte fiévreuse,

soutenue en même temps dans chaque quartier de la ville ; dans ces mémorables journées, on peut dire que chaque rue eut son épisode glorieux, chaque maison son héros. Jeunes gens, vieillards, enfants, tous firent leur devoir, le clergé lui-même prenait part à la lutte. Au bruit de la fusillade, au fracas de l'artillerie s'ajoutait le tocsin qui, pendant cinq jours et cinq nuits, ne cessa de retentir aux oreilles des Autrichiens, comme l'interprète de la colère de la cité.

Le 20, le maréchal Radetzky, commandant des troupes autrichiennes, proposa un armistice, qui fut refusé ; le 21, les Autrichiens furent chassés de tout l'intérieur de la ville, mais le château et les fortifications étaient encore entre leurs mains. Le 22, on songea à briser ce cordon ennemi pour s'ouvrir des communications avec la campagne et avec les autres villes insurgées, c'est avec cette idée que l'on combattit à la porte Tosa (aujourd'hui porte de la Victoire). La lutte fut longue et acharnée, mais quand le jeune Manara eut mis le feu à cette porte, Milan put se dire libre. Au haut des flèches du Dôme flottait le drapeau tricolore italien et le grand poète Manzoni, dans l'enthousiasme de l'heure, ajoutait cette dernière strophe à son ode *Mars 1821* :

> O journées de notre rachat !
> O douloureux pour toujours, celui
> Qui de loin, des lèvres d'un autre,
> Comme un homme étranger les entendra !
> Qui les racontant un jour à ses fils
> Devra dire en soupirant : « Je n'y étais pas » ;
> Qui ce jour-là n'aura pas salué
> Le saint, l'invaincu drapeau.

Qui peut exprimer la joie éprouvée en ce jour par ces citoyens, qui avaient réussi à chasser de leurs murs

une armée de 14000 hommes, bien armés et bien disciplinés. Ce fut là une gloire pure, sans aucune tache, car tandis que les Autrichiens s'étaient comportés férocement, les Milanais au contraire eurent une conduite généreuse. Nous n'en rappellerons qu'un trait : le 20 mars, au moment même où la lutte était le plus acharnée, on trouva, caché dans une mansarde, le comte Bolza, directeur de la police, qui dut à ce moment se rappeler comment, bien des années auparavant il avait, dans une situation analogue, arrêté le comte Confalonieri. Le peuple milanais s'en souvenait aussi et détestait ce vil satellite de l'Autriche. Arrêté par la foule en fureur il se crut perdu, mais le grand citoyen Charles Cattaneo répondit à la foule, qui lui demandait ce qu'il fallait faire : « Si vous le tuez, vous faites une chose juste ; si vous ne le tuez pas, vous faites une chose sainte », et la foule suivit ce dernier conseil.

La révolution ne s'était pas limitée à Milan, elle s'était étendue à toute la Lombardie, de sorte que les troupes autrichiennes, menacées de tous côtés, avaient dû abandonner le pays et se replier sur le Mincio.

A Venise, après deux jours de tranquillité, on avait commencé à craindre que le gouverneur n'eût donné de belles promesses pour gagner du temps et préparer le bombardement de la ville, en outre les nouvelles de l'insurrection de Milan vinrent encore exciter les esprits. Une nouvelle révolution commença : le commandant de l'arsenal, Marinovich, mal vu des ouvriers à cause de sa sévérité, fut tué. A cette nouvelle Manin, suivi d'une grande foule, se rendit à l'arsenal et, par son seul ascendant moral, arriva à se le faire livrer par l'amiral Martini. En même temps la municipalité, comprenant le danger de la situation, envoyait une députation négocier

avec les deux gouverneurs autrichiens. Le gouverneur civil Palffy, ayant appris de l'adjoint Medin et des autres membres de la députation que le désir général de la population était que le gouvernement autrichien renonçât à toute autorité dans Venise, remit ses pouvoirs au commandant militaire Zichy ; celui-ci se laissa intimider par les paroles résolues de l'avocat Avesani et consentit à évacuer la ville en remettant ses pouvoirs à la municipalité et en abandonnant tout le matériel de guerre[1]. C'est ainsi que, le 22 mars 1848, fut proclamée sur la place Saint-Marc la chute de la domination autrichienne et acclamée la République. Le lendemain matin la commission municipale, qui avait pris momentanément le pouvoir, le remit au Gouvernement Provisoire, que nomma la garde nationale et qui fut placé sous la présidence de Daniel Manin.

Des faits analogues s'étaient passés dans les autres villes de la Vénétie ; les commandants d'Udine et de Trévise capitulèrent, comme avait fait Zichy ; les commandants d'Osoppo et de Palmanova firent de même ; à Palmanova, le vieux général Zucchi, remis en liberté, devint gouverneur. D'autres villes, comme Padoue, abandonnées par leurs garnisons qui allaient rejoindre les troupes de Radetzky dans le quadrilatère, se trouvèrent naturellement libres. Ainsi de toute la Vénétie une seule province, celle de Vérone, continua à rester sous la domination autrichienne, les autres finirent toutes par adhérer au gouvernement provisoire de Venise.

L'armée autrichienne par suite n'occupait plus en Ita-

1. Il faut pourtant dire à l'honneur de Zichy que, s'il capitula, ce fut non pas par peur, mais par affection pour Venise, où il résidait depuis plus de 20 ans. Le gouvernement autrichien le condamna à la prison perpétuelle, mais il fut grâcié en 1851.

lie que le territoire entre le Mincio et l'Adige avec les quatre places fortes de Mantoue, Peschiera, Vérone et Legnago ; entourée par l'insurrection, elle n'avait pas d'autre route vers l'Autriche que l'étroite vallée de l'Adige et elle voyait s'avancer contre elle l'armée piémontaise.

***

En effet, dès l'arrivée à Turin des premières nouvelles annonçant que Milan s'était insurgé et luttait contre les Autrichiens, la population tout entière se sentit envahie d'une vraie fièvre de patriotisme. Devant les ministères, devant le Palais-Royal, des attroupements se formaient sans cesse, réclamant des armes et demandant la guerre ; les plus résolus même s'armaient et partaient spontanément vers le Tessin ; le 22 mars une grosse troupe d'étudiants de l'Université et d'élèves de l'Académie des Beaux-Arts s'organisait en compagnies de *bersaglieri*[1] et partait à la frontière. Dans l'après-midi du 23, la nouvelle de la libération merveilleuse de Milan se répandit comme un éclair à travers Turin, en même temps arrivait un message des Milanais au roi Charles-Albert, demandant l'aide du Piémont contre les Autrichiens, qui se retiraient en désordre vers le quadrilatère.

Les journaux publièrent aussitôt des suppléments enflammés ; dans le *Risorgimento* parut un article énergique de Cavour qui commençait ainsi : « L'heure suprême a sonné pour la monarchie de Savoie, l'heure des décisions énergiques, l'heure dont dépendent les destinées des empires et le sort des peuples. En présence des événements de Lombardie et de Vienne, l'hésitation,

1. Tirailleurs (N. d. T.)

le doute, les retards ne sont plus possibles, ils seraient la plus funeste des politiques. Nous, hommes d'intelligence calme, habitués à écouter bien plutôt les enseignements de la raison que les impulsions du cœur, après avoir pesé attentivement chacune de nos paroles, nous devons le déclarer en conscience : il n'y a plus qu'une route ouverte pour la nation, pour le gouvernement, pour le roi : la guerre, la guerre immédiate et sans retards. »

La foule se rassembla devant le palais royal, dans l'attente des décisions du conseil des ministres que l'on savait réuni. Les heures passaient et la foule, loin de diminuer, devenait sans cesse plus dense. Il était minuit quand le balcon de la Galerie des Armes s'ouvrit et que, au milieu des reflets de lumière qui tombaient des salles illuminées sur la place, la haute silhouette de Charles-Albert apparut, suivie de celle d'Henri Martini, l'envoyé du gouvernement provisoire lombard. Ce qui, plus encore que les quelques paroles du roi, fit délirer de joie toute cette foule trépidante et silencieuse, ce fut un simple geste du roi : prenant l'écharpe tricolore italienne que Martini portait à la taille, il l'agita autour de lui comme le symbole de la cause qu'il allait défendre. Personne ne peut décrire l'enthousiasme de cette minute : la dynastie de Savoie et le peuple piémontais s'unissaient en une décision solennelle, celle de se consacrer à la libération de l'Italie.

Le lendemain était publiée la proclamation suivante, rédigée ce soir-là même au nom du roi par Fréderic Sclopis, ministre de la justice.

Peuples de la Lombardie et de la Vénétie !

Les destinées de l'Italie mûrissent : un avenir plus heureux sourit aux intrépides défenseurs de droits foulés aux pieds.

Par amour de notre race, par compréhension de notre époque, par communauté de sentiments, Nous nous associons les premiers à cet unanime tribut d'admiration que vous adresse l'Italie.

Peuples de la Lombardie et de la Vénétie. Nos armées, qui se concentraient déjà sur votre frontière lorsque vous commenciez la délivrance de la glorieuse Milan, viennent aujourd'hui vous apporter, dans les combats à venir, cet appui que le frère attend de son frère, l'ami de son ami. Nous appuierons vos justes désirs en ayant confiance dans l'appui de ce Dieu qui est véritablement avec nous, de ce Dieu qui a donné à l'Italie Pie IX, de ce Dieu qui, par une si merveilleuse impulsion, a mis l'Italie en état d'agir par elle-même. Et pour mieux vous démontrer, par des marques extérieures, le sentiment de l'union italienne, nous voulons que nos troupes, en entrant sur le territoire de la Lombardie et de la Vénétie, portent les armes de Savoie apposées sur le drapeau tricolore italien[1].

CHARLES-ALBERT.

Peu de jours après, l'armée piémontaise franchissait le Tessin et traversait triomphalement la Lombardie, se dirigeant vers le Mincio.

Pendant ce temps, un immense cri de liberté, de joie et de guerre retentissait à travers toute la péninsule. Modène et Reggio, Parme et Plaisance chassaient aussitôt leurs principicules et envoyaient des troupes au secours de leurs frères lombardo-vénitiens. Le grand-duc de Toscane et le pape, entraînés par le flot populaire, se voyaient forcés d'envoyer des soldats à la guerre sainte. Le roi de Naples lui-même devait promettre de faire partir un corps de 15 000 hommes. La Sicile, en lutte

1. Suivant l'article 77 du Statut le royaume de Sardaigne avait conservé le drapeau bleu ; mais, moins de vingt jours après la concession du Statut, Charles-Albert, par la proclamation ci-dessus, effaçait cet article en adoptant le drapeau tricolore italien.

contre les Bourbons de Naples pour défendre sa propre indépendance, ne pouvait employer ailleurs ses forces; par respect pour le principe national elle envoya pourtant une centaine de volontaires. Toute la jeunesse italienne, brûlant d'une ardeur pareille à celle des anciens croisés, accourait dans les plaines de Lombardie en chantant l'hymne glorieux de Mameli :

Frères d'Italie,
L'Italie s'est levée;
Du casque de Scipion
Elle s'est couvert la tête.
Où est la Victoire?
Qu'elle vienne en tendant la tête,
Car Dieu la mit au service de Rome!
Unissons-nous en cohortes,
Nous sommes prêts à la mort,
L'Italie nous a appelés.

Nous sommes depuis des siècles
Foulés aux pieds et tournés en dérision,
Parce que nous ne sommes pas un peuple,
Parce que nous sommes divisés.
Qu'un seul drapeau, un seul espoir
Nous rassemblent;
L'heure a maintenant sonné
De nous fondre ensemble.

Dans les trente siècles de l'histoire d'Italie, c'était la première fois qu'on voyait toute la péninsule se lever d'une impulsion unanime contre l'étranger; même dans l'Italie romaine on n'avait rien vu de semblable, et le glorieux épisode des communes, au moyen âge, n'avait intéressé qu'une partie de la péninsule.

Cet accord merveilleux, ce miracle véritable que tous les grands Italiens avaient vainement souhaité, n'avait été possible que parce que les libertés octroyées par les

Constitutions avaient donné à chaque citoyen le droit et le devoir de faire entendre sa voix dans les questions politiques. La nation italienne, formée par les événements de tant de siècles, se levait enfin consciente d'elle-même, et tout entière, des Alpes à l'Etna, brandissant le drapeau tricolore italien, elle répétait orgueilleusement avec Charles-Albert : *L'Italie agira par elle-même.*

D'ailleurs la situation de l'Europe était telle qu'il y avait peu à compter sur l'appui d'autres puissances : deux seulement se montraient, jusqu'à un certain point, favorables : l'Angleterre et la France. Mais l'Angleterre, après la révolution parisienne de février, avait modéré ses encouragements libéraux, car elle ne voulait pas que l'incendie de Paris s'étendît à toute l'Europe ; tout au plus était-elle disposée à favoriser la séparation de la Sicile et du royaume de Naples, espérant obtenir du nouveau royaume, qui serait né par son appui, d'importants avantages commerciaux. Quant à la République française, elle ne paraissait pas disposée à jouer un rôle décisif pour aider à la formation d'un grand royaume de la Haute-Italie, d'ailleurs son intervention aurait paru suspecte aux gouvernements monarchiques italiens et particulièrement à Charles-Albert.

L'Italie donc agira par elle-même ; mais, pour réaliser cette très noble intention, il aurait fallu une union complete, sincère, durable de tous : princes et peuples. Or les souverains n'étaient pas tous d'accord avec leurs peuples, et ils l'étaient encore moins entre eux. A l'exception de Charles-Albert, ils étaient peu partisans de la guerre : Pie IX hésitait entre l'amour de la patrie et la préoccupation de l'universalité catholique ; le grand-duc de Toscane était de race autrichienne et se défiait en outre de la politique ambitieuse de Charles-Albert ; le

plus mal disposé de tous était le roi de Naples, qui commença presque aussitôt par retarder le départ de son contingent. Lorsqu'enfin on en fut à l'épreuve du feu, seul ce qui était sincère et fort resta au camp pour la soutenir, les autres se retirèrent.

*
* *

Une fois encore les destinées de l'Italie devaient se décider dans ce fameux quadrilatère, marqué par les quatre places fortes de Peschiera et Mantoue sur le Mincio, de Vérone et de Legnago sur l'Adige et que l'on peut considérer comme le champ classique des batailles italiennes.

Dans les premiers jours d'avril, les troupes piémontaises commencèrent à arriver en vue de l'ennemi sur les rives du Mincio et, par les combats de Goïto, Valeggio et Monzambano (8, 9, 10 avril), elles réussirent à s'établir à cheval sur le fleuve, en occupant les ponts de la partie centrale entre Mantoue et Peschiera.

L'armée piémontaise était animée de ce fort esprit militaire dont les traditions séculaires du pays avaient imprégné toute la population du Piémont ; elle était disciplinée, dévouée au roi et à la cause pour laquelle on combattait. Elle avait des officiers pleins de courage et de hardiesse, mais qui, malheureusement, ne s'étaient guère occupés d'études : ils croyaient qu'à la guerre tout dépendait du courage personnel. Cette fausse conception qu'avaient de la guerre presque tous les officiers était partagée par le roi lui-même.

Charles-Albert, suivant les traditions de sa famille, prit le commandement en chef ; mais, par son caractère, il était l'homme du monde le moins fait pour diriger une

armée : son incertitude continuelle, qui, en politique, avait rendu pendant si longtemps sa conduite douteuse et suspecte, le rendait irrésolu et embarrassé sur le champ de bataille, là où des décisions énergiques et rapides sont au contraire nécessaires. Comme chef d'état-major il avait choisi le général de Salasco, homme honnête et cultivé, mais manquant d'esprit d'initiative et d'autorité, au point que, sous ses ordres, tout le monde voulut commander. Le meilleur général de l'armée piémontaise était le commandant du premier corps d'armée : Bava, homme de science, homme d'idées claires et précises, mais qui ne sut pas se rendre maitre de l'esprit et du cœur de son souverain de manière à pouvoir lui imposer ses plans. Charles-Albert, manquant d'idées personnelles, accueillait celles de son entourage et, prenant quelque chose au projet de chacun, il combinait le tout avec un éclectisme dangereux. D'autre part, son courage froid et silencieux n'était pas de nature à se communiquer aux soldats : il recherchait le danger, s'avançait jusqu'aux lignes les plus avancées et restait impassible au point où les balles pleuvaient le plus dru, mais jamais ne venait de sa part une parole ou un acte capables d'exciter l'enthousiasme des troupes qui passaient près de lui.

Dans la seconde moitié d'avril, Charles-Albert avait sous ses ordres 60 000 Piémontais, 6 000 Toscans et 3 000 hommes de Modène et Parme, tous établis sur les bords du Mincio ; il pouvait en outre disposer de 17 000 soldats pontificaux qui, sous la conduite du général Jean Durando, étaient arrivés sur les rives du Pô inférieur et de 4 à 5 000 volontaires lombards qui, des rives du lac de Garde cherchaient à envahir le Trentin ; en tout 90 000 hommes environ, sans compter les bandes des

Vénitiens insurgés et l'armée napolitaine encore en marche.

Radetzky au contraire, par suite des pertes subies dans les combats, par suite des capitulations et des désertions, avait vu son armée réduite à 50 000 hommes ; il les avait concentrés dans le quadrilatère, conservant difficilement une seule communication avec l'Autriche, celle de la vallée de l'Adige. Cette armée découragée, démoralisée, entourée d'ennemis de toutes parts, semblait à la veille d'être détruite ; elle triompha au contraire, non seulement parce qu'elle était bien disciplinée, mais encore parce qu'elle connaissait à merveille, y faisant chaque année des manœuvres, le terrain où elle devait combattre et qu'elle avait un chef excellent dans la personne du maréchal Radetzky qui, malgré ses 82 ans, conservait une vigueur physique et une activité intellectuelle vraiment extraordinaires.

Charles-Albert, ne voulant pas s'écarter des règles de la stratégie classique, ayant établi son armée sur le Mincio, commença à faire le siège de celle des quatre places du quadrilatère qui était la plus voisine : Peschiera. Pour couper aux ennemis les communications entre Vérone et Peschiera, il chercha à leur enlever quelques positions entre le Mincio et l'Adige ; il fit même le 30 avril une pointe jusqu'à Pastrengo, sur l'Adige, au Nord de Vérone[1]. Parmi les épisodes de ce combat, la charge des carabiniers à cheval de l'escorte du roi resta célèbre.

Satisfait de l'heureux résultat de la bataille de Pas-

1. A Pastrengo fut mortellement blessé le marquis Bevilacqua, volontaire de Brescia : sa mère et sa sœur, pour soulager leur immense douleur, établirent à Valeggio un hôpital pour les blessés italiens, qu'elles soignèrent elles-mêmes avec un admirable dévouement.

trengo, Charles-Albert se décida à faire une tentative sur Vérone, d'autant plus qu'on lui assurait que la population de cette ville était prête à s'insurger ; le 6 mai, il s'avança en combattant jusqu'au village de Santa-Lucia, mais l'insurrection espérée n'arriva pas et l'armée piémontaise, après des prodiges de valeur, dut battre en retraite. Le roi renonça alors à tout mouvement hardi, de sorte que, pendant quelque temps, l'armée piémontaise ne fut occupée qu'à bloquer Peschiera ; là, dans les marches et les contremarches, dans la monotonie et l'ennui d'un siège fatigant, son enthousiasme commença à se refroidir.

Radetzky cependant, enfermé dans son formidable quadrilatère, attendait tranquillement l'arrivée d'une armée de secours de 14 000 hommes formée par le général Nugent sur l'Isonzo. Au milieu d'avril, Nugent passait l'Isonzo, et, laissant de côté Palmanova défendue par le général Zucchi, il se jetait sur Udine qui, après une défense courageuse, capitulait. Continuant rapidement sa marche, il arrivait sans rencontrer d'obstacles sérieux jusqu'à la Piave. Les troupes pontificales du général Durando furent envoyées contre lui, mais le combat de Cornuda, le 8 mai, n'arrêta pas la marche de Nugent. Celui-ci, s'avançant rapidement, chercha à surprendre Vicence, sans pourtant y réussir, car Durando vint au secours de la ville.

De toutes façons le but de Nugent était réalisé ; entre Vicence et Vérone il rejoignit Radetzky. Celui-ci, tenant compte de l'importante position de Vicence, voulut envoyer les troupes de Nugent pour s'en emparer ; le 23 mai eut lieu le deuxième assaut de Vicence, qui dura lui aussi une grande partie de la nuit ; mais les bonnes dispositions prises par Durando, ainsi que le courage de

ses troupes et des habitants triomphèrent du nombre ; les Autrichiens durent renoncer à Vicence et se retirer sur l'Adige.

*
* *

Pendant que se déroulait cette première partie de la guerre, de graves événements se passaient dans d'autres régions de l'Italie.

Depuis le 25 mars s'était rassemblé à Palerme le Parlement sicilien, qui confirma Ruggero Settimo dans ses fonctions de président du gouvernement provisoire, puis se mit à discuter la nouvelle organisation politique à donner à la Sicile. La tendance générale de l'opinion publique en Italie allait alors non à l'unité, mais à la fédération ; les Siciliens songeaient donc à constituer un royaume séparé, qui aurait ensuite formé une ligue avec les autres États italiens. On entama, avec Ferdinand II de Naples, des négociations secrètes pour obtenir qu'il cédât la couronne de l'île à un de ses fils, mais il refusa ; le parlement de Palerme déclara alors la dynastie bourbonienne déchue pour jamais du trône de Sicile (13 avril 1848). Ainsi la rupture entre Naples et la Sicile devint définitive.

En même temps, de cette Rome d'où était partie la première secousse qui eût réveillé la conscience nationale, vint maintenant la première défection. Pie IX, de caractère faible, désireux d'échapper à toute gloire fatigante ou dangereuse, n'avait pas tardé à se trouver mal à l'aise au milieu du courant qu'il avait déchaîné. Depuis l'application à Rome du régime constitutionnel, une vraie lutte s'était engagée entre lui et ses ministres : ceux-ci s'appliquaient à lui faire dire plus qu'il n'aurait voulu et le pape s'appliquait à rétracter ce qu'il s'était

laissé entraîner à dire. Puis l'ouverture des hostilités le jeta dans les angoisses les plus vives : les réactionnaires lui firent craindre un nouveau schisme allemand et il décida alors de se retirer de la lutte. Le 29 avril, sans avoir au préalable communiqué ses idées aux ministres, il lut en Consistoire une allocution où il déclarait ouvertement que, comme représentant sur la terre du Dieu de paix, il ne pouvait désirer la guerre et qu'il unissait dans une même et fraternelle étreinte les Autrichiens et les Italiens. Ces paroles provoquèrent de graves désordres à Rome ; le pape encore une fois céda à la pression populaire et les troupes romaines, qui avaient déjà passé le Pô et étaient entrées en Vénétie, continuèrent à combattre ; mais l'enthousiasme du clergé pour la cause italienne diminua. Désormais le rêve de Gioberti, celui d'un pontificat régénérant l'Italie, était évanoui pour toujours.

La réaction morale commencée à Rome avec cette encyclique se continua par une réaction matérielle survenue à Naples le 15 mai.

Dans le royaume de Naples, par suite du peu d'importance du commerce et de la rareté des industries, cette bourgeoisie qui représentait partout l'opinion publique et donnait son ferme appui aux idées nouvelles, était beaucoup moins nombreuse que dans le reste de l'Italie ; le gouvernement constitutionnel manquait donc dans le pays d'une base large et solide. La force des circonstances seule avait forcé le roi à accorder la Constitution et à envoyer à la guerre de Lombardie une armée de 15 000 hommes, sous le commandement du général Pepe, rentré alors de son long exil, mais Ferdinand II entendait reprendre le plus tôt possible ses concessions et rappeler ses troupes d'une guerre qui ne l'intéressait

pas. Aussi le dissentiment entre les libéraux et le roi ne tarda pas à se manifester et alla chaque jour s'aggravant. Pendant que les nouvelles de Sicile excitaient toujours davantage le parti libéral et le poussaient à des exagérations et à des excès, l'allocution pontificale du 29 avril vint décider le roi à procéder à une réaction. Désormais il ne lui manquait plus, pour ouvrir les hostilités, qu'une occasion, et celle-ci se présenta facilement lors de l'ouverture du Parlement (15 mai).

Une querelle surgit entre la Cour et les députés, relativement à la formule du serment ; la bourgeoisie, qui avait des raisons pour se défier des intentions de la Cour, prit les armes pour soutenir les députés, et le roi Ferdinand, qui n'attendait que cette occasion, lança contre elle les troupes qui lui demeuraient fidèles et les *lazzaroni*. Lorsque, de cette façon, le Parlement eut été dissous et toute agitation apaisée, Ferdinand dit en souriant : J'ai fait moi aussi ma manifestation. Avec cette *manifestation royale* du 15 mai 1848 s'inaugura en Europe la contre-révolution ; à partir de ce jour le retour d'un passé qui paraissait évanoui à jamais fut rendu de nouveau possible [1].

Ce coup d'État diminuait aussi les chances de succès de la guerre nationale car Ferdinand envoya aussitôt au général Pepe, qui était déjà arrivé à Ferrare, l'ordre

1. Le soir même du 15 mai plusieurs députés signèrent une protestation (rédigée par l'avocat Mancini) *contre cet acte de despotisme aveugle et incorrigible*, déclarant que la Chambre des députés suspend ses séances, *parce qu'elle y est contrainte par la force brutale ; mais, bien loin d'abandonner l'exécution de ses devoirs solennels, elle ne fait que se dissoudre momentanément pour se réunir de nouveau là où elle le pourra, afin de prendre telles décisions que réclament les droits du peuple, la gravité de la situation les principes de l'humanité foulée aux pieds et de la dignité nationale.*

de retourner en arrière avec son armée. Mais le vieux général, vrai vétéran du libéralisme italien, plutôt que d'obéir au roi félon, se démit de sa charge et chercha à entrainer l'armée à le suivre au delà du Pô et à combattre glorieusement pour l'indépendance nationale. Quelques centaines de soldats seulement restèrent avec lui, ils arrivèrent dans la Vénétie quand elle était déjà presque entièrement reconquise par l'Autriche, et ils s'enfermèrent dans Venise.

Ainsi les princes avaient commencé à se détacher de la cause nationale ; mais, entre les peuples également, le merveilleux accord des premiers jours avait déjà diminué. Les Italiens avaient vécu trop longtemps divisés, pour qu'aussitôt, dès la première tentative, le particularisme disparût. Dans l'ardeur du choc, l'idée de l'indépendance et de la nationalité avait prévalu sur tout autre sentiment, mais après les premiers succès de la guerre, comme si la lutte avec l'étranger fût désormais terminée, on voyait prévaloir de nouveau les idées locales et renaitre le désir d'une plus grande liberté politique. Ainsi, tandis que Parme et Modène avaient aussitôt voté l'union immédiate avec le Piémont, Venise avait rétabli la république de Saint-Marc et, à Milan, les radicaux s'agitaient pour empêcher l'union avec le Piémont ; même après qu'un plébiscite l'eut décidée (29 mai), ils ne cessèrent pas de soulever d'irritantes discussions de jalousie municipale à propos de la capitale du nouveau royaume.

Ces dissensions des esprits naturellement avaient leur repercussion dans les rangs de l'armée, à laquelle, comme réconfort, venait seulement le salut chaleureux du Parlement Subalpin qui, le 9 mai, avait inauguré ses seances en lui adressant, par la voix de Lorenzo Valerio, un temoignage solennel de la profonde reconnaissance et de

l'entière confiance que le pays tout entier nourrissait pour le roi et pour l'armée [1].

*
* *

Après la bataille de Santa-Lucia le roi Charles-Albert, songeant toujours au siège de Peschiera, avait concentré son armée entre Peschiera et Vérone, affaiblissant son aile droite au point que, aux environs de Mantoue, il n'y avait que 6000 Toscans. Radetzky eut l'idée de fondre sur ces troupes et de les écraser avant qu'on eût pu les secourir, puis de remonter la rive droite du Mincio et d'enserrer ainsi l'armée piémontaise entre le Mincio et l'Adige, il aurait alors pu facilement faire entrer à Peschiera des vivres et des soldats. C'est pourquoi, le 27 mai, pendant que l'attention des Piémontais se portait tout entière sur Peschiera, qui semblait sur le point de se rendre, Radetzky, avec 35000 hommes, sortait de Vérone et se dirigeait sur Mantoue.

Le 29 mai il se heurtait aux Toscans, établis près des villages de Curtatone et de Montanara et là, sur ces rives du Mincio où avaient chanté Virgile et le troubadour Sordel — les deux personnages dont s'était servi Dante pour rassembler en un épisode sublime ses plus hautes aspirations vers la grande patrie italienne — là combat-

1. Le Parlement subalpin fut ouvert à Turin le 8 mai par le prince Eugène de Savoie-Carignan (qui, en l'absence du roi, retenu à l'armée, avait été nommé lieutenant général du royaume) dans le palais Madame, ainsi nommé parce que la duchesse Jeanne-Baptiste de Savoie-Nemours, au début du XVIII[e] siècle, avait fait ajouter au vieux château cette partie nouvelle avec un grand escalier et une façade monumentale. Ce palais fut ensuite toujours choisi pour les séances inaugurales du Parlement subalpin. C'est là que siégea le Sénat tandis que la Chambre des députés siégea au palais Carignan.

tirent et tombèrent en héros, avec le nom sacré de l'Italie sur les lèvres, les jeunes étudiants de Pise, de Florence, de Sienne, qui étaient accourus en volontaires à la guerre sous la direction de leurs maîtres. Tout un flot de poésie héroïque prend sa source à ce combat[1]. Radetzky, qui disposait de forces infiniment supérieures, finit par vaincre, mais la résistance des troupes toscanes fut beaucoup plus longue qu'il ne le supposait (elle dura toute la journée), de sorte que l'armée piémontaise, prévenue, put se rassembler sur le Mincio. Le lendemain, Radetzky, lorsqu'il se présenta pour attaquer le pont de Goïto, trouva une résistance si formidable qu'il dut battre en retraite. Sur le champ de bataille, alors que se répandait déjà le bruit de la victoire si courageusement disputée et conquise, Charles-Albert reçut la bonne nouvelle de la capitulation de Peschiera (30 mai). Cette double victoire ranima l'enthousiasme dans les cœurs, mais malheureusement ce furent là les derniers succès des armées italiennes dans la campagne de 1848.

Charles-Albert s'avança jusque sur le plateau de Rivoli (au Nord de Vérone), mais ensuite, il n'osa plus faire aucune tentative hardie pour pénétrer dans la Vénétie et y donner la main aux bandes des insurgés. Au contraire le vieux maréchal autrichien, plus énergique et à l'esprit plus inventif que lui, voulut relever aussitôt le moral de ses troupes, abattu par la défaite de Goïto. Ne laissant

1. La municipalité de Florence fit inscrire sur deux plaques de bronze, dans le temple de Sainte-Croix, le nom des Florentins morts en combattant pour l'indépendance dans la campagne de 1848 ; mais, lorsque, après les désastres de 1849, la réaction se déchaîna, ces plaques furent enlevées par ordre du gouvernement grand-ducal. Les Toscans les reconstituèrent par des offrandes secrètes et les envoyèrent à la municipalité de Turin, qui, avec un sentiment élevé d'Italianité, les plaça sous le portique de son Hôtel de Ville.

dans les places fortes que 6000 hommes pour tromper l'ennemi, il se jeta avec la plus grande partie de ses forces sur les troupes du général Durando en Vénétie, voulant en même temps faciliter la marche d'un nouveau renfort autrichien qui descendait alors du Tyrol. On combattit de nouveau courageusement autour de Vicence ; à la fin le général Durando dut capituler (11 juin), la garnison sortit de la ville avec armes et bagages sous la seule condition de ne pas combattre contre l'Autriche pendant 3 mois[1].

Radetzky voulut ensuite achever la soumission de la Vénétie et, tandis qu'il retournait en toute hâte dans le quadrilatère pour s'opposer à Charles-Albert, il envoya une partie de ses troupes occuper Padoue et Trévise ; peu après Palmanova tomba elle aussi au pouvoir des Autrichiens. Une des plus belles résistances de la Vénétie eut lieu dans le Cadore au mois de mai ; les habitants, sous la direction courageuse de Calvi, envoyé là par le gouvernement de Venise, repoussèrent longtemps les assauts de l'ennemi, mais, aux premiers jours de juin, eux aussi durent céder au nombre et courber de nouveau la tête sous le joug étranger. Ainsi, dans toute la Vénétie, seules Venise et la forteresse d'Osoppo, l'une au milieu de ses lagunes, l'autre sur son rocher au pied des Alpes, continuèrent à faire flotter le drapeau tricolore italien. Pendant ce temps Charles-Albert, procédant avec toutes les règles minutieuses de l'ancienne stratégie, décidait, Peschiera une fois prise, de concentrer ses troupes autour de Mantoue, la deuxième place forte du Mincio.

En présence des succès autrichiens, Venise, elle aussi,

1. Dans la défense de Vicence fut blessé Massimo d'Azeglio, qui avait fait la campagne comme sous-chef d'état-major du général Durando.

décidait de se confier à Charles-Albert et le 4 juillet, obéissant à la nécessité suprême du moment, elle votait son union avec le Piémont ; ce jour-là Manin lui-même invita ses partisans à sacrifier l'idée républicaine au triomphe de la cause de l'indépendance.

Au même moment, le parlement sicilien offrait la couronne au deuxième fils de Charles-Albert : Ferdinand, duc de Gênes. Si cela était de nature à faciliter l'agrandissement des États de la monarchie de Savoie, cela n'en créait pas moins de sérieux embarras au Piémont, qui, engagé dans une guerre contre l'Autriche, ne voulait pas avoir à combattre en même temps les Bourbons de Naples. Aussi le duc de Gênes, sur les conseils de son père, réserva sa réponse. Tout dépendait du résultat de la guerre d'indépendance et ce résultat était déjà sérieusement compromis.

Charles-Albert en effet, se trouvait désormais seul pour soutenir la lutte ; l'armée napolitaine s'était retirée ; les troupes pontificales avaient capitulé à Vicence ; les Toscans avaient été presque entièrement détruits à Curtatone et Montanara ; les volontaires lombards, qui avaient cherché à envahir le Trentin, en avaient été repoussés et devaient maintenant se réorganiser ; Venise, au lieu de lui envoyer des secours, avait besoin de lui en demander. D'autre part le moral de son armée était mauvais : ces troupes, tout en pouvant se vanter d'avoir été presque toujours victorieuses, ne voyaient pourtant aucun avantage réel résulter de tant de combats et elles se trouvaient toujours sur ces rives du Mincio, qu'elles avaient atteintes avec tant d'enthousiasme au mois d'avril et où maintenant elles s'énervaient dans les ennuyeuses fatigues d'un nouveau siège, celui de Mantoue. Par suite des fièvres provenant des marais qui entourent cette

ville, plusieurs milliers de malades remplissaient les hôpitaux. Charles-Albert, en résumé, ne pouvait plus disposer que de 65 000 hommes, tandis que Radetzky, avec les renforts qu'il avait reçus, en avait maintenant 75 000 à lui opposer.

En outre ces 65 000 Piémontais étaient établis sur une ligne immense, du plateau de Rivoli aux alentours de Mantoue. C'était autour de cette ville que le roi avait porté le gros de ses troupes. Une ligne aussi étendue avait naturellement des points faibles, et il n'était pas facile de concentrer les forces sur le point menacé. Radetzky eut l'idée d'écraser l'aile gauche de l'ennemi et de se replier ensuite sur le centre. Après un assaut sur Rivoli, qui amena les Piémontais à se replier sur Pastrengo, il attaqua avec toutes ses troupes les positions de Sommacampagna et de Custozza. On combattit trois jours, du 23 au 25 juillet, sur ces hauteurs entre le Mincio et l'Adige et c'est là que se décida le sort de cette première campagne. Le service des vivres qui, dans l'armée piémontaise, avait été dès le début de la guerre mal organisé, fut si lamentable dans ces journées que de nombreux régiments n'eurent absolument rien a manger. La chaleur était intense, les soldats, harassés, tombaient frappés d'insolation, ou de dysenterie, ou mourant de soif, et malgré tout, quatre brigades piémontaises luttèrent pendant trois jours contre cinq corps d'armée. Enfin elles se retirèrent en bon ordre et repassèrent le Mincio.

Charles-Albert aurait dû, pour rendre la retraite plus sûre, se retirer sur Plaisance et mettre ainsi la ligne du Pô entre lui et l'ennemi, mais il préféra aller défendre Milan pour qu'on ne dît pas qu'il avait abandonné cette ville. Malheureusement, depuis l'insurrection de mars, on avait considéré le retour des Autrichiens comme im-

possible et l'on n'avait préparé aucun moyen de résistance, ni sur l'Oglio, ni sur l'Adda. Depuis le Mincio jusqu'à Milan, le roi ne put trouver aucun endroit pour faire face à l'ennemi, et le combat survenu le 4 août sous les murs même de Milan fut un échec pour les Piémontais.

Charles-Albert, au début de la campagne, n'avait pas voulu passer par Milan, se proposant d'y rentrer seulement après la victoire finale ; maintenant, son entrée à Milan s'accomplissait dans des conditions bien différentes de celles qu'il avait rêvées. Pas une acclamation, pas un applaudissement ne le saluèrent, le désespoir et la colère dominaient les esprits, les rues se hérissaient de barricades, on sonnait le tocsin, la population semblait décidée à se défendre désespérément et à renouveler la lutte glorieuse de mars. Mais le conseil des généraux jugea toute résistance impossible et Charles-Albert dut se soumettre au pénible sacrifice de signer la capitulation de Milan.

Lorsque, dans l'après-midi du 5 août, cette nouvelle courut dans la ville, la consternation fut profonde ; une partie du peuple, folle de terreur et de rage, accusa le roi de trahison. Charles-Albert alors déclara que si les Milanais étaient vraiment décidés à se faire ensevelir sous les ruines de leur ville, lui et ses enfants seraient restés pour partager leur sort, mais la municipalité de Milan, se rendant compte de la gravité de la situation, ratifia la capitulation.

Le tumulte s'accrut ; une troupe furieuse entoura le palais Greppi, où logeait Charles-Albert, lançant contre lui insultes et imprécations. En vain essaya-t-il de parler du balcon du palais, ce terrible inconscient qu'est un peuple exaspéré redoubla de hurlements et d'invectives. Le roi dut rentrer dans ses appartements et en même temps, du dehors, des cris de mort commençaient à

s'élever, déjà des coups de fusil étaient tirés contre les fenêtres du palais. Le danger pour le roi était d'autant plus grand que, pour mieux montrer sa confiance dans le peuple milanais, il avait laissé son armée hors des murs et il n'avait autour de lui qu'une petite escorte de carabiniers. Enfin un régiment de *bersaglieri*, dirigé par son colonel Alphonse La Marmora, ayant appris la pénible situation du roi, vint le délivrer, et la foule se dispersa sans même tenter de résistance.

Il était près de minuit, l'obscurité n'était interrompue que par les flammes rougeâtres des maisons que l'on avait incendiées autour de la ville pour qu'elles ne servissent pas d'abri à l'ennemi ; Milan était presque entièrement plongée dans le silence, de temps en temps on entendait au loin quelque coup de fusil ou encore, dans quelque bourg, une cloche sonnant le tocsin. Charles-Albert, à pied, très pâle, vieilli de traits et d'allure, quittait le palais Greppi, puis la ville, le cœur déchiré, mais avec la conscience d'avoir fait son devoir.

Derrière l'armée piémontaise, qui se retirait vers le Tessin, plusieurs milliers de familles lombardes prirent volontairement la route de l'exil, et c'est au milieu de ce triste cortège que Charles-Albert rentra en Piémont. Mais c'est précisément dans le malheur que son âme et sa personne s'élevèrent à une plus grande hauteur. Que de noblesse, de dignité, de force, dans les paroles qu'il adressa ce jour-là à son peuple :

Je n'ignore pas les accusations avec lesquelles quelques-uns voudraient tacher mon nom, mais Dieu et ma conscience sont témoins de l'intégrité de mes actes. J'en abandonne le jugement à l'impartiale histoire.

Une trêve est pour le moment établie avec l'ennemi[1] ; on

1. Le 9 août fut conclu l'armistice Salasco, du nom du chef d'état-

nous obtiendrons dans l'intervalle des conditions de paix honorables, ou nous recommencerons une autre fois à combattre. Mon cœur a toujours battu pour l'indépendance italienne, mais l'Italie n'a pas encore montré au monde qu'elle peut agir par elle-même.

Peuples du royaume ! Montrez-vous forts dans ce premier malheur. Utilisez les institutions de liberté qui viennent de naître chez vous. Si, ayant reconnu les besoins du peuple, je vous les ai le premier accordées, je saurai en tout temps les respecter fidèlement. Je me rappelle les acclamations avec lesquelles vous avez salué mon nom ; elles résonnaient encore à mon oreille dans le fracas de la bataille. Reposez-vous avec confiance en votre Roi. La cause de l'indépendance italienne n'est pas encore perdue.

Le dernier à déposer les armes fut Garibaldi, ce jeune marin niçois, qui, en 1834, avait dû s'exiler pour raisons politiques. Il s'était rendu dans l'Amérique du Sud où il s'était acquis un nom fameux comme *condottiere* par son entrain, son courage, ses talents militaires. La nouvelle de ses succès en Amérique et de sa hardiesse était arrivée en Italie à l'automne de 1846, précisément quand la péninsule s'éveillait à une vie nouvelle et elle fut saluée comme un heureux présage pour la patrie. Qui aurait pourtant pu penser que les destinées futures de l'Italie auraient été si étroitemement unies à la vie du jeune héros de Montevideo.

Aussitôt qu'il apprit l'aspect nouveau que prenaient les choses d'Italie, il partit avec une troupe de compagnons d'armes pour participer à la sainte entreprise de la libération de la patrie. Arrivé en Italie à la fin de juin 1848, il courut au quartier général de Charles-Albert

major piémontais qui le signa ; il stipulait que, pendant la suspension des hostilités, la ligne de démarcation des deux armées serait la frontière même des deux États.

offrir ses services à ce même roi au nom duquel il avait été condamné à mort en 1834. Charles-Albert, entouré d'hommes qu'effrayaient les armées populaires, accueillit avec hésitation le bouillant capitaine d'Amérique. Celui-ci, impatient de combattre, fatigué des hésitations du roi et des tergiversations des ministres, alla offrir ses services au gouvernement provisoire de Milan qui, vers le milieu de juillet, le chargea de commander les volontaires dispersés entre Milan et Bergame; il leur adjoignit ses vétérans de Montevideo, habillés de rouge avec des cocardes vertes. Mais à peine avait-il organisé son corps de volontaires que survint l'armistice conclu par Charles-Albert avec les Autrichiens (9 août 1848). Garibaldi ne voulut pas le reconnaître, et, à la tête d'un millier d'hommes, il se maintint quelque temps en armes sur les bords du lac Majeur, jusqu'à ce que, poursuivi par tout un corps d'armée, il dût, après une dernière résistance à Morazzone, se retirer en Suisse.

Les défenseurs de la forteresse d'Osoppo, dans la haute vallée du Tagliamento, avaient également refusé de reconnaître l'armistice ; ils résistèrent pendant plus de deux mois aux troupes autrichiennes, enfin, en octobre, ils durent capituler.

Ainsi tout le pays insurgé retournait sous le joug de l'Autriche, à l'exception de Venise, qui, protégée par ses lagunes, continuait à se maintenir libre et indépendante. A Venise aussi la nouvelle de l'armistice avait indigné les cœurs contre le Piémont. Le 11 août, les commissaires qui, après l'annexion, étaient venus prendre la direction du gouvernement au nom de Charles-Albert se retiraient et Manin annonçait au peuple que dans deux jours se réunirait l'assemblée pour nommer le

gouvernement ; il ajoutait : « Pour ces 48 heures, c'est moi qui gouverne », paroles accueillies par des applaudissements frénétiques et des cris de joie qui montraient la confiance qu'on avait en lui.

L'Autriche n'avait certes pas à se plaindre du pape, qui, par sa conduite équivoque, avait contribué à ralentir l'enthousiasme des Italiens ; Radetzky pourtant envoya un corps autrichien dans les Légations. Mais l'énergique résistance des Bolonais et les protestations de Rome finirent par le décider à renoncer à toute expédition sur ce territoire.

En six mois les Italiens étaient passés des plus audacieuses espérances au plus désolant découragement ; ils apprenaient pourtant que si quelques jours de combat sur les barricades peuvent être suffisants pour faire une révolution, il faut bien d'autres efforts pour conquérir et s'assurer l'indépendance.

⁂

Le résultat malheureux de la campagne de 1848 devait naturellement influer sur tous les événements de la péninsule.

La Maison de Savoie, vaincue, ne pouvait plus penser à la Sicile ; le duc de Gênes refusa donc la couronne qui lui avait été offerte par le parlement sicilien. Ferdinand II de Naples lança alors ses troupes contre l'île. Le 3 septembre commença ce bombardement de Messine qui fit haïr le roi Ferdinand de tous les peuples civilisés et lui valut le surnom de *Roi Bombe*. La ville, bombardée par la garnison enfermée dans la citadelle et par la flotte bourbonienne arrivée dans le port, résista vigoureusement pendant quelques jours, mais le 7 septembre

elle dut se rendre. On vit alors un spectacle que seules les troupes bourboniennes avaient l'habitude d'offrir : pillages, massacres, incendies ravagèrent Messine ; à la fin les commandants des flottes que l'Angleterre et la France maintenaient sur les côtes siciliennes intervinrent au nom de l'humanité et réussirent à faire suspendre les hostilités pendant quelque temps.

Pendant ce temps le roi Ferdinand écrasait également dans le royaume de Naples tout germe de liberté. Il avait bien su utiliser les événements du 15 mai ; au début il s'était contenté de modifier la loi électorale, mais le nouveau parlement convoqué, bien que d'idées très modérées, ne dura pas longtemps. Rassemblé le 1[er] juillet, il fut clos le 5 septembre, convoqué de nouveau le 1[er] février 1849, il fut définitivement dissous le 13 mars de la même année. Ainsi la constitution, bien que toujours en vigueur théoriquement, en fait ne fonctionnait plus.

Dans l'État pontifical les événements se précipitaient. On avait vu bien vite que le régime constitutionnel n'était pas possible dans un gouvernement théocratique. Précisément au moment où le ministère aurait eu besoin, pour réorganiser l'État, de beaucoup de force et d'énergie, Pie IX désapprouvait ouvertement l'œuvre de ses ministres. Après s'être servi de Mamiani, de Fabbri et d'autres, Pie IX s'adressa à Pellegrino Rossi, qui s'était acquis une renommée de savant légiste et d'habile diplomate et qui, après la proclamation de la République française, était resté à Rome, où il était ambassadeur du roi de France, comme simple citoyen. Caractère fier et énergique, il se proposa de dominer les partis et de rétablir le prestige du gouvernement, mais il fut victime des haines qui, de différents côtés, s'accumulaient contre lui. Le 15 novembre 1848, comme il

montait l'escalier du palais de la Chancellerie où siégeait le Parlement romain, il fut poignardé. La ville, ce jour-là, resta comme plongée dans l'étonnement et le désarroi ; le lendemain le peuple, excité par le parti extrême, commença à s'agiter, vers le soir il se rendit sous la fenêtre du Quirinal, résidence de Pie IX et l'on alla jusqu'à tirer des coups de fusil. Le pape, sous la pression de la foule déchainée, finit par prendre un ministère démocratique ; des fêtes et des illuminations saluèrent alors le triomphe des radicaux. Mais dix jours après, une grave nouvelle impressionnait péniblement la ville : dans la nuit du 24 au 25 novembre, Pie IX s'était enfui.

Il alla demander asile au roi de Naples, qui mit à sa disposition le château de Gaëte. Le ministère romain envoya une députation pour engager le pape à revenir, elle ne fut pas reçue ; tout au contraire Pie IX fit paraitre un décret annulant tout acte accompli à Rome depuis le 16 novembre. On songea alors à convoquer une assemblée qui déciderait de la forme de gouvernement à adopter ; le pape lança l'excommunication contre tous ceux qui prendraient part aux élections, ce qui n'eut pas d'autre résultat que d'éloigner des urnes les modérés et de faire triompher complètement les radicaux. Le 5 février 1849 se réunit l'Assemblée nationale romaine, le 9 elle déclara que le pouvoir temporel des papes avait pris fin et elle proclama la *république romaine*.

En Toscane également, le grand-duc n'avait pas accueilli avec faveur le gouvernement constitutionnel ; il le subissait. Livourne cependant, agitée par les radicaux, s'insurgeait et le grand-duc se voyait forcé de nommer un ministère démocratique, dont faisaient partie Guer-

razzi et Montanelli (27 octobre 1848). Ils étaient partisans d'une Assemblée constituante qui se réunirait à Rome pour décider l'organisation politique à donner à la péninsule; après la fuite du pape ils cherchèrent à hâter l'exécution de ce projet. Mais Léopold II, voyant les choses se gâter, eut l'idée d'imiter Pie IX; il se rendit d'abord à Sienne, centre du parti réactionnaire (30 janvier 1849), puis à Port-Saint-Étienne et de là à Gaëte. On proclama alors en Toscane un gouvernement provisoire sous le triumvirat de Guerrazzi, Montanelli et Mazzoni.

Ainsi dans l'Italie centrale, au début de 1849, le gouvernement était passé aux mains des radicaux[1]. Au contraire, dans les duchés de Parme et de Modène, l'Autriche avait rétabli les anciens gouvernements et, dans le Lombardo-Vénitien, elle accomplissait ses vengeances.

Venise seule continuait à se défendre, faisant preuve, une fois de plus, d'héroïsme et de grandeur. Après l'armistice Salasco et le départ des commissaires piémontais, elle avait constitué un gouvernement provisoire sous la présidence de Manin; celui-ci voulut s'associer deux experts en matière militaire et navale : le colonel Cavedalis et le contre-amiral Graziani; l'armée était commandée par le général napolitain Pepe. Pour relever le courage des défenseurs et briser le cercle de fer qui enserrait la ville, on décida une sortie, qui eut lieu le 27 octobre 1848. Les troupes vénitiennes réussirent à

1. Le président du Conseil en Sardaigne était alors Gioberti, qui estima que le Piémont devait intervenir dans l'Italie centrale pour y rétablir les gouvernements légitimes; on aurait ainsi évité une intervention étrangère et l'on aurait même pu disposer des forces de ces régions dans la guerre à recommencer contre l'Autriche. Cette proposition ne fut pas accueillie très favorablement et Gioberti donna sa démission (21 février 1849).

occuper Mestre, où était le commandement en chef des assiégeants et elles infligèrent de grosses pertes à l'ennemi, mais elles se contentèrent d'avoir montré leur force et elles se retirèrent. Dans ce combat fut gravement blessé le poète napolitain Alexandre Poerio, qui mourut peu de jours après au milieu du deuil général. La vue de l'ancienne bannière de Saint-Marc réjouissait l'âme des Vénitiens, mais ils auraient eu besoin de retrouver aussi les trésors et les galères de la vieille république. Tous d'ailleurs, du plus riche patricien au dernier homme du peuple, donnèrent des preuves de désintéressement et de patriotisme. Des secours leur vinrent aussi du dehors, le Parlement subalpin vota un subside mensuel de 600000 francs en faveur de Venise.

L'Autriche pendant ce temps changeait de souverain : en décembre 1848 Ferdinand I[er] abdiquait en faveur de son neveu François-Joseph, jeune homme de 18 ans. Malgré les victoires remportées en Italie le gouvernement autrichien se trouvait encore plongé dans des difficultés sans nombre ; tandis qu'à l'intérieur les menées révolutionnaires continuaient, la Hongrie se révoltait, Venise résistait, le Piémont était menaçant.

CHAPITRE XI

LA GUERRE DE 1849

Reprise de la lutte du Piémont contre l'Autriche. — Défaite de Novare et abdication de Charles-Albert. — Les dix journées de Brescia. — L'absolutisme rétabli dans le royaume de Naples, soumission de la Sicile. — Retablissement du gouvernement grand ducal en Toscane. — La république romaine, intervention française, Garibaldi. — Heroique résistance de Venise : Manin.

En Piémont la presse, le Parlement, les émigrés poussaient à la guerre, et les efforts de la diplomatie européenne n'arrivaient pas à calmer cette généreuse et sublime ardeur; Charles-Albert lui-même désirait reprendre la lutte. Après la campagne de 1848, il avait manifesté l'idée d'abdiquer, et ne s'en était abstenu que par la vague espérance de pouvoir prendre sa revanche ou tout au moins par la pensée qu'en reprenant les armes, il aurait fait connaître au monde la fausseté des calomnies lancées contre lui. Le 12 mars 1849 l'armistice fut dénoncé, les hostilités devaient reprendre le 20.

Cette fois le Piémont était tout à fait seul : Naples et la Sicile s'apprêtaient à recommencer leur guerre fratricide, les gouvernements de Rome et de Florence ne songeaient qu'à affermir leurs républiques, le Lombardo-Vénitien attendait, avant de s'insurger, les troupes piémontaises, Venise devait songer à sa propre défense; l'armée piémontaise se trouvait donc seule en face de l'armée autrichienne. Il est vrai, qu'au prix d'énormes

sacrifices, on avait porté le nombre des combattants à 90000, mais c'étaient en grande partie de jeunes troupes qui n'avaient jamais vu le feu, de plus, les partis extrêmes répandaient dans l'armée un mauvais esprit, les soldats n'avaient plus confiance dans les chefs qui avaient dirigé la campagne précédente.

Le roi, reconnaissant sa propre insuffisance, renonça au commandement suprême ; ce fut pour lui un sacrifice des plus pénibles, il s'y soumit pour le bien de l'Italie. Le seul général piémontais qui aurait pu le remplacer était Bava, mais précisément alors Bava, pour se disculper des accusations portées contre lui, avait publié une relation de la campagne de 1848 qui avait profondément blessé le roi ; il fut donc laissé de côté. On songea à demander un général à la France, mais la République ne voulut pas se brouiller avec l'Autriche pour faire plaisir au Piémont et elle souleva beaucoup de difficultés. On choisit alors comme général en chef le polonais Czarnowsky, connu par le rôle qu'il avait joué dans les guerres pour l'indépendance de sa patrie. Ce choix ne fut pas heureux ; la renommée de Czarnowsky était due moins à ses talents qu'à la sympathie éveillée dans toute l'Europe par la cause polonaise ; il ne connaissait ni la langue, ni les usages du Piémont, ni le terrain sur lequel il était appelé à combattre ; enfin laid, petit, de caractère froid, il n'avait pas même les qualités extérieures propres à inspirer confiance à l'armée.

Du côté autrichien au contraire, Radetzky avait alors en Italie une armée de 100000 hommes pleins d'ardeur et d'enthousiasme par suite de leurs récentes victoires ; lui-même se sentait rajeuni par ses derniers succès et, dans cette dernière période de la guerre, il sut encore accroître la renommée qu'il s'était acquise.

Le fleuve qui marque la frontière entre la Lombardie et le Piémont est le Tessin, qui sort du lac Majeur, et, après un cours d'environ 100 kilomètres, se jette dans le Pô un peu en aval de Pavie. Radetzky décida de réunir ses forces sur le Tessin, d'entrer résolument en Piémont et de livrer aussitôt une bataille décisive à l'armée piémontaise ; s'il était vainqueur, les insurrections qui auraient pu éclater dans le Lombardo-Vénitien seraient bien vite calmées. C'est pourquoi il concentra ses troupes vers Pavie et là, le 20 mars, 60 000 Autrichiens franchirent le Tessin sans rencontrer de résistance.

Pourtant ce passage aurait dû être défendu, on avait chargé de cette mission le général Ramorino, le même qui avait commandé en 1834 l'expédition mazzinienne en Savoie et qui avait obtenu maintenant du gouvernement, sous la pression du parti avancé, cet important commandement. Ramorino avait reçu l'ordre de se porter avec toutes ses troupes à La Cava, position qui domine le passage du Tessin près de Pavie ; au lieu d'obéir, il resta sur la rive droite du Pô, n'envoyant à La Cava que quelques bataillons qui, à l'avancée des Autrichiens, durent battre en retraite. Aussi fut-il accusé de trahison ; il est certain qu'on arriva à prouver sa désobéissance due soit à sa légereté, soit à son incapacité, soit peut-être à sa jalousie vis-à-vis de Czarnowsky, jalousie due à ce qu'ils avaient tous deux fait la guerre en Pologne avec le même grade et que maintenant Czarnowsky lui était supérieur. Ramorino porta la peine de sa faute : il fut condamné à mort et fusillé dans la citadelle de Turin.

L'armée autrichienne était donc entrée en Piémont. En même temps Czarnowsky, avec Charles-Albert et la plus grande partie des troupes, passait le Tessin beau-

coup plus au Nord, au pont de Buffalora et entrait, sans rencontrer d'ennemis, à Magenta. C'était une marche analogue à celle de Radetzky, mais il fallait, pour obtenir de bons résultats, de l'audace et de la résolution ; il fallait pénétrer hardiment en Lombardie sans se préoccuper de Radetzky. Qu'aurait pu faire en effet l'armée autrichienne, au milieu d'une population hostile, ayant à dos le Lombardo-Vénitien insurgé et l'armée piémontaise pouvant lui couper la retraite ? Mais Czarnowsky, au lieu de suivre son propre plan, finit, comme il arrive toujours aux généraux médiocres, par adopter celui de l'ennemi : il décida de rebrousser chemin et repassa le Tessin.

L'endroit où devait se décider le sort de cette campagne est la portion de pays comprise entre la Sesia et le Tessin ; au centre se trouve la ville de Novare, et un peu plus au Sud celles de Mortara et de Vigevano. Les Piémontais se rencontrèrent avec les Autrichiens près de ces deux dernières villes, le 21 mars ; à Vigevano et au village voisin de Sforzesca ils furent vainqueurs, mais à Mortara ils furent défaits.

Czarnowsky fit alors concentrer toutes ses troupes sous Novare et c'est là que, le 23 mars, se déroula la dernière scène du drame. Les troupes étaient sous la douloureuse impression de la grave défaite subie à Mortara, de plus le service de ravitaillement, cette fois encore, était si mal fait que beaucoup de soldats allèrent se battre sans avoir mangé ; de sinistres pressentiments agitaient les esprits. Pourtant, au début, le sort de la bataille fut favorable aux Piémontais ; le duc de Gênes, qui eut deux chevaux tués sous lui, réussit à repousser les Autrichiens de la Bicoque ; mais Czarnowsky, qui avait préparé un dispositif défensif et ne voulait pas s'en écarter, au lieu de lui envoyer des renforts pour une attaque décisive, lui donna l'ordre de

se retirer. Pendant ce temps les Autrichiens recevaient des troupes fraiches et, après une lutte acharnée qui ne finit que tard vers le soir, ils furent vainqueurs.

Quelle terrible soirée que celle du 23 mars 1849 à Novare! Il pleuvait à torrents; les troupes piémontaises fuyaient en désordre, des chariots chargés de blessés encombraient les routes et l'artillerie autrichienne continuait à semer la mort. Charles-Albert, le visage pâle, les traits tirés, plus courbé encore que de coutume, contemplait ce triste spectacle; en vain s'était-il élancé au plus fort du péril, en vain avait-il cherché la mort sur ce champ de bataille où étaient tombés les généraux Passalacqua et Perrone et tant d'autres vaillants champions de sa cause. S'étant rendu sur les murs de Novare, il resta là longtemps, les bras croisés, s'abandonnant aux souvenirs de sa vie. C'était un an auparavant, le soir même du 23 mars, qu'il avait, du palais royal de Turin, déclaré la guerre d'indépendance et voici que le premier anniversaire d'un jour aussi heureux marquait une date funeste et tragique pour l'Italie et pour lui. Peut-être à ce moment songea-t-il que, 28 ans auparavant, il était précisément venu à Novare lorsqu'il avait abandonné la cause constitutionnelle; il dut certainement se souvenir que ses amis de 1821 avaient défendu là, sous ces mêmes murs, le drapeau tricolore italien et que, vaincus, ils avaient dû s'exiler. Maintenant, pour lui aussi, toute espérance de grandeur et de gloire s'évanouissait.

Ses généraux, sur la demande qu'on leur fit s'il était encore possible de continuer la lutte, répondirent négativement. Il envoya à Radetzky une demande d'armistice, mais les conditions qu'on lui proposa lui parurent trop dures. Il crut que sa personne constituait un empêchement pour l'obtention de conditions meilleures et il

fit un dernier sacrifice à la cause italienne : il abdiqua en faveur de son fils Victor-Emmanuel II. Pour que personne ne pût croire qu'il voulût encore s'immiscer dans les affaires publiques, il décida de se retirer bien loin du Piémont : en Portugal.

Impatient de s'éloigner, il ne voulut pas même attendre le lever du jour et la nuit même, dans une voiture trouvée et préparée tant bien que mal, il partit pour l'exil ; comme si, en cette occasion, tout dût lui rappeler l'erreur de sa jeunesse, l'intendant de la province de Nice qui, au moment où il sortait de ses États, vint lui apporter les dernières paroles de réconfort, était le fils de Santorre Santarosa, son ami de 1821. Quel voyage fatigant et douloureux que le sien, à travers la France et l'Espagne, jusqu'à la ville lointaine d'Oporto? C'est là que, peu de mois après, le 28 juillet 1849, la mort mit fin aux souffrances du prince magnanime[1].

Le Piémont, en prenant les armes, avait cherché à faire insurger le Lombardo-Vénitien, et plusieurs villes, Côme, Bergame, Brescia, s'étaient soulevées ; mais, à la nouvelle des désastres piémontais, les insurgés avaient aussitôt déposé les armes. Brescia seule, trompée par de fausses nouvelles, se maintint en insurrection et assiégea la garnison autrichienne du château ; mais bien vite elle se vit à son tour assiégée par d'autres troupes autrichiennes, que commandait le général Haynau. Attaquée de la citadelle et du dehors, Brescia continua à combattre, ce fut une lutte sanglante de 10 jours. Le 31 mars les Autrichiens entrèrent dans la ville, mais ils ne pouvaient pas encore s'en dire les maitres ; ils

1. Son corps, ramené en Italie, repose dans le temple de la Superga, près Turin.

durent s'emparer de chaque maison, l'une après l'autre ; le 1er avril seulement Brescia, mise à feu et à sang et remplie de cadavres, se soumit à l'Autriche. La férocité des Autrichiens égala l'héroïsme des habitants, et tandis que les cruautés qu'ils avaient commises faisaient haïr le général Haynau de tout le monde civilisé, le nom de Brescia brillait d'une immortelle splendeur.

*
* *

C'était pour l'Italie une époque funeste, car le désastre de Novare devait tout naturellement avoir son contrecoup dans toute la péninsule.

Ferdinand II de Naples, satisfait des victoires autrichiennes, reprit aussitôt les armes pour compléter la soumission de la Sicile. A la fin de mars, 20 000 bourboniens marchèrent de Messine contre les rebelles ; le 4 avril ils occupèrent Taormina, le 6 Catane, puis ils s'avancèrent sur Palerme. Le gouvernement provisoire entama des négociations et les patriotes les plus compromis dans la révolution quittèrent l'île, mais le peuple de Palerme, s'étant donné d'autres chefs, voulut essayer de résister. Les troupes royales eurent à lutter pendant trois jours avant de pouvoir entrer dans la ville, qui ne fut prise que le 15 mai. On avait promis de bonnes conditions de capitulation, mais le roi ne se soucia pas de les respecter. L'île fut opprimée sous un joug encore plus lourd qu'auparavant.

Dans le royaume de Naples Ferdinand, jetant enfin le masque, non seulement ne convoquait plus le Parlement, mais encore donnait tous ses soins à faire arrêter les libéraux les plus marquants comme Settembrini, Scialoia, Charles Poerio, Spaventa et bien d'autres. Il

put malheureusement trouver aussi des juges corrompus et vils, toujours prêts à exécuter ses infâmes volontés.

En Toscane, les choses se passèrent moins cruellement. La fuite du grand-duc avait laissé le pouvoir aux mains des hommes du parti radical, Guerrazzi avait même fini par devenir dictateur de Toscane. Mais la république n'était pas un régime qui convînt à ce pays, elle troublait les habitudes douces et tranquilles de la population. Après le désastre de Novare, une intervention autrichienne parut imminente en Toscane ; les modérés alors songèrent à supprimer tout prétexte d'intervention en rappelant eux-mêmes le grand-duc. Ricasoli, Capponi, Peruzzi et plusieurs autres notabilités du parti modéré, unis à la municipalité de Florence, s'emparèrent du pouvoir, le 12 avril 1849, au nom du grand-duc Léopold. Ce changement fut très vite accepté dans toutes les villes de Toscane. Livourne seule resta aux mains des révolutionnaires.

Le parti modéré invita alors le grand-duc, qui se trouvait à Gaëte, à rentrer dans ses États. Il accepta ce que l'on avait fait en sa faveur, mais se fit précéder de troupes autrichiennes qui étouffèrent bientôt toute rébellion à Livourne. Comme si la honte de l'intervention étrangère n'avait pas suffi à mécontenter ce peuple qui, spontanément, avait relevé le trône grand-ducal, Léopold II, en rentrant à Florence, revêtit l'uniforme de général autrichien. A partir de ce jour, la famille de Habsbourg-Lorraine fut complètement abandonnée par toute la population toscane, le parti modéré lui-même se déclara hostile à cette Maison, qui obéissait aux ordres de Vienne.

∴

Des événements plus graves survinrent dans les États pontificaux.

Lorsque, en février 1849, on avait proclamé à Rome la république, Mazzini y était accouru plein de joie. Mazzini qui, pendant tant d'années, avait été le plus fervent apôtre de l'indépendance et de l'unité de l'Italie, s'était trouvé en 1848, lors de l'insurrection générale contre l'étranger, comme laissé de côté. Les Italiens en effet, animés des idées de Gioberti et de Balbo, n'appliquaient pas sa conception républicaine, puisqu'ils voulaient marcher d'accord avec leurs princes et avec le pape ; c'est pourquoi l'œuvre de Mazzini n'avait pas été en 1848 utile à la cause italienne, elle avait même favorisé les discordes. Mais quand les douces illusions que Gioberti avait mises au cœur des Italiens disparurent, et que les princes se retirèrent de la lutte, Mazzini eut l'espoir de pouvoir encore réaliser ses idées ; il crut fermement que, de Rome, l'idée républicaine pourrait s'étendre à toute la péninsule. Il avait été élu député de Ferrare à l'Assemblée romaine ; passant par Florence pour se rendre à Rome, il chercha à amener le gouvernement provisoire à proclamer aussitôt la fusion de la Toscane avec l'État romain. Sa proposition ne fut pas accueillie, parce que les Toscans, en général, tenaient à conserver leur autonomie ; en tout cas Mazzini ne renonça pas à son idée et, de Rome même, il travailla à la réaliser. Après le désastre de Novare, en présence de la gravité des circonstances, l'assemblée romaine pensa fortifier le gouvernement en confiant le pouvoir exécutif à un triumvirat composé de Mazzini, Saffi et Armellini ; on eut en réalité la dictature de Mazzini.

La république romaine se trouvait menacée par de sérieux dangers. Dès le 18 février, Pie IX, de Gaëte, avait invité les puissances catholiques à rétablir son gouvernement. L'Espagne, toujours zélée pour défendre la

religion, proposa aussitôt son concours ; le roi de Naples, qui offrait son hospitalité au pontife, se déclara prêt à l'aider ; l'Autriche, qui appuyait la nouvelle attitude prise par Pie IX, promit elle aussi d'intervenir ; mais ce qui causa le plus grand étonnement fut l'intervention d'une république : la France.

Le 10 décembre 1848, Louis-Napoléon Bonaparte avait été nommé président de la République française. Lui qui, dès cette époque, songeait à détruire la république qu'il présidait pour établir sur ses ruines le trône impérial, comprit qu'il avait besoin pour ses projets de l'appui du parti clérical et que le seul moyen de l'obtenir était de rétablir le pape. Mais, comme il rencontrait une forte opposition au Parlement, où dominait le parti libéral[1], il suivit une politique équivoque. Il déclara qu'il était de l'intérêt de la France d'empêcher l'extension de l'influence autrichienne en Italie, et il fit armer une petite flotte qui devait transporter dans l'État pontifical un corps de troupes, commandé par le général Oudinot, pour y défendre, disait Napoléon, les intérêts de la vraie liberté et permettre aux Romains de se prononcer librement sur leur sort. Mais la république romaine considéra cette intervention étrangère comme une offense et déclara qu'elle repousserait la force par la force. Cependant Oudinot, par des protestations d'amitié, réussit à convaincre les habitants de Civita-Vecchia de ne pas s'opposer à un débarquement et, le 30 avril 1849, il arriva avec ses troupes sous les murs de Rome ; mais là, il se heurta aux volontaires accourus de tous les points de la péninsule à la défense de la Ville éternelle. Le combat

1. La majorité, dans l'Assemblée constituante, qui resta en fonctions jusqu'en mai 1849, était composée de républicains modérés (N. d. T.).

dura plus de six heures et fut très acharné ; à la fin les Français durent battre en retraite devant le courage des volontaires, savamment dirigés par Garibaldi. Cette effusion de sang ouvrit les yeux aux républicains français ; pour calmer leur exaspération on envoya à Rome comme ambassadeur Ferdinand de Lesseps (le même qui devait plus tard s'acquérir une renommée immortelle par le percement de l'isthme de Suez). Lesseps traita avec la république romaine et conclut un armistice.

Pendant cette suspension d'hostilités entre la France et Rome, l'Autriche occupait le territoire de Ferrare, s'avançait sur Bologne (qui, après une courageuse résistance, dut capituler) et, descendant le long de l'Adriatique, réussissait à s'emparer d'Ancône ; mais là elle dut s'arrêter, puisque les Français voulaient se réserver l'honneur de rétablir le pape à Rome. Pendant que l'Autriche pénétrait dans l'État romain par le Nord, un corps de troupes espagnoles débarquait dans les Marais Pontins. Ces champions du Christ, après avoir parcouru une région où ils ne virent pas d'ennemis et être entrés presque en triomphe à Fiumicino sans même rencontrer un gendarme, s'en retournèrent dans leur patrie narrer les grands exploits accomplis par eux à la gloire de l'Espagne et de Dieu. Ferdinand II de Naples intervenait aussi contre la République romaine. Tout fier et tout heureux du brillant succès obtenu en Sicile, il songeait à s'acquérir de grands mérites vis-à-vis du pape : ayant franchi la frontière de l'État romain il arriva jusqu'à Velletri, où il rencontra les troupes romaines qui le forcèrent à battre en retraite (19 mai) ; Garibaldi, le poursuivant, franchit la frontière, et s'il n'avait pas été rappelé par le général en chef Roselli, la retraite de Ferdinand se serait changée en désordre. En tout cas Fer-

dinand, après ce combat, décida de laisser à d'autres un aussi périlleux honneur.

Pendant ce temps, Louis-Napoléon, ayant vaincu toute opposition à l'intérieur[1], avait envoyé des renforts au général Oudinot. L'armistice prenait fin le 3 juin ; Oudinot, bien qu'il eût déclaré qu'il ne reprendrait pas les hostilités avant le 4, attaqua ce jour même les positions de la Villa Corsini et de la Villa Pamphili. Là se livra un des combats les plus célèbres de la défense de Rome, où les Garibaldiens firent preuve, chacun individuellement, d'un admirable courage. Là tomba, blessé, le jeune poète Mameli, qui mourut un mois après, quand ses compagnons d'armes avaient dû prendre la route de l'exil. Dans la glorieuse défense de Rome tombèrent également Manara, le vaillant chef des Lombards, et Morosini ; là s'immortalisa Medici, l'héroïque défenseur de la maison dite le Vascello.

Il était impossible que ces quelques milliers de volontaires pussent résister aux nombreuses troupes françaises. Le 2 juillet l'Assemblée romaine déclara que toute résistance était inutile ; et le lendemain, pendant que les Français entraient dans la ville, les députés, en signe de protestation, promulguaient la constitution républicaine qu'ils avaient préparée et discutée pendant le siège. Le 4 juillet la salle de l'Assemblée était fermée et Oudinot rétablissait à Rome le gouvernement du pape.

Garibaldi, avec 4 000 hommes, avait songé à continuer pour son compte la guerre dans les montagnes, mais, poursuivi par les Français dans le Latium et menacé par les Autrichiens dans les Marches, il vit ses troupes se fondre ; il entra alors dans le territoire de la répu-

1. En mai l'Assemblée législative, où la majorité était cléricale, remplaça l'Assemblée constituante (N. d. T.).

blique de Saint-Marin où il délia ses compagnons de toute obligation. Trois cents d'entre eux pourtant voulurent le suivre jusqu'à Venise, où il avait résolu de se rendre pour porter secours à la ville qui, la dernière, résistait à l'Autriche. A Cesenatico, ils s'embarquèrent sur treize barques. Malheureusement, cette nuit-là, la lune montait dans un ciel parfaitement serein et éclairait les fugitifs ; cette lueur, tant de fois bénie des marins, fut fatale aux Garibaldiens, car elle fit découvrir leurs embarcations par la flotte autrichienne, qui se mit à leur poursuite et en captura huit. Cinq réussirent à toucher terre près d'une des bouches du Pô ; dans une de celles-là se trouvait Garibaldi, avec sa courageuse épouse Anita, qui, bien qu'en état de grossesse avancée, avait voulu le suivre dans ces dangers. Quels moments douloureux dans la vie du héros ! Et quelle splendeur d'épopée prend le simple et poignant récit qu'il nous en donne lui-même dans ses *Mémoires* :

Je laisse à penser quelle était ma situation dans ces odieux moments. Ma pauvre femme moribonde ! L'ennemi nous poursuivant de la mer avec cet entrain que donne un victoire facile, et la perspective d'aborder à une côte où nous avions toute chance de rencontrer de nombreux ennemis, non seulement les Autrichiens, mais encore des Papalins, alors en pleine réaction ! Quoiqu'il en pût advenir, nous abordâmes. Je pris ma chère femme dans mes bras, je débarquai et la déposai sur le rivage. Je dis à mes compagnons, qui me demandaient du regard ce qu'ils devaient faire, de s'éparpiller et d'aller chercher un refuge là où ils pourraient en trouver, et, en tout cas, de s'éloigner de l'endroit où nous nous trouvions, l'arrivée des canots ennemis étant imminente. Pour moi il m'était impossible d'aller de l'avant, ne pouvant abandonner ma femme à l'agonie.

Les hommes à qui je parlais m'étaient aussi très chers : Ugo Bassi et Ciceruacchio avec ses deux fils. Bassi me dit : « Je vais chercher quelque chaumière où je puisse trouver une

paire de pantalons, pour changer les miens qui sont vraiment trop suspects. » Il portait des pantalons rouges, enlevés sans doute par un des nôtres devant Rome au cadavre d'un soldat français et que Bassi avait reçus en cadeau quelques jours auparavant pour remplacer une paire par trop rapiécée. Ciceruacchio me dit affectueusement adieu et s'éloigna avec ses fils. Je me séparai de ces vaillants Italiens pour ne plus les revoir. La férocité autrichienne et cléricale rassasiait peu de jours après sa soif de sang en fusillant ces grands cœurs et se vengeait ainsi de ses craintes passées[1].

Je demeurai dans un champ de blé noir près de la mer avec ma femme Anita et le lieutenant Leggiero, mon inséparable compagnon, qui était resté aussi avec moi en Suisse l'année précédente, après le combat de Morazzone. Les dernières paroles de la femme de mon cœur avaient été pour ses enfants, qu'elle pressentait ne plus revoir!

Nous restâmes longtemps dans ce champ, quelque peu indécis sur ce qu'il fallait faire. Je dis enfin à Leggiero de s'avancer un peu dans l'intérieur pour découvrir quelque maison dans les environs. Hardi comme il était toujours, il partit aussitôt. J'attendis quelque temps, mais bientôt, j'entendis des gens s'approcher; je sortir de mon abri et je vis Leggiero accompagné d'un individu que je reconnus aussitôt et dont la vue fut pour moi une consolation. C'était le colonel Bonnet, un de mes plus remarquables officiers, blessé à Rome pendant le siège, où un de ses frères, soldat des plus vaillants, avait été tué. Il était rentré chez lui pour se soigner. Rien de plus heureux ne pouvait m'arriver que de rencontrer un pareil frère d'armes. Domicilié et propriétaire dans cette région, il avait entendu le canon et, pressentant par suite notre débarquement, il s'était avancé vers le rivage pour nous trouver et nous secourir. Bonnet, courageux et intelligent, risquant lui-même d'être arrêté, nous chercha, et finit par nous trouver. Une fois que j'eus rencontré un tel auxiliaire, je m'en remis entièrement à lui et ce fut ce qui nous sauva. Il propose aussitôt de nous rendre dans une cahute du voi-

1. Le frère barnabite Ugo Bassi, arrêté par les Autrichiens près de Comacchio, fut fusillé à Bologne le 8 août; deux jours après Ciceruacchio et ses deux fils furent pris et fusillés.

sinage afin d'y trouver quelque secours pour ma malheureuse femme. Nous nous mettons en marche, soutenant Anita à nous deux, et nous arrivons avec peine à une maison de pauvres gens où nous trouvons de l'eau, dont la malade avait surtout besoin, et quelques autres choses. De là nous allons dans une maison de la sœur de Bonnet, qui se montre très serviable. Nous traversons ensuite une partie de la vallée de Comacchio et nous nous approchons de la Mandriola, où l'on devait trouver un médecin. Nous arrivons à la Mandriola, avec Anita toujours couchée sur un matelas dans la carriole qui l'avait conduite. Je dis alors au docteur Zanini, arrivé lui aussi en ce moment : « Essayez de sauver cette femme. » Il me répondit : « Tâchons de la mettre dans un lit ». A nous quatre alors nous prenons chacun un coin du matelas et nous le transportons dans le lit d'une chambre de la maison, la chambre se trouvait en haut d'un petit escalier. En déposant ma femme sur le lit, il me sembla que je découvrais sur son visage l'expression de la mort. Je lui pris le pouls... il ne battait plus ! J'avais devant moi la mère de mes fils, celle que j'aimais tant, et ce n'était plus qu'un cadavre ! A notre prochaine rencontre, mes fils allaient me demander de ses nouvelles.

Je pleurai amèrement la perte de mon Anita, de celle qui avait été ma compagne inséparable dans les circonstances les plus aventureuses de mon existence. Je recommandai aux braves gens qui m'entouraient d'ensevelir ce cadavre et je m'éloignai, pressé par les gens mêmes de la maison, que je compromettais en restant plus longtemps. Je m'avançai en tâtonnant vers Sant' Alberto, en compagnie d'un guide qui me conduisit dans la maison d'un tailleur, pauvre, mais honnête et généreux. Bonnet, à qui je reconnais devoir la vie, fut le premier des protecteurs, sans lesquels je n'aurais pu, en 37 jours, aller, des bouches du Pô au golfe de Scarlino [1], où je m'embarquai pour la Ligurie [2].

1. On l'appelle aussi golfe de Follonica ou de Piombino. On érigea à Scarlino, en souvenir de cette retraite de Garibaldi, un monument qui porta gravé les noms des hommes courageux qui contribuèrent à sauver le grand héros en ces douloureuses circonstances.

2. Le Gouvernement piémontais, malgré les vives protestations du

Le fracas des armes avait cessé dans toute la péninsule, sauf aux alentours de Venise. Lorsque le Piémont, en mars 1849, avait recommencé la lutte contre l'Autriche, Venise avait accueilli la nouvelle avec enthousiasme et, le 22 mars, elle avait fêté, avec de très vives espérances, le premier anniversaire de la délivrance de la ville. Malheureusement la nouvelle du désastre de Novare ne tarda pas à arriver. Le général Haynau annonça à Manin la défaite des Piémontais et l'armistice qui avait été conclu, en invitant Venise à se soumettre sans délai à l'empereur d'Autriche. Mais la vieille cité des doges écrivit alors une des plus belles pages de son histoire. On convoqua, dans la salle du Grand Conseil, l'assemblée des représentants de Venise; désormais la république ne pouvait plus espérer d'appui d'aucune sorte, et pourtant, dans cette fameuse séance du 2 avril, l'Assemblée déclara unanimement que Venise résisterait à tout prix. La glorieuse cité, sous le gouvernement fort et glorieux de Manin (qui avait été investi de pouvoirs illimités), sut tenir sa promesse.

Le vrai blocus de Venise commença alors. La défense fut réduite à la lagune seule, des Trois Ports à Brondolo; du côté de la terre ferme le centre de la lutte était le fort de Malghera. Le 4 mai eut lieu un formidable assaut; les Autrichiens étaient si sûrs de leur triomphe immédiat que le maréchal Radetzky lui-même, avec trois jeunes archiducs d'Autriche, vint au camp pour assister à

Parlement, craignant que Garibaldi ne fît naître des agitations, le décida à partir de nouveau en exil. Il resta quelque temps à Tanger, puis à Liverpool, et finalement alla à New-York d'où il revint en Italie en 1854, alors que le Piémont avait de nouveau adopté une attitude plus hardie. Il s'établit à Nice, et, plus tard, dans l'îlot de Caprera, où il acheta quelques terres appartenant au domaine de l'État sarde.

la prise du fort. Du haut de la tour de Mestre, ils contemplaient la lutte ardente qui se livrait; les Vénitiens aussi, montés sur les toits et les campaniles de leur ville, assistaient, anxieux, à ce combat d'où dépendait leur sort. Le bombardement dura toute la journée, à la fin les Vénitiens purent saluer avec joie le triomphe de leurs défenseurs.

L'assaut contre Malghera se répéta le 6 et les jours suivants, mais toujours en vain. A la fin pourtant, la défense de ce fort devint impossible, les quelques constructions encore sur pied menaçaient de s'écrouler et une grande partie des défenseurs avait été tuée. On donna alors l'ordre à la garnison de Malghera de se retirer dans la ville. Dans la nuit du 26 au 27, silencieusement, les défenseurs se retirèrent par le long viaduc qui unit la ville au continent; on en rompit quelques arches et, sur la plate-forme centrale, on établit une batterie. Les Autrichiens occupèrent Malghera et de là se mirent à combattre contre les batteries du viaduc. Que d'héroïsme fut déployé en ce lieu! C'est là, sur la plate-forme centrale, que mourut de la mort des héros le colonel Rossaroll, fils du général napolitain qui, en 1821, avait tenté en vain de maintenir vivante la révolution de Messine; c'est là que Henri Cosenz s'acquit une gloire immortelle.

La résistance continua avec acharnement, bien que le manque de vivres commençât à se faire sentir et que les Autrichiens fussent arrivés à lancer leurs bombes sur la ville même; en 24 jours, 23000 projectiles environ tombèrent sur Venise, et pourtant, à toute sommation de se rendre, la ville répondait par un refus. Le 1er août, sous la conduite de Sirtori, on fit une sortie vers Brondolo, où l'on réussit à prendre 200 bœufs, ce qui permit de pourvoir pendant quelques jours à la nourriture des ha-

bitants. Malheureusement le choléra vint s'ajouter à la famine et à la guerre. Au milieu de cette population affamée, qui devait supporter mille incommodités, qui était obligée de n'habiter qu'un tiers de la ville, parce que le reste était désolé par les bombes, on comprend facilement combien la terrible maladie dut faire de ravages. C'est alors que, réduite à toute extrémité, la ville ouvrit des négociations avec l'ennemi. Daniel Manin qui, au milieu de toutes les calamités, s'était toujours montré grand par la pensée et par le cœur, passant une dernière fois en revue la garde nationale, prononça ces paroles qui sont la juste expression de son œuvre : « Vous pourrez peut-être dire : cet homme s'est trompé ; mais vous ne pourrez jamais dire : il nous a trompés. »

Les hostilités prirent fin le 22 août, et le 24 fut signée la capitulation. Manin, Tommaseo, Pepe et beaucoup d'autres partirent pour l'exil en terre étrangère ; le 30 Radetzky faisait son entrée solennelle à Venise et allait à Saint-Marc entendre un Te Deum.



Dans la ruine complète de toutes les espérances italiennes, un seul État n'avait pas tout perdu : le Piémont. Il avait été battu par l'Autriche, mais il avait conservé le Statut ; ce fut sa fortune et celle de l'Italie, ce fut là le grand, le principal mérite de ce roi Victor-Emmanuel II, qui avait recueilli sur le champ de bataille ensanglanté de Novare l'ancienne couronne de Savoie.

CHAPITRE XII

LES DÉBUTS DU RÈGNE DE VICTOR-EMMANUEL II

La conversation de Victor-Emmanuel et de Radetsky à Vignale — La réaction triomphante dans toute l'Europe — Graves difficultés du nouveau règne. — Massimo d'Azeglio et la proclamation de Moncalieri.— Les débuts du comte de Cavour. — Triste situation du reste de l'Italie. — Les lettres de Gladstone sur le gouvernement bourbonien. — Les procès de Mantoue ; le 6 février 1853 à Milan. — Assassinat du duc de Parme.

Victor-Emmanuel II, le prince qui devait faire l'Italie, était né à Turin le 14 mars 1820, l'année même où, pour la première fois, l'Italie avait protesté contre les traités de 1815; il était né quand déjà s'était présentée à l'esprit de son père l'idée de l'indépendance italienne. Mais il montait au trône en un bien triste moment. Il devait commencer son règne par un grand sacrifice, celui de se résigner à la condition de vaincu.

Le 24 mars 1849, Victor-Emmanuel, suivi de quelques officiers, se rendit, pour négocier personnellement avec Radetzky, dans une localité voisine de Novare, appelée Vignale. A la nouvelle de l'abdication de Charles-Albert, Radetzky avait espéré que les velléités italiennes du Piémont seraient finies pour toujours et que la liberté constitutionnelle et le drapeau tricolore quitteraient ce pays en même temps que la voiture qui conduisait en exil le roi vaincu; d'autant plus que Victor-Emmanuel avait épousé Marie-Adélaïde, fille de l'archiduc d'Autriche Renier. Radetzky, qui avait vécu dans l'intimité

de Renier, et qui avait vu naître la princesse Adélaïde, accueillit le jeune roi avec beaucoup d'égards, et fit miroiter à ses yeux la perspective d'un agrandissement territorial s'il rétablissait l'absolutisme et arborait de nouveau l'ancien drapeau bleu de Savoie. Mais Victor-Emmanuel répondit résolument que la maison de Savoie ne manquait jamais à la parole donnée. Contraint par la nécessité, il dut souscrire de dures conditions d'armistice, mais il ne replia pas ce drapeau tricolore qui représentait l'accord de la dynastie de Savoie avec les idées de la révolution.

Il semblait pourtant que cet accord, bien enraciné dans le cœur du roi, ne fût pas reconnu par le pays qui, dans la douleur des désastres éprouvés, s'abandonnait à de faciles imprécations. Ce Victor-Emmanuel, qui devait plus tard s'acquérir une si grande popularité, était alors suspect comme partisan de l'Autriche ; à Turin on écrivait même sur les murs : « C'est fini de rire, nous avons un roi et une reine allemands ». — Le Parlement se fit l'interprète de l'opinion publique en accueillant le roi avec un silence plein de défiance quand celui-ci alla prêter serment de fidélité à la Constitution. Ce jour même (29 mars) éclata contre le roi l'insurrection de Gênes.

La nouvelle du désastre de Novare avait produit une vive agitation dans tout le royaume. Le parti républicain crut que le moment opportun était arrivé pour tenter un mouvement à Gênes, qui se souvenait toujours de ses traditions républicaines ; on fit courir le bruit que la ville serait occupée par des troupes autrichiennes, on chercha à réveiller l'ancienne animosité de la Ligurie contre le Piémont. L'agitation, commencée le 28 mars, prit le lendemain les proportions d'une vraie révolution

et les rebelles finirent par être maitres de la ville. Mais, dans les premiers jours d'avril, arriva le général La Marmora avec des troupes, et, par son énergie et sa sévérité, il réussit à apaiser la révolte.

A cette époque la réaction était triomphante, non seulement dans la péninsule italienne, mais encore dans toute l'Europe; partout les constitutions accordées en 1848 étaient supprimées. Victor-Emmanuel recevait, de presque toutes les puissances, de vives exhortations à faire lui aussi un coup d'état et à rétablir le gouvernement absolu; la forte opposition qui lui était faite par le parti démocratique semblait le pousser dans cette voie, mais il sut toujours résister à la tentation. Animé d'un très noble sentiment de dévotion filiale et guidé par une compréhension exacte de la situation politique du moment, il maintint le Statut donné par son père; et même, pour faire comprendre aussitôt l'orientation qu'il entendait donner à la politique piémontaise il choisit, en mai 1849, comme chef du ministère, un homme dont le nom était une sûre garantie de loyauté et de patriotisme: Massimo d'Azeglio. Celui-ci caractérisa à merveille le but précis et constant du Piémont par la phrase fameuse: « Nous recommencerons et nous ferons mieux ».

En attendant, l'armistice avec l'Autriche ne pouvait durer éternellement; il fallait en venir à une décision: ou reprendre les armes, ou conclure la paix. Le premier parti était impossible, étant données les conditions où se trouvaient le Piémont et l'Italie. On entama donc des négociations de paix, qui furent longues et difficiles et qui aboutirent au traité signé à Milan le 6 août 1849, par lequel le Piémont s'engageait à payer une indemnité de guerre de 75 millions.

Ce traité devait être ratifié par le Parlement piémon-

tais. Dans la mémorable discussion sur ce sujet intervint entre autres Cesare Balbo. Il avait envoyé 5 fils à la guerre d'indépendance et l'un d'eux était mort glorieusement à Novare. Balbo soutint qu'il aurait été plus digne d'approuver le traité en silence, mais la majorité ne fut pas de son avis et elle voulut, au contraire, en suspendre l'approbation. Ce furent des journées très douloureuses pour le roi et ses ministres, qui étaient aussi jaloux que quiconque de l'honneur du Piémont mais qui comprenaient qu'on ne pouvait pas tenter une troisième fois le sort des armes. Le Roi alors, sur la proposition de d'Azeglio, dissout la Chambre et, en convoquant les électeurs, il publia la proclamation suivante (20 novembre 1849) qui, d'après le nom du château où le roi la signa, fut dite *proclamation de Moncalieri*.

Dans la gravité des circonstances présentes, la loyauté que je crois avoir montrée jusqu'à présent tant dans mes paroles que dans mes actes, devrait peut-être suffire à éloigner des esprits toute incertitude. Malgré cela je sens, sinon la nécessité, tout au moins le désir d'adresser à mon peuple des paroles qui soient un nouveau gage de sûreté, et l'expression en même temps de la justice et de la vérité.

Par la dissolution de la Chambre des Députés, les libertés du pays ne courent aucun risque. Elles sont protégées par la mémoire vénérée du roi Charles-Albert, mon père ; elles sont confiées à l'honneur de la Maison de Savoie ; elles sont garanties par la sainteté de mes serments : qui oserait craindre pour elles ?

Avant de convoquer le Parlement j'adressai à la nation, et particulièrement aux électeurs, des paroles sincères. Dans ma proclamation du 3 juillet 1849 je les avertissais d'avoir à suivre une ligne de conduite qui ne rendît pas impossible l'application du Statut. Mais un tiers seulement des électeurs, ou à peine un peu plus, prenait part aux élections. Le reste négligeait ce droit, qui est en même temps le devoir strict

de chacun dans un État libre. J'avais fait mon devoir, pourquoi n'ont-ils pas fait le leur ?

Dans le discours de la couronne je faisais connaître, et cela n'était malheureusement pas nécessaire, les tristes conditions de l'État. Je montrais le besoin urgent de faire trêve à toutes les passions de parti et de résoudre rapidement les questions vitales qui tenaient la chose publique en suspens. Mes paroles étaient animées d'un profond amour de la patrie et d'une loyauté insoupçonnée. Quel fruit ont-elles obtenu ?

Les premiers actes de la Chambre furent hostiles à la Couronne [1]. La Chambre usait de son droit. Mais si, moi, j'avais oublié, elle ne devait pas, elle, oublier.

Je ne dis rien de la guerre faite sans raison par l'opposition à la politique que pratiquaient loyalement mes ministres et qui était la seule possible. Je ne dis rien des assauts dirigés contre la prérogative que m'accorde la loi de l'État. Mais j'ai bien le droit de demander un compte sévère à la Chambre de ses derniers actes et d'en appeler en toute confiance au jugement de l'Italie et de l'Europe.

Je signai avec l'Autriche un traité, honorable et non ruineux. Le bien public le voulait. L'honneur du pays et le respect de mon serment exigeaient qu'il fût fidèlement exécuté, sans duplicité et sans chicane. Mes ministres en demandaient l'approbation à la Chambre qui, en y mettant une condition, rendait cette approbation inacceptable puisqu'elle détruisait l'indépendance réciproque des trois pouvoirs, et violait ainsi le Statut du royaume. J'ai promis de maintenir dans mes États la justice pour tous et la liberté pour chacun dans les limites de son droit. J'ai promis de sauver la nation de la tyrannie des partis, quels que soient le nom, le but, le grade des hommes qui les composent.

Cette promesse, ces serments, je les exécute en dissolvant une Chambre devenue impossible, je les accomplis en en con-

1. Le roi fait ici allusion spécialement à l'élection comme président de la Chambre de Lorenzo Pareto, qui avait été ministre de Charles-Albert, mais qui avait ensuite pris part à l'insurrection de Gênes et avait même été inscrit par La Marmora parmi les 12 habitants à exclure de l'amnistie. Il ne devait son pardon qu'à l'intervention de Victor-Emmanuel, qui n'avait pas voulu punir un ministre de son père.

voquant une autre immédiatement, mais si le pays, si les électeurs me refusent leur concours, ce n'est pas sur moi que retombera désormais la responsabilité de l'avenir et, dans les désordres qui pourront survenir, ils n'auront pas à se plaindre de moi, ils auront à se plaindre d'eux-mêmes.

Si j'ai cru de mon devoir de faire entendre en cette occasion des paroles sévères, j'ai confiance que le bon sens et la justice publiques reconnaîtront qu'elles sont empreintes en même temps d'un profond amour de mes peuples et de leurs vrais intérêts, qu'elles viennent de ma ferme volonté de maintenir leur liberté et de la défendre contre ses ennemis tant de l'intérieur que de l'extérieur.

Jusqu'à présent, jamais la Maison de Savoie n'a recouru en vain à la fidélité, à la sagesse, à l'amour de ses peuples. J'ai donc le droit, dans l'occasion présente, d'avoir confiance en eux et de tenir pour certain que, en restant unis, nous pourrons sauver le Statut et le pays des dangers qui les menacent.

Cette proclamation fit une impression immense et fut diversement jugée. Ce fut, certes, un acte très grave, parce qu'elle mettait le roi en face de la Chambre et invitait les électeurs à déclarer nettement leurs sympathies ; si les élections étaient contraires au roi, celui-ci devait nécessairement faire un coup d'État. Mais, pour juger cette proclamation, il ne faut pas oublier qu'elle portait, à côté de la signature royale qui inspirait alors encore peu de confiance, celle de d'Azeglio, que tout le monde reconnaissait comme le champion sûr et sincère des idées libérales ; d'autre part la proclamation s'adressait au peuple piémontais, qui avait donné toujours dans les circonstances graves des preuves de sagesse et d'affection déférente à la maison de Savoie. Cette fois encore la sagesse de cette population sauva le pays. Les paroles du Roi furent écoutées et l'on envoya à la Chambre des représentants qui approuvèrent sans discussion le traité de paix.

*
* *

D'Azeglio s'appliqua alors, avec des vues pleinement libérales, à la réorganisation du royaume. En 1850 le comte Siccardi, ministre de la justice, présenta un projet de loi pour l'abolition des tribunaux ecclésiastiques, survivance des privilèges du moyen âge qui empêchait l'égalité de tous devant la loi. Rome s'irrita ; par la chaire, par la presse, par le confessionnal même l'Église se mit à combattre le projet. Il n'en fut pas moins approuvé par les Chambres et sanctionné par le roi. Les évêques de Turin et de Cagliari, qui voulaient s'opposer à l'exécution de la nouvelle loi, furent envoyés en exil. L'irritation du clergé intransigeant chercha à se déchainer en troublant jusqu'aux derniers instants des moribonds. Dans cette même année 1850 le comte Pierre de Santarosa, ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, étant à l'agonie, demanda les secours de la reli ion. Les prêtres réunis à son chevet exigèrent qu'il déclarât auparavant désapprouver la loi Siccardi. Bien que très religieux, Santarosa ne le voulut pas ; les prêtres lui refusèrent inexorablement la communion, seul, un de ses amis intimes, l'abbé Ghiringhello, le confessa.

On appela, pour remplacer Santarosa à la tête de ce ministère, le comte Camille Benso di Cavour (directeur du *Risorgimento*) qui s'était déjà acquis une grande autorité à la Chambre par ses discours clairs et précis. Libéral dans toute la force du terme et admirateur enthousiaste de l'Angleterre, il aurait voulu appliquer les principes du libre-échange, mais, tenant compte des circonstances du moment, il se contenta de conclure avec presque toutes les puissances des traités de commerce à tarifs très doux,

qui, tout en donnant un grand élan au commerce du Piémont, lui servirent également dans ses rapports internationaux, car Cavour sut les présenter comme des concessions bénévoles faites à chaque État particulier.

Du ministère de l'agriculture, il passa bientôt à celui plus important des finances et ne tarda pas à acquérir une prééminence décisive sur ses collègues. Parfois à la Chambre, sans y être autorisé, il parlait au nom du ministère comme s'il en avait déjà été le chef et d'Azeglio, de santé faible et aimant la tranquillité, le laissait faire.

Pendant ce temps, dans le reste de l'Europe, la réaction devenait sans cesse plus audacieuse, même en France où survenait le fameux coup d'État du 2 décembre 1851. En Piémont également, l'*extrême droite* manifestait alors plus ouvertement ses tendances réactionnaires. Cavour, profondément convaincu qu'une politique réactionnaire aurait ruiné pour toujours l'avenir du Piémont, décida de se détacher tout à fait de l'extrême-droite et de se rapprocher au contraire de ce groupe de démocrates qui, sous la direction de Rattazzi, s'éloignaient peu à peu des éléments les plus ardents de la *gauche* pour suivre une ligne de conduite plus modérée ; il pensa que, par l'accord des deux *centres*, on aurait formé une forte majorité, capable de résister aux deux partis extrêmes de la Chambre et de réaliser le grand programme qu'il entrevoyait. L'accord entre Cavour et Rattazzi commença à apparaître dans les discussions de la Chambre en février 1852 et fit dire au député de Revel (de l'extrême-droite) que Cavour, en même temps qu'un divorce avec un côté de la Chambre, avait fait en quelque sorte un mariage[1] avec un

1. En italien *connubio*, c'est le nom sous lequel cette union parlementaire est connue dans l'histoire (N. d. T.).

autre côté. Ces transformations déterminèrent de graves dissentiments au sein du ministère, de sorte que, en mai 1852, Cavour dut donner sa démission. Mais d'Azeglio ne put se maintenir longtemps sans lui, en octobre de la même année il conseilla lui-même au roi d'appeler à la tête du gouvernement le comte de Cavour.

Victor-Emmanuel, de son côté, s'occupait spécialement de l'armée et, avec l'appui du ministre de la guerre, le général Alphonse de La Marmora, il la réorganisait si bien au triple point de vue de la discipline, de l'instruction et de l'armement, qu'il lui faisait retrouver le prestige perdu à Novare.

De nombreux Italiens, émigrés pour raisons politiques des autres États de la péninsule, vinrent s'établir dans le royaume de Sardaigne et contribuèrent largement à la vie nouvelle et à l'activité qui s'y déployaient. Ainsi le Piémont regagnait peu à peu confiance en lui-même et dans son avenir et s'acquérait les sympathies de l'opinion publique européenne.

***

L'admirable spectacle de liberté réglée que le Piémont donnait au monde déplaisait aux autres princes italiens, qui établirent, si l'on peut dire, un cordon sanitaire, pour éviter que la maladie du libéralisme ne pénétrât dans leurs États.

Ferdinand II de Naples se donnait tout entier à une triste besogne d'arrestations et de condamnations ; les hommes les plus cultivés et les plus vertueux, ceux qui, sous un gouvernement honnête, auraient été l'orgueil du pays, remplissaient ses galères et étaient contraints de traîner une existence misérable en compagnie des plus

vils malfaiteurs. L'homme d'État anglais Gladstone, qui se trouvait à Naples à l'époque de ces procès politiques, fut si indigné en présence d'une telle tyrannie, que, la date s'approchant d'une audience à la Cour qu'il avait demandée lors de son arrivée à Naples, il s'empressa de quitter la ville, tant il lui répugnait désormais de s'approcher d'un pareil roi. Revenu en Angleterre il publia, le 11 juillet 1851, une lettre adressée par lui à Lord Aberdeen, premier ministre. Il y déclarait que la conduite du gouvernement bourbonien était un *outrage permanent à la religion, à la civilisation, à l'humanité et la pudeur publique.*

« ..... Ce n'est pas une simple imperfection, ce ne sont pas des exemples de corruption chez des employés secondaires, ce ne sont pas quelques cas de sévérité excessive que j'ai à vous raconter, mais la violation incessante, systématique, délibérée, de toute loi humaine écrite, violation perpétrée avec l'intention de violer tout autre loi non écrite et éternelle, humaine et divine ; c'est la persécution absolue de la vertu lorsqu'elle est unie à l'intelligence, persécution si étendue que nulle classe sociale ne peut se dire à l'abri..... Que produit un pareil système ! La subversion de toute idée morale et sociale.
« La loi, au lieu de se faire respecter, est devenue odieuse. Le gouvernement ne se fonde pas sur l'affection des peuples, mais sur la force. Entre l'idée de la liberté et celle de l'ordre, il n'y a plus association, mais un violent antagonisme. Le pouvoir gouvernemental, qui se qualifie image de Dieu sur la terre, apparait aux yeux de l'immense majorité du public actuel comme revêtu des vices les plus laids. J'entendis répéter très souvent cette expression vigoureuse et pourtant vraie : *La négation de Dieu fut érigée en système de gouvernement.* »

Dans sa lettre, Gladstone fait un exposé objectif, froid et précis des tristes conditions du royaume de Naples, puis il s'étend particulièrement sur les procès politiques : « Je crois que l'on n'exagère pas en portant le nombre des prisonniers pour délits politiques à 20 000... Les prisonniers, avant d'être jugés, sont maintenus en prison pendant plusieurs mois, pendant un an, deux ans, ordinairement le terme est plus long... Je n'hésite pas à affirmer que, après avoir fait tous les efforts pour réussir par le moyen d'interprétations tortueuses et la production partiale de preuves à formuler une accusation, si celle-ci ne tient pas debout, on a recours au parjure et aux calomnies. Des misérables, qui existent en tous pays, mais surtout là où le gouvernement est le grand corrupteur du peuple, des fripons prêts à vendre pour de l'argent la liberté et la vie de leurs semblables, et à donner leur âme en gage, sont délibérément employés par le gouvernement pour déposer contre l'homme que l'on veut envoyer à la ruine. Vous croyez peut-être que l'accusé peut démontrer la fausseté de ces accusations par le moyen de contre-preuves. Vous vous trompez complètement ; des arguments favorables l'accusé peut en avoir à foison, mais on ne lui permet pas de s'en servir. »

Ce raisonnement calme et mesuré de l'homme d'État anglais fait place à un frémissement d'indignation quand il en vient à parler de Charles Poerio, des iniquités et des tortures supportées par cet homme, strict partisan de la forme constitutionnelle. « Ayant examiné soigneusement ce cas, je dois dire que, condamner pour félonie un pareil personnage, est un acte aussi conforme à la vérité, à la justice, à la pudeur, que le serait en Angleterre la condamnation de nos meilleurs hommes politiques : lord Russell, lord Lansdowne, sir James Graham ou vous-même. »

L'effet moral de cette lettre, par laquelle un simple citoyen livrait bataille à un roi absolu, fut immense. De nombreux patriotes italiens imprimèrent des brochures de remerciements à Gladstone. De son côté le gouvernement bourbonien, pour chercher à atténuer l'effet, désastreux pour lui, de la lettre de Gladstone, publia une réponse officieuse, où il ne pouvait d'ailleurs pas réfuter la centième partie des accusations de l'homme d'État anglais. Reprenant la plume pour répliquer, Gladstone en assumait la pleine responsabilité.

« Arrivé après vingt ans de vie publique à jouer un rôle important en un temps et un pays pleins de vie et de mouvement, je ne puis alléguer comme excuse ou comme défense de ma témérité le prétexte d'être un novice, et je ne puis céder à d'autres la plus petite part de responsabilité en ce qui concerne cette publication... Je savais bien que, pour ce qui est de la vérité essentielle de mes accusations, *j'engageais ma réputation qui, bien que peu de chose en elle-même, est beaucoup pour moi.* » Nobles et fières paroles de ce grand honnête homme, qui s'inspira toujours de la sérénité de sa conscience.

*
* *

La réaction eut, dans les États du pape, des conséquences moins féroces, parce que les Français laissèrent partir ceux qui avaient des motifs de craindre les vengeances du pape ; ce qui n'empêcha pourtant pas qu'on ne fît de nombreux procès politiques et que plusieurs des libéraux restés dans leur patrie ne fussent persécutés.

La situation de l'État fut rétablie comme à l'époque de Grégoire XVI ; Pie IX en effet avait désormais renoncé à ses aspirations libérales et s'était complètement abandonné

aux mains des cardinaux réactionnaires et des Jésuites. Le président de la République française, Louis-Napoléon, qui continuait à maintenir ses troupes à Rome, ne voulant pas paraître le complice d'une pareille réaction, conseillait au pape de faire des concessions, mais c'était en vain, car le cardinal Antonelli, qui avait acquis une influence décisive sur l'esprit de Pie IX, était hostile à toute idée d'innovation. Le brigandage, pendant ce temps, continuait à désoler des provinces entières[1].

En Toscane également on ne parla plus ni d'assemblée législative, ni de Statut ; ce pays, occupé par des troupes impériales, pouvait être considéré désormais comme annexé aux domaines de l'Autriche. Pourtant le gouvernement restauré se comporta avec une plus grande douceur qu'ailleurs, au point que Guerrazzi lui-même ne fut condamné qu'à l'exil.

Dans le Lombardo-Vénitien, l'Autriche se savait maintenant haïe et cherchait à mériter cette haine ; à Milan, par ordre de la police, on alla jusqu'à battre des femmes. La population regardait en frémissant les blancs uniformes de l'Autriche et beaucoup tournaient avec confiance leurs regards vers le Piémont. Quelques-uns pourtant continuaient à professer les idées mazziniennes et entretenaient une correspondance active avec le grand cons-

1. A cette époque fut surtout fameuse la bande de brigands commandée par Étienne Pelloni, dit le Passatore. Parmi les nombreuses et audacieuses agressions qu'elle accomplit, la plus mémorable fut celle de Forlimpopoli en 1851 quand elle apparut sur la scène du théâtre, et, les fusils braqués sur la salle, se fit livrer par les spectateurs tout ce qu'ils avaient dans leurs poches et jusqu'aux clefs de leurs maisons pour pouvoir aller les voler sans difficultés. Le Passatore fut tué un mois après dans une rencontre avec la force publique ; mais, même après sa mort, des bandes de brigands continuèrent à sillonner les campagnes de l'État pontifical.

pirateur, alors réfugié à Londres ; l'Autriche, de son côté, arrêtait et pendait. Parmi les martyrs de cette période l'ouvrier Sciesa mérite une mention spéciale ; il fut condamné à mort pour avoir affiché une proclamation révolutionnaire aux coins des rues. Pendant qu'on le conduisait au supplice, on lui offrit la liberté à condition qu'il livrât le nom de celui qui lui avait donné le manifeste, il répondit sereinement : « Avançons », et marcha à la mort (2 août 1851). Deux mois après Louis Dottesio, de Côme, était pendu à Venise pour avoir largement contribué à répandre en Italie les publications historico-politiques de la typographie helvétique de Capolago.

Pendant ce temps, une conjuration beaucoup plus vaste s'organisait ; quelques-uns des conjurés étaient si impatients d'agir qu'ils avaient imaginé de faire prisonnier l'empereur lors d'une de ses excursions à Venise. Les rangs de la conjuration s'élargissaient chaque jour davantage ; la police arrêta par hasard un des affiliés et, peu à peu, elle réussit à découvrir toute la trame. Alors commença le sombre procès de Mantoue ; le 7 décembre 1852 l'abbé Tazzoli, le médecin Poma, Scarsellini, aCnal et Zambelli montaient à l'échafaud ; peu après, d'autres illustres citoyens du Lombardo-Vénitien comme l'abbé Grazioli, le comte Montanari, Tito Speri et d'autres tombaient eux aussi sous la main du bourreau, quelques-uns étaient envoyés gémir dans les bagnes de Moravie comme Finzi, Cavalletto, Pastro, etc.[1].

Ces arrestations firent disparaître de l'action les chefs révolutionnaires, et pourtant, une centaine d'hommes du peuple, à Milan, voulurent encore essayer un coup de

1. Ce sont ces martyrs qui sont connus en Italie sous le nom de « martyrs de Belfiore » du nom de l'endroit, aux portes de Mantoue, où furent dressées les potences (N. d. T.)

surprise. Le 6 février 1853, ils tombèrent sur quelques sentinelles autrichiennes et les tuèrent, avec l'espérance de faire éclater une insurrection générale, mais le mouvement fut aussitôt réprimé. Il y eut de nombreuses arrestations et 16 pendaisons.

Malgré le résultat malheureux de ce mouvement, Mazzini qui, vivant à l'étranger, s'illusionnait facilement sur les possibilités réelles, continuait à organiser des mouvements révolutionnaires. Sur ses incitations, le lieutenant-colonel Pierre Calvi, le héros de la défense du Cadore en 1848, comptant à juste titre sur le prestige qu'il s'était alors acquis au milieu de ces populations, chercha à les faire insurger ; mais il fut arrêté par les Autrichiens pendant que, venant de Suisse, il traversait le Trentin pour gagner le Cadore (7 septembre 1853) ; conduit prisonnier à Mantoue, il y fut pendu en 1855. Ainsi l'Autriche continuait sans hésiter dans son système de compression violente des aspirations patriotiques des Italiens, mais, à la différence de ce qui arrivait dans le royaume de Naples et dans l'État pontifical, elle n'oubliait pas de veiller au développement matériel du pays soumis.

A Modène François V suivait les traces de son père, mais avec moins de cruauté. A Parme au contraire Charles III (successeur de son père Charles-Ludovic de Bourbon qui avait abdiqué en 1849[1]), était un vrai type de tyranneau de moyen âge : débauché, oppressif, ignorant et cruel. Sous son règne le fouet devint la principale institution de l'État.

Dans ce petit duché, en quatre ans seulement, plus de

1. Charles-Ludovic de Bourbon vécut après son abdication en Suisse, en France et en Allemagne ; il reconnut le royaume d'Italie et mourut près de Lucques en 1879.

300 personnes subirent la peine de la bastonnade ; on comprend ainsi toute la haine qui s'amassa contre ce prince. Le 26 mars 1854, en plein jour, Charles III, rentrant au palais par les rues de la ville accompagné d'un officier, fut poignardé par un homme couvert d'un manteau, qui réussit à prendre la fuite. Toute la ville, on peut le dire, savait le nom de l'assassin, qui avait voulu venger une injure personnelle, mais personne ne parla ; la haine contre la victime allait jusqu'à altérer dans les esprits le sens moral. La veuve, Marie-Louise de Bourbon (sœur du comte de Chambord), que son mari avait toujours traitée brutalement, prit la régence au nom de son fils Robert, annonçant à ses sujets la mort de son mari par une proclamation qui commençait ainsi : « Puisqu'il a plu à Dieu Tout Puissant de rappeler à Lui Notre très aimé Époux..... » Tout le monde en réalité se sentait soulagé d'un grand poids, mais, si le gouvernement devint plus humain, l'Autriche continua à dominer dans le duche comme précédemment.

CHAPITRE XIII

L'ÉTOILE DU PIÉMONT

Cavour président du Conseil : développement des sentiments patriotiques. — Part prise par le Piémont à la guerre de Crimée. — Cavour au Congrès de Paris. — Concentration de la vie italienne dans le royaume de Sardaigne. — Les impatiences du parti de l'action : l'expédition de Sapri. — Changement de la politique autrichienne dans le Lombardo-Venitien. — Attitude hardie du Piémont ; discours de Cavour. — Alliance avec la France.

Vincent Gioberti qui avait été, pour ainsi dire, le prophète de la Révolution de 1848, s'était retiré à Paris où il écrivit, en 1851, son livre sur le *Renouvellement politique de l'Italie*. Aaprès avoir exposé les erreurs des Italiens en 1848-49, erreurs auxquelles il avait lui-même participé, il déclarait renoncer au rêve par lui exposé dans la *Primauté;* il ajoutait que l'Italie, pour sa tranquillité, devait se débarrasser du pouvoir temporel des papes et il dictait au Piémont la mission qui lui incombait, à savoir de prendre la direction du mouvement national et d'achever le renouvellement de l'Italie dans une Rome laïcisée et civilisée. Dans ce livre, il présentait à la nation italienne la claire vision de l'avenir, et, comme s'il avait achevé son œuvre, il mourut peu après (le 16 octobre 1852), au moment même où la direction de la politique piémontaise passait aux mains hardies et fermes du comte de Cavour, l'homme de génie qui sut

réaliser presque entièrement le nouveau rêve de Gioberti[1].

La première occasion qui se présenta à Cavour pour affirmer hardiment sa politique nationale lui fut fournie par le gouvernement autrichien, qui, à la suite des événements milanais du 6 février 1853, mit sous séquestre les biens des émigrés du Lombardo-Vénitien, réfugiés presque tous en Piémont, voulant ainsi faire croire que ce soulèvement avait été excité par eux. Ces émigrés étaient devenus citoyens du royaume de Sardaigne; Cavour demanda donc des explications à Vienne sur cette violation du droit international; mais l'Autriche, encouragée par l'indifférence de l'Europe vis-à-vis du Piémont, déclara que cette mesure était nécessaire pour la sûreté de la monarchie et se refusa à la retirer. Cavour, bien que se sentant isolé, eut la hardiesse d'affronter les plus grands risques : il rappela l'ambassadeur piémontais de Vienne (ce qui naturellement détermina la retraite de l'ambassadeur autrichien à Turin) et, dans un *memorandum* adressé aux puissances européennes, il protesta contre les prétentions autrichiennes, disant qu'un gouvernement régulier aurait dû, avant de condamner, prouver la complicité de ces émigrés; il fit ensuite voter par le parlement subalpin un crédit pour venir en aide à ceux qui avaient été dépouillés.

Cavour donna aussi une impulsion vigoureuse à la vie du Piémont; bientôt des lignes de chemins de fer et de télégraphes traversèrent le pays en tous sens, le commerce et l'industrie atteignirent un remarquable développement et le gouvernement se mit à favoriser toutes

1. Il est curieux de noter que Cavour et Gioberti naquirent à Turin dans la même rue (aujourd'hui rue Lagrange) dans deux maisons se faisant face.

les entreprises utiles ; ainsi le Piémont, non seulement parvint à réparer les ruines de la guerre précédente, mais encore redevint riche et florissant.

Malgré cela la situation du Piémont restait toujours extrêmement difficile : ce petit État (qui comptait à peine 5 millions d'habitants en face des 37 millions de l'Autriche), n'avait pas d'alliés et possédait par contre dans l'Autriche et dans la Papauté deux ennemis hardis et décidés. Cavour en effet, pendant qu'il affirmait en toute occasion opportune son vif sentiment d'italianité, soutenait aussi courageusement l'indépendance du pouvoir civil vis-à-vis de l'Église. Il était, dans de telles conditions, impossible de recommencer la guerre contre l'Autriche.

Heureusement la situation internationale était en train de se modifier. Les deux puissances occidentales, qui seules jusqu'alors avaient montré quelque sympathie au Piémont et à ses institutions, c'est-à-dire la France et l'Angleterre, avaient commencé une grande guerre contre la Russie ; mais les difficultés qu'elles rencontrèrent en Crimée les amenèrent à chercher des alliés. Elles espérèrent entraîner dans la lutte l'Autriche, qui devait être désireuse d'empêcher tout accroissement de la puissance russe dans la péninsule balkanique ; mais l'empereur François-Joseph n'osa pas se montrer ingrat vis-à-vis du czar qui, en 1849, l'avait aidé à étouffer l'insurrection hongroise ; c'est pourquoi, sans repousser tout à fait les propositions de la France et de l'Angleterre, il adopta une politique pleine d'incertitudes et d'équivoques. Les puissances occidentales, qui avaient besoin d'un prompt appui, fatiguées des tergiversations de l'Autriche, eurent l'idée, en attendant sa décision, d'inviter le Piémont à accéder à leur alliance. Cavour, com-

prenant la nécessité suprême pour le Piémont de sortir de l'isolement, accepta l'invitation, bien qu'il n'obtînt aucune promesse d'avantages et, le 10 janvier 1855, il signa le traité d'alliance. Ce fut une démarche bien hardie et qui suscita alors d'amères critiques, même de la part des libéraux les plus avancés, qui déclaraient ne pas comprendre en quoi cette guerre lointaine pouvait être utile à la cause nationale et qui s'alarmaient à l'idée que le drapeau piémontais pût, par la suite, se trouver à côté de celui de l'Autriche.

Les discussions qui se déroulèrent au Parlement subalpin dans l'hiver de 1855 sont mémorables, non seulement par ce traité d'alliance (qui fut approuvé à la Chambre par 95 voix contre 64), mais aussi par le projet de loi présenté par le ministère pour supprimer de nombreuses congrégations religieuses. Précisément à ce moment, le roi Victor-Emmanuel était frappé de graves malheurs de famille : sa mère Marie-Thérèse, sa femme Adélaïde et son frère Ferdinand, duc de Gênes, tombaient malades et, en l'espace de moins d'un mois (12 et 20 janvier, 10 février 1855) tous trois descendaient au tombeau. Ce fut un deuil immense pour le roi et pour tout le Piémont qui désormais, ayant vaincu les premières hésitations, s'était uni au roi par une chaude affection. Le parti clérical voulut exploiter ces malheurs, en disant que le doigt de Dieu punissait le roi pour avoir permis au ministère de présenter à la Chambre la proposition de suppression des congrégations religieuses ; aucune torture morale ne fut épargnée au roi, qui passa des heures très amères. Les députés approuvèrent le projet de loi, mais, pendant la discussion au Sénat, les évêques du royaume, voulant profiter des conditions morales où se trouvait le roi, offrirent de contribuer pour

une somme fixe aux besoins du trésor à condition que le projet fût retiré. Le roi, encore troublé par les recommandations de ne pas offenser le clergé que lui avaient faites à leur lit de mort sa mère et sa femme, accepta cette proposition ; mais Cavour ne voulut pas l'admettre et donna sa démission (26 avril 1855). Cela donna naissance dans le pays à une très vive agitation au point que Massimo d'Azeglio, avec un zèle très noble pour le bien public, se crut obligé de faire comprendre au roi le risque qu'il courait à céder aux pressions cléricales. Victor-Emmanuel se décida à rappeler Cavour à la tête du gouvernement, et au mois de mai la loi sur la suppression des congrégations religieuses était approuvée par le Sénat et sanctionnée par le roi.

Cependant 15 000 Piémontais, sous le commandement d'Alphonse La Marmora, étaient partis pour la Crimée et là, dans le combat livré sur les bords de la Tchernaïa, ils confirmèrent une fois de plus leur ancienne renommée de courage (16 août 1855)[1]. A la fin de l'année, Victor-Emmanuel fit une visite à ses alliés et, à Londres comme à Paris, il fut accueilli par les gouvernements et par les peuples avec de chaudes démonstrations de sympathie.

Le roi Victor-Emmanuel et Cavour espéraient que la guerre de Crimée aurait continué et se serait élargie, mais c'est justement la préoccupation d'une pareille éventualité qui amena l'Autriche à interposer sa médiation et à obliger la Russie à accepter les propositions de paix qu'elle faisait. Le Piémont dut naturellement se conformer à la volonté des grandes puissances. Pour conclure le traité de paix, on décida de tenir un congrès

1. Dans l'expédition de Crimée mourut du choléra le général Alexandre La Marmora (frère d'Alphonse), fondateur du corps des *bersaglieri*.

à Paris. Cavour, voyant le rôle important que venait de jouer l'Autriche dans la médiation, n'en espérait rien de bon pour le Piémont ; il s'y rendit donc de très mauvaise humeur (février 1856).

Dans cette assemblée de diplomates, il représentait l'État le plus petit ; il conserva donc une attitude modeste et réservée dans les questions où il n'était pas intéressé, cherchant seulement à acquérir les sympathies de ses collègues ; mais, au dehors du Congrès, il déploya une activité prodigieuse pour créer une atmosphère favorable à la cause italienne. Napoléon III aurait voulu procurer à Victor-Emmanuel quelque avantage positif, comme l'acquisition de Parme et de Modène, dont les ducs auraient pu recevoir en compensation des principautés danubiennes, mais les projets qu'il mettait en avant exigeaient l'assentiment de l'Autriche, et celle-ci n'en voulut rien savoir. Ne pouvant procurer à son allié aucun avantage matériel, Napoléon III voulut au moins lui donner une satisfaction morale, et, s'étant entendu avec Cavour, il donna l'ordre à son ministre des Affaires étrangères, Walewski, qui présidait le congrès, de soulever la question italienne.

En effet, les articles du traité de paix ayant été discutés, Walewski, avant de clore le congrès, se leva et dit que, pour consolider l'œuvre accomplie, il fallait chercher à remédier préventivement à d'autres complications qui pourraient se présenter ; il fit allusion à la situation anormale de l'État pontifical, dont les provinces septentrionales étaient occupées par les Autrichiens, tandis que des troupes françaises résidaient dans la capitale ; il en vint ensuite à blâmer le détestable gouvernement du roi des Deux-Siciles.

Après lui parla le ministre anglais Clarendon, qui

s'éleva surtout contre le gouvernement pontifical, le déclarant une honte pour l'Europe : « Suivant mon opinion, dit Clarendon, pour apporter quelque soulagement aux détestables conditions de l'État pontifical et à la souveraineté même du pontife, il conviendrait de lui recommander de remplacer le gouvernement ecclésiastique par un laïque, au moins dans les légations, avec des institutions judiciaires et administratives séparées et des milices locales. » Pour le royaume de Naples, il ajoutait que « puisque les gouvernements représentés au congrès sont tous d'accord pour défendre le principe monarchique et s'opposer aux révolutions, ils doivent élever la voix contre un système qui alimente au sein des multitudes, au lieu de s'employer à les apaiser, les passions révolutionnaires. Nous voulons que la tranquillité de l'Europe ne soit pas troublée ; mais puisqu'aucune paix n'est possible sans justice, c'est notre devoir de faire parvenir au roi de Naples le vœu du congrès pour l'amélioration de son gouvernement et pour une amnistie en faveur des prisonniers politiques ».

Les représentants de l'Autriche déclarèrent n'avoir ni instructions, ni pouvoir pour traiter la question italienne. Cavour, avec une modération très étudiée, reconnut le droit qu'ils avaient de ne pas discuter des questions non prévues dans leurs instructions, mais il ajouta qu'il avait le devoir de signaler la situation difficile du Piémont. Celui-ci voyait autour de lui, dans le reste de la péninsule, les populations maintenues en un état permanent d'agitation révolutionnaire par l'action réactionnaire et violente de mauvais gouvernements ; d'autre part il se sentait menacé par l'Autriche qui, appelée par les souverains des petits États d'Italie à maintenir leurs sujets dans l'obéissance avait fini par occuper militairement une

grande partie de la péninsule, s'avançant jusqu'à Ancône d'un côté et jusqu'à Plaisance de l'autre, détruisant ainsi l'équilibre politique entre les différents États italiens.

La séance devint très orageuse (beaucoup plus qu'il ne le parait dans le procès-verbal publié) et se termina par la déclaration que, d'une part les plénipotentiaires autrichiens s'associaient à ceux de la France pour manifester le vœu que les garnisons autrichienne et française évacuassent l'État romain aussitôt qu'on pourrait le faire sans mettre en danger la souveraineté du pontife, et d'autre part que la majorité des plénipotentiaires reconnaissait qu'il serait bon d'introduire un système plus doux et plus clément dans les gouvernements italiens, et principalement dans celui des Deux-Siciles. Cavour ensuite, avant de quitter Paris, remit au comte Walewski et à Lord Clarendon un mémoire où, après avoir fait remarquer que l'opposition de l'Autriche avait empêché qu'on apportât le moindre soulagement aux maux de l'Italie, il appelait l'attention de la France et de l'Angleterre sur les dangers que courait le royaume de Sardaigne, le seul État italien qui eût érigé une barrière insurmontable à l'esprit révolutionnaire, qui eût su rester indépendant de l'Autriche et servir de contrepoids à son influence envahissante.

De cette façon la question italienne ne pouvait plus être dite le rêve de quelques révolutionnaires ; elle avait été soumise, dans un congrès diplomatique, à l'attention des puissances européennes et le Piémont s'y était posé officiellement en protecteur des Italiens opprimés, en accusateur de l'Autriche et des tyrans de la péninsule. Ce fut un grand succès moral, qui fit bénir dans toute la péninsule le nom de Cavour.

Pendant son séjour à Paris l'habile ministre piémontais avait réussi, dans des conversations privées, à convaincre

Napoléon III que la question italienne ne pouvait être résolue que par une guerre contre l'Autriche et que le Piémont n'avait plus qu'à s'y préparer ; il obtint de l'Empereur des Français de chaudes promesses. L'Autriche au contraire sortait du Congrès isolée, car sa politique incertaine et louche avait mécontenté en même temps la Russie et les puissances occidentales.

Retourné en Piémont, Cavour exposa à la Chambre les résultats obtenus. Dans le célèbre discours du 6 mai 1856 après avoir dit :

Les grandes solutions ne se réalisent pas avec la plume, la diplomatie est impuissante à changer les conditions des peuples.

il ajoutait :

Pour ce qui est de la question italienne, on n'est pas, il est vrai, arrivé à de grands résultats positifs ; toutefois on a obtenu, à mon avis, deux choses : la première, que la condition anormale et malheureuse de l'Italie a été dénoncée à l'Europe, non pas par des démagogues, des révolutionnaires exaltés, des journalistes passionnés, des hommes de parti, mais bien par les représentants des premières puissances d'Europe, par des hommes d'État qui siègent à la tête de leurs gouvernements, par des hommes distingués, habitués bien plus à consulter les voix de la raison qu'à suivre les impulsions de leur cœur. Voilà le premier fait que je considère comme d'une très grande utilité. Le second est que ces mêmes puissances ont déclaré qu'il est nécessaire, non seulement dans l'intérêt de l'Italie, mais encore dans l'intérêt européen, de porter quelque remède aux maux de l'Italie. Je ne puis croire que les avis émis, que les conseils donnés par des pays comme la France et l'Angleterre soient pour rester longtemps stériles.

Il est pourtant bien vrai que, si d'un côté nous avons à nous applaudir de ce résultat, d'un autre je dois reconnaître qu'il n'est pas sans inconvénients et sans dangers. Il est certain, Messieurs, que les négociations de Paris n'ont pas amélioré nos relations avec l'Autriche. Nous devons avouer

que les plénipotentiaires de la Sardaigne et ceux de l'Autriche, après avoir siégé deux mois côte à côte, après avoir coopéré ensemble à la plus grande œuvre politique qui se soit accomplie dans ces dernières quarante années, se sont séparés sans animosité personnelle, car je dois ici rendre témoignage que les procédés du chef du gouvernement autrichien ont été généralement courtois et corrects, se sont séparés, dis-je, sans animosité personnelle mais avec la conviction intime que la politique des deux pays est plus éloignée que jamais de se mettre d'accord et que les principes défendus par chacun des deux pays sont inconciliables.

C'étaient là des paroles très graves, et qui inauguraient une phase nouvelle, plus résolue et plus audacieuse, dans la politique piémontaise. Le gouvernement autrichien protesta contre la prétention du Piémont de parler au nom de l'Italie et dénonça le hardi ministre comme un fauteur de révolutions.

Il est certain que Cavour, en parlant aussi ouvertement, désirait s'assurer les sympathies des libéraux italiens, car il pensait que pour réaliser le grand dessein, il lui fallait, en même temps que la force matérielle d'un allié, l'appui moral du patriotisme ; et les Italiens, l'esprit mûri par les malheurs supportés, comprirent que c'était du Piémont qu'il fallait attendre le signal de la délivrance.

Ce coin de terre italienne, où continuait à flotter le drapeau tricolore, devint l'étoile polaire des patriotes italiens et les attestations n'en manquèrent pas : de Toscane on envoya à Cavour son buste avec l'inscription : « *A celui qui la défendit à visage découvert* »[1] ; de l'État pontifical il reçut une médaille d'or avec la devise : « *Que font ici tant d'épées étrangères ?* »[2] ; enfin en Lombardie on recueillait des fonds pour faire élever à Turin

1. « A colui che la difese a viso aperto » (Dante)
2. « Che fan qui tante peregrine spade » (Pétrarque)

un monument à l'armée piémontaise. De nombreux républicains se rallièrent également au Piémont, notamment Manin qui, de Paris où il s'était retiré en exil, écrivait alors la fameuse déclaration : « Convaincu qu'il faut avant tout faire l'Italie, que c'est là la question essentielle et primordiale, le parti républicain dit à la Maison de Savoie : *Faites l'Italie et je suis avec vous, sinon, non.* » En recherchant l'appui des patriotes, Cavour pensa aussitôt à Garibaldi et, le 13 août 1856, il eut avec lui un premier entretien où il encouragea ses hardies espérances. En même temps Georges Pallavicino, l'ancien prisonnier du Spielberg, et Joseph La Farina, exilé sicilien, fondaient à Turin la *Société Nationale*, ayant comme mission de propager dans la péninsule l'idée que tous devaient se rallier au Piémont pour réaliser la grande œuvre de la libération de l'Italie. L'idée fut accueillie aussitôt par Garibaldi qui devait plus tard la résumer dans ces mots : *Italie et Victor-Emmanuel.* En attendant, de nombreux émigrés arrivaient sans cesse au Piémont et tous y retrouvaient une nouvelle patrie, obtenant non seulement des emplois et des chaires universitaires, mais encore des sièges au Parlement. Ainsi se préparait à Turin l'unité italienne.

*
* *

Les discussions du Congrès de Paris et le crédit sans cesse croissant que le Piémont acquérait dans l'opinion publique européenne inquiétèrent l'Autriche ; elle qui, deux fois, avait vaincu le Piémont, elle puissante en armes et en hommes, ne se sentait maintenant plus en sûreté malgré sa puissance militaire en présence de ce petit État qui avait su se concilier tant de sympathies.

Jusqu'alors l'Autriche avait exercé dans le Lombardo-Vénitien une vraie politique de compression et elle en

avait été payée par une haine terrible qui se lisait dans tous les regards, qui se comprenait dans chaque parole; on peut dire qu'un mur de bronze s'élevait entre les dominateurs et les dominés. Vers la fin de 1856 l'Autriche crut opportun de changer de politique : le Lombardo-Vénitien sembla devenir le Benjamin du gouvernement autrichien. L'empereur accorda une amnistie aux prisonniers politiques, leva le séquestre sur les biens des émigrés et vint en personne visiter ses domaines italiens ; puis, ayant accordé au vieux maréchal Radetzky le repos qu'il sollicitait, il envoya, pour gouverner le Lombardo-Vénitien, son frère Maximilien, âme noble et loyale, qui chercha à se faire aimer des populations. Mais cette tentative de l'Autriche ne réussit pas à changer les dispositions des esprits, et Manin exprimait nettement la pensée de ses compatriotes lorsqu'il écrivait de Paris : « Nous ne demandons pas que l'Autriche devienne plus humaine, nous demandons qu'elle s'en aille[1]. »

Précisément au moment où l'empereur François-Joseph faisait son entrée solennelle à Milan (janvier 1857), la municipalité de Turin assignait une place très en vue, sur la place du Château, au monument que les Milanais consacraient à l'armée sarde. Le gouvernement autrichien protesta auprès de Cavour contre l'acceptation d'un pareil don et contre la violence de langage des journaux piémontais vis-à-vis de l'empereur d'Autriche ; Cavour répondit fièrement à ces tentatives d'intimidation et l'Autriche se décida alors à rompre tout à fait les relations diplomatiques qui, depuis 1853, n'étaient plus maintenues que par de simples chargés d'affaires.

1. Daniel Manin mourut en exil à Paris en cette même année 1857 (22 septembre). Ses restes furent transportés 20 ans plus tard à Venise et furent ensevelis à côté du mur latéral de l'église de Saint-Marc.

Le Piémont, au lieu de céder, prenait chaque jour une attitude plus énergique : il fortifiait la citadelle d'Alexandrie[1] et créait le puissant port militaire de la Spezia ; d'autre part il montrait véritablement la hardiesse d'un grand État en commençant à lui seul l'entreprise gigantesque du percement du Mont Cenis. C'était une politique grandiose, pleine d'élan et d'idéalisme, et qui provoquait un sincère et profond enthousiasme des Italiens vers le libre Piémont.

Quelques mazziniens cependant continuaient à penser que le salut de la patrie pouvait venir des conjurations. Ils en organisèrent surtout contre le roi de Naples, considéré comme le plus cruel de tous les princes. L'état de ce royaume était tel que les conspirations y étaient presque passées à l'état permanent. En novembre 1856 le jeune baron Bentivegna chercha à faire insurger la population de Termini (Sicile), mais les bandes qu'il dirigeait furent dispersées et lui-même fusillé avec les autres chefs. Précisément à ce moment un soldat, Agésilas Milano, blessait de sa baïonnette le roi Ferdinand qui passait en revue les troupes sur la place d'armes de Naples.

Peu de mois après un groupe de patriotes, partis de Gênes sur le vapeur *Cagliari* qui allait à Tunis, forcèrent, une fois en haute mer, le capitaine à changer sa route et à les conduire dans le royaume de Naples ; ils délivrèrent les prisonniers qui étaient dans l'île de Ponza, puis débarquèrent à Sapri (dans la province de Salerne). Les populations ignorantes prêtèrent foi aux

1. La *Gazette du Peuple* de Turin, voulant faire connaître encore plus nettement les sentiments de l'opinion publique, ouvrit une souscription qui devait servir à offrir au gouvernement 100 canons pour la forteresse d'Alexandrie. En peu de temps, la somme nécessaire fut souscrite au milieu de l'enthousiasme général.

bruits répandus par le gouvernement napolitain, qui disait qu'il s'agissait de brigandage, et, au lieu d'aider les insurgés, elles se joignirent aux gendarmes bourboniens. Il y eut plusieurs rencontres, dans la dernière, à Padula, presque tous les insurgés, après avoir lutté en héros, tombèrent morts ou blessés (30 juin 1857); l'un d'eux, Pisacane, qui les commandait, mourut glorieusement, drapé dans le drapeau tricolore; les blessés, parmi lesquels Nicotera, furent enfermés dans les bagnes des Bourbons[1].

Ces échecs devaient douloureusement prouver que l'on ne pouvait espérer de ces tentatives des résultats heureux, aussi le Piémont apparaissait-il de plus en plus nettement comme le seul phare illuminant de quelque lumière le sombre avenir.

*
* *

L'empereur des Français, soit par ses convictions politiques en faveur du principe des nationalités, soit par ses sympathies personnelles pour l'Italie, où il avait passé une partie de sa jeunesse, se sentait naturellement porté à favoriser la cause italienne. Cavour, en outre, sut lui inspirer une grande confiance et réussit à fixer sa pensée (toujours quelque peu ondoyante) sur la nécessité de la guerre contre l'Autriche.

L'attentat commis par l'Italien Félix Orsini contre Napoléon en janvier 1858 parut devoir arrêter les bonnes dispositions de l'empereur, au contraire, par une étrange complication de son tempérament romantique, c'est le contraire qui arriva. Orsini, de son cachot, écrivit à Napoléon III une très noble lettre, l'invitant à penser à l'Italie; ces paroles du courageux conspirateur firent

1. Nicotera, emprisonné dans l'île de Favignana, fut délivré par les Garibaldiens en 1860.

une profonde impression sur l'âme de l'empereur, il permit que la lettre d'Orsini fût imprimée, c'était déjà un bon symptôme. De son côté Cavour sut profiter de la situation ; il fit comprendre à l'empereur qu'il était désormais impossible d'empêcher des insurrections d'éclater dans la péninsule si l'on ne donnait pas quelque satisfaction à l'opinion publique ; il ajouta que les révolutionnaires attribuaient à Napoléon III les malheurs de l'Italie et qu'ils étaient si nombreux et si téméraires que de nouveaux attentats étaient inévitables, que l'empereur devait faire oublier, par quelque acte favorable à l'Italie, l'expédition française contre la république romaine de 1849.

Pendant que les négociations avec la France continuaient, Cavour cherchait à entraîner toujours davantage l'opinion italienne en faveur du Piémont; c'est pourquoi, le 16 avril 1858, dans un discours à la Chambre, il exposa de la manière la plus explicite quelles avaient été jusqu'alors les visées politiques de Victor-Emmanuel :

— Après le désastre de Novare et la paix de Milan, deux routes politiques s'ouvraient devant nous. Nous pouvions, courbant la tête devant une fatalité contraire, renoncer absolument à toutes les aspirations qui avaient guidé dans les dernières années le magnanime roi Charles-Albert, nous pouvions nous enfermer strictement dans les limites de notre pays, et, baissant les yeux à terre pour ne pas voir ce qui arrivait au delà du Tessin et au delà de la Magra[1], nous dédier exclusivement aux intérêts matériels et moraux de notre pays ; nous pouvions, en une certaine manière, recommencer et continuer la politique d'avant 1848, la politique qui a été exposée avec tant de lucidité par l'honorable comte Solaro della Margherita dans son *Memorandum*[2], nous pouvions recommencer cette

1. Le Tessin, frontière vers la Lombardie; la Magra, frontière vers la Toscane (N. d. T.).

2. Cavour fait allusion au *Memorandum historico-politique* publié par

politique très prudente qui ne se préoccupe que des affaires intérieures... L'autre système au contraire consistait dans l'acceptation des faits accomplis, dans l'adaptation aux dures conditions du moment, tout en conservant vivante la foi qui avait inspiré les actions magnanimes du roi Charles Albert...

Le premier système présentait certainement de nombreux et de signalés avantages ; en l'appliquant, on pouvait rendre moins graves les conséquences de la funeste guerre de 1848-49, on pouvait rapidement ramener les finances à une situation plus florissante et dispenser les populations d'impôts nouveaux si lourds. Mais l'adoption de ce système comportait une renonciation absolue à toute idée d'avenir, elle imposait d'abandonner les glorieuses traditions de la Maison de Savoie, de répudier dédaigneusement le douloureux mais glorieux héritage du roi Charles-Albert. Son généreux fils ne pouvait pas hésiter, il choisit, bien qu'elle fût beaucoup plus dangereuse, la seconde politique.

Si cette politique eut des résultats utiles, elle eut pourtant quelques conséquences graves, elle ne fut pas et elle n'est pas sans dangers. En effet, Messieurs, il était impossible de nous maintenir fidèles aux aspirations du roi Charles-Albert, impossible de vouloir conserver une politique libérale et italienne sans que cela ne provoquât contre nous le ressentiment de quelques puissances qui ont, en Italie, des intérêts différents des nôtres... Je ne me dissimule pas que cela constitue un état de choses graves, de nature à préoccuper sérieusement les esprits des gouvernants et de la nation. En vérité, Messieurs, lorsque nous comparons nos forces à celles des puissances auxquelles je faisais tout à l'heure allusion, nous ne pouvons pas considérer notre condition comme à l'abri de tout danger... Comment éviter ce danger et comment y pourvoir? Nous avons essayé de résoudre cette question par le système des alliances, par le soin que nous avons eu de former, de maintenir, d'élargir les alliances avec les puissances occidentales qui n'avaient pas en Italie d'intérêts contraires aux nôtres...

le comte Solaro della Margherita en 1851, pour exposer et glorifier son œuvre comme ministre de Charles-Albert, du 8 février 1835 au 9 octobre 1847.

Si les questions politiques se discutent par le moyen de la diplomatie, par des notes, des protocoles, des memorandums, avec des arguments de droit, elles se décident ensuite sur les champs de bataille, avec les bataillons et les escadres des puissances adverses. Et malheureusement la fortune en cela n'est pas toujours amie de la rigoureuse justice, la fortune est encore, comme au temps de Frédéric II, du côté des gros bataillons. Lorsque une nation ne peut pas disposer de grandes armées, elle doit chercher d'avoir au besoin l'appui de celles de ses amis et de ses alliés.

Vers la fin de mai 1858, Napoléon envoya secrètement à Turin le Dr Conneau pour inviter Cavour à une rencontre, qui eut lieu dans la ville d'eau de Plombières le 21 juillet. Là furent jetées les bases de l'alliance entre la France et le Piémont pour chasser l'Autriche de l'Italie. L'accord fut verbal et resta secret, néanmoins on ressentit bientôt dans le monde diplomatique une vive préoccupation, d'autant plus que Cavour avait tout intérêt à troubler la situation.

Revenu en Italie plein d'espérances, le grand ministre fit venir à lui Garibaldi et lui dit de se tenir prêt. Le moment décisif approchait, toute l'Italie le pressentait et le hâtait avec l'ardeur du désir ; Mercantini pouvait se mettre à écrire l'Hymne de Garibaldi :

Les tombes se découvrent, les morts se lèvent,
Nos martyrs sont tous ressuscités,
L'épée au poing, le laurier au front,
La flamme et le nom d'Italie sur le cœur !
Allons ! Allons, debout, jeunes armées,
Debout, faisons flotter tous nos drapeaux,
Debout tous avec le fer, debout tous avec le feu,
Debout tous avec le feu d'Italie dans le cœur.
Va-t'en d'Italie, va-t'en, c'est l'heure,
Va-t'en d'Italie, va-t'en étranger !

CHAPITRE XIV

LA GUERRE DE 1859

Préparation à la nouvelle guerre. — Discours de Cavour. — Ultimatum de l'Autriche. — Proclamation de Victor Emmanuel. — Situation des deux armées. — Montebello, Palestro, Magenta et Melegnano. — Garibaldi et les Chasseurs des Alpes. — Solferino et San Martino. — Préliminaires de Villafranca et paix de Zurich. — Annexion de l'Emilie, des Romagnes et de la Toscane au royaume de Victor Emmanuel. — Cession de la Savoie et de Nice à la France.

Le 1er janvier 1859, Napoléon III, recevant le corps diplomatique, se tourna vers l'ambassadeur d'Autriche et lui dit : « *Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas aussi bonnes que par le passé, je vous prie cependant de dire à votre souverain que mes sentiments pour lui n'ont pas changé* ». Il n'y a vraiment dans ces paroles rien de menaçant, en temps normal elles auraient pu très bien s'interpréter comme une affirmation personnelle de sentiments conciliants ; c'est peut-être avec une intention de ce genre que les dit l'empereur, si nous devons ajouter foi à ce qu'il écrivit plus tard à la reine Victoria. Ces paroles produisirent au contraire une impression énorme et furent généralement interprétées comme le prélude des hostilités, soit parce que le monde diplomatique était très agité, soit parce que le souverain qui avait prononcé ces paroles était considéré comme un Sphynx mystérieux.

On comprend donc dans quelle agitation d'esprit, le

10 janvier, on écouta le discours que Victor-Emmanuel prononça au Palais Madame de Turin à la réouverture du Parlement. Avec quelle vigueur, avec quelle couleur, Victor-Emmanuel lut le dernier passage :

Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés.

... L'horizon au milieu duquel apparaît la nouvelle année n'est pas complètement serein. Malgré cela vous vous mettrez avec l'application habituelle à vos travaux parlementaires.

Réconfortés par l'expérience du passé, nous allons résolument à l'encontre des éventualités de l'avenir. Cet avenir sera heureux, car notre politique repose sur la justice, sur l'amour de la liberté et de la patrie. Notre pays, bien que petit par l'étendue, a acquis du crédit dans les conseils de l'Europe, parce qu'il est grand par les idées qu'il représente et par les sympathies qu'il inspire. Cette situation n'est pas sans danger, car, en même temps que nous respectons les traités, *nous ne sommes pas insensibles au cri de douleur qui, de tant de parties de l'Italie, se lève vers nous.*

Forts par la concorde, confiants dans notre bon droit, nous attendons, prudents et décidés, les décrets de la Divine Providence.

Il est impossible de décrire l'enthousiasme, la frénésie de joie qui s'éleva à ces paroles. L'écrivain napolitain Massari qui se trouvait présent, écrit : « Sénateurs, députés, spectateurs, se levèrent aussitôt et éclatèrent en acclamations retentissantes. Les ministres de France, de Russie, de Prusse et d'Angleterre restaient stupéfaits et émus de ce merveilleux spectacle. Le chargé d'affaires de Naples avait le visage d'une pâleur intense. Nous autres, pauvres exilés, nous n'essayions même pas d'essuyer les larmes, qui, abondantes et intarissables, coulaient de nos yeux et nous applaudissions frénétiquement ce Roi qui pensait à nos deuils et nous promettait une patrie. »

Ce jour-là le roi Victor-Emmanuel, tandis qu'il ren-

trait au palais au milieu d'ovations enthousiastes, dut certes se rappeler que, dix ans auparavant, lorsqu'il s'était présenté pour la première fois devant le Parlement pour jurer la Constitution dans ce même Palais Madame, il avait été accueilli par un silence défiant et hostile au point que des larmes de douleur et de rage faillirent couler de ses yeux. Pour avoir su comprendre son époque, pour s'être fait le vrai interprète des sentiments du pays, il avait vaincu cette hostilité, il avait senti le pays s'unir avec une confiance croissante autour de son trône, et maintenant le souffle chaleureux de l'enthousiasme populaire venait le récompenser des douleurs éprouvées et des difficultés surmontées. Il était alors dans la pleine force de ses 39 ans et, animé d'une ardeur enthousiaste, il affrontait hardiment tous les dangers de la situation. « L'an prochain, disait-il, ou je serai roi d'Italie ou rien de plus que M. de Savoie. »

Peu de jours après arrivait à Turin le prince Jérôme Napoléon, cousin de l'empereur, pour demander la main de la fille aînée de Victor-Emmanuel, la princesse Clotilde. Ce mariage faisait comprendre qu'à côté des liens de famille il y avait alliance politique : le 18 janvier en effet le prince signa, au nom de Napoléon III, le traité où furent rédigés de façon concrète les accords établis verbalement à Plombières.

L'Autriche, en présence de l'attitude prise par le Piémont et la France, crut devoir s'armer, et elle envoya en Italie un nouveau corps d'armée, qu'elle disposa le long des frontières du Piémont. Cavour alors procéda plus hardiment et, tandis qu'il invitait Garibaldi à organiser un corps de volontaires sous le nom de *Chasseurs des Alpes*, il présenta au Parlement un projet de loi pour obtenir un crédit extraordinaire de 50 millions.

Le discours prononcé par Cavour à la Chambre des Députés le 9 février 1859, pendant la discussion de ce projet de loi, est des plus remarquables :

Les honorables orateurs qui ont combattu le projet de loi actuel[1], accueilli pourtant si favorablement dans les bureaux de la Chambre, ont essayé de démontrer qu'il était la conséquence d'une politique aventureuse et provocatrice, d'une politique ayant pour but d'entraîner ce pays dans la guerre, et peut-être de la soulever dans toute l'Europe. Un orateur entre autres, poussant plus loin ses accusations, a représenté cette politique comme la politique personnelle du Président du Conseil, et, sortant de sa réserve ordinaire et des manières courtoises qu'il a l'habitude d'employer, il a paru vouloir dire que le Président du Conseil, pour trouver le moyen de sortir des difficultés dans lesquelles le ministère était engagé, poussait, pour des motifs personnels, son pays dans les aventures de la guerre.

Pour me justifier, et justifier le gouvernement d'accusations aussi graves, je devrais, Messieurs, répéter le discours prononcé par moi l'an dernier en cette enceinte dans une occasion solennelle, je devrais répéter l'histoire de la politique du gouvernement depuis 1849 jusqu'à aujourd'hui. Mais je ne veux pas abuser de nouveau de votre patience; je me flatte que les paroles prononcées en cette mémorable circonstance ne se sont pas encore enfuies de la mémoire de la plupart d'entre vous.

Je me bornerai donc, Messieurs, à vous rappeler comment notre politique a toujours été cohérente avec elle-même, depuis le jour où notre généreux roi recueillait sur le champ de bataille de Novare l'héritage de son père, jusqu'à celui où il prononçait, il y a à peine un mois, les immortelles paroles qui firent palpiter le cœur de tous les Italiens et produisirent en Europe un si puissant effet.

Notre politique, Messieurs, ne fut jamais provocatrice ou révolutionnaire, mais elle fut toujours libérale, nationale et

1. Parmi eux le comte Solaro della Margherita, ministre de Charles-Albert pendant la période d'absolutisme.

italienne. Nous n'avons jamais cru dans le passé, et nous ne croyons pas actuellement, avoir le droit de provoquer une guerre, mais nous avons toujours été convaincus que c'était notre devoir, non seulement de développer dans l'intérieur du pays les principes de liberté et de nationalité sur lesquels reposent les institutions accordées par Charles-Albert à son peuple, mais aussi de nous faire, en face de toute l'Europe, les interprètes des besoins, des douleurs et des espérances de l'Italie. (Très vifs applaudissements.)

Ce programme, nous l'avons toujours publié hautement, et nous l'avons publié, non seulement en face de la nation, non seulement au sein du Parlement, mais dans les Conseils mêmes de l'Europe, dans les Congrès diplomatiques. Cette politique ne fut pas, dans le passé, qualifiée d'aventureuse ni de provocatrice. Les plus graves hommes d'État de l'Europe, les hommes d'État dont je suis sûr que l'honorable comte Solaro della Margherita ne récusera pas l'autorité, donnèrent à notre politique leur approbation la plus explicite.

Je me bornerai, Messieurs, à vous rappeler les paroles adressées aux représentants des nations occidentales au Congrès de Paris. Ces paroles n'étaient pas moins claires ni moins résolues que celles que nous avons plus d'une fois prononcées en cette enceinte ; si elles avaient une forme plus diplomatique, elles ne différaient pas, quant au fond, de celles que les orateurs les plus ardents laissent échapper de leurs lèvres dans la chaleur de l'improvisation.

Depuis le Congrès de Paris notre politique n'a pas changé, elle n'est devenue ni agressive, ni provocatrice. Et j'oserais lancer un défi à mes honorables adversaires, les invitant à citer des actes qui soient d'une nature plus provocatrice ou plus explicite que ceux que j'ai rappelés tout à l'heure.

Nous avons, il est vrai, en revenant de Paris, estimé nécessaire de pourvoir de manière plus active et plus efficace à la défense de l'État et nous avons commencé l'établissement des fortifications d'Alexandrie. Si nous l'avons fait, c'est que ce qui était arrivé à Paris nous avait convaincus de ne pouvoir obtenir par des moyens pacifiques et diplomatiques la solution des difficultés de la question italienne. Mais en faisant cela, Messieurs, nous ne sommes pas sortis de la légalité, nous n'avons pas fait un acte vraiment provocateur.

Les relations diplomatiques avec l'Autriche furent ensuite interrompues. Je ne veux pas rappeler ici les causes qui aboutirent à ce résultat, qu'il me suffise de dire que l'initiative n'est pas venue de nous. Ici encore le comte Solaro della Margherita ne pourra pas nous accuser d'avoir été provocateurs et étourdis.

Plus tard, quels ont été nos actes de provocation et d'étourderie ! Je le répète, je défie mes honorables adversaires de les citer. Il y eut seulement ceci : nous n'avons pas renoncé à notre entreprise, nous avons continué, chaque fois que l'occasion s'en présentait, à rappeler l'attention de l'Europe sur les misères de l'Italie, sur sa situation anormale, sur les dangers que ces misères et cette situation anormale portaient avec elles. Et, qu'il me soit permis de le dire, cette politique fut-elle jugée étourdie et provocatrice par les autres puissances de l'Europe ? Je l'ai déjà rappelé : au Congrès de Paris les protestations du Piémont, rédigées en une forme très énergique, si l'on tient compte de la nature du document, reçurent l'approbation pleine et entière de la France et de l'Angleterre, et non seulement l'approbation, puisque ces deux grandes puissances crurent devoir s'unir à la Sardaigne pour discuter au sein du Congrès la question italienne, ce qu'elles firent, surtout l'Angleterre, avec des paroles qui ne le cédaient ni en vigueur ni en efficacité à celles que nous avions employées dans l'acte diplomatique rendu public.

Plus tard, notre politique fut-elle jugée sévèrement ? Quelques puissances ont peut-être reconnu qu'elles avaient été induites en erreur par nous ? Elles ont dû avouer peut-être que le Piémont les avait trompées sur les conditions de l'Italie ?

Mais si notre politique, disent les opposants, n'est ni étourdie, ni provocatrice, pourquoi ces mesures de défense ? Pourquoi a-t-on réuni aux frontières toutes les garnisons de l'État ? Pourquoi hâtez-vous l'armement d'Alexandrie et de Casal ? Pourquoi, pour pourvoir aux nécessités de la défense, venez-vous nous demander un emprunt aussi important ? L'Autriche n'a aucune intention agressive, elle a respecté et respectera toujours les traités, si vous ne l'attaquez pas, elle vous traitera toujours de la manière la plus amicale et la plus amoureuse. (Rires.)

L'honorable comte Solaro, à ce qu'il me semble, allait si

loin dans sa confiance, qu'il nous conseillait, pour remédier au déficit de nos finances, de renvoyer dans leurs foyers une partie de nos soldats et de nous confier entièrement à la bienveillance de l'Autriche et à l'appui de nos alliés. Je crois, Messieurs, que le premier conseil serait efficace s'il était complet, c'est-à-dire si, pendant qu'on renverrait une partie de l'armée, on appelait à diriger les destinées de l'État d'autres hommes, représentant d'autres principes. En ce cas certainement, la sécurité vis-à-vis de l'Autriche serait entière même sans soldats. (Applaudissements.)

Mais cette seconde partie au moins du conseil, la partie sous-entendue, ne pouvant s'effectuer, je crois, qu'avec le concours de la majorité de la nation, je pense qu'il serait peu prudent d'avoir cette confiance illimitée dans les intentions bienveillantes de l'Autriche. D'un autre côté voyons si les faits correspondent aux déclarations de l'honorable comte Solaro della Margherita.

Avant moi déjà l'honorable M. Mamiani, dans son éloquent discours, a rappelé les provocations réitérées de l'Autriche ; il a exposé comment, depuis dix ans, elle a étendu sa domination permanente des rives du Pô aux limites éloignées de l'Adriatique, jusqu'à Ancône ; comment elle a augmenté, contrairement aux traités, les défenses de Plaisance ; comment la garnison autrichienne de cette ville a été étendue maintenant aux forts qui l'entourent. Mais, Messieurs, quel besoin de rechercher des faits anciens ? Ce sont des faits récents qui nous ont surtout amenés à agir.

Comme mon collègue le ministre des finances[1] vous l'a exposé dans son rapport à la Chambre, sans qu'aucun fait nouveau ne fût survenu ni chez nous ni dans aucune autre partie de l'Italie, le gouvernement autrichien annonça tout à coup à l'Europe qu'il envoyait un nouveau corps d'armée en Italie, et la mise à exécution suivit la nouvelle avec une rapidité, avec une hâte telles, qu'elles semblèrent rappeler les mouvements militaires du premier empire. Pendant plusieurs jours,

1. Le ministre des Finances était alors Lanza, qui, né à Casal de Montferrat en 1810, parvint aux plus hautes charges de l'État et mourut en 1882, pauvre et modeste comme il avait toujours vécu.

tous les transports ordinaires, tous les transports par chemin de fer furent monopolisés dans l'intérêt du gouvernement ; sur les voies ferrées de Vienne à Trieste et de Venise à Milan on ne vit plus passer que soldats, chevaux, munitions de toute sorte. Ces troupes, comment furent-elles disposées ? Furent-elles maintenues dans les grandes villes, où l'on aurait pu supposer la possibilité de mouvements populaires ? Non ; elles furent au contraire réparties sur notre frontière, dans les villes où moins que partout ailleurs on pouvait craindre un soulèvement de la populatiion ; en un mot l'Autriche prit à notre égard une attitude non de défensive, mais de véritable offensive, alors que, je le répète, aucun acte n'avait été accompli de notre côté, alors qu'il n'y avait pas eu de mouvement de troupes, alors que, dans la sphère diplomatique il y avait, je dirais volontiers une trêve, car il s'était écoulé, en effet, quelque temps sans que le Piémont eût eu l'occasion de rappeler l'attention de l'Europe sur les affaires d'Italie. Je crois donc être autorisé à déclarer hautement devant le Parlement, devant le Pays et l'Europe que, s'il y eut provocation, ce ne fut pas de la part du Piémont, mais, tout au contraire, de la part de l'Autriche.

Je sais bien que l'Autriche, dans le secret des cabinets, dans les bureaux diplomatiques, proteste de son amour pour la paix, de son respect pour les institutions du Piémont. Mais, Messieurs, serait-ce la première fois que des intentions belliqueuses seraient dissimulées sous le voile de paroles de paix ? Le comte Solaro della Margherita est trop bon connaisseur de l'histoire diplomatique pour soutenir un pareil avis. La prudence et le devoir strict exigeaient donc que l'on prît des dispositions énergiques et promptes.

Le ministère fit ce qui était dans les limites du pouvoir exécutif : il groupa aux frontières toutes les forces disponibles ; et, pour ce qui dépasse ces limites, il vient vous demander les moyens de pourvoir efficacement à la défense de la patrie, aux exigences de son honneur et de ses intérêts les plus sacrés...

Je crois, Messieurs, vous avoir démontré que notre politique n'a pas été légère, de même que nos actes n'ont pas été provocateurs. En vous demandant aujourd'hui les moyens de résister, nous n'avons pas l'intention de changer de politique, ni de nous livrer à des actes de défi ; mais nous ne voulons pas

non plus baisser la voix lorsque l'Autriche menace, lorsqu'elle envoie et rassemble à nos frontières des armes et des soldats.

Cette politique, je l'espère, proclamée d'une manière franche et loyale, recevra l'approbation, non seulement du Parlement, mais encore de tous les hommes de cœur de l'Europe. (Bien, bravo.)

J'ai confiance, Messieurs, que, tenant compte de nos explications, vous n'hésiterez pas à accueillir favorablement notre demande. J'ai confiance que la réponse qui sortira des urnes du Parlement démontrera d'une façon éclatante à l'Europe que, quelques soient nos discussions intérieures, nous sommes unanimes dans nos volontés, quand il s'agit de défendre non seulement la sûreté et l'indépendance, mais l'honneur même de la nation. (Applaudissements très vifs et prolongés dans la Chambre et les tribunes.)

Si Cavour mettait tant d'insistance à soutenir que la provocation partait de l'Autriche, c'est que dans le traité conclu avec Napoléon III, il était établi que la France ne viendrait au secours du Piémont que si l'Autriche l'attaquait. Cavour dut donc rechercher tous les moyens pour qu'on le provoquât. Que de contrariétés, que d'incertitudes, que d'anxiété, dans cette période qui va de février à la fin d'avril ! Pour comprendre les immenses difficultés surmontées par Cavour, il faudrait en faire l'histoire jour par jour.

En France l'opinion publique se montrait en général peu favorable à l'idée de la guerre, à la Cour impériale même le parti qui la déconseillait était très puissant. L'impératrice Eugénie, ignorante et dévote, ne voyait dans la révolution italienne qu'une menace contre le pape et considérait comme un devoir de conscience de combattre les desseins des patriotes italiens ; le ministre même des affaires étrangères Walewski (que Cavour, dès le Congrès de Paris, avait jugé être *un des hommes les plus ineptes du monde*) cherchait à faire obstacle

à la politique de l'empereur. Seul le prince Jérôme Napoléon se montrait un défenseur convaincu et zélé de la cause italienne. Dans un pareil milieu Napoléon III, subissant facilement des influences personnelles, procédait un peu par bonds successifs. Le gouvernement anglais, qui était alors aux mains des conservateurs et se trouvait en rapports intimes avec l'Autriche, chercha à profiter des incertitudes de Napoléon III pour trouver un moyen d'empêcher la guerre. L'ambassadeur anglais à Paris, par ordre de son gouvernement, se rendit à Vienne pour chercher à aplanir le différend entre la France et l'Autriche ; mais l'Autriche n'avait que peu de confiance dans les négociations pacifiques, et elle continuait ses préparatifs militaires, que Cavour exploitait ensuite habilement. C'est ainsi que, le 8 mars, Cavour, déclarant qu'il ne pouvait pas laisser le pays sans défense, lança le décret appelant le contingent sous les armes ; d'autre part il s'appliquait secrètement à faire accourir en Piémont des volontaires de toutes les régions de l'Italie. Ce fut un spectacle merveilleux et significatif que de voir tant de jeunes gens surmonter mille difficultés pour sortir de leurs États et se rendre en Piémont prendre les armes contre l'étranger.

Désormais l'agitation en Italie avait grandi dans des proportions telles qu'il n'était plus possible de la contenir. Napoléon III au contraire se montrait encore hésitant. Au milieu de mars, le gouvernement russe fit la proposition de résoudre la question par un Congrès et le gouvernement anglais, bien que froissé qu'on interrompît ainsi sa médiation, adhéra au projet russe. L'Autriche accepta la proposition d'un Congrès, à condition que l'on n'y discutât pas de changements territoriaux et qu'avant sa réunion le Piémont désarmât. Napoléon III,

vivement sollicité par le gouvernement anglais, poussé également par ses conseillers hostiles à l'idée de la guerre, finit par participer à ces négociations, peut-être avec la simple idée de gagner du temps, parce qu'il ne se considérait pas encore comme bien préparé à la guerre. Pour persuader à son tour Cavour, il l'appela à Paris (26 mars), mais rien ne put faire plier l'âme du grand ministre, qui déclara résolument que le Piémont ne désarmerait pas et menaça de faire la guerre tout seul : « Nous avons aujourd'hui, dit-il, une force morale qui vaut une armée, si nons la perdons, rien ne pourra plus nous la rendre ». Les vagues déclarations de Napoléon III firent sur lui une mauvaise impression, il repartit pour le Piémont très abattu ; il craignait d'être abandonné par la France et eut peur d'avoir entraîné son pays dans la ruine. Mais bientôt son âme courageuse se releva, il trouva de nouveaux expédients pour vaincre les difficultés, et, pendant que toute la diplomatie de l'Europe travaillait à maintenir la paix, lui continuait en sous-main le jeu téméraire qui devait conduire à la guerre.

Il fallait se donner l'apparence de condescendre aux propositions des Puissances, mais proposer des transactions sans grande valeur de manière à fatiguer l'Autriche et à la rendre provocatrice : la chose réussit à merveille. L'élément militaire, toujours prédominant à la Cour de Vienne, était très belliqueux : l'empereur François-Joseph, arrivé au pouvoir très jeune, pendant la terrible crise de 1848, s'était formé politiquement au milieu des succès autrichiens de 1849 et maintenant, dans la pleine fleur de ses 29 ans, il ne pouvait supporter plus longtemps les piqûres d'épingles continuelles du petit Piémont. Persuadé que toutes les négociations étaient vaines, il voulut mettre un terme à une situation devenue, pour

lui, intolérable; il comptait écraser rapidement les Piémontais avant que les Français n'intervinssent et il espérait ensuite entraîner avec lui l'Allemagne dans la lutte contre la France. Décidé d'en finir avec tout le fatras diplomatique, il prit en main directement la question du désarmement du Piémont et, le 23 avril, il fit remettre au gouvernement piémontais, par un envoyé spécial, une invitation formelle à un prompt désarmement, il demandait une réponse décisive dans le terme de trois jours.

Une pareille intimation équivalait à une déclaration de guerre et Victor-Emmanuel, qui attendait avec impatience l'heure de la revanche, en donna aussitôt la nouvelle à ses soldats avec une très vive joie :

Soldats

L'Autriche, qui augmente son armée à nos frontières et menace d'envahir notre territoire parce que la liberté y règne avec l'ordre, parce que ce n'est pas la force, mais la concorde et l'affection entre peuple et souverain qui régissent ici l'État, parce qu'ici sont écoutés les cris de douleurs de l'Italie opprimée, l'Autriche ose nous intimer à nous, qui ne sommes armés que pour notre défense, de déposer les armes et de nous mettre en sa dépendance. Cette intimation outrageante devait recevoir une réponse du même genre. Je l'ai dédaigneusement repoussée.

Soldats! Je vous annonce cette nouvelle, certain que vous ressentirez personnellement l'outrage fait à votre roi et à la nation. La nouvelle que je vous donne est la nouvelle de la guerre. Aux armes donc, soldats !

Vous vous trouverez en face d'un ennemi qui ne vous est pas inconnu, mais, s'il est courageux et discipliné, vous ne craignez pas la comparaison et vous pouvez vous enorgueillir des journées de Goïto, de Pastrengo, de Santa-Lucia, de Sommacampagna, de Custoza même, où quatre brigades luttèrent à elles seules pendant trois jours contre cinq corps d'armée. Je serai votre chef. Nous nous sommes déjà connus, une grande partie d'entre vous et moi, dans le feu de la bataille,

et j'admirai avec orgueil votre valeur cependant que je combattais à côté de mon magnanime Père. Sur le champ de l'honneur et de la gloire, vous saurez, j'en suis sûr, conserver et même accroître votre réputation de bravoure.

Vous aurez comme camarades ces intrépides soldats de France, vainqueurs de tant d'illustres batailles, dont vous avez été les compagnons d'armes à la Tchernaïa et que Napoléon III, accourant toujours là où il y a une cause juste à défendre et la civilisation à faire prévaloir, envoie généreusement à notre secours en troupes nombreuses.

Marchez donc confiants dans la victoire, et ornez de nouveaux lauriers votre drapeau, ce drapeau qui, avec ses trois couleurs et avec la jeunesse d'élite qui venue de tous les côtés de l'Italie s'est rassemblée autour de lui, vous rappelle que vous avez à votre charge l'indépendance de l'Italie : cette cause juste et sainte qui sera votre cri de guerre.

Comme cette proclamation le disait nettement, la guerre qui allait s'engager n'était pas seulement une guerre entre États, mais aussi entre partis. Le royaume de Sardaigne représentait le régime libéral et le principe des nationalités ; il avait donc l'appui cordial de tous les patriotes italiens et de tous les libéraux d'Europe. L'Autriche représentait le régime absolutiste et la prédominance du clergé ; c'est pourquoi les conservateurs et les cléricaux de tous les pays faisaient des vœux pour son triomphe.

⁂

L'armée autrichienne, composée de 170 000 hommes, sans compter ceux restés dans les forteresses du Lombardo-Vénitien était commandée par le général Giulay (Radetzky était mort l'année précédente à l'âge de 91 ans). Giulay se proposa de tomber sur l'armée piémontaise et de l'écraser avant que l'armée française s'unît à elle. Le 29 avril il passa le Tessin et s'étendit le long de la Se-

sia, poussant ses reconnaissances jusqu'à Chivasso. Ces régions sont cultivées en rizières et coupées par conséquent de nombreux canaux, on put donc les inonder et ralentir ainsi la marche en avant des troupes autrichiennes sur Turin.

Pendant ce temps l'armée piémontaise, comprenant 60 000 hommes, attendait sur la rive droite du Pô l'arrivée de l'armée française. Le 12 mai Napoléon III, que 120 000 hommes de ses troupes précédaient déjà en Italie, débarquait à Gênes et le 14 il était à Alexandrie; c'est là, près du confluent du Tanaro que s'opéra la réunion des deux armées.

L'armée autrichienne occupait une longue ligne de Novare à Verceil, qui descendait ensuite le long de la Sesia jusqu'au Pô et de là s'étendait en face de l'embouchure du Tanaro. Giulay, voyant l'armée ennemie concentrée sur la rive droite du Pô, crut que Napoléon III voulait passer le fleuve vers Plaisance, comme avait fait Napoléon Bonaparte en 1796 ; c'est pourquoi il rassembla ses troupes vers le Sud. A ce moment précisément une partie de son armée se rencontra avec les Franco-Piémontais à Montebello, où était l'extrême-droite des alliés ; dans ce combat (20 mai) les Autrichiens rencontrèrent une résistance si vive que leur général en chef fut persuadé qu'il avait contre lui le centre de l'ennemi et fut de plus en plus convaincu d'avoir deviné la pensée de Napoléon III ; il fit donc continuer la marche de son armée vers le Sud. Les Autrichiens abandonnèrent donc Verceil qui fut réoccupé immédiatement par les Piémontais.

Pendant ce temps Napoléon se disposait à accomplir un hardi mouvement de flanc, en se portant du Pô au Tessin, et, pour masquer cette conversion à gauche, il chargea les Piémontais de faire une pointe en avant.

Ainsi, pendant que Victor-Emmanuel, à la tête de son armée, s'élançait de Verceil sur Palestro (30-31 mai), méritant par son courage d'être acclamé caporal par un régiment de zouaves qui combattait avec lui, les Français, se servant du chemin de fer Alexandrie-Casal-Novare, se portaient au pont de Buffalora sur le Tessin. Seulement alors Giulay s'aperçut de cet habile mouvement stratégique qui ouvrait à l'ennemi la Lombardie ; il se vit forcé de passer lui aussi le Tessin et de reconduire ses troupes vers le Nord pour courir arrêter les ennemis sur la route de Milan.

Le 4 juin, à Magenta, l'armée autrichienne presque tout entière se heurta aux Français ; le combat fut acharné du matin au soir et l'on y accomplit de vrais prodiges de valeur ; les Autrichiens furent repoussés dans Magenta, mais la résistance continua dans le village que les Français durent prendre maison par maison [1]. Le 8 juin Victor-Emmanuel et Napoléon III firent leur entrée triomphale à Milan, désormais délivrée des Autrichiens qui se retiraient sur le Mincio. Le même jour un corps français repoussait un corps autrichien à Melegnano, pendant que d'un autre côté Garibaldi entrait à Bergame.

Garibaldi qui, en 1848, avait été le dernier à abandonner la Lombardie, fut, en 1859, le premier à mettre le pied sur ce territoire ; à la tête des *Chasseurs des Alpes* il avait, dès le 23 mai, abordé sur les rives lombardes du Lac Majeur, avait vaincu les Autrichiens à Varese et était entré à Côme. Il avait de nouveau battu l'ennemi à San Fermo et maintenant il arrivait à Bergame et à Brescia avec l'intention d'occuper les Alpes du Trentin pour couper la retraite aux Autrichiens.

1. Une grande partie du mérite de cette victoire revient au général de Mac-Mahon, auquel Napoléon III donna le titre de duc de Magenta.

A la suite de la bataille de Magenta Giulay avait été relevé de son commandement, et, à sa place, l'empereur François-Joseph lui-même venait prendre le commandement de l'armée, assisté du vieux maréchal Hess. La nuit du 23 juin, l'armée autrichienne en retraite passa le Mincio, mais, peu d'heures après, elle revenait sur ses pas, traversait à nouveau la rivière et venait prendre position sur les collines au sud du lac de Garde. Le matin du 24, l'armée franco-piémontaise, s'étant mise en marche dès l'aube, se rencontrait peu après avec les Autrichiens, à son grand étonnement d'ailleurs car on savait que le soir auparavant ils avaient traversé le Mincio. Le choc fut terrible, en peu de temps le combat se trouva engagé sur une ligne de 12 kilomètres.

Les positions que les Franco-Piémontais avaient devant eux se composaient d'une série de collines, dominées surtout par deux points : Solferino et San-Martino. A Solferino combattirent les Français qui, après une lutte de plus de 12 heures, réussirent à occuper cette position. Les Piémontais, conduits par Victor-Emmanuel, s'élancèrent sur San-Martino, quatre fois la position fut prise et reperdue, la cinquième fois ils purent enfin s'y maintenir. Vers 6 heures du soir l'armée autrichienne était en déroute de tous côtés, à ce moment un ouragan épouvantable, précédé de tourbillons de poussière et accompagné d'une pluie torrentielle, s'abattit sur les deux armées et, les plongeant dans l'obscurité, favorisa la fuite de l'armée autrichienne. Napoléon III alla établir son quartier général à Cavriana, dans la maison même où François-Joseph avait eu le sien pendant le combat. Sur ce vaste champ de bataille 300 000 hommes avaient combattu : 160 000 Autrichiens contre 140 000 Franco-Piémontais et la lutte avait été des plus sanglantes,

25 000 hommes environ, morts ou blessés, gisaient sur le sol.

Après quelques jours de repos, les Franco-Piémontais passèrent le Mincio et mirent le siège devant Peschiera. Désormais l'espérance qu'avaient les Italiens de chasser l'étranger était sur le point de devenir une certitude. On attendait avec confiance l'annonce des grands faits d'armes qui devaient survenir dans le quadrilatère et des succès de la flotte franco-piémontaise envoyée dans l'Adriatique. Au contraire une nouvelle survint qui surprit tout le monde.

Le 8 juillet Napoléon III signait une trêve avec l'ennemi ; trois jours après il avait une entrevue avec l'empereur François-Joseph à Villafranca et il fixait avec lui les préliminaires de paix : l'Autriche devait céder la Lombardie à Napoléon qui, à son tour, la donnait au Piémont ; les États italiens devaient constituer une fédération présidée par le pape ; la Vénétie (avec Peschiera et Mantoue), bien que faisant partie de cette confédération, aurait continué à appartenir à l'Autriche. A la nouvelle de ces préliminaires de paix la douleur de toute l'Italie fut immense. Cavour, qui avait consacré tout son être à l'idée de la délivrance nationale et qui s'était vu sur le point d'atteindre le but, souffrit la plus terrible des désillusions : il accourut au camp dans un état d'irritation violente et, dans une entrevue douloureuse qu'il eut avec Victor-Emmanuel, il lui conseilla, sur un ton très violent, de ne pas accepter ces conditions ; le roi chercha en vain à le calmer, Cavour laissa échapper des phrases peu respectueuses, il semblait avoir perdu la raison. Victor-Emmanuel, bien que le cœur lui saignât, signa le traité, ajoutant pourtant ces mots : « J'accepte en ce qui me concerne ». Cavour donna sa démission.

Quel fut le motif qui détermina Napoléon III à manquer à la promesse faite quelques mois auparavant : de délivrer l'Italie des Alpes à l'Adriatique ? Les raisons qui l'y décidèrent furent nombreuses. La vue de cet immense champ de bataille couvert de morts, la forte résistance des soldats autrichiens, les difficultés que l'on aurait rencontrées dans le quadrilatère, le mécontentement qui se manifestait en France dans le parti clérical contre l'expédition d'Italie, mécontentement dont l'impératrice Eugénie se faisait la très zèlée interprète, l'attitude hostile de la Prusse qui semblait s'alarmer chaque jour davantage des victoires françaises, toutes ces causes réunies agirent sur l'esprit de Napoléon ; mais un autre fait dut également peser d'un certain poids sur sa décision. Napoléon avait été entrainé dans cette guerre sans connaître exactement l'opinion publique italienne. Il voulait l'Italie indépendante des *Alpes à l'Adriatique*, mais il ne voulait pas l'unité italienne ; il désirait au contraire que l'Italie s'organisât en une confédération sur laquelle la France pourrait toujours faire peser son protectorat. A peine arrivé en Italie, il dut s'apercevoir que les sentiments de l'Italie étaient bien différents de ceux qu'il imaginait. La douleur avait mûri dans les âmes italiennes les vertus de prudence et de sagesse : c'est pourquoi, en 1859, les populations ne recommençaient plus les erreurs de 1848 et 1849 ; plus de discussions sur la forme du gouvernement, mais, partout, une décision unanime de se rallier à la monarchie libérale de Savoie.

La propagande unitaire et monarchique faite par la *Société nationale* avait eu de très bons résultats dans l'Emilie, les Romagnes et la Toscane, de sorte que, dès le début de la guerre, une vive agitation commença dans

ces pays pour l'union au Piémont. A Florence, le comité de la *Société nationale*, présidé par le marquis Bartolomei, réussit à s'entendre avec le parti populaire (qui, dirigé par Dolfi, visait lui aussi à l'unité, mais avec des tendances mazziniennes) pour une action commune contre la dynastie de Habsbourg-Lorraine. Le grand-duc avait refusé d'accepter l'offre du Piémont pour une alliance commune contre l'Autriche ; ce fut le prétexte désiré à de vives manifestations. En présence de l'attitude des populations et de l'armée elle-même, qui déclara ne pas vouloir combattre contre ses propres concitoyens, Léopold II décida de partir et, le soir du 27 avril, il quitta avec sa famille le palais Pitti, se dirigeant vers la frontière autrichienne, sans que la population se livrât au moindre acte de violence[1].

Napoléon avait pensé à constituer dans ce pays, ancien centre du municipalisme italien, un État nouveau, dont la couronne aurait pu être attribuée à un Bonaparte ; c'est pourquoi le cinquième corps de l'armée française, commandé par le prince Jérôme Napoléon, avait débarqué à Livourne sous prétexte d'organiser les éléments militaires de l'Italie centrale et d'inquiéter ensuite l'extrême gauche des Autrichiens. Mais les Toscans avaient bien vite fait comprendre quelles étaient leurs intentions, et le gouvernement provisoire qui se constitua à Florence sous la direction de Ricasoli manifesta aussitôt le désir d'unir la Toscane au Piémont ; le prince Napoléon,

1. Léopold II ne rentra plus en Toscane ; il mourut en 1870, laissant comme héritier de son duché son fils Ferdinand, né à Florence en 1835 et mort à Salzbourg (Autriche) en 1908. Le fils aîné de Ferdinand, l'archiduc Joseph-Ferdinand, est déjà né à l'étranger (à Salzbourg) en 1872 et habite Linz. La seule personne de sa famille qui demeure en Toscane est sa sœur Louise, qui, après avoir été la femme du roi de Saxe actuel, est devenue Mme Toselli.

ayant vu l'attitude du pays, se fit lui-même le conseiller de l'annexion.

Après les premières défaites autrichiennes, les ducs de Parme et de Modène s'étaient eux aussi enfuis de leurs duchés[1] et les légats pontificaux avaient dû abandonner la Romagne ; les habitants de ces régions proclamaient aussitôt leur annexion au Piémont. Le mouvement annexionniste s'étendait : les Marches et l'Ombrie se révoltaient contre le pape au cri de *Vive Victor-Emmanuel*; mais, dans ces deux régions, le mouvement fut réprimé par les massacres qu'accomplirent les troupes suisses.

Napoléon III vit avec dépit la pensée des Italiens tendue vers l'unité et, excité par ses conseillers, il signa le traité de Villafranca.

***

La paix fut conclue le 10 novembre à Zurich et l'on y exprima de nouveau l'idée d'une confédération italienne.

Les princes fugitifs auraient dû retourner dans leurs États; mais comment auraient-ils pu y rentrer? Ils ne pouvaient certes espérer être rappelés par leurs sujets, puisque ceux-ci venaient précisément de les chasser ; ils ne pouvaient occuper leurs États avec leurs propres troupes, puisqu'ils n'en possédaient pas ; enfin l'aide de l'étranger était impossible, puisque Napoléon III avait fait établir le principe de non-intervention.

1. Eux non plus ne rentrèrent pas dans leurs États. Robert de Parme, qui n'avait alors que 11 ans, s'établit à Schwarzau (Autriche), il mourut cependant en Italie, dans sa villa de Pianore près de Viareggio en 1907 ; le représentant actuel de la famille est son fils aîné Henri, né en 1873. François V de Modène mourut en 1875 et avec lui s'éteignit la descendance masculine de la branche d'Autriche-Este.

En présence d'une situation aussi délicate, les peuples de l'Italie centrale firent preuve d'un grand bon sens et d'une grande hardiesse politique; sous la direction de Ricasoli, nommé dictateur en Toscane et de Farini, dictateur pour l'Émilie et les Romagnes, ils exprimèrent, par le moyen d'assemblées de députés, leur vif désir de s'unir au royaume de Victor-Emmanuel. Le nouveau ministère (La Marmora-Rattazzi), qui s'était formé en Piémont après la démission de Cavour, n'osait aller de l'avant trop hardiment, car cette spoliation de trois dynasties et l'occupation d'une partie des domaines pontificaux suscitaient des soupçons et de la mauvaise humeur parmi les puissances de l'Europe; la France même, l'alliée d'hier, était mécontente. L'Angleterre seule avait une attitude différente; elle avait vu avec plaisir le mécontentement des Italiens contre Napoléon III après Villafranca et elle se proposait de favoriser le mouvement national italien, espérant ainsi réussir à soustraire le nouveau royaume à l'influence française. Le Piémont devait donc, pour surmonter les difficultés de la situation, utiliser les divergences de vues entre les deux puissances occidentales. Tous pourtant comprenaient que seule la main de fer de Cavour aurait su, au milieu de tant de dangers, conduire la barque à bon port, et Victor-Emmanuel, faisant taire son ressentiment personnel contre le trop hardi ministre, lui confia de nouveau, le 20 janvier 1860, la présidence du conseil avec les ministères des affaires étrangères et de l'intérieur.

Cavour donna aussitôt une allure plus hardie à la politique piémontaise, envoyant à toutes les puissances une circulaire où il déclarait qu'il était désormais impossible au roi Victor-Emmanuel d'opposer une résistance à la marche naturelle et nécessaire des événements. Puis,

pour persuader Napoléon III de renoncer à toute opposition, il lui proposa de soumettre la question de l'annexion à un plébiscite des populations de l'Italie centrale. Napoléon III, que précisément un plébiscite avait fait monter sur le trône, ne pouvait nier la valeur d'une telle preuve pour l'Italie ; mais, se rendant compte que la France était mécontente d'avoir versé son sang en Italie sans en retirer aucun avantage, il exigea une compensation.

Dans l'entrevue de Plombières, on avait établi que, lors de la fondation d'un royaume des Alpes à l'Adriatique avec 11 millions d'habitants, le Piémont aurait cédé à la France la Savoie ; c'était encore là une application du principe des nationalités, puisque la Savoie est géographiquement française. Comme, par le traité de Villafranca, la Vénétie restait à l'Autriche, on n'avait plus parlé de cessions à la France. Mais, par l'annexion de l'Italie centrale, Victor-Emmanuel obtenait précisément un royaume de 11 millions d'habitants ; Cavour alors, pour lier Napoléon aux destinées de l'Italie, lui offrit la Savoie ; l'empereur voulut aussi avoir Nice et l'on dut consentir à ses prétentions. Le 24 mars 1860, la Savoie, berceau de la dynastie régnante, et Nice, patrie de Garibaldi, furent cédées à la France. Garibaldi, douloureusement frappé dans ses affections les plus chères, prononça au Parlement des paroles violentes contre Cavour, mais la Chambre, tout en respectant la douleur du grand héros, approuva ce traité qui était, en ce moment, nécessaire[1].

En même temps, Parme, Modène, les Romagnes et la

1. On avait naturellement établi aussi, pour la Savoie et le comté de Nice, l'épreuve du plébiscite. Il eut lieu le 15 et le 22 avril et donna une majorité énorme en faveur de l'annexion à la France.

Toscane, par un vote unanime au suffrage universel, exprimaient leur ferme décision de s'unir au Piémont et, peu de jours après, l'annexion de ces pays aux domaines de la maison de Savoie était un fait accompli. Le 2 avril 1860 Victor-Emmanuel, ouvrant le nouveau Parlement (où siégeaient à côté des députés des vieilles provinces, ceux de la Lombardie et de l'Italie centrale), pouvait résumer ainsi les grands résultats obtenus : « En un temps très court une invasion repoussée, la Lombardie délivrée par l'action glorieuse des armées, l'Italie centrale libérée par le merveilleux courage des populations, et, aujourd'hui, les représentants du droit et des espérances de la nation réunis autour de moi. »

CHAPITRE XV

L'EXPÉDITION DES MILLE

François II roi de Naples. — Garibaldi et les Mille de Quarto à Marsala, à Calatafimi, à Palerme, à Milazzo, au Volturne. — L'armée de Victor-Emmanuel dans les Marches et l'Ombrie. — Sympathies anglaises pour la cause italienne. — Capitulation de Gaëte. — Proclamation du royaume d'Italie.

Pendant que la seconde guerre d'indépendance commençait dans la Haute-Italie, Ferdinand II de Naples mourait, détesté de tous, au palais royal de Caserta (22 mai 1859). Son fils François II, « Petit François »[1] comme on l'appelait, lui succéda ; il avait alors 23 ans et avait grandi dans l'ignorance et la dévotion.

Victor-Emmanuel, tenant compte des liens de famille qui l'unissaient à François (fils de cette Marie-Christine de Savoie que le peuple napolitain avait appelé *la sainte*), conseilla au jeune roi de donner une constitution à son peuple et d'unir les troupes napolitaines aux piémontaises dans la guerre contre l'Autriche. Mais François, entouré par une *camarilla* réactionnaire, se proposait de suivre les traces de son père ; il refusa dédaigneusement cette offre et s'allia au contraire à Pie IX, qui était alors occupé à réprimer les insurrections des Marches et de l'Ombrie.

Les sbires du pape, en ensanglantant ces régions, réussirent à leur imposer de nouveau la domination

1. En italien : Francischiello (N. d. T.).

pontificale, mais elles vivaient dans l'impatience de la revanche. Le pape, pour empêcher une nouvelle insurrection, leva des troupes de toutes les parties de l'Europe et en confia le commandement au général français Lamoricière. François II voulait accourir au secours de Pie IX pour enlever à Victor-Emmanuel les Romagnes, qui avaient réussi à se délivrer de la domination pontificale, mais bien vite il dut penser à ses propres affaires.

La grande victoire remportée par l'armée franco-piémontaise à Solferino-San-Martino et les annexions de l'Italie centrale avaient également excité les esprits dans le royaume de Naples ; les noms de Victor-Emmanuel et de Garibaldi étaient dans toutes les bouches et de petites manifestations libérales avaient lieu dans beaucoup de communes[1]. Au début de 1860 François Crispi, exilé sicilien, se rendit deux fois dans son ile natale pour bien connaitre les conditions des esprits et maintenir vivantes les espérances des patriotes. Au mois de mars de la même année un autre Sicilien : Rosalino Pilo, avec quelques partisans, faisait voile de Gênes vers la Sicile pour appeler aux armes ses compatriotes ; mais avant même qu'il n'arrivât l'insurrection avait éclaté. Le 4 avril à Palerme, le tocsin du couvent de la Gancia donnait le signal de la revolte ; en ville les insurgés étaient vaincus mais des troupes de libéraux continuaient à tenir la campagne.

Ces nouvelles, arrivant sur le continent, faisaient naître en tous les esprits l'idée qu'il fallait courir à l'aide de

1. Le prince Lucien Murat (fils du roi Joachim et cousin de Napoléon III), qui vivait à Paris, espéra alors pouvoir faire valoir ses prétentions au royaume de Naples et il chercha à recruter des partisans ; mais ce projet ne réussit pas, il fut en effet combattu par tous les Italiens, qui voulaient exclusivement l'unité, d'ailleurs les préliminaires de Villafranca avaient beaucoup diminué en Italie le prestige de Napoléon III.

ceux que l'on considérait comme des frères ; Bertani enrôlait des volontaires et La Farina recueillait des armes et de l'argent. A la tête de l'expédition on voulait placer Garibaldi, mais celui-ci était indécis, il craignait qu'on ne recommençât l'expédition inconsidérée de Sapri ; il se laissa enfin convaincre par les ardentes paroles de Nino Bixio et de François Crispi.

*
* *

Le soir du 5 mai 1860, les rues de Gênes fourmillaient d'une grande agitation ; tout le monde répétait ces mots : « Ils partent cette nuit. » Au milieu d'une telle agitation des esprits, dans ce fouillis d'hommes, d'embarcations, de caisses d'armes et de munitions, les autorités gouvernementales seules semblaient ne rien voir et ne rien savoir. Cavour avait naturellement compris l'immense résultat qu'on pouvait attendre d'une pareille expédition ; mais pour lui, ministre d'un roi qui était en paix avec les Deux-Siciles, et qui avait déjà encouru la désapprobation d'une grande partie de l'Europe par suite de l'annexion de l'Italie centrale, le problème se présentait d'une façon beaucoup plus complexe que pour Garibaldi ; d'autre part, le fait que l'expédition était entreprise par le parti garibaldien pouvait créer des embarras à la monarchie. Pour toutes ces raisons, Cavour dut procéder avec beaucoup de circonspection, ce qui explique que beaucoup de Garibaldiens aient estimé qu'au début de l'expédition, le ministre piémontais y était opposé. Au contraire, non seulement il laissa faire, mais il chercha encore, sans trop se découvrir, à favoriser l'entreprise.

La nuit du 5 au 6 mai, Bixio faisait semblant de s'emparer par violence, dans le port de Gênes, des deux

navires : le *Lombardo* et le *Piemonte*, appartenant à la Société Rubattino (avec laquelle il était d'accord) et il les conduisait au village voisin de Quarto, où 1 200 volontaires s'embarquaient pour aller au secours de l'île insurgée. Le souvenir de ces moments enthousiasma toujours Garibaldi au point que, en racontant dans ses Mémoires le départ des *Mille*, il élève son style et semble devenir poète.

« Partout où il y a des frères qui combattent pour la liberté, Italiens, c'est là qu'il faut accourir » disiez-vous et vous accourûtes sans vous demander si les ennemis à combattre étaient nombreux, si le nombre des volontaires était assez grand, ou les moyens suffisants pour la difficile entreprise. Vous accourûtes, défiant les éléments, les incommodités, les dangers, avec lesquels ennemis et soi-disants amis vous barraient la route En vain le Bourbon croisait avec une flotte nombreuse, enserrant dans un cercle de fer la Sicile impatiente du joug et sillonnait la mer Tyrrhénienne dans tous les sens, cherchant à vous plonger dans ses abîmes. En vain! Voguez, voguez toujours, argonautes de la liberté! Là, à l'extrême horizon méridional, brille un astre qui ne vous laissera pas vous tromper de route, qui vous conduira à l'accomplissement de la grande entreprise, l'astre qu'apercevait le grand chantre de Béatrice et qu'apercevaient, au plus fort de la tempête, les grands hommes qui lui succédèrent : l'étoile d'Italie.

Voguez, voguez sans peur, *Piemonte* et *Lombardo*, nobles véhicules d'une très noble troupe! L'histoire, malgré la calomnie, rappellera vos noms illustres. Et quand les survivants des *Mille*, que la faux du temps aura respectés les derniers, assis au foyer domestique, raconteront à leurs petits enfants la fabuleuse entreprise à laquelle ils eurent l'honneur de participer, ils auront soin de rappeler à la jeunesse stupéfaite les noms glorieux qui composaient cette intrépide expédition.

Dans cette belle troupe de héros on remarquait Nino Bixio (qui, comme l'écrivit Garibaldi, fut certainement le principal auteur de la surprenante entreprise), Crispi,

Türr, La Masa, les frères Cairoli, Sirtori, Mosto et un jeune poète de Padoue, qui devait misérablement périr l'année suivante en un naufrage : Ippolito Nievo.

Le *Lombardo* et le *Piemonte* s'arrêtèrent au cap Télamon et là les Mille réussirent à obtenir du commandant piémontais de la forteresse voisine d'Orbetello un grand nombre de cartouches, quelques fusils et un petit canon. Garibaldi crut opportun de faire débarquer 60 hommes et de les diriger vers l'État pontifical pour donner le change à l'attention des puissances et faire croire que l'expédition était dirigée contre le pape[1]. Puis les deux navires reprirent leur voyage vers la Sicile, se tenant pourtant en dehors de la route habituelle, pour échapper aux navires bourboniens.

Le 11 mai ils arrivèrent en vue de la Sicile du côté de Marsala ; Garibaldi, qui avait tout d'abord songé à débarquer dans les environs de Sciacca, décida au contraire de tenter aussitôt le débarquement, pour éviter la possibilité d'être aperçu en tournant autour de l'île. En entrant dans le port de Marsala, il y trouva deux navires anglais, l'*Argus*, qui y stationnait pour défendre les intérêts britanniques et l'*Intrepid* qui allait à Malte ; deux croiseurs napolitains venaient précisément de sortir du port pour surveiller les côtes. En moins de deux heures le plus grand nombre des garibaldiens, sous l'intelligente direction de Türr, avait débarqué, quand arrivèrent les deux croiseurs napolitains, qui, dès qu'ils furent à portée, se mient à bombarder les navires garibaldiens et la plage où les volontaires étaient descendus. Leur mitraille pourtant n'arrivait presque jamais à dépasser la ligne

1. Ces volontaires passèrent la frontière pontificale le 20 mai, mais, attaqués près d'Acquapendente par les gendarmes pontificaux, ils se hâtèrent de rentrer en Toscane.

du môle, de sorte qu'elle ne servait qu'à semer l'épouvante dans la population de la ville, sans causer de grands dommages. Le capitaine d'un des navires anglais se rendit à bord d'un des vapeurs bourboniens, invitant le capitaine à respecter les magasins et les édifices anglais qui, tous, avaient hissé le drapeau britannique ; pendant ce petit intervalle de temps les volontaires qui restaient encore sur les navires avaient pu descendre eux aussi avec toutes les munitions, de sorte que les marins bourboniens durent se contenter d'emmener le *Piemonte* vide, laissant au port le *Lombardo* qui avait coulé [1].

Pendant ce temps un groupe de volontaires s'était rendu au bureau du télégraphe, pour empêcher tout envoi de nouvelles au gouvernement bourbonien ; ils arrivèrent juste au moment où l'employé signalait l'arrivée des deux navires sardes avec des troupes de débarquement. Un des volontaires, connaissant l'usage du télégraphe, continua la dépêche de cette façon : « Je me suis trompé, il s'agit de deux navires de commerce ». Il attendit la réponse qui se réduisit à une simple, mais très éloquente parole : « Imbécile », puis il coupa le fil.

De Marsala les *Mille* se dirigèrent sur Salemi, là Garibaldi lança une proclamation, où il déclarait prendre la dictature de la Sicile au nom de Victor-Emmanuel. Le gouvernement napolitain, qui n'avait pas réussi à empêcher le débarquement de ces *flibustiers*, comme il daignait les appeler, maintenant qu'il s'apercevait de la difficulté de la situation, commença à inonder les cabinets européens de protestations contre la perfidie du

1. Tel est le récit exact de la part (très limitée) prise par les Anglais pour favoriser le débarquement de Marsala ; cela résulte également de l'opuscule du général Turr : *Da Quarto a Marsala nel Maggio del 1860* (Gênes, 1901).

gouvernement piémontais, pendant qu'il donnait l'ordre à Palerme d'envoyer le général Landi avec de nombreuses troupes contre Garibaldi.

Les deux armées se rencontrèrent le 15 mai à Calatafimi ; Landi avait pris position sur une colline taillée en échelons et c'est là qu'il attendit l'assaut des garibaldiens. La lutte fut terrible. Les volontaires, armés de mauvais fusils et en très petit nombre vis-à-vis des gros bataillons ennemis, montèrent à l'assaut avec une telle ardeur que les bourboniens, après une longue résistance, durent battre en retraite.

Garibaldi se dirigea alors sur Palerme, recueillant autour des *Mille* des troupes nombreuses de volontaires siciliens. Le 20 mai il fut en vue de la capitale de l'île ; par une manœuvre des plus habiles, tournant autour des collines qui entourent Palerme, il se proposa de faire sortir sur ses traces une grande partie de la garnison pour pouvoir entrer plus facilement dans la ville[1]. Il réussit en effet à les attirer vers lui sur la route de Corleone, puis, laissant là quelques soldats, il emmena ses meilleures troupes sur Palerme à travers des sentiers très ardus, et le 27 mai, par une charge ardente à la baïonnette, il entra victorieusement dans la ville. Mais des troupes bourboniennes occupaient encore le château, et la flotte napolitaine était ancrée dans le port, de sorte que la ville fut bombardée de deux côtés. Dans la nuit les volontaires, aidés de la population de Palerme, élevèrent des barricades et purent résister à l'ennemi qui, après plu-

1. Dans les escarmouches qui survinrent ces jours-là entre les garibaldiens et les troupes bourboniennes, fut tué Rosalino Pilo qui, débarqué en Sicile dès le 20 avril, s'était maintenu en armes pendant plus d'un mois et était ensuite accouru à Calatafimi pour se joindre avec ses compagnons aux troupes de Garibaldi.

sieurs jours de lutte sanglante, se vit forcé de demander un armistice et, le 6 juin, abandonna Palerme.

Pendant ce temps la révolution s'étendait à toute l'ile et le gouvernement piémontais, pouvant désormais compter sur un succès certain, donnait plus largement son appui ; de nouveaux navires partirent donc de Gênes, portant à Garibaldi d'autres troupes de volontaires, commandées par Medici et Cosenz.

Les troupes bourboniennes se concentrèrent à Milazzo et Garibaldi alla les y attaquer. Au début, le sort du combat fut favorable aux bourboniens, ce n'est que vers le soir qu'il changea en faveur de Garibaldi. Le 20 juillet (date du combat de Milazzo), on peut dire que toute l'ile avait renversé le gouvernement bourbonien ; seule la citadelle de Messine lui restait fidèle, elle s'était pourtant obligée à ne pas bombarder la ville.

François II, sentant sa situation dangereuse, avait cru bon d'accorder la remise en vigueur de la constitution et de promettre de faire alliance avec le Piémont, mais désormais il était trop tard, personne n'avait pris ses promesses au sérieux. Le gouvernement piémontais devait néanmoins agir avec prudence car toutes les puissances, sauf l'Angleterre, se montraient mécontentes de la conduite qu'il avait tenue dans l'expédition garibaldienne. C'est pourquoi le roi Victor-Emmanuel, faisant montre de condescendre aux désirs de Napoléon III, écrivit une lettre officielle à Garibaldi, l'invitant à ne pas passer le détroit de Messine. Mais en même temps Cavour faisait dire à Garibaldi par l'amiral Persano, que l'entreprise ne pouvait rester inachevée. Aussi le hardi condottiere, sans se soucier de la déclaration publique de Victor-Emmanuel, passa le détroit dans la nuit du 19 au 20 août.

Cavour cherchait à son tour tous les moyens pour faire éclater l'insurrection à Naples ; il se servait pour cela de l'ambassadeur piémontais qui y résidait, le marquis de Villamarina. Le mouvement de Naples ne réussit pas, mais il en éclata un en Basilicate : le 16 août la ville de Potenza hissa le drapeau tricolore aux cris de : « Italie et Victor-Emmanuel ». Les troupes bourboniennes qui se trouvaient en Calabre, à la nouvelle de ce mouvement qui éclatait derrière elles, se découragèrent et plusieurs milliers de soldats, que commandait le général Briganti, refusèrent de combattre ; Briganti, accusé de trahison, fut massacré quelques jours après, par les mêmes soldats qui l'avaient abandonné.

La révolution parcourait triomphalement toutes les provinces du royaume de Naples. Garibaldi, laissant ses troupes derrière lui, suivi seulement de quelques officiers, s'avançait vers Naples acclamé par les populations qui le saluaient comme un libérateur ; depuis Reggio de Calabre il ne fit qu'une grande et enthousiaste marche triomphale. Le 6 septembre François II, voyant que ses conseillers eux-mêmes commençaient à l'abandonner ou cherchaient à le trahir, quittait Naples pour se retirer à Gaëte et il invitait sa flotte à le suivre. Celle-ci, au lieu d'obéir, s'unissait à la flotte piémontaise arrivée dans le port. Le lendemain, Garibaldi faisait son entrée à Naples au milieu des ovations d'un peuple ivre de joie.

*
* *

L'œuvre n'était pourtant pas achevée. 50 000 soldats, les plus fidèles et les mieux choisis de l'armée bourbonienne, se trouvaient concentrés dans les forts de Capoue et de Gaëte, protégés par la ligne du Volturne ; d'autre

part, presque toute la diplomatie de l'Europe se montrait peu favorable à la Révolution, tandis que les Marches et l'Ombrie s'agitaient, désireuses elles aussi de liberté. Comme si cela ne suffisait pas à aggraver les difficultés du moment, Garibaldi, dont le cœur généreux se laissait facilement impressionner par les personnes de son entourage, commençait à écouter les conseils ardents de Mazzini, aussitôt accouru à Naples.

Cavour désirait l'annexion immédiate de ces provinces pour pouvoir présenter aux puissances de l'Europe un fait accompli. Garibaldi, au contraire, déclarait qu'il voulait d'abord délivrer Rome, puis Venise et enfin enlever Nice à la France ; seulement alors, sur le Capitole, il aurait déposé son épée entre les mains de Victor-Emmanuel. Cavour n'était ni moins hardi ni moins résolu que lui, mais il comprenait que tout cela était pour le moment impossible, de là naquit entre les deux grands hommes un conflit qui rendit difficiles leurs rapports. déjà peu cordiaux depuis la cession de Nice à la France.

En de telles circonstances, Cavour pensa que le roi lui-même devait prendre la direction du mouvement national pour le conduire plus sûrement à son but, et, avec une heureuse hardiesse, il décida l'entreprise des Marches et de l'Ombrie. Le 7 septembre 1860 (c'est-à-dire le jour même où Garibaldi entrait à Naples), le gouvernement piémontais envoya un ambassadeur à Rome déclarer au pape que les massacres accomplis chaque jour dans les Marches et l'Ombrie par les troupes mercenaires de Lamoricière ne pouvaient laisser insensible le cœur de Victor-Emmanuel et que, si ces troupes n'étaient pas licenciées, il se verrait contraint d'intervenir en faveur des populations. Le 11 septembre, avant même de rece-

voir la réponse du pape (réponse qui fut très âpre), les troupes italiennes passaient la frontière.

Il fallait agir avec la plus grande rapidité pour rendre vaine l'opposition des puissances qui toutes (à l'exception de l'Angleterre qui continuait à démontrer ses sympathies pour l'unité italienne) avaient alors rappelé leurs ambassadeurs de Turin[1]. C'est ce que surent faire les généraux Cialdini et Fanti qui commandaient les troupes italiennes. Le 18 septembre, à Castelfidardo, l'armée pontificale fut battue ; Lamoricière s'enferma alors dans Ancône qui, assiégée par terre et bloquée par mer, dut capituler le 29 du même mois. En moins de vingt jours fut achevée cette entreprise, qui servit non seulement à unir les Romagnes au royaume de Naples, mais encore donna à la monarchie le prestige nécessaire pour continuer à diriger la révolution[2]. Victor-Emmanuel alla se mettre à la tête de l'armée victorieuse et entra avec elle dans le royaume de Naples.

Pendant ce temps l'état-major bourbonien méditait un

1. Pour être exact, il faut dire que la Prusse ne rappela pas son ambassadeur, mais elle déclara ouvertement au gouvernement piémontais ne pas approuver la politique qu'il suivait dans l'Italie centrale et méridionale. Cavour répondit à l'envoyé prussien qui lui communiquait cette note : « Je donne un exemple que, probablement, dans quelque temps, la Prusse sera très heureuse d'imiter ».

Quant à Napoléon III il était désormais, par l'occupation de la Savoie et de Nice, devenu le complice de Victor-Emmanuel, de sorte que, tout en désapprouvant sa politique, il n'osait pas s'y opposer ; il répondit aux ministres que Victor-Emmanuel lui envoya pour lui annoncer la décision prise d'envahir les Marches et l'Ombrie, ces paroles bien connues : « Faites vite ». De toutes façons, pour donner quelque satisfaction au pape, il rappela lui aussi de Turin son ambassadeur.

2. Le 4 et le 5 novembre 1860 eut lieu le plébiscite solennel des Marches et de l'Ombrie qui déclarèrent, presque unanimement, vouloir faire partie de la monarchie constitutionnelle du roi Victor-Emmanuel II.

coup audacieux ; avec 50 000 hommes réunis sur les bords du Volturne il eut l'idée de briser la ligne des troupes garibaldiennes (qui se montaient alors à 24 000 hommes) et de s'ouvrir ainsi la route de Naples où l'on préparait une contre-révolution. L'assaut fut livré au camp garibaldien le 1er octobre et ce fut la bataille la plus sanglante de toute la campagne de 1860. Vers 2 heures de l'après-midi l'armée garibaldienne semblait en déroute, enfin Garibaldi put, d'une hauteur, dominer la situation et donner les dernières dispositions, à la suite desquelles, à 5 heures du soir, il pouvait télégraphier à Naples : « Victoire sur toute la ligne ». La joie de cette victoire lui était rendue amère par la perte de beaucoup de ses héroïques compagnons et notamment de Bronzetti qui, avec 300 compagnons, s'était voué à une mort certaine pour le salut commun. Le lendemain les bourboniens recommencèrent l'épreuve, qui se termina par le triomphe décisif des garibaldiens, aidés dans ce second combat par un bataillon de *bersaglieri* piémontais qui venait de débarquer à Naples.

Garibaldi avait pendant ce temps appelé à Naples le grand patriote Georges Pallavicino et l'avait nommé prodictateur ; celui-ci, chaud partisan de l'annexion immédiate, chercha à soustraire Garibaldi à l'influence des républicains, et surtout de Crispi, qui, comme ministre des affaires étrangères, dirigeait la plupart des actes politiques du héros[1]. Garibaldi, qui déclarait s'entendre à la guerre mais non à la politique, ne savait se décider entre les deux courants qui s'agitaient autour de lui ; enfin Pallavicino, aidé par le général Türr, réussit à le

1. François Crispi se détacha en 1865 seulement du parti républicain, résumant les raisons de son attitude dans la phrase restée fameuse : « La monarchie nous unit, la république nous diviserait ».

convaincre de la nécessité de l'annexion. Les habitants du royaume de Naples et de la Sicile, convoqués pour un plébiscite, déclarèrent à la quasi-unanimité leur volonté de s'unir à la monarchie de Victor-Emmanuel (20 octobre 1860)[1].

*
* *

Ainsi tombait le règne des Bourbons et l'Angletere seule, au milieu de la défiance générale de l'Europe, applaudissait l'œuvre de la révolution. Lord Russell, ministre des affaires étrangères, dans une note écrite précisément à ce moment (27 octobre) et envoyée à l'ambassadeur anglais à Turin : Hudson, après avoir rappelé les révolutions napolitaines de 1820 et de 1848 ajoutait : « Quelle merveille y a-t-il à ce que les Napolitains, pleins de ressentiment et de défiance, aient chassé les Bourbons, comme en 1688 les Anglais chassèrent les Stuarts », et il concluait ainsi son raisonnement : « Il faut dire que la révolution italienne a été dirigée avec une modération et une tolérance singulières. La chute des pouvoirs existants n'a pas été suivie, comme cela arrive généralement, du déchaînement des fureurs populaires ; en aucun endroit les conceptions excessives des démocrates n'ont prévalu, l'opinion publique a empêché les exagérations du triomphe populaire, les formes respectées de la monarchie constitutionnelle ont été associées au nom d'un prince qui représente une ancienne et glorieuse dynastie. En examinant les causes et les conditions accessoires de la révolution italienne, le gouvernement de S. M. ne peut trouver de raisons suffisantes pour

1. Les populations de la principauté de Bénévent participèrent également à ce plébiscite et furent ainsi soustraites au gouvernement du pape, dont elles dépendaient depuis environ 8 siècles.

justifier le blâme sévère que l'Autriche, la France, la Russie et la Prusse ont infligé aux actes du roi de Sardaigne. Le gouvernement de S. M. préfère tourner ses regards vers la perspective consolante d'un peuple qui élève l'édifice de sa liberté et consolide l'œuvre de son indépendance, au milieu des sympathies et des vœux favorables de l'Europe. »

Le 26 octobre Victor-Emmanuel qui, partant du Tronto, s'était avancé vers Naples au milieu des acclamations populaires, se rencontra avec Garibaldi en un lieu dit Montecroce, dans le voisinage de Teano (province de Caserta), le héros populaire courut au-devant de lui en le saluant du nom de roi d'Italie ; peu de jours après Garibaldi, donnant un exemple admirable et épique, laissait le commandement au roi et se retirait dans l'ilot de Caprera. Une vive sympathie unissait Garibaldi et Victor-Emmanuel, tous deux avaient la même franchise de caractère, la même audace de décision, le même ardent amour pour l'Italie, dans ces deux loyales et généreuses figures on peut dire qu'était représenté l'accord entier et complet du peuple italien avec la dynastie de Savoie.

Il restait maintenant à l'armée régulière à achever l'œuvre glorieusement commencée par les volontaires. Le 2 novembre la forteresse de Capoue fut prise et l'on mit le siège devant Gaëte. Ce siège fut rendu difficile par le fait que la flotte française empêchait que la forteresse ne fût bloquée du côté de la mer. Victor-Emmanuel fit à ce sujet des remontrances à Napoléon III, disant que par cette façon d'agir il violait le principe de non-intervention et, en janvier 1861, la France retira sa flotte. Gaëte, bloquée par terre et par mer, fut bientôt à toute extrémité ; le 12 février François II s'embarqua sur un

navire français laissé à sa disposition par Napoléon III et se rendit dans l'État pontifical ; le lendemain, Gaëte se rendit. Plus tard les garnisons de Messine et de Civitella sur le Tronto déposèrent aussi les armes, de sorte que tout le royaume reconnut l'autorité de Victor-Emmanuel[1].

Dans le même mois de février 1861, se réunit à Turin le premier Parlement italien[2]. Dans son discours inaugural Victor-Emmanuel adressa des paroles de reconnaissance spéciales à l'Angleterre. « Le gouvernement et le peuple de l'Angleterre, cette ancienne patrie de la liberté, affirmèrent hautement notre droit d'être les arbitres de nos destinées et nous accordèrent largement des bons offices dont le souvenir reconnaissant durera éternellement. »

Victor-Emmanuel, bien qu'il régnât sur la plus grande partie de la péninsule, officiellement était simple roi de Sardaigne. Le 14 mars 1861, à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance, le Parlement approuva à l'unanimité la proposition de déclarer Victor-Emmanuel *roi d'Italie*. Le 17 mars cette proposition devint loi de l'État.

Dans le même mois de mars le nouveau royaume d'Italie (qui, sur une superficie de 260 000 kilomètres carrés avait une population de 21 777 000 habitants) fut reconnu par la Grande-Bretagne et en avril par la Suisse et les États-Unis.

1. François II mourut le 27 décembre 1894 sans laisser de descendants ; l'héritier de ses titres et de ses prétentions est son frère Alphonse, comte de Caserta (né en 1841) qui vit à Cannes.

2. Le nombre des députés, qui était de 204 dans le Parlement subalpin, fut porté à 443 dans le premier Parlement italien.

CHAPITRE XVI

VENISE ET ROME

Discours de Cavour sur la question romaine. — Mort du grand ministre. — Difficultés du nouveau règne : le brigandage. — Mouvements du parti d'action : Aspromonte. — Convention de septembre 1864 et transfert de la capitale de Turin à Florence. — Difficultés financières. — La guerre de 1866. — Alliance avec la Prusse. — Bataille de Custoza. — Garibaldi dans le Trentin. — Bataille navale de Lissa. — Paix. — Annexion de la Vénétie au royaume d'Italie. — Garibaldi et les volontaires dans l'État pontifical. — Intervention française et bataille de Mentana. — Neutralité de l'Italie pendant la guerre franco-allemande. — Occupation de Rome par les troupes italiennes (20 septembre 1870).

L'Italie, en peu de temps, avait réalisé de grandes choses, mais deux graves questions restaient encore à solutionner : Rome et Venise. Cavour, en qui la force et l'audace augmentaient à mesure que s'accroissaient les difficultés, se mit à chercher un moyen de les résoudre.

Pour préparer les voies à la conquête de la Vénétie il tournait ses regards vers la Prusse et, dès les premiers jours de 1861, envoyant le général Alphonse La Marmora féliciter le roi Guillaume pour son avènement au trône, il lui donnait comme instruction de faire connaître au gouvernement prussien que « par les analogies qui existent entre les tendances historiques de la Prusse et celles du Piémont, les Italiens ont l'habitude de considérer la Prusse comme une alliée naturelle ». Pendant qu'il posait ainsi ces jalons pour l'avenir, il se tenait en rapport avec les forces révolutionnaires de Hongrie et, au prin-

temps de 1861, dans un entretien qu'il eut avec Kossuth (le grand dictateur hongrois de 1849), pour nouer des accords décisifs, il lui dit : « Si Dieu le veut, comme le roi et moi le voulons, peut-être dès l'automne prochain, mais certainement d'ici un an, Venise sera nôtre et la Hongrie libre. »

En même temps, avec une magnifique audace, il affrontait la question romaine. Dès le 10 octobre 1860, alors que l'armée bourbonienne était encore menaçante, alors que presque toutes les puissances avaient rappelé leurs représentants de Turin, et que les empereurs d'Autriche, de Russie et le roi de Prusse étaient sur le point de se réunir en un congrès à Varsovie pour prendre des mesures contre le Piémont, précisément alors Cavour avait prononcé un discours à la Chambre, sur la nécessité pour l'Italie d'avoir Rome comme capitale :

C'est une chose grave pour un ministre que de devoir donner son opinion sur les grandes questions de l'avenir ; je reconnais toutefois qu'un homme d'État, pour être digne de ce nom, doit avoir certains points fixes qui soient, pour ainsi dire, l'étoile polaire qui lui montre le chemin ; il se réserve le droit de choisir ses moyens ou de les changer suivant les événements, mais en tenant toujours son regard fixé sur le point qui doit lui servir de guide.

Pendant les douze dernières années, l'étoile polaire qui guida le roi Victor-Emmanuel fut l'aspiration vers l'indépendance nationale ; quelle sera cette étoile en ce qui regarde Rome (Mouvement d'attention.) Notre étoile, Messieurs, je vous le déclare ouvertement, est de faire que la ville éternelle, sur laquelle 25 siècles ont accumulé toutes sortes de gloire, devienne la capitale splendide du royaume d'Italie. (Applaudissements frénétiques et prolongés.)

Mais peut-être cette réponse ne satisfera-t-elle pas pleinement l'honorable interpellant, qui demandait quels seraient nos moyens pour atteindre ce but. Je pourrais dire : Je répondrai,

si vous me dites d'abord dans quelles conditions l'Italie et l'Europe seront dans 6 mois, mais si vous ne me fournissez pas ces données, ces termes du problème, je crains que ni moi, ni aucun des mathématiciens de la diplomatie ne puisse réussir à trouver l'inconnue que vous cherchez. (Rires.) Toutefois, Messieurs, et je n'hésite pas à le faire, je puis vous indiquer, sinon les moyens spéciaux, tout au moins quelles sont les grandes causes qui doivent, selon moi, nous faire atteindre ce but...

Je crois que la solution de la question romaine doit être produite par cette conviction qui se développera de plus en plus dans la société moderne, et aussi dans la grande société catholique, que la liberté est hautement favorable au progrès du véritable sentiment religieux. (Bien, bravo.)...

Lorsque cette opinion sera généralement accueillie, Messieurs, et elle ne tardera pas à l'être (la conduite même de notre armée, l'attitude de notre magnanime prince tendent à le prouver), lorsque cette opinion aura acquis de l'importance dans l'âme des autres peuples et sera enracinée au cœur de la société moderne, nous n'hésitons pas à affirmer que la grande majorité des catholiques éclairés et sincères reconnaîtra que l'auguste pontife qui est à la tête de notre religion, peut exercer son office sublime d'une manière beaucoup plus libre, beaucoup plus indépendante, en étant gardé par l'amour et le respect de 22 millions d'Italiens plutôt que par 25 000 baïonnettes.

Après l'annexion du royaume de Naples, la question de la capitale devint très grave. Turin, placée à l'extrême frontière de l'Italie, ne pouvait plus être la capitale d'un royaume qui s'étendait jusqu'à la pointe méridionale de la Sicile. En mars 1861, la question romaine fut soumise au Parlement, et, le 25 du même mois, Cavour prononça sur ce sujet un discours mémorable. Cavour n'était pas l'orateur étincelant qui frappe l'imagination et arrache les applaudissements, mais le raisonneur lucide et précis, qui s'adresse à la réflexion de ses auditeurs et veut faire naître en eux une persuasion complète.

Si son style manque parfois de couleur, la force de la pensée donne du relief aux phrases, et ses vues sont si hautes et si justes, les raisons qu'il expose sont si convaincantes et se suivent en ordre si serré, qu'il finit par atteindre une extraordinaire efficacité. Ses discours sur la question romaine donnent précisément une idée exacte des caractères de son éloquence :

Si l'on pouvait concevoir l'unité italienne constituée d'une façon stable sans que Rome fût la capitale du royaume, je déclare nettement que je considérerais comme difficile, peut-être même comme impossible, d'insister pour que Rome fût réunie à l'Italie. Pourquoi avons-nous le droit, le devoir même, de demander, d'insister pour que Rome soit réunie à l'Italie? Parce que sans Rome capitale de l'Italie, l'Italie ne peut pas se constituer (Approbation.)

... La question de la capitale ne se résout pas, Messieurs, par des raisons de climat, de topographie, pas même par des raisons stratégiques ; si ces raisons avaient dû influer sur le choix de la capitale, Londres ne serait certainement pas la capitale de la Grande-Bretagne et Paris ne serait peut-être pas celle de la France.

Le choix de la capitale est déterminé par de grandes raisons morales. C'est le sentiment des peuples qui décide les questions qui s'y rapportent.

A Rome, Messieurs, concourent toutes les circonstances historiques, intellectuelles et morales qui doivent déterminer les conditions de la capitale d'un grand État. Rome est la seule ville d'Italie qui n'ait pas des souvenirs exclusivement municipaux. Toute l'histoire de Rome, de l'époque des Césars à aujourd'hui, est l'histoire d'une ville dont l'importance s'étend infiniment au-delà de son territoire, d'une ville destinée par conséquent à être la capitale d'un grand État. Convaincu, profondément convaincu de cette vérité, je me crois obligé de la proclamer de la façon la plus solennelle devant vous, devant la nation et je me tiens comme obligé de faire en cette circonstance appel au patriotisme de tous les habitants de l'Italie et des représentants de ses villes illustres, afin que

toute discussion à ce sujet cesse, afin que nous puissions déclarer à l'Europe, afin que celui qu'a l'honneur de représenter ce pays devant les puissances étrangères puisse dire : la nécessité d'avoir Rome pour capitale est reconnue et proclamée par la nation tout entière (Applaudissements).

La discussion sur la question romaine continua jusqu'au 27 mars, ce jour-là Cavour conclut ainsi son raisonnement :

Le ministère vous a dit qu'il espère résoudre la question romaine en convainquant la partie de bonne foi de la société catholique que la réunion de Rome à l'Italie ne porte aucun préjudice à l'indépendance de l'Eglise ; le ministère vous a dit que, son opinion une fois admise par la partie saine de la société catholique, l'accord avec la France, qui en cela représente et croit devoir représenter la société catholique, serait plus facile ; que lorsque la partie saine de la société catholique serait convaincue et l'accord avec la France établi, il y aurait des raisons de croire que le pontife lui-même reconnaîtrait la vérité de notre doctrine et que, si le pontife ne la reconnaissait pas, la responsabilité des actes qui pourraient suivre ne retomberait pas sur nous.

Il me paraît impossible de formuler d'une manière plus nette ce programme, qui est parfaitement résumé dans l'ordre du jour du député Boncompagni. Et que l'on ne dise pas, Messieurs, que je me fais des illusions. Il me paraît désormais, Messieurs, que faire dépendre du pouvoir temporel la question de l'indépendance du souverain pontife est une erreur démontrée mathématiquement aux catholiques de bonne foi à qui l'on peut dire : le pouvoir temporel est une garantie d'indépendance quand il fournit à celui qui le détient des armées et de l'argent pour la garantir ; mais quand le pouvoir temporel d'un prince, au lieu de lui fournir armes et argent, le force à aller mendier armes et argent auprès des autres puissances, il est évident que le pouvoir temporel est une cause non d'indépendance, mais de dépendance absolue (Bravo). L'homme qui reste tranquille chez lui, qui n'a ni dettes ni ennemis, me paraît mille fois plus indépendant

qu'un grand et riche propriétaire foncier, qui a soulevé contre lui les esprits de tous ses concitoyens et qui ne peut sortir qu'entouré de *bersaglieri* et de soldats (Bien, bravo).

Il me paraît donc que nous devons avoir sur ce point l'assentiment des catholiques de bonne foi.

Reste à persuader le pontife que l'Église, tout en perdant le pouvoir temporel, peut être indépendante. Mais il me semble ici, que, lorsque nous nous présentons au souverain pontife et lui disons : Saint-Père, le pouvoir temporel n'est plus pour vous une garantie d'indépendance, renoncez-y et nous vous donnerons cette liberté que vous avez en vain depuis trois siècles demandé à toutes les puissances catholiques ; cette liberté vous avez cherché à l'arracher par bribes par le moyen de Concordats qui vous forçaient, ô Saint-Père, à concéder en compensation des privilèges ou, pis encore, à concéder l'usage des armes spirituelles aux puissances temporelles qui vous accordaient un peu de liberté ; eh bien, ce que vous n'avez jamais pu obtenir de ces puissances qui se vantaient d'être vos alliées et vos filles dévouées, nous venons vous l'offrir dans toute sa plénitude, nous sommes prêts à proclamer en Italie ce grand principe : l'*Église libre dans l'État libre* [1].

Vos amis de bonne foi reconnaissent comme vous l'évidence, à savoir que le pouvoir temporel tel qu'il est ne peut exister. Ils en viennent à vous proposer des réformes qu'en tant que pontife vous ne pouvez accomplir, ils viennent vous proposer de promulguer des ordonnances, où se trouvent des principes qui ne sont pas d'accord avec les maximes dont vous devez

1. Comme il résulte de ce discours et comme il apparaît encore plus nettement par les nombreux documents publiés sur les négociations entreprises par Cavour pour résoudre la question romaine, il n'offrait à Pie IX d'adopter en Italie le grand principe : l'*Église libre dans l'État libre* qu'en compensation de la renonciation spontanée du pape au pouvoir temporel. Les successeurs de Cavour, au contraire, prenant ce principe d'une façon abstraite et non dans le sens pratique et positif où l'entendait le grand ministre, l'appliquèrent en grande partie, malgré le refus du pape d'aboutir à une entente. De là vint que l'Église, restée l'ennemie du royaume d'Italie, se trouva en Italie dans des conditions beaucoup plus favorables que dans n'importe quel autre pays et put profiter, pour combattre l'État, de tous les avantages de la liberté.

être le gardien, et ces mêmes amis insistent toujours et continuent à vous reprocher votre obstination ; vous opposez une résistance opiniâtre, et vous faites bien ; je ne vous blâme pas quand, à ceux qui vous reprochent de ne pas avoir une armée fondée sur la conscription, vous répondez que vous ne pouvez imposer le célibat forcé à des jeunes gens de 20 à 25 ans, qui sont précisément à l'âge des plus fortes passions ; je ne vous blâme pas lorsque vous refusez, vous, de proclamer la liberté religieuse, la liberté d'enseignement ; je vous comprends. Vous devez enseigner certaines doctrines et vous ne pouvez par conséquent pas dire qu'il est bon d'enseigner toute espèce de doctrine ; vous ne pouvez pas accepter les conseils de vos amis bien intentionnés, parce qu'ils vous demandent ce que vous ne pouvez donner et vous êtes contraint de rester dans cette situation anormale de père des fidèles, obligé de maintenir vos peuples sous le joug avec l'aide de baïonnettes étrangères, ou d'accepter le principe de liberté largement et loyalement appliqué par la plus ancienne des nations de race latine, dans le pays où le catholicisme a son siège naturel.

Il me semble, Messieurs, qu'il est impossible que ce raisonnement, cette proposition faite en toute sincérité, en toute loyauté, ne soit pas favorablement accueillie.

Je rappellerai, comme confirmation de la sincérité de nos propositions, qu'elles sont conformes à tout notre système. Nous croyons que l'on doit introduire le système de la liberté dans toutes les parties de la société religieuse et civile ; nous voulons la liberté économique, nous voulons la liberté administrative, nous voulons la pleine et absolue liberté de conscience, nous voulons toutes les libertés politiques compatibles avec le maintien de l'ordre public et nous voyons donc, comme conséquence nécessaire de cet ordre de choses, qu'il est indispensable à l'harmonie de l'édifice que nous voulons édifier que le principe de liberté soit appliqué aux rapports de l'Église et de l'État (Bien).

Ces vérités seront accueillies par l'opinion publique, et sans pouvoir prévoir le temps qu'il faudra pour qu'elles acquièrent une puissance irrésistible, je pense ne pas me repaître d'illusions en déclarant qu'en un siècle où, dans le monde intellectuel aussi on fait usage de la locomotive, ces idées ne tarderont

pas à être généralement accueillies. Lorsque cela arrivera, l'accord avec la France, comme je l'ai dit, sera facile.

J'espère que, ces deux conditions étant réalisées, les catholiques convaincus et l'accord avec la France obtenu, il y aura moyen de s'entendre avec le Saint-Père. Je ne veux pas prévoir le cas de l'impossibilité de l'accord, mais je pense que, si cette impossibilité ne provenait pas de nous, elle ne nous serait pas imputée et que, même dans cette hypothèse, Rome pourrait être réunie à l'Italie sans qu'il en découlât des conséquences fatales pour nous et pour l'gÉlise...

La discussion se termina par l'approbation, à la quasi-unanimité, de l'ordre du jour suivant proposé par le député Boncompagni :

La Chambre, ayant entendu les déclarations du Ministère, confiante que, la dignité, l'honneur et l'indépendance du pontife et la pleine liberté de l'Église seront assurés, que l'application du principe de non-intervention aura lieu d'accord avec la France et que Rome, capitale acclamée par l'opinion nationale, sera unie à l'Italie, passe à l'ordre du jour.

Cavour avait déjà, depuis quelques mois, commencé des négociations avec Rome sur la base de la séparation absolue des deux pouvoirs temporel et spirituel, mais précisément à ce moment un douloureux événement vint attrister son âme.

On discutait sur la situation à donner aux officiers garibaldiens entrés dans l'armée régulière, et il parut à quelques-uns d'entre eux que le gouvernement ne tenait pas un compte suffisant de leur œuvre ; ils excitèrent Garibaldi contre Cavour, ravivant de nouveau la blessure toujours saignante qu'avait produite en lui la cession de Nice à la France. Garibaldi accourut à Turin et, dans une pénible séance de la Chambre, après avoir critiqué en termes violents l'œuvre du ministère, il

déclara qu'il serait pour lui trop triste de serrer la main de l'homme qui l'avait rendu étranger à l'Italie. Cavour sut dompter son tempérament bouillant, comprenant tout le mal qu'un dissentiment entre lui et Garibaldi aurait fait à l'Italie il étouffa en lui tout ressentiment et répondit d'une voix émue : « Je sais qu'entre l'honorable Garibaldi et moi existe un fait qui établit entre nous deux un abime. J'ai cru accomplir un devoir douloureux, le plus douloureux que j'aie accompli dans ma vie, en conseillant au roi et en proposant au Parlement d'approuver la cession de Nice et de la Savoie à la France. Par la douleur que j'ai éprouvée, je puis comprendre celle qu'a dû éprouver l'honorable général Garibaldi et, s'il ne me pardonne pas ce fait, je ne lui en veux pas. » Puis, d'une voix calme, il repoussa les critiques dirigées contre le ministère. Le roi fut consterné de ce conflit survenu entre les deux plus grands personnages de l'Italie et il chercha à les faire se réconcilier : il put réussir à combiner un rendez-vous entre eux dans un des salons du palais royal de Turin. Dans cet entretien, Cavour exposa la ligne de conduite qu'il entendait suivre, soit vis-à-vis de l'Autriche, soit vis-à-vis de la France, et Garibaldi déclara approuver ce programme. Peu de jours après (le 18 mai 1861), le grand héros écrivait même au grand ministre : « Que Victor-Emmanuel soit le bras de l'Italie et que vous, Monsieur le Comte, en soyiez la tête. Confiant dans votre intelligence supérieure et dans votre ferme volonté de faire le bien de la patrie, j'attendrai l'heureuse parole qui m'appellera une fois encore sur les champs de bataille. »

Mais désormais Cavour, usé par les fatigues des dernières années et par une tension d'esprit continuelle, avait ruiné sa santé : le 29 mai 1861, la fièvre le prit, on

lui fit aussitôt de nombreuses saignées et son état parut s'améliorer. Il voulut continuer à s'occuper des affaires publiques, et, le 1er juin, il rassembla autour de son lit le Conseil des ministres ; le 2 la fièvre reprit plus intense. Bientôt son état devint très grave. Le curé de sa paroisse, un bon moine franciscain (le père Jacques), lié d'amitié avec la famille Cavour, accourut dès qu'on l'appela pour administrer au mourant les secours de la religion, évitant ainsi de graves désordres qui se seraient certainement produits à Turin contre le clergé si le cas du ministre Santarosa s'était renouvelé[1]. Le 6 juin, à 6 h. 45 du matin, mourut Cavour, il avait à peine 51 ans. Le roi Victor-Emmanuel, qui, peu auparavant, était allé en personne le saluer à son chevet, aurait voulu que ses cendres reposassent dans la basilique de Superga à côté des tombes de la maison de Savoie. Ce fut une noble et délicate pensée, mais Cavour avait demandé que ses cendres fussent déposées dans la sépulture de famille, au village de Santena (près Chieri), et son désir fut exaucé.

Souvent des dissentiments étaient nés entre Victor-Emmanuel et Cavour, mais ils les avaient toujours apaisés, parce que tous deux sentaient que leur entente était nécessaire à l'Italie ; Cavour disait toujours que sans Victor-Emmanuel on n'aurait pas fait l'Italie, mais Victor-Emmanuel avait compris aussi que les inextricables difficultés de la politique de cette époque ne pouvaient être surmontées que par la puissante intelligence de Cavour.

1. La curie romaine, qui souhaitait et voulait un scandale, fut mécontente. Elle fit venir le moine à Rome et, non seulement lui enleva sa paroisse, mais encore le suspendit *a divinis* et l'envoya finir ses jours dans un couvent lointain.

Lord Palmerston, alors chef du gouvernement anglais, dit : « Le nom du comte de Cavour restera toujours vivant, restera, si j'ose dire, comme embaumé dans la mémoire, dans la gratitude et dans l'admiration du genre humain, aussi longtemps que l'histoire sera là pour rappeler les événements du passé. » Lord Russell lui assigna *une des places les plus sublimes du genre humain* et Sir Robert Peel (fils du grand ministre du même nom) qui occupa lui aussi de hautes charges dans le gouvernement anglais, le déclara *le plus grand homme d'État qui ait jamais guidé les destinées de n'importe quelle nation sur le chemin de la liberté.* Ces jugements, prononcés par des hommes pour qui la politique n'avait pas de secrets, ont été confirmés par la postérité. On peut dire qu'une génération entière a passé depuis la mort de Cavour; son nom, loin de s'obscurcir, brille chaque jour d'un éclat plus vif et l'œuvre qu'il a accomplie apparaît toujours plus merveilleuse.

⁂

Avec la mort de Cavour se terminent les pages les plus splendides du *Risorgimento* italien. Les ministres qui, avec de fréquents changements, se succédèrent depuis lors à la tête du gouvernement (Ricasoli, Rattazzi, Farini, Minghetti, La Marmora, Lanza, etc.), se proposèrent tous de continuer les méthodes et les traditions de Cavour, mais ils ne surent pas s'élever à sa hauteur, ni même s'en approcher.

Il faut reconnaître que les conditions du nouveau royaume étaient très graves : quatre dynasties (celles de Naples, de Toscane, de Modène et de Parme) aspiraient à recouvrer leur trône perdu ; l'Autriche, des forteres-

ses du quadrilatère, regardait d'un œil défiant le nouvel État, qu'elle menaçait d'une invasion ; les foudres de l'excommunication pontificale tentaient de renverser le nouvel édifice ; Napoléon était arrêté dans son désir de favoriser l'achèvement des destinées de l'Italie par le cléricalisme qui dominait à sa cour ; et, tandis que presque tous les États d'Europe regardaient avec défiance l'Italie ressuscitée, le parti garibaldien était impatient d'enlever Rome au pape et Venise à l'Autriche. Les populations des diverses régions, habituées depuis des siècles à vivre séparées, ne se fondaient pas ensemble ; quelques-unes, opprimées jusque-là par des tyrans ennemis de tout progrès, se trouvaient bien en arrière sur la route de la civilisation ; les finances étaient épuisées, l'armée en formation, l'administration désorganisée et, comme si cela ne suffisait pas, les provinces du midi étaient en proie au brigandage.

Le brigandage avait été le fléau permanent des provinces méridionales, tant par l'extrême misère des paysans qui, en prenant la campagne, cherchaient à se soustraire à la faim et à l'oppression constante de leurs seigneurs, que par la faiblesse et le peu de prestige de tous les gouvernements de ces pays ; d'autre part le manque de routes et d'habitations dans la campagne constituait un milieu très favorable au développement de ce fléau. Aussi, profitant du moment où l'ancienne administration disparaissait et où la nouvelle n'était pas encore formée, le brigandage reparut plus prospère que jamais et prit une couleur politique. Le roi que l'on avait chassé, François II, envoyait de Rome des armes, de l'argent et des titres de colonel et de général aux plus infâmes malfaiteurs : Cipriano La Gala, Crocco, Caruso et bien d'autres, qui ravageaient surtout les Abruzzes, la Basilicate

et la Calabre. Plusieurs milliers de brigands se rallièrent autour d'eux ; en avril 1861 une bande réussit même à s'emparer de la ville de Melfi, chef-lieu d'arrondissement.

Peu après, en septembre de la même année, un aventurier espagnol, don José-Borjes, légitimiste ardent, croyant pouvoir relever la couronne bourbonienne dans le royaume des Deux-Siciles, débarquait sur la côte de Calabre, se mettait à la tête des brigands et occupait avec eux de nombreux villages de la Calabre et de la Basilicate. Ses troupes avançaient en dévastant, saccageant et massacrant ; il s'aperçut bientôt que la cause bourbonienne n'était servie que par des criminels qu'animait seulement un désir de rapine. Il décida alors de les abandonner, mais, avant même qu'il eût pu le faire, les brigands, après l'avoir entièrement dépouillé, le quittèrent. Avec 19 compagnons il essaya d'atteindre les frontières de l'État pontifical, pour aller dire à François II par quelle espèce d'individus était servie sa cause ; mais il tomba entre les mains des troupes italiennes et fut fusillé (8 décembre 1861).

Le brigandage ne disparut pas avec la mort de Borjes, il augmenta même de férocité à mesure qu'il perdait son caractère politique. Pour le détruire le gouvernement dut employer beaucoup d'hommes et d'argent, il dut faire et appliquer inexorablement des lois terribles et, dans l'accomplissement de ce devoir obscur et pénible, l'armée italienne donna des preuves sublimes de dévouement à la patrie. Malheureusement la lutte dura longtemps, car les brigands, quand ils étaient serrés de trop près, pouvaient très facilement se réfugier dans l'État pontifical.



Pendant ce temps le parti qui s'intitulait d'*action*, car il voulait qu'on agît hardiment pour occuper Rome et Venise, s'agitait, et, en 1862, profitant de la venue au pouvoir de Rattazzi qui se montrait favorable à la démocratie, il décida de commencer la lutte. Garibaldi lui-même se mit à organiser des armements ; mais le gouvernement, menacé par l'attitude de l'Autriche, dut opérer la saisie d'un dépôt d'armes à Sarnico (province de Bergame) et l'arrestation de quelques agitateurs qui, à Brescia et à Bergame, poussaient les populations à la guerre.

D'autre part le pape, aux nouvelles ouvertures faites par le gouvernement italien pour un accord répondait : *Non possumus*, et une assemblée de 300 évêques réunis à Rome de tous les points du monde présentait même à Pie IX une adresse soutenant la nécessité du pouvoir temporel. En réponse à ce défi, Garibaldi alla en Sicile et se mit à enrôler des volontaires au cri de : *Ou Rome, ou la mort !* Le gouvernement se trouva très sérieusement embarrassé. Rome était toujours occupée par les Français et Napoléon III, poussé par le parti clérical, faisait comprendre que l'entrée des garibaldiens dans l'État pontifical serait considérée par lui comme une déclaration de guerre de la part du royaume d'Italie. Rattazzi se vit alors obligé d'empêcher la tentative de Garibaldi.

Celui-ci, avec 2 500 volontaires, partit de la côte de Catane et débarqua en Calabre, de là il gagna les hauteurs d'Aspromonte. Mais là, il se vit entouré par un corps de bersaglieri, commandés par le colonel Pallavicini. Tous les Italiens espéraient qu'il n'y aurait pas de sang répandu, malheureusement, quelques coups de fusil partirent des deux côtés, et Garibaldi lui-même fut blessé

(29 août 1862). Il fut conduit dans le fort de Varignano près de la Spezia ; après quelques mois on le remit en liberté et il retourna à Caprera.

A la suite de ces faits, un grand *meeting* se tint à Londres en septembre 1862 en l'honneur de Garibaldi. Les sympathies anglaises étaient toujours très vives pour l'Italie et Garibaldi, sous le prétexte de consulter de célèbres chirurgiens anglais pour sa blessure, partit pour l'Angleterre en septembre 1864. Il pensait alors à la délivrance de la Vénétie et il espérait, grâce à la force de l'opinion publique, pouvoir amener le gouvernement anglais à lui donner son appui et de l'argent pour une guerre contre l'Autriche. En Angleterre, toutes les classes sociales rivalisèrent de démonstrations admiratives, aucun homme ne fut jamais accueilli à Londres avec un pareil et si universel enthousiasme (11 avril 1864); mais le gouvernement, tout en démontrant à Garibaldi son entière bienveillance, réussit à enlever à ce voyage tout caractère politique.

De son côté Mazzini, qui continuait à avoir confiance dans les conjurations, avait organisé des comités secrets dans les villes de la Vénétie, espérant que, lorsque l'insurrection aurait éclaté, le gouvernement italien serait bien forcé d'entreprendre la guerre. Dans cette occasion, il trouva un partisan puissant de ses desseins dans le roi Victor-Emmanuel lui-même qui, irrité de la timidité de son ministère (présidé alors par Minghetti), entra en rapports, par l'intermédiaire d'un agent secret, avec le grand révolutionnaire. Ce projet ne fut pas réalisé, mais il sert à démontrer que, chez ces deux grands Italiens, le sentiment patriotique était supérieur à toute autre idée.

Pendant ce temps, en Italie, la question de la capitale devenait chaque jour plus aiguë ; Napoléon lui-même

compris qu'il fallait donner quelque satisfaction au sentiment italien, qui voyait d'un mauvais œil des troupes françaises à Rome ; pour les en retirer il amena le ministère Minghetti à signer la convention du 15 septembre 1864. Par cet acte la France promettait de retirer ses troupes de Rome, mais le gouvernement italien devait s'obliger à respecter et à faire respecter la frontière de ce qui subsistait encore de l'État pontifical ; pour donner en quelque sorte un gage d'avoir renoncé à toute idée sur Rome, l'Italie devait transférer sa capitale de Turin à Florence. Ces Turinais qui, en 1860 et 1861, avaient chaleureusement applaudi les paroles de Cavour sur la nécessité d'avoir Rome pour capitale, furent peinés de voir l'aigle de Savoie abandonner les rives du Pô pour se poser, non sur les rives du Tibre, mais sur celles de l'Arno ; c'est pourquoi il y eut à Turin des manifestations hostiles au ministère, où coula malheureusement le sang italien.

La capitale fut néanmoins transférée à Florence en 1865. C'était précisément l'année du sixième centenaire de la naissance de Dante et, de toute la péninsule, un hommage spontané alla vers Florence, patrie de l'*altissime poète*.

* * *

Une autre difficulté très grave dans la vie de la nation provenait des conditions financières. Les dépenses effectuées pour la guerre, la nécessité de maintenir une forte armée et de constituer une marine, la réorganisation de toute l'administration de l'État, le besoin d'activer le développement commercial et industriel en étendant les moyens de communication et celui de combattre l'ignorance par les progrès de l'instruction publique, avaient

produit un déficit dans les finances de l'État. Pour atteindre l'équilibre entre les dépenses et les recettes, on adopta tous les moyens possibles : augmentation de la dette publique, augmentation et création d'impôts ; il est nécessaire de recommander ici à la reconnaissance des Italiens le nom de Sella, qui fut plusieurs fois ministre des finances, et défia courageusement l'impopularité pour réussir à rétablir l'équilibre budgétaire. A cette époque tout exposé financier portait avec lui une note pénible : la nécessité de nouveaux impôts ; le Parlement les approuvait quand même et le pays les payait sans trop en souffrir. Ce profond sentiment patriotique, qui faisait trouver légère toute charge soutenue pour la patrie, fit naitre dans l'âme élevée du journaliste Bottero l'idée d'inviter tous les Italiens à une souscription volontaire pour payer les dettes de l'État. Cette proposition, lancée par lui dans la *Gazette du peuple* de Turin du 14 février 1866, fut accueillie très favorablement, en peu de semaines on souscrivit plus de 300 millions. La guerre de 1866 vint arrêter en plein succès le développement de cette nouvelle institution, dite Société nationale[1].

*
* *

La grande place qui avait été tenue par Cavour sur la scène politique de l'Europe fut bientôt occupée par Otton de Bismarck, appelé à la tête du gouvernement prussien

1. La guerre naturellement non seulement arrêta les souscriptions mais encore rendit très difficile la rentrée des sommes déjà souscrites. Malgré tout, les fonds recueillis alors et l'accumulation des intérêts ont porté aujourd'hui (1911) le patrimoine de l'Association au beau chiffre de 80 millions, réserve précieuse, destinée à rendre un jour des services signalés au pays.

par le roi Guillaume en 1862. Lui aussi désirait faire l'unité et la grandeur de son pays et c'est pourquoi il devait chercher à chasser l'Autriche de l'Allemagne. Ainsi les visées de la Prusse et celles de l'Italie en arrivaient à se trouver d'accord dans l'hostilité à l'Autriche, suivant l'idée déjà exprimée par Cavour.

A la fin de 1865 Bismarck terminait les négociations, en cours depuis assez longtemps, pour un traité de commerce entre le Zollverein et le nouveau royaume d'Italie; puis il demandait au général Alphonse La Marmora (alors président du conseil en Italie) de se mettre d'accord avec lui pour le cas d'une guerre contre l'Autriche. La Marmora envoya à Berlin le général Govone qui, le 8 avril 1866, signa, au nom du roi d'Italie, un traité secret d'alliance avec le roi de Prusse.

L'Autriche, s'apercevant d'être ainsi menacée de deux côtés, fit offrir à l'Italie, par l'intermédiaire de l'empereur Napoléon III, la cession de la Vénétie, à condition que Victor-Emmanuel abandonnât l'alliance avec la Prusse; mais le roi, toujours fidèle à ses promesses, ne voulut pas accepter ces propositions.

Le 20 juin commença la guerre. Victor-Emmanuel prit le commandement de l'armée et choisit comme chef d'état-major le général Alphonse La Marmora, qui laissa la présidence du conseil à Ricasoli. Garibaldi fut de nouveau appelé à diriger les volontaires, qui avaient pris les armes en grand nombre. Le roi avait une idée hardie et heureuse, celle d'envoyer Garibaldi sur les côtes de la Dalmatie; là le valeureux condottiere aurait facilement réussi à soulever les populations et il aurait pu ensuite, en se dirigeant sur Vienne, forcer l'Autriche à employer contre lui une partie importante de ses troupes. Garibaldi était enthousiaste de ce projet, mais

il ne fut pas exécuté, car les milieux de la cour craignirent que le héros populaire n'acquît trop de prestige; c'est pourquoi les volontaires garibaldiens furent envoyés dans les montagnes du Tyrol[1].

L'armée italienne, en comptant les volontaires, comprenait 220 000 hommes de forces prêtes à entrer en ligne; la plus grande partie était rassemblée sur les bords du Mincio, mais un corps important, commandé par le général Cialdini, se trouvait sur le Pô inférieur dans la région de Ferrare. Cette division des forces (faite surtout pour ne pas heurter la susceptibilité des deux généraux La Marmora et Cialdini qui semblaient avoir des titres égaux au commandement suprême) enleva aux Italiens l'avantage de la supériorité numérique sur l'ennemi. L'armée autrichienne ne comprenait que 150 000 hommes, mais elle était renforcée par sa position dans les forteresses du quadrilatère; elle était commandée par l'archiduc Albert, qui avait comme chef d'état-major l'habile et audacieux général John.

Le 23 juin les Italiens passèrent le Mincio, le 24 ils se rencontrèrent avec les troupes autrichiennes sur les hauteurs de Custoza, déjà fatales en 1848 aux armes italiennes. La bataille fut menée avec beaucoup d'ardeur et de courage, mais, faute d'une direction habile, un tiers à peine de l'armée italienne rassemblée sur le Mincio put combattre. La Marmora montra un grand courage personnel, galopant toujours au fort de l'action et conduisant lui-même les diverses divisions aux positions

1. Le peu de sympathie que les gouvernants italiens d'alors avaient pour les mouvements populaires et l'absence chez eux de toute hardiesse empêchèrent également la réalisation du projet (proposé par le général Türr d'accord avec Kossuth) de faire insurger la Hongrie et d'inquiéter ainsi l'Autriche sur ses derrières.

qu'elles devaient occuper, mais il fit voir en même temps qu'il manquait des aptitudes et des dons nécessaires à un commandant en chef. Tout fut inutile : l'héroïsme des corps isolés, combattant confusément et sans unité de direction, le courage des deux fils du roi, les princes Humbert et Amédée, qui faisaient leurs premières armes; l'armée italienne, après avoir soutenu une mêlée terrible, dut battre en retraite et repasser le Mincio. Dans la ferme attente où étaient les Italiens d'une victoire, la nouvelle de cette bataille parut un grand désastre, on exagéra la défaite subie, ce qui contribua à décourager les esprits.

Heureusement le sort de la guerre était favorable en Allemagne aux alliés de l'Italie, le 3 juillet la Prusse mettait en déroute l'armée autrichienne à Sadowa. L'Autriche alors, pour pouvoir rappeler ses troupes d'Italie à la défense de Vienne qui semblait menacée, fit de nouveau, par l'intermédiaire de Napoléon, promettre à Victor-Emmanuel la cession de la Vénétie ; mais, cette fois encore, le roi refusa, pleinement d'accord avec le sentiment de tous les Italiens, qui désiraient venger l'honneur des armes.

On décida donc de reprendre courageusement l'offensive ; le général Cialdini reçut l'ordre de franchir le Pô et de pénétrer en Vénétie. Désormais une grande partie des troupes autrichiennes était partie pour Vienne, la marche en avant fut donc très facile, le 20 juillet Cialdini arrivait à la Piave.

En même temps Garibaldi, à la tête des volontaires, était parti du lac de Garde vers le Trentin, il triomphait d'une forte résistance à Bezzecca et s'avançait jusqu'à peu de kilomètres de la ville même de Trente.

Les Italiens avaient grande confiance dans leur flotte. Elle était commandée par l'amiral Persano, un homme

qui avait su acquérir une renommée bien supérieure à son mérite. Il passa les premières journées de la guerre dans l'inaction, il restait sans bouger dans le port d'Ancône, tandis que l'amiral autrichien Tegethoff faisait preuve d'une grande audace et de résolution en le défiant au combat. Enfin le mécontement de l'opinion publique poussa le gouvernement à donner l'ordre à Persano de répondre immédiatement aux offenses autrichiennes sous peine de destitution.

Le 16 juillet Persano quitta Ancône et alla attaquer l'île de Lissa, mais, pendant que l'attaque des forts durait encore arriva, le 20 juillet, la flotte autrichienne, qui se lança aussitôt de toutes ses forces contre la flotte italienne. A ce moment Persano abandonna le navire amiral *Re d'Italia* et se rendit sur l'*Affondatore*, qu'il maintint en dehors de la ligne de bataille : acte sans excuses et qui, n'étant pas venu aussitôt à la connaissance de toute la flotte, fit que l'on manqua de tout signal de direction et que chaque navire dut combattre pour son propre compte ; une partie de la flotte italienne resta même inactive. Tegethoff, avec son navire amiral, heurta de flanc le *Re d'Italia* qui coula aussitôt avec son commandant Faà di Bruno et 600 marins environ, dont un tiers à peine put se sauver ; un autre cuirassé italien, le *Palestro*, prit feu ; son commandant Cappellini, tenta de vaincre l'incendie ; il prévoyait qu'il serait difficile d'éviter l'explosion des poudres ; il n'en resta pas moins à son poste et peu après il sauta en l'air avec ses 300 marins au cri de « *Vive l'Italie* ». L'amiral autrichien se retira ensuite en bon ordre, et sans être inquiété par Persano qui, de son côté, rentra à Ancône.

Le désastre de Lissa attrista profondément les Italiens, qui étaient convaincus de la supériorité de leur flotte

sur celle de l'Autriche. L'amiral Persano qui, tout d'abord, avait été accusé de trahison, fut ensuite destitué pour incapacité et négligence.

Le 22 juillet la Prusse commençait les négociations pour un armistice avec l'Autriche et elle le signait le 26 sans accord préalable avec l'Italie. Ce furent des moments douloureux et terribles pour le gouvernement italien ; toutes les forces de l'Autriche, rendues audacieuses par les victoires remportées en Italie, pouvaient d'un moment à l'autre tomber sur la péninsule. On fut dans la nécessité de signer aussitôt l'armistice de Cormons (12 août)[1] et d'accepter les conditions du traité de paix de Prague (24 août). Par ce traité, l'Autriche remettait la Vénétie à Napoléon III qui, se faisant médiateur du conflit, déclarait la céder à Victor-Emmanuel après un plébiscite où naturellement les populations se prononcèrent à l'unanimité pour l'annexion au reste de l'Italie (21-22 octobre 1866). D'autre part, dès le 3 octobre, on avait conclu à Vienne un traité particulier pour des questions intéressant l'Italie et l'Autriche ; par ce traité l'empereur François-Joseph rendait à l'Italie la fameuse couronne de fer qui, en 1859, avait été portée de Monza à Vienne.

La façon dont on avait obtenu la Vénétie était certes humiliante pour les Italiens, mais quand, le 7 novembre 1866, Victor-Emmanuel fit son entrée dans Venise, la belle épouse de l'Adriatique, splendide et joyeuse comme aux temps heureux de sa puissance, on oublia complètement le malheureux résultat de cette guerre pour goûter tout entière la joie de se sentir délivré de l'étranger[2].

1. Garibaldi, qui se trouvait avec ses troupes à peu de kilomètres de Trente, reçut l'ordre de se retirer et d'abandonner le Trentin ; bien que le cœur lui saignât, il répondit : « J'obéis ».

2. Le mauvais résultat de la guerre avait pourtant enlevé beaucoup de

*
* *

Il ne restait plus à résoudre que la question romaine. L'espoir de pouvoir réconcilier la papauté et l'esprit de la civilisation moderne parut évanoui du jour où Pie IX publia le Syllabus (8 décembre 1864), condamnant, comme doctrines hérétiques, les libertés de pensée, de presse et d'enseignement et s'élevant en imprécations contre les conséquences du libéralisme et du progrès. Le gouvernement italien de son côté, continuant dans la voie des réformes qu'exigeaient les temps nouveaux, réglait la question du mariage en imposant l'obligation de la cérémonie civile, tandis que la cérémonie religieuse restait facultative ; plus tard, il supprimait de nombreuses congrégations religieuses et procédait à la nationalisation des biens ecclésiastiques. Le conflit entre la curie romaine et le gouvernement italien était donc plus vif que jamais.

Pendant ce temps Napoléon III, appliquant la convention de 1864, avait peu à peu retiré ses troupes de Rome, de sorte qu'à la fin de 1866 prit fin l'occupation étrangère qui durait depuis 17 ans. Le gouvernement pontifical se trouva seul en face de ses sujets. Alors, tandis qu'à Rome certains comités secrets cherchaient à

prestige au gouvernement, de sorte que les membres les plus fanatiques du parti bourbonien clérical crurent le moment venu pour essayer un mouvement en Sicile, avec l'espoir que, de l'île, il s'étendrait à tout le royaume. C'est pourquoi, exploitant le mécontentement produit dans l'île par la conscription et par d'autres innovations, ils organisèrent des bandes qui, le 16 septembre 1866, envahirent Palerme et l'occupèrent presque tout entière en y commettant de nombreux excès de rapine et de cruauté. Ce ne fut que plusieurs jours après que le général Cadorna, ayant reçu des renforts, put maîtriser cette révolte.

provoquer une insurrection, dans le royaume, le parti d'action décidait d'intervenir lui aussi pour résoudre le conflit, comptant qu'il ne rencontrerait pas d'opposition de la part du ministère, dont la direction était de nouveau conférée à Rattazzi. Garibaldi parcourut plusieurs provinces pour pousser les habitants à la guerre.

En septembre 1867 la préparation du mouvement était déjà en bonne voie ; mais le gouvernement italien qui, jusqu'alors, avait laissé faire, impressionné maintenant par l'attitude de Napoléon III qui se déclarait prêt à défendre le pape, fit arrêter Garibaldi le 23 du même mois de septembre et l'envoya à Caprera, où il le fit surveiller par quatre navires.

Mais, même en l'absence de Garibaldi, des bandes de volontaires s'organisaient et pénétraient dans l'État pontifical. Le soir du 22 octobre il y eut à Rome une tentative d'insurrection, les maçons Monti et Tognetti essayèrent de faire sauter avec une mine la caserne Serristori, pendant qu'une centaine de jeunes gens s'emparaient de la Porte Saint-Paul ; mais ce mouvement, dès qu'il éclata, fut réprimé dans le sang.

Espérant trouver encore la ville en révolution, les deux frères Henri et Jean Cairoli, avec 70 compagnons, passèrent la frontière avec l'intention d'aider les insurgés, ils descendirent par le Tibre jusqu'à deux milles de Rome et prirent position sur les Monts Parioli, près d'une villa appelée Glori, pour y attendre des nouvelles de l'insurrection. Ce fut au contraire une forte troupe de gendarmes pontificaux qui arriva. Ce ne fut pas une bataille, mais une terrible lutte corps à corps, tous les 70 tombèrent morts ou blessés. Henri Cairoli mourut sur-le-champ, Jean, blessé gravement et fait prisonnier, obtint ensuite, par l'intermédiaire d'un prélat anglais, sa liberté,

mais il n'en profita que pendant un peu plus d'un an, souffrant horriblement des blessures qu'il avait reçues. Ainsi cette famille de héros, qui comptait déjà un des siens tombés glorieusement à Varese dans la campagne de 1859 et un autre mort en Sicile, épuisé par les marches fatigantes de l'expédition des Mille, fournissait maintenant un nouveau contingent à la liste des martyrs italiens.

Peu de jours après les troupes pontificales cernèrent dans Rome même, dans le quartier du Transtévère, un atelier où étaient rassemblés plusieurs patriotes occupés à préparer des cartouches; ceux-ci répondirent par des coups de fusil et des bombes, mais ils furent vaincus et en grande partie massacrés, parmi les morts se trouva une femme hardie : Judith Tavani-Arquati, qui avait été l'âme de la résistance.

Garibaldi pendant ce temps avait réussi à s'enfuir de Caprera. La nuit du 16 octobre le vieux héros s'était jeté seul dans une petite barque et, fuyant la surveillance des navires, il avait débarqué à La Maddalena, d'où il était ensuite parti pour la Toscane. Rattazzi, sachant Napoléon indigné de la marche des affaires italiennes et se sentant incapable de dominer les événements qui menaçaient, donna sa démission. Pendant la crise ministérielle, personne n'eut le courage de prendre des décisions hardies et ainsi le mouvement garibaldien put grandir. Garibaldi, arrivé à Florence, prit la parole en public, excitant les populations à la guerre, puis il alla se mettre à la tête des bandes armées déjà rassemblées.

Napoléon III qui, sous la pression des cléricaux français, avait déjà fait préparer à Toulon une flotte pour aller au secours du pape, donna à ses navires lorsqu'il apprit ces

nouvelles, l'ordre d'appareiller pour Civitavecchia. Garibaldi cependant, ayant passé la frontière, rencontra le 26 octobre les troupes pontificales à Monterotondo et les battit; lorsqu'il sut que les Français avaient déjà débarqué dans l'État pontifical, il excita encore les siens à continuer la lutte. Le 3 novembre eut lieu à Mentana un autre combat ; Garibaldi avait réussi à mettre en fuite les troupes pontificales quand il se heurta aux troupes françaises. Les volontaires, armés de mauvais fusils, ne purent résister longtemps aux Français munis de leurs *chassepots* qui, suivant la malheureuse expression du général de Failly, commandant de l'expédition, *firent merveille*. Garibaldi en se retirant licencia les corps de volontaires, et, rentré dans le royaume, il fut, par ordre du gouvernement italien, reconduit à Caprera.

Ainsi échoua l'expédition garibaldienne de 1867. Comme pour augmenter encore l'éloignement qui, par suite de ces faits, grandissait entre la France et l'Italie, le ministre d'État français Rouher, pour plaire à la majorité cléricale de la Chambre, dit résolument au Corps législatif : « *Nous le déclarons au nom du gouvernement français : l'Italie ne s'emparera pas de Rome ; jamais, jamais la France ne supportera cette violence faite à son honneur et à la catholicité. L'Italie trouverait la France sur le chemin de Rome le jour où elle voudrait envahir les États pontificaux.* »

*
* *

Toute l'Italie au contraire pensait à Rome et, encore en décembre de cette même année 1867, en réponse aux paroles de Rouher, Lanza, prenant possession de la présidence de la Chambre déclarait ouvertement : « Nous

sommes unanimes à vouloir l'achèvement de l'unité nationale et Rome, tôt ou tard, par la nécessité des choses et la raison du temps, devra être la capitale de l'Italie. »

Plus tard, l'animosité entre la France et l'Allemagne s'étant accrue, Napoléon III crut opportun de s'unir plus étroitement à l'Autriche et à l'Italie. L'empereur François-Joseph caressait volontiers l'idée de prendre la revanche de Sadowa, mais il ne voulait pas se voir de nouveau menacé sur ses flancs par l'Italie, qu'il estimait désireuse de profiter de la première occasion pour lui soustraire les pays, non encore redevenus italiens, de Trieste et de Trente. Il déclara donc qu'il n'adhérerait à l'alliance française que si l'Italie y participait elle aussi. Le gouvernement italien posa comme condition que Rome fût abandonnée par les troupes françaises qui y étaient retournées en 1867, mais Napoléon, inféodé au parti clérical, ne voulut rien savoir et l'alliance échoua.

Pendant ce temps la curie romaine, comme pour donner une preuve de sa puissance, avait rassemblé à Rome un Concile œcuménique, qui fut le vingtième dans l'histoire du catholicisme et qui s'ouvrit plus de trois siècles après la clôture du précédent: celui de Trente. Dans le nouveau concile prévalurent les idées les plus contraires aux principes qui avaient triomphé dans les derniers temps et, comme un défi aux gouvernements libéraux, on proclama le dogme de l'infaillibilité du pape (20 juillet 1870).

Précisément à ce moment la guerre entre la France et la Prusse venait d'être déclarée. De nouvelles négociations diplomatiques eurent lieu pour une alliance franco-italo-autrichienne, mais l'obstination de l'empereur à ne pas permettre aux Italiens d'occuper Rome les rendit vaines. Après les premières défaites des armées fran-

çaises, Napoléon retira ses troupes de Rome et envoya à Florence le prince Jérôme Napoléon demander formellement l'aide de l'Italie, avec la promesse de la laisser libre de faire ce qu'elle voudrait dans l'État romain. Victor-Emmanuel aurait voulu courir au secours de son allié de 1859, mais l'opinion publique, en Italie, était contraire à Napoléon III ; en outre, si les Français avaient combattu à côté des Italiens en 1859, ceux-ci avaient été aussi les alliés de la Prusse en 1866 ; le conseil des ministres se prononça donc pour la neutralité.

Lorsqu'après le désastre de Sedan, la population parisienne insurgée eut abattu l'Empire et proclamé la République (4 septembre 1870), le gouvernement italien se considéra comme dégagé des engagements pris en 1864 envers l'Empereur. Victor-Emmanuel écrivit une lettre à Pie IX où il le priait, *avec une affection filiale*, de considérer les conditions de l'Italie et de renoncer au pouvoir temporel, Pie IX répondit qu'il ne céderait qu'à la violence.

Le 19 septembre les troupes italiennes, commandées par le général Cadorna, arrivaient aux portes de la Ville éternelle ; le 20, après une courte lutte à Porta Pia, elles ouvraient une brèche dans les murs. Pie IX, qui avait voulu simplement démontrer la violence subie, donna l'ordre à ses troupes de se retirer et il s'enferma dans le palais du Vatican, prenant ainsi l'attitude d'être prisonnier de cette nouvelle Italie qui, revendiquant le droit de constituer une nation et une patrie, hissait le drapeau tricolore au Capitole. Le 2 octobre 1870, les populations de l'État romain proclamèrent en un plébiscite solennel leur désir de s'unir au royaume de Victor-Emmanuel, et ainsi s'accomplit un des plus grands faits de l'histoire moderne : l'abolition du pouvoir temporel des

papes qui était né onze siècles auparavant avec la donation de Pépin, et qui avait toujours empêché l'unification de l'Italie.

Le 5 décembre 1870, Victor-Emmanuel, ouvrant à Florence le nouveau Parlement, pouvait s'écrier avec un juste orgueil : « Avec Rome capitale de l'Italie, j'ai accompli ma promesse et couronné l'entreprise commencée il y a 23 ans par mon père magnanime. Mon cœur de roi et de fils éprouve une joie solennelle à saluer ici, rassemblés pour la première fois, les représentants de notre patrie chérie et à prononcer ces paroles : L'Italie est libre et une, à nous désormais de la faire grande et heureuse. »

Ainsi la grande idée de l'unité italienne, caressée pendant si longtemps par les plus puissants penseurs et chantée par les plus grands poètes, pouvait être considérée comme réalisée : presque tout le territoire géographiquement italien se trouvait rassemblé en un seul État qui, suivant le recensement fait précisément le 31 décembre 1871, avait alors une population de 26 800 000 habitants.

Des anciens domaines italiens l'Autriche ne conservait que Trente et Trieste (700 000 habitants) ; le canton du Tessin (130000 habitants) continuait à faire partie de la Confédération suisse à laquelle il était passé dès le début du XVIe siècle ; la Corse (290 000 habitants) et le comté de Nice (300 000 habitants) restaient annexés à la France qui, depuis 1860, exerçait également une sorte de protectorat sur la petite principauté de Monaco (15 000 habitants) encastrée dans le territoire niçois ; le groupe de Malte (200 000 habitants) continuait à dépendre de l'Angleterre. En outre de ces quelques terres dépendant de l'étranger, la petite république de Saint-Marin

n'entra pas dans le royaume d'Italie. Précisément parce qu'il ne suscita jamais les ambitions de plus puissants que lui, ce fut le seul État italien qui put surmonter, sans en être troublé, les si nombreuses tempêtes qui se déchaînèrent sur la péninsule. La vieille république, qui reste vivante sur la cime du Mont-Titan (dans le voisinage de Rimini), a une superficie de 60 kilomètres carrés et une population de 9 000 habitants. Elle est organisée comme les communes du moyen âge, avec deux conseils (grand et petit) et deux capitaines-régents qui restent en charge six mois.

CHAPITRE XVII

LES DERNIÈRES ANNÉES DU RÈGNE DE VICTOR-EMMANUEL

Différences entre les populations italiennes. — L'organisation du nouveau royaume. — Les partis politiques. — La loi des garanties. — Transfert de la capitale à Rome. — Les progrès du pays. — Mort de Mazzini. — Politique intérieure et extérieure. — Arrivée au pouvoir de la *Gauche*. — Mort de Victor-Emmanuel. — Mort de Pie IX et élection de Léon XIII.

Le nouveau royaume d'Italie s'était formé par une série d'annexions aux anciens domaines de la Maison de Savoie ; en 12 ans (1859-1870) sept États différents s'étaient fondus en un seul.

Les habitants qui s'étaient ainsi rassemblés pour constituer une seule famille étaient tous Italiens. Il n'existe pas en Italie cette difficulté qui trouble l'existence de plusieurs États européens, d'avoir à l'intérieur de l'État des habitants appartenant à une autre nationalité ; l'Italie peut regretter que tous les Italiens ne soient pas encore venus s'unir à elle, mais elle peut être fière de ce que le nouveau royaume ne comprenne que des provinces italiennes.

Tous ceux qui composaient le nouveau royaume étaient donc Italiens, mais que de différences entre eux ! Il y avait avant tout des diversités ethnographiques car, même sans remonter aux populations antérieures à Rome, même en admettant que, pendant la longue période de la domina-

tion romaine, les différents peuples d'Italie aient pu se fondre en un type unique, de nouveaux éléments étaient venus ensuite les modifier ; au nord les Lombards, au sud les Byzantins, les Arabes, les Normands. Ces peuples avaient laissé des traces facilement reconnaissables dans les populations italiennes. Ces différences en outre durèrent longtemps par suite de la conformation géographique du pays ; dans cette longue péninsule en effet, avec les moyens de communication insuffisants que l'on eut jusqu'au XIXe siècle, une unité de tendances, de mœurs, d'intérêts pouvait difficilement s'établir. Ces circonstances géographiques, jointes aux divisions politiques, maintinrent pendant beaucoup de siècles les populations de chaque région séparées les unes des autres ; chacune eut, non seulement son histoire, mais encore un développement de civilisation particulier, de sorte que, au moment de l'unité, elles se trouvèrent à des degrés différents sur l'échelle de la civilisation. Pour n'en citer qu'un exemple : en 1859 les lignes de chemin de fer en service dans le Piémont et la Ligurie comprenaient 807 kilomètres, en Lombardie 200, en Toscane 308, pendant que dans le royaume de Naples, qui, par la superficie correspondait à toutes les régions énoncées précédemment, il n'y en avait que 124 et en Sicile, dont la superficie correspondait à celle du Piémont, pas un.

Des observations semblables pouvaient facilement se répéter en ce qui concerne les routes, les services postaux et télégraphiques, etc., en un mot pour tous les éléments essentiels de la civilisation moderne.

C'est dans ces conditions, il est bon de le rappeler, que se réalisa l'unité politique de l'Italie. Le respect des traditions locales aurait conseillé de donner à notre pays une organisation administrative fondée sur les régions,

et le ministre Minghetti avait présenté, en 1861, un projet de loi en ce sens, mais la crainte que les idées locales ne puissent ainsi l'emporter sur le sentiment national, le besoin de concentrer toutes les forces et toutes les ressources pour atteindre au plus vite le grand but rêvé, et le désir de pouvoir agir plus énergiquement dans les régions où les institutions locales fonctionnaient mal, firent adopter au contraire le régime centralisateur sur le modèle français : on divisa le royaume en territoires beaucoup plus restreints que les régions, territoires appelés provinces, et placés sous l'autorité d'un préfet, représentant le pouvoir central. C'était peut-être là une nécessité, en présence de la rapidité extraordinaire avec laquelle s'était accomplie l'unité nationale.

La grande œuvre de la reconstitution de l'Italie s'était faite sous la haute direction du Piémont. Ce pays avait pu fournir au mouvement national les premiers éléments de force nécessaires au succès, c'est-à-dire un peuple fortement trempé, une armée disciplinée, un ministre de génie et une dynastie ancienne et glorieuse, qui sut faire sienne la pensée de la nation. C'est pourquoi la constitution du royaume d'Italie se fonda sur le Statut donné par Charles-Albert au royaume de Sardaigne et étendu successivement aux autres pays annexés ; bien qu'il porte la date du 4 mars 1848, il avait été promis et fixé dans ses lignes essentielles par le décret du 8 février 1848, il est donc antérieur à la révolution parisienne du 24 février, ce qui explique qu'il se modèle sur la constitution alors en vigueur en France, c'est-à-dire sur la Charte constitutionnelle de 1830. Le nombre des députés qui, dans le Parlement subalpin, était de 204, avait été successivement augmenté, et, après l'union de Rome, il fut de 508. La loi électorale

exigeait encore, pour pouvoir être inscrit sur les listes, un cens de 40 francs, de sorte que, sur une population de 26 800 000 habitants, on avait environ 550 000 électeurs, soit un peu plus de 2 %.

Le parti réactionnaire avait été tellement abattu par le triomphe rapide de la révolution, qu'il s'était retiré de la vie politique ; les cléricaux les plus zélés, notamment, observaient le mot d'ordre de la curie romaine : « Ni électeurs, ni élus », de sorte qu'il n'y avait à la Chambre aucun représentant de cet ordre d'idées. Les républicains, eux aussi, se rendaient compte qu'ils n'avaient pas la faveur de l'opinion publique, et les quelques membres de ce parti qui avaient réussi à se faire élire députés se contentaient d'affirmer un programme radical. La Chambre se composait donc essentiellement de deux partis constitutionnels : la *Droite*, comprenant les modérés et la *Gauche*, qui comprenait les progressistes, auxquels se joignait souvent le petit groupe des radicaux de l'extrême gauche.

Avant d'aller installer le nouveau gouvernement à Rome, on discuta sur la situation à faire au pape. Dix ans auparavant Cavour avait formulé le grand principe de l'*Église libre dans l'État libre*, démontrant combien était nécessaire, pour la complète harmonie du nouvel édifice de liberté que l'on voulait construire en Italie, la séparation de l'Église et de l'État, combien il était nécessaire que le pouvoir laïque et le pouvoir religieux fussent absolument distincts et tout à fait indépendants l'un de l'autre. Il se déclarait prêt à appliquer ces principes, mais il aurait voulu, en compensation, une renonciation complète du pape au pouvoir temporel. La renonciation ne vint pas, le pape refusa même d'arriver à une entente, et, s'étant enfermé dans sa prison volontaire du

Vatican, il se déclara ouvertement l'ennemi du nouveau royaume. Malgré cela, beaucoup de ceux qui se vantaient d'être les héritiers de la tradition de Cavour (et parmi eux Lanza, qui était président du Conseil à l'époque de l'occupation de Rome) furent d'avis qu'il fallait quand même appliquer ce système de liberté à l'Église et renoncer spontanément à ces mesures de précaution et de défense que le pouvoir civil avait jusqu'alors étudiées et appliquées vis-à-vis de l'autorité ecclésiastique. D'autres au contraire auraient voulu que, tout en laissant une certaine liberté à l'Église, l'État conservât sur elle un droit de surveillance pour pouvoir se défendre contre les abus d'un clergé resté hostile. Parmi les défenseurs de cette dernière opinion un des plus autorisés était Sella, alors ministre des finances; mais, en présence de l'obstination de Lanza, Sella n'insista pas trop en faveur de son projet, se contentant de faire introduire dans la loi quelques légères restrictions.

Ainsi naquit la loi dite des *Garanties*, qui, approuvée par les Chambres, fut sanctionnée par le roi le 13 mai 1871. Elle accordait au pape toutes les prérogatives et les honneurs d'un souverain, lui laissait les palais du Vatican et de Latran et la villa de Castel-Gandolfo exempts de toute charge ou impôt, elle lui assignait une dotation annuelle de 3 225 000 francs, égale à celle qui était inscrite dans le budget de l'État romain pour pourvoir au traitement du Saint-Père et à différents besoins ecclésiastiques du Saint-Siège; le nouveau royaume d'Italie déclarait en outre renoncer à beaucoup des droits exercés par les gouvernements précédents relativement à l'organisation ecclésiastique. On pouvait craindre que quelques puissances ne voulussent donner à cette loi un caractère international, en plaçant son appli-

cation sous leur surveillance ; on sut et on put heureusement éviter ce grand inconvénient, surtout parce que la seule puissance qui, à ce moment, aurait eu l'intention de créer des embarras au nouveau royaume, c'est-à-dire la France, n'était pas en état de se faire entendre. En résumé on peut dire avec Bonghi que, par cette loi, l'État s'impose à lui-même des limites dans l'action et la compétence de ses lois et de ses pouvoirs vis-à-vis de la curie romaine. De son côté pourtant, le pape ne voulut jamais reconnaitre cette loi, refusa la donation et protesta toujours contre le gouvernement italien.

Le transfert de la capitale eut lieu dans les premiers jours de juillet 1871. Le roi Victor-Emmanuel, abandonnant le palais Pitti de Florence, alla s'établir dans le palais apostolique du Quirinal ; de nombreux couvents, recrépis et modernisés, furent transformés en ministères et en bâtiments officiels. La Chambre des Députés s'établit dans le palais de Montecitorio, grand édifice commencé par Bernin en 1650 pour la famille Ludovisi et terminé ensuite sous Innocent XII pour servir de palais de justice. On attribua au Sénat le palais Madame (en souvenir de Margherite d'Autriche, fille de Charles-Quint, qui l'avait habité) à la grande satisfaction des vieux sénateurs piémontais qui retrouvaient un Palais Madame, comme à Turin.

La vie nouvelle de la nation reconstituée et unifiée s'inaugura sous les plus heureux auspices : peu de temps auparavant (en novembre 1869), avait été ouvert le canal de Suez qui, rendant à la Méditerranée son ancienne importance, devait naturellement apporter à l'Italie de nombreux avantages ; le tunnel du Mont-Cenis, qui devait rendre plus fréquentes et plus faciles les communications de

l'Italie avec l'étranger, était inauguré le 17 septembre 1871, c'était le plus long tunnel que l'on eût encore construit (12 kilomètres); la même année le Parlement votait une contribution importante aux dépenses pour le percement du tunnel du Saint-Gothard, qui fut construit de 1874 à 1881. On constatait dans tout le royaume un réveil notable d'activité : toutes les villes s'agrandissaient et s'embellissaient, Rome était littéralement bouleversée, Florence avait été complètement transformée à l'époque où elle était capitale, Turin qui, après 1865, avait pensé déchoir, s'était bien vite relevée et tendait à devenir un grand centre industriel, Milan et Gênes se montraient pleines de vie ardente, Naples elle-même tendait à une renaissance économique. La vente des biens ecclésiastiques avait eu d'heureux résultats, en améliorant en beaucoup d'endroits les conditions de culture. Peu à peu, l'extrême misère de certaines régions diminuait et ce fait, joint aux sévères dispositions de sûreté publique, conduisit vite à la suppression du brigandage, d'autant plus que la chute du pouvoir temporel avait enlevé aux brigands un asile proche et sûr.

La situation financière du nouveau royaume n'en restait pas moins très difficile ; le ministère avait déclaré vouloir adopter la *loupe de l'avare* pour réaliser des *économies jusqu'à l'os*, mais, malgré ces économies, malgré toutes les aggravations d'impôts proposées par Sella et approuvées par les Chambres, on n'était pas encore arrivé à l'équilibre (le budget définitif de 1871 donna les résultats suivants : recettes : 966 millions ; dépenses : 1013 millions); pendant plusieurs années encore la question financière constitua la préoccupation essentielle.

∴

Cependant la génération qui avait réalisé la grande œuvre de l'unification de l'Italie, disparaissait peu à peu de la scène du monde. Le 10 Mars 1872 Mazzini mourut à Pise. Cet homme, qui s'était consacré tout entier à préparer la révolution italienne, n'avait pas approuvé la direction monarchique qu'elle avait prise ensuite; il n'en doit pas moins être vénéré par tous les Italiens comme le premier et le plus ardent apôtre de l'idée unitaire. Des manifestations solennelles en son honneur eurent lieu au Parlement et dans toutes les villes les plus importantes d'Italie, notamment à Gênes, sa ville natale, où son corps fut enseveli.

Dans le long nécrologe de ces années il faut rappeler spécialement : Manzoni, Rattazzi, Guerrazzi et Nino Bixio, tous morts en 1873.

La mort de Rattazzi, qui était considéré comme le chef du centre gauche, affaiblit pour quelque temps le parti progressiste et alors les dissentiments latents entre les principaux hommes de droite, dissentiments que l'on avait toujours apaisés par crainte de favoriser l'accession de Rattazzi au pouvoir éclatèrent; au sein même du ministère, entre Lanza, Sella et le général Ricotti, ministre de la guerre, il y avait des rivalités très vives, qui conduisirent rapidement à une crise (fin juin 1873).

Le nouveau ministère fut présidé par Minghetti, qui, en présence de l'hostilité de la France (où le parti réactionnaire semblait désormais définitivement prépondérant) crut opportun de resserrer davantage les liens d'amitié avec l'Allemagne et l'Autriche. C'est pourquoi, en septembre 1873, Victor-Emmanuel fit un voyage à Vienne et à Berlin, accueilli très cordialement par les souverains et les populations. L'empereur François-Joseph rendit ensuite cette visite au printemps de 1875,

rencontrant le roi d'Italie à Venise comme pour sanctionner par sa présence la cession des territoires italiens; peu de mois après Guillaume Ier vint rendre visite au roi Victor-Emmanuel à Milan.

Pour ce qui est de la politique intérieure le ministère, voyant que désormais l'équilibre financier était proche, se proposa d'y arriver au plus vite et n'hésita pas à user de quelque cruauté fiscale dans le recouvrement des impôts, ce qui provoqua un vif mécontentement dans le pays. Le parti de gauche se réveilla alors et se groupa autour de Depretis. Député au Parlement subalpin depuis les premières élections de 1848, il avait pendant longtemps siégé à l'extrême-gauche, mais ses opinions s'étaient peu à peu modérées. A l'automne de 1875, dans un discours prononcé devant les électeurs de sa circonscription de Stradella, il exposa les grandes lignes de la nouvelle politique que la gauche se proposait de réaliser : élargissement du droit de vote, abolition de l'impôt sur la mouture, réforme de la loi communale et provinciale, instruction obligatoire et gratuite. C'étaient là des idées sympathiques à la grande majorité du pays, qui était également impatient et mécontent de voir toujours les mêmes hommes au pouvoir.

En mars 1876, précisément au moment où le ministère put enfin annoncer que l'on avait atteint cet équilibre financier qui pendant tant d'années avait été un vain mirage (le budget récapitulatif de 1875 donna comme résultats : recettes : 1 096 millions; dépenses : 1 082 millions), la gauche, avec l'appui des députés toscans (qui étaient mécontents du retard apporté par le gouvernement à proposer les dédommagements promis à Florence pour les dépenses énormes faites par cette ville pendant la courte période où elle avait été le siège du gouverne-

ment) réussit à avoir la majorité à la Chambre. Le ministère Minghetti donna sa démission (18 mars 1876) et avec lui prit fin définitivement le gouvernement de la Droite.

*
* *

Victor-Emmanuel, en bon roi constitutionnel qu'il était, confia la formation du nouveau ministère à Depretis, qui appela à ses côtés comme ministre de l'intérieur l'éminent patriote Nicotera. Pour se créer une majorité sûre, le ministère fit des élections générales, et celles-ci démontrèrent la grande confiance du pays dans la nouvelle tendance politique, la Droite n'arriva même pas à conserver une centaine de sièges. La nouvelle Chambre affirma clairement sa couleur politique en nommant comme président Crispi, qui, bien qu'il se fût déjà séparé des mazziniens, continuait pourtant à compter parmi les éléments les plus accentués de la Gauche.

Le ministère procéda très lentement à ses innovations; cette prudence désillusionna beaucoup les masses populaires, qui s'étaient flattées de voir d'immédiats et heureux changements; d'autre part Nicotera, par des mesures un peu brusques et violentes, provoqua du désordre et du mécontentement dans l'administration qui lui était confiée, de sorte que Depretis, pour renforcer sa situation, profita de la première occasion favorable pour le remplacer par Crispi (décembre 1877).

A peine cette crise ministérielle venait-elle d'être résolue que le roi Victor-Emmanuel tombait malade d'une pneumonie et était enlevé en quelques jours à l'affection des Italiens : le 9 janvier 1878, le roi valeureux et loyal, en qui s'était pour ainsi dire personnifiée la gloire du *Risorgimento* italien, mourait à Rome, âgé seulement de

58 ans. Ses funérailles furent les plus solennelles que jamais aucun peuple ait faites à son roi.

Il fut enterré à Rome dans le Panthéon et, sur sa tombe, fut inscrit l'éloge bien mérité : Au Père de la Patrie. Son fils aîné Humbert Ier lui succéda ; en montant au trône il déclara que sa seule ambition serait de se montrer digne de son père.

Tandis que l'Italie changeait de souverain, l'Église changeait de pape : Pie IX mourut un mois après Victor-Emmanuel (7 février 1878) ; ce pape avait été véritablement utile à la cause italienne, d'abord quand il avait donné le premier élan au mouvement national, puis quand il s'en était retiré et qu'il s'était obstinément refusé à une entente ; on avait pu ainsi réaliser l'unité italienne sans faire au pape d'autres concessions que des concessions spirituelles.

A la mort de Pie IX la Rome nouvelle, capitale de l'Italie, vit se réunir en ses murs un conclave qui restera mémorable dans l'histoire de l'Église pour la pleine et entière liberté avec laquelle il s'effectua. Ce fut le plus nombreux que l'on ait connu : 64 cardinaux y participèrent, trois seulement étaient absents. En 36 heures, avec un merveilleux accord, sans être distraits par les préoccupations d'intérêts des divers gouvernements catholiques, comme il était advenu d'autres fois, les cardinaux élevèrent au pontificat l'homme qui leur parut le plus capable de gouverner l'Église : le cardinal Joachim Pecci, alors âgé de 68 ans. Il prit le nom de Léon XIII et continua, avec plus d'intelligence que Pie IX et une plus grande habileté diplomatique, la politique d'opposition au royaume d'Italie, créant souvent à l'État de sérieuses difficultés, par suite de la facile confusion qui naît en beaucoup de consciences pieuses entre

les intérêts politiques de la papauté et les sentiments religieux. Léon XIII continua donc à rester enfermé au Vatican et à protester, bien que dans une forme plus modérée, contre les usurpations de la maison de Savoie, pendant qu'à son tour Humbert Ier affirmait solennellement l'intangibilité de la capitale. Ainsi, au Vatican et au Quirinal, les personnes étaient changées, mais l'attitude réciproque restait la même.

CHAPITRE XVIII

RÈGNE D'HUMBERT Ier

Politique extérieure : origines de la Triple Alliance. — Mort de Garibaldi. — Réformes intérieures. — Le *Transformisme*. — Occupation d'Assab et de Massaouah ; aventures des Italiens en Afrique ; bataille d'Adoua. — Les procès des banques et la question morale. — Les soulèvements de mai 1898. — L'exposition de Turin. — Les élections de 1900. — Assassinat du roi Humbert Ier.

Humbert Ier était né à Turin le 14 mars 1844. Digne descendant d'une famille de preux, il avait donné de belles preuves de son courage dans la guerre de 1866, quand les troupes qu'il conduisait vers Villafranca avaient été surprises par une terrible charge de la cavalerie ennemie ; à ce moment décisif, par son attitude énergique et hardie, il avait soulevé l'enthousiasme de ses soldats qui, s'étant formés en carrés, avaient fini par repousser l'attaque des hulans. En 1868, le prince Humbert avait épousé sa cousine Marguerite (fille de Ferdinand duc de Gênes), princesse qui se fit bientôt admirer de tous, non seulement par le sourire de sa beauté et par la grâce enchanteresse de ses manières, mais encore par ses sentiments élevés et par son intelligente et large culture[1].

Le nouveau règne s'inaugura donc au milieu des sym-

1. A l'occasion du mariage du prince Humbert fut créé le nouvel ordre de chevalerie dit de la *Couronne d'Italie*.

pathies générales et pourtant (comme si le destin avait voulu dès ce moment marquer sa route), quelques mois s'étaient à peine écoulés depuis l'avènement d'Humbert Ier que déjà avait lieu un attentat contre sa personne. Tous les Italiens, profondément attristés de cette tentative scélérate, manifestèrent leur joie de voir le roi échappé au danger et leur admiration pour le ministre Benedetto Cairoli, qui avait cherché à faire de sa personne un bouclier pour protéger le roi.

Pendant ce temps survenaient de nouvelles préoccupations de politique extérieure. Jusqu'alors l'Italie avait cherché à maintenir de bons rapports avec toutes les puissances sans s'unir à aucune, mais, au Congrès de Berlin (1878), elle eut l'occasion de constater les funestes conséquences de cet isolement : elle espérait que l'Autriche, occupant la Bosnie-Herzégovine, lui aurait facilement cédé le Trentin, mais elle se vit complètement déçue en ses aspirations.

Alors que le désappointement éprouvé en cette circonstance était encore très vif en Italie, la France, avec l'approbation des autres puissances, procéda hardiment à l'occupation de la Tunisie (1881), pays où l'Italie avait de nombreux intérêts et qu'elle comptait pouvoir occuper un jour. L'agitation contre la France se manifesta d'une manière très vive, soit par mécontentement d'avoir été devancés, soit parce que la présence des Français à Tunis altérait profondément au détriment de l'Italie l'équilibre méditerranéen[1]. L'éloignement entre les deux nations latines grandit alors et le gouvernement italien

1. Il est bon de dire qu'*au point de vue économique* l'occupation française en Tunisie ne gêna pas beaucoup l'Italie ; il y a aujourd'hui en ce pays plus de 80 000 Italiens, trois fois plus qu'en 1881 et beaucoup plus du double des colons français actuels.

se rapprocha de l'Allemagne et de l'Autriche, déjà alliées depuis 1879. Humbert Ier alla à Vienne en octobre 1881 et, en 1882, fut signée la Triple Alliance, renouvelée depuis en 1887 et 1892.

Précisément au moment où l'Italie, en adhérant à cette alliance, prenait une part plus active à la politique extérieure, elle perdait son grand héros : le 2 juin 1882, dans l'île solitaire de Caprera, Garibaldi, l'homme le plus populaire du monde, rendait son dernier soupir. Le grand poète Carducci, dans un discours prononcé alors à Bologne disait : « La révélation de gloire qui apparut à notre enfance, l'épopée de notre jeunesse, la vision idéale des années viriles ont disparu et se sont fermées pour toujours. La meilleure partie de notre vie est finie. Cette blonde tête à la crinière de lion et à l'éclat d'archange qui passa, en réveillant les victoires romaines et en jetant l'épouvante et la stupeur chez l'étranger, le long des lacs lombards et sous les murs d'Aurélien, cette tête gît immobile et froide sur l'oreiller de la mort. Cette main illustre, qui guida le gouvernail du navire *Piemonte* par les mers siciliennes à la conquête des nouvelles destinées de l'Italie, cette main invaincue qui à Calatafimi abattit de tout près l'ennemi avec la valeur sûre d'un paladin, est en décomposition. Ils sont fermés et éteints pour toujours les yeux du libérateur qui, des monts de Gibilrossa fixèrent Palerme, les yeux du dictateur qui, à Capoue, arrêtèrent la victoire et constituèrent l'Italie. La voix, cette voix fière et douce qui, à Varese et à Santa-Maria Capua Vetere cria : « En avant, en « avant mes enfants ! En avant, avec les crosses des fu« sils » et qui des roches conquises du Trentin répondit : « J'obéis » cette voix est muette pour les siècles à venir. Il ne bat plus ce noble cœur qui ne désespéra pas à

Aspromonte et ne se brisa pas à Mentana. Garibaldi gît sous le destin suprême. »

*
* *

Les divers ministères de gauche qui se succédèrent depuis 1876 (et où se firent particulièrement remarquer avec Depretis : Crispi, Nicotera, Zanardelli et Cairoli), établirent l'instruction élémentaire obligatoire, abolirent la taxe sur la mouture et réformèrent la loi électorale en élargissant le droit de suffrage ; le nombre des électeurs passa de 600 000 à 2 millions[1].

Après la réalisation de ces réformes les différences entre les deux partis de *gauche* et de *droite* se firent moindres, et Depretis, pour se maintenir au pouvoir, favorisa ce que l'on appelle le *Transformisme*. Cette politique, qui consistait à rallier autour du ministère une majorité incolore que ne maintenait homogène aucun programme précis, fut la cause première d'une décadence rapide des mœurs parlementaires. En même temps, pour satisfaire tous les petits intérêts locaux (car c'était là désormais le seul guide de la politique parlementaire) on entamait avec une vraie frénésie des dépenses de travaux publics, surtout pour les chemins de fer. Elles coïncidaient avec l'augmentation des dépenses militaires, exigée par la participation plus active de l'Italie à la politique européenne. Le ministre Magliani, financier des plus habiles, réussit

1. En 1880, la proportion des électeurs par rapport aux habitants était seulement de 2,32 pour 100. Par la réforme de 1882 elle monta à 7,09 et en 1892 arriva jusqu'à 9,67 ; mais, à la suite de la revision extraordinaire des listes politiques effectuée par application de la loi du 11 juillet 1894, qui amena la suppression d'un million d'électeurs, elle descendit en 1895 à 6,86.

pour quelque temps à maintenir vivante dans le pays l'illusion de la prospérité du budget, mais dix ans ne s'étaient pas passés depuis l'époque où l'on était arrivé à l'équilibre, que le déficit recommençait[1].

Une guerre coloniale vint encore l'aggraver.



Depuis 1870 la Société de navigation Rubattino avait établi un dépôt de charbon pour ses navires dans la baie d'Assab (mer Rouge) et elle avait ensuite acheté quelques territoires aux petits souverains établis sur cette côte. En 1882, elle en fit cession au gouvernement, qui prit possession de cette rade sans avoir au début aucune idée d'agrandissement, se contentant de nouer de bonnes relations de voisinage avec les tribus de l'intérieur. Plus tard l'Italie, elle aussi, se laissa prendre dans le courant général qui entrainait toute l'Europe vers la politique coloniale ; le massacre du voyageur italien Bianchi et de ses compagnons, survenu à l'automne de 1884 sur la route entre Makallé et Assab, fournit au gouvernement un prétexte plausible pour préparer une expédition.

Au début de 1885, avec la pensée de rendre également service à l'Angleterre qui préparait la soumission du Soudan, l'Italie occupa la ville de Massaoua, dans l'espérance de pouvoir, de là, aider les mouvements de l'expédition anglaise. La chute de Khartoum aux mains des derviches empêcha la réalisation de ce projet, c'est pourquoi les troupes italiennes, s'étant arrêtées à Massaoua et aux environs, durent limiter leur œuvre à chercher à

1. Le budget récapitulatif de l'année financière 1er juillet 1885-30 juin 1886 donna les résultats suivants : recettes, 1 409 millions ; dépenses, 1 432 millions.

nouer de bonnes relations avec le négus d'Abyssinie, Jean, pour pouvoir faire affluer à Massaoua le commerce de l'intérieur. Mais on ne réussit pas à conquérir l'amitié de ce prince défiant et même un des chefs abyssins, le ras Alula, avec une immense troupe d'indigènes, surprit et entoura à Dogali une colonne de 500 Italiens, qui, après avoir combattu pendant 8 heures, après avoir brûlé toutes leurs munitions et tué un grand nombre d'ennemis, furent presque tous massacrés avec leur chef, le colonel De Cristoforis (26 janvier 1887).

Des deux côtés alors on procéda à des préparatifs de guerre. La saison opportune étant venue, le *négus*, au début de 1888, marcha en personne avec une grande armée contre Massaoua et, en mars, il s'avança jusqu'en vue des forteresses occupées par les Italiens ; mais en présence des préparatifs de défense faits par le général San Marzano, il n'osa pas livrer bataille et se retira. Pendant ce temps un de ses vassaux : Ménélik, roi du Choa, se révoltait contre lui et d'autre part les derviches le menaçaient ; le négus marcha contre ceux-ci et mourut peu après d'une blessure reçue en combattant contre eux (11 mars 1889).

Les prétendants à sa succession furent nombreux et, pendant quelque temps, l'Abyssinie fut en proie à la guerre civile. Le gouvernement italien, représenté alors par Crispi (qui avait remplacé à la Présidence du Conseil, Depretis, mort en 1887) voulut profiter de cette occasion favorable et, tout en étendant les possessions italiennes sur le plateau d'Abyssinie et en occupant Keren et Asmara, il nouait des accords avec Ménélik, qui, pour triompher plus facilement de ses rivaux, faisait de larges promesses aux Italiens. Il semblait qu'une période favo-

rable commençât pour la nouvelle colonie italienne, à laquelle Crispi donna alors le nom de colonie Erythrée, en souvenir du nom ancien de la mer Rouge. En même temps, le gouvernement italien, par deux traités conclus avec les sultans d'Obbia et de Migiurtini réussissait à établir son protectorat sur un vaste territoire dans la péninsule des Somalis ; puis il se faisait céder par la Compagnie anglaise de l'Afrique orientale, les droits qu'elle avait obtenus du sultan de Zanzibar sur les ports de Brava, Merca, Mogadiscio, Uarscheik et Mruti. Enthousiasmé par ces succès faciles, Crispi croyait à ce moment avoir jeté les bases d'un avenir heureux pour les ambitions coloniales de l'Italie[1].

Mais cette même année 1889 présentait un inquiétant déficit dans les finances de l'État : plus de 200 millions. Pour le combler on dut avoir recours à de nouvelles aggravations d'impôts qui indisposèrent le pays, d'autant plus qu'un des plus importants débouchés des produits italiens venait à manquer : il n'avait pas été possible, en effet, de renouveler le traité de commerce avec la France, qui était mécontente de la politique trop germanophile de Crispi. D'autre part l'exemple de l'État avait contribué à amener sur la même voie de dépenses exagérées et improductives les communes et les provinces, il en résulta une vraie crise économique[2]. En

1. En 1891, un accord signé avec l'Angleterre délimita la zone d'influence italienne dans l'Afrique orientale ; elle était bordée par une ligne qui, partant de l'embouchure du Giuba dans l'Océan Indien, en remontait le cours jusqu'au 6e degré de latitude Nord, puis courait le long de ce parallèle jusqu'au 35e degré de longitude Est de Greenwich et enfin, en suivant ce 35e méridien, arrivait au cap Kasar (18e de latitude Nord) qui est la limite Nord des possessions italiennes sur la Mer Rouge. L'Abyssinie était donc comprise dans la zône d'influence italienne

2. Les dépenses effectives de toutes les communes du royaume qui,

janvier 1891, Crispi tomba du pouvoir par suite d'un vote hostile de la Chambre; il fut remplacé d'abord par le marquis de Rudini, puis (en mai 1892) par M. Giolitti; ils purent, par une politique de recueillement et d'économies, réduire en une certaine mesure le déficit.

En Afrique pourtant des difficultés ne tardèrent pas à naître avec Ménélik; celui-ci, quand il eut obtenu l'obéissance de toute l'Abyssinie, fit savoir qu'il ne voulait plus reconnaître le protectorat que l'Italie prétendait exercer sur lui. D'autre part les derviches, eux aussi, avaient vu avec déplaisir la marche en avant des Italiens; en décembre 1893, ils attaquèrent le fort d'Agordat; mais ils furent défaits et laissèrent sur le terrain 1 000 morts et 72 drapeaux; dans ce glorieux combat les troupes italiennes étaient commandées par le colonel Arimondi, qui fut promu général pour faits de guerre.

Précisément alors Crispi revenait au pouvoir et, toujours animé d'un audacieux esprit d'initiative, il poussait le général Baratieri, gouverneur de l'Erythrée, à de hardies entreprises. Celui-ci commença par s'avancer contre les Derviches; en juillet 1894 il réussit à les chasser de Kassala et à occuper cette position très importante, ainsi de ce côté tout danger était éloigné pour la colonie. Mais pendant ce temps le conflit diplomatique avec l'Abyssinie finissait par se transformer en lutte ouverte. En présence de l'attitude suspecte de Mangascià, ras du Tigré, Baratieri crut opportun de prévenir ses mouvements et, par des marches très rapides, il réussit à le surprendre et à le battre à Coatit et à Senafé (janvier 1895), puis il occupa sans grande difficulté le Tigré.

en 1871, étaient de 186 millions, se montèrent en 1882 à 365 millions et en 1883 à 486.

On pouvait pourtant prévoir que ce n'aurait été que le début de la guerre ; le ras Mangascia sollicita l'intervention du négus Ménélik, qui réussit à entraîner derrière lui, dans cette lutte contre les Italiens, toute l'Abyssinie. La saison opportune étant venue, il s'avança avec une armée de plus de 100 000 hommes, tandis que le gouverneur italien n'avait fait que des préparatifs insuffisants et ne pouvait lui opposer que quelques milliers de soldats. La faute en était due en grande partie à la legèreté du Ministère, qui ne se rendait pas un compte exact de la situation et qui croyait possible de faire une politique d'expansion hardie sans en prévenir le pays et sans en demander au Parlement les moyens nécessaires. Baratieri, que tout le monde encensait pour ses précédentes victoires, eut le grand tort de se laisser acculer à une situation aussi dangereuse.

Le 7 décembre 1895, à Amba-Alagi, le commandant Toselli, à la tête de 2 000 hommes seulement, se vit assailli par un nombre infini d'ennemis, et après une longue et héroïque résistance, il tomba mort avec la plus grande partie de ses troupes. Les Abyssins, en s'avançant, investirent le fort de Makallé, qui fut glorieusement défendu pendant quarante jours par une petite garnison, sous les ordres du commandant Galliano. Le général Baratieri ne crut pas pouvoir essayer de les délivrer ; les défenseurs du fort, réduits à la dernière extrémité par suite du manque d'eau (l'ennemi s'était en effet emparé de la source voisine), avaient déjà décidé de faire sauter le fort et de se jeter désespérément sur les rangs ennemis pour s'ouvrir un passage ou mourir, quand Ménélik, impressionné par la forte résistance qu'il rencontrait et par les lourdes pertes qu'il avait subies, fit savoir à Baratieri qu'il offrait à la garnison de

Makallé pleine liberté d'en sortir avec armes et bagages pour rejoindre le reste des troupes italiennes concentrées à Adigrat. Telle fut la capitulation de Makallé (25 janvier 1896).

Pendant ce temps des renforts étaient arrivés d'Italie, mais le manque d'une préparation suffisante rendait difficile de fournir aux soldats, stationnés dans des montagnes arides et à grande distance de la mer, tout ce qui leur manquait. Le général Baratieri continua à rester sur la défensive, se contentant de surveiller et de tenir en respect l'ennemi qui, laissant de côté Adigrat, se dirigeait sur Adoua. Mais à la fin, influencé par les vives insistances du Ministère (qui désirait une revanche pour donner satisfaction à l'opinion publique) et jugeant qu'un mouvement en avant aurait peut-être décidé l'ennemi soit à attaquer les Italiens dans leurs fortes positions, soit à se retirer, fit avancer ses troupes (environ 17 000 hommes) contre les ennemis campés dans les environs d'Adoua (1er mars 1896). Mais, soit que le terrain ait été insuffisamment reconnu, soit que la marche de la première colonne ait été trop rapide, les différents corps de l'armée perdirent le contact entre eux, et l'avant-garde, au lieu de prendre position pour attendre l'assaut de l'ennemi, s'avança jusqu'au camp des Abyssins. Ceux-ci, qui étaient en nombre très supérieur aux Italiens, eurent le temps de détruire la première colonne (près d'Abba Garima) avant que la seconde n'arrivât, puis de battre séparément le deuxième et le troisième détachement. Ce fut un vrai désastre, qui s'aggrava encore pendant la retraite, accomplie sans guides et sans chefs. Un quart des Italiens tomba mort sur le champ de bataille [1], parmi

1. Lorsqu'en mai 1896 les soldats du génie italien, avec un personnel

eux les généraux Dabormida et Arimondi, les colonels Airaghi et Romero, les lieutenants-colonels Menini, Compiano et Galliano, le courageux défenseur de Makallé, promu récemment à ce grade pour faits de guerre ; plus de 2000 hommes furent faits prisonniers, et parmi eux le général Albertone.

Mais le Négus lui aussi avait subi des pertes très importantes, de sorte que, malgré sa grande victoire, il n'osa plus s'avancer. Le général Baldissera, qui venait précisément d'arriver à Massaoua pour remplacer Baratieri dans le commandement en chef, sut réorganiser les troupes de la colonie et atténuer les conséquences de la défaite.

Les nouvelles du désastre d'Adoua provoquèrent une vive indignation dans la population italienne, qui accusa non sans raison le gouvernement d'avoir conduit avec une aussi grande ignorance une guerre des plus difficiles, et dont le pays ne voulait pas. Le ministère Crispi tomba sans même oser affronter un vote de la Chambre (mars 1896) ; on fit un procès au général Baratieri, mais il fut acquitté, car on ne put lui reprocher aucune faute relevant du Code[1].

Le nouveau ministère, dirigé par le marquis di Rudini, déclara ouvertement vouloir abandonner la direction donnée par Crispi à la politique coloniale et il commença des négociations pour la libération des prisonniers et la conclusion de la paix. Après des pourparlers longs et

sanitaire, se rendirent sur le champ de bataille d'Adoua pour ensevelir les morts, ils trouvèrent 3025 cadavres de blancs et 618 de nègres.

1. Crispi et Baratieri moururent en 1901 à peu de jours d'intervalle ; Crispi s'éteignit, après une longue agonie, le 11 août, à Naples, âgé de 82 ans ; Baratieri mourut le 8 août dans une station climatérique du Tyrol, âgé seulement de 60 ans.

difficiles, les prisonniers furent mis en liberté et la paix signée. L'Italie renonçait au Tigré et au protectorat sur l'Abyssinie et prenait comme frontière au Sud la ligne du fleuve Mareb, de son affluent le Belesa et du Muna, torrent qui descend du plateau et se termine dans la plaine de Dankalah. Par un accord conclu ensuite avec l'Angleterre, le gouvernement italien céda aux Anglais la forteresse de Kassalah, qui leur était utile pour l'expédition soudanaise[1].

La politique coloniale n'avait jamais été populaire en Italie; le pays en effet ne croyait pas être assez riche pour entreprendre de semblables entreprises, et d'ailleurs les régions occupées ne semblaient pas pouvoir fournir de grandes ressources. Le malheureux résultat de la campagne africaine rendit encore plus forte l'opposition à la politique coloniale et le gouvernement, qui avait voulu faire de la grande politique sans la capacité et les moyens nécessaires, fut très déconsidéré dans l'opinion publique.

* * *

1. La Colonie Erythrée s'étend donc aujourd'hui le long de la côte de la Mer Rouge du cap Kasar (18° de lat. N.) jusqu'au Sud do Raheita 12° et demi de lat. N.) sur le détroit de Bab-el-Mandeb et elle s'avance dans l'intérieur jusqu'au territoire de Kassala, cédé à l'Angleterre et à la ligne Mareb-Belesa-Muna, adoptée comme frontière vers l'Ethiopie. L'Erythrée comprend donc les districts de Massaoua, Kerem, Asmara et Assab avec une superficie d'environ 130 000 kilomètres carrés et une population d'environ 300 000 habitants. La garnison est de 200 officiers et de 6 600 soldats dont plus de 5 000 sont indigènes. La colonie est administrée par un gouvernement civil. On y a commencé la construction de chemins de fer; depuis plusieurs années, la ligne Massaoua-Ghinda (un peu plus de 70 kilomètres) est en service; on construit actuellement la ligne Ghinda-Asmara (49 kilomètres) qui sera une des plus élevées du monde puisqu'elle franchira le rebord du plateau d'Erythrée à 2 410 mètres. On pense que cette ligne sera achevée en 1911.

La marche des affaires à l'intérieur du pays avait également provoqué de vifs mécontentements.

La nouvelle Italie semblait ne pas avoir correspondu complètement aux rêves enthousiastes de la génération qui l'avait si fortement voulue. Dans le Napolitain et la Sicile notamment, on constatait à chaque instant, soit dans le domaine moral soit dans le domaine politique, les très graves conséquences du douloureux passé de ces régions. Le nouveau gouvernement n'y avait pas satisfait pleinement à ce désir de justice qui assoiffait depuis si longtemps les honnêtes gens, et même, pour plus de commodité et par inertie, il avait fini par s'appuyer lui aussi sur cette même clientèle de corruption qui avait acquis tant de pouvoir sous les gouvernements précédents ; aussi les tristes institutions de la *camorra* et de la *maffia* continuaient-elles à désoler ces pays. D'autre part le poids des impôts leur paraissait plus lourd qu'à l'Italie du Nord, parce qu'ils étaient économiquement plus faibles. Le commerce et l'industrie n'y étaient pas arrivés au même développement que dans le Nord, ce qui eut comme conséquence qu'il ne put pas s'y former une bourgeoisie assez forte et assez nombreuse pour remplacer l'ancienne aristocratie ; les quelques bourgeois qui s'y étaient enrichis finirent par se ranger eux aussi du côté des grands propriétaires fonciers contre les classes inférieures. Il y subsista donc toujours ce contraste, que l'on avait déjà déploré dans les siècles précédents, entre quelques riches tout puissants et l'immense foule des misérables. L'application à ces pays des institutions libres n'avait même servi qu'à faire passer aux mains des riches toutes les administrations publiques, ils s'en servaient à leur avantage en faisant porter particulièrement sur les pauvres le poids des impôts locaux.

Tous ceux donc qui avaient espéré qu'avec le nouvel ordre de choses prendrait fin l'oppression séculaire qui les accablait, voyaient au contraire que la force du gouvernement continuait à être mise au service des mêmes intérêts qu'auparavant, et ils ne tardèrent pas à montrer leur mécontentement. Le parti socialiste, qui avait commencé à se répandre en Italie aussi, chercha à profiter de ce malaise et il organisa, spécialement en Sicile, des associations dites *Faisceaux de Travailleurs* ; ces groupements donnèrent aux opprimés une plus grande conscience de leurs maux et ils en rendirent ainsi la souffrance plus douloureuse.

Vers la fin de 1893 éclatèrent, dans quelques villages de Sicile, des tumultes très graves (dirigés surtout contre les municipalités), pour obtenir la suppression des octrois et la répartition entre les habitants des terres communales. En janvier 1894 l'insurrection s'étendit : en beaucoup d'endroits on brûla les bureaux de l'octroi, on pilla les hôtels de ville, on ouvrit les prisons, on lança des pierres contre les soldats, qui, en présence des menaces populaires, se virent forcés sur plusieurs points de faire feu sur la foule. Le gouvernement proclama l'état de siège, fit arrêter les chefs du Comité central des *Faisceaux*, créa des tribunaux militaires et réprima énergiquement le soulèvement. Mais d'autres troubles éclatèrent dans l'Italie méridionale et un mouvement de caractère anarchique eut lieu dans la Lunigiana, auquel participèrent un grand nombre de mineurs employés aux carrières de marbre de Carrare ; ici aussi on proclama l'état de siège, de nombreux insurgés furent arrêtés et les tribunaux militaires infligèrent des peines très graves. L'ordre public fut ainsi rétabli, mais bien qu'un grand nombre d'hommes éminents aient fait

sus ces questions des études sérieuses, bien que le gouvernement ait été prodigue des promesses les plus larges, les causes du mal ne furent pas écartées.

Pendant ce temps la crise financière, qui depuis quelques années pesait lourdement sur le pays, s'aggrava par la faillite de nombreuses banques. C'est précisément alors que, le gouvernement étant sur le point d'accorder à cinq des principales banques italiennes la prorogation pour six ans de la faculté d'émettre des billets, des accusations commencèrent à courir dans le public sur la correction de leur administration, particulièrement sur la marche des affaires de la Banque romaine, dirigée par Tanlongo. On découvrit bientôt dans cette affaire de très graves abus et l'on fut mis au courant de faveurs excessives accordées à de nombreux hommes politiques. Il en résulta un certain nombre de procès, qui firent connaître à tous ce qu'il y avait de pourri dans quelques milieux politiques ; ces procès se terminèrent d'ailleurs par des acquittements qui ne contribuèrent pas à calmer les sentiments de dégoût que le pays éprouvait.

Le chef de l'*extrême gauche*, Cavallotti, par des discours au Parlement et des publications fréquentes fit une véritable campagne sur ce qu'il appelait la *question morale*, cherchant à abattre complètement Crispi qui était alors au pouvoir. Comme nous l'avons vu, le ministère Crispi tomba par suite des événements d'Afrique ; mais tout ce que l'on avait dit et imprimé sur les scandales des banques avait fait une si fâcheuse impression sur l'opinion publique que les partis extrêmes (républicains et socialistes d'un côté, cléricaux de l'autre) en tirèrent de faciles arguments pour leur propagande. Tandis que le parti libéral, depuis si longtemps au pouvoir, se berçant dans la douce illusion

d'y rester désormais pour toujours, s'abandonnait à la plus complète inertie et négligeait de s'assimiler les nouveaux désirs et les nouvelles aspirations de la nation les socialistes et les cléricaux, au contraire, montraient une activité de propagande admirable.

Dans ces conditions de milieu et de préparation, au milieu du mécontentement général provoqué par les affaires d'Afrique et les scandales des banques, survint le renchérissement du pain, dû à la guerre hispano-américaine. Dans quelques points de l'Italie méridionale, où, pour des raisons spéciales remontant aux siècles passés, la condition de la plèbe était très misérable, des troubles eurent lieu, provoqués par la détresse économique. Cette fois l'agitation, pour les raisons politiques indiquées plus haut, eut aussi sa répercussion dans la Haute-Italie et surtout à Milan, où les partis extrêmes avaient réussi à recruter de nombreux adhérents. Le mouvement fut promptement réprimé (mai 1898) mais il laissa dans le pays une douloureuse impression[1].

1. Le sénateur Villari, dans un article « Nouveaux problèmes » publié par lui dans la *Nuova Antologia* du 16 décembre 1899, expose avec sa clarté habituelle la cause du soulèvement de Milan. En voici quelques extraits :

« ..... Milan est devenu une grande ville, puissante, laborieuse et prospère, dont la population s'est énormément accrue et s'accroît sans cesse par suite de l'immigration continuelle des gens venant de toutes les parties de l'Italie y chercher du travail. Et c'est ainsi qu'en elle viennent s'accumuler tout le mécontentement, toutes les rancunes, toute la haine de classe répandue dans la péninsule..... Là, au milieu d'un aussi grand centre de passions, d'illusions et de ressentiments, les apôtres des partis subversifs viennent faire leur propagande. Aucune force n'existe plus dans le pays pour neutraliser ce poison, qui pénètre dans le sang, dans les os de la multitude ; pour arrêter cet incendie qui, tantôt visible et tantôt invisible, gagne partout d'une façon continue. Le gouvernement reste comme un spectateur indifférent et impuissant, pour recourir, quand des tumultes surviennent, à des répressions

Heureusement on eut, pour rehausser les esprits, le splendide spectacle offert par Turin. La forte ville piémontaise, qui ne s'était pas laissée abattre par le transfert de la capitale, mais avait acquis au contraire un développement inouï en tournant son activité vers l'in-

violentes qui sèment de nouvelles rancœurs et augmentent le mal. La religion n'a plus de prise sur les esprits et le clergé intransigeant souffle sur le feu. Les individus ne croient pas que ce soit leur devoir de s'organiser et de résister, opposant programme à programme et propagande à propagande. Au contraire, les partis extrêmes s'organisent, ils font par suite de grands progrès et leur presse est très active. Celle des cléricaux ne reste pas non plus dans l'oisiveté. ...

« Pour toutes les raisons indiquées plus haut la conviction générale s'était établie peu à peu à Milan que l'on était comme sur un volcan, que, par l'ignorance du gouvernement et l'indolence des classes dirigeantes, on avait laissé grandir un péril énorme et, qu'au premier choc, il n'y aurait pas de force suffisante pour résister. Alors, lorsque de tous les points de l'Italie, par suite du haut prix du pain, survinrent des excitations au tumulte et que Milan finalement s'agita, tous crurent que le jour du jugement dernier était arrivé et que la catastrophe était désormais inévitable. Cette croyance générale fit que l'on agit comme si la catastrophe était arrivée et il s'en fallut de peu qu'elle n'arrivât réellement. Les manifestants eux-mêmes étaient inquiets, parce qu'ils ne s'étaient pas préparés, qu'ils n'avaient pas d'armes, qu'ils ne savaient pas exactement ce qu'ils voulaient, qu'ils n'avaient pas de chefs pour les diriger. L'heure était venue où ils devaient agir en maîtres, mais comment, où, de quelle façon commencer, ils ne le savaient pas. La bourgeoisie crut un moment que la fin du monde était proche, l'autorité crut ne pas être assez forte pour résister, et la révolution, qui n'existait pas, finit par devenir un fait réel parce que tout le monde pensait qu'elle devait exister. L'hésitation du gouvernement dans les premiers moments fit croître le tumulte, et la réaction, commencée trop tard, éclata avec une violence qui occasionna la mort de beaucoup d'innocents.

« En vérité, s'il n'y a pas eu à Milan une vraie et propre révolution, on peut dire qu'en un certain sens il y a eu quelque chose de pis. Ce qui arriva démontra en effet l'existence d'un malaise social énorme, profond, indéterminé, plus dangereux qu'une révolution, laquelle au moins a un but précis, commence pour l'atteindre et se termine quand elle l'a atteint. On ne sait pas où ce mécontentement général pourra nous conduire. Et pendant ce temps nous faisons tout pour l'augmenter..... »

dustrie et le commerce, avait invité les Italiens, pour célébrer le cinquantenaire du Statut, à une exposition du travail. L'Exposition de Turin attira pendant six mois (mai-octobre 1898) un public énorme et servit à montrer le chemin glorieux qu'avait fait l'Italie dans ce dernier demi-siècle ; elle servit à donner à la nation entière une connaissance exacte des grands progrès accomplis et des grands avantages obtenus par la liberté et le travail sérieux, opiniâtre et recueilli. Ainsi de cette ville, qui fut le berceau du Risorgimento italien, vint maintenant un exemple opportun pour retremper les cœurs et renouveler les esprits. L'Exposition de Turin marqua en effet le début d'un puissant réveil économique, qui alla toujours en s'accentuant jusqu'à nos jours.

Mais malheureusement tandis que le pays, heureux de ce symptôme d'une prospérité naissante, demandait seulement qu'on le laissât travailler en paix, le ministère Pelloux, arrivé au pouvoir après les événements de mai 1898, crut nécessaire de préparer une série de mesures politiques destinées à modifier les dispositions en vigueur sur le droit de réunion, sur celui d'association et sur la presse. Ce projet de loi suscita à la Chambre une opposition très vive de la part des députés d'extrême-gauche, qui, désespérant de réussir par d'autres moyens à en empêcher le vote, adoptèrent la tactique obstructionniste et empêchèrent, par des demandes continuelles d'appel nominal et d'interminables discours, la continuation des débats. Le ministère, pour combattre l'obstructionnisme, adopta des moyens que l'on déclara inconstitutionnels et qui amenèrent l'extrême-gauche à empêcher les travaux de la Chambre par des moyens violents jusqu'à ce que, la situation étant devenue inextricable, le gouvernement crût bon de procéder à des élections générales (juin 1900).

Elle n'eurent pas d'autres résultats que de donner aux partis révolutionnaires un moyen plus large et plus efficace de propagande. Non seulement l'extrême-gauche ne fut pas affaiblie, mais encore elle revint à la Chambre plus forte et plus audacieuse ; le parti socialiste, qui était entré pour la première fois à la Chambre en 1882 avec un seul député (Costa) et qui, aux élections de 1897 n'avait pu faire élire que 16 députés, vit ce nombre monter à 33 en 1900. A la suite de ces résultats, le ministère Pelloux dut donner sa démission. Le roi appela à la direction du gouvernement le sénateur Saracco, qui obtint la pacification des esprits en invitant les députés à étudier un programme de réformes économiques.



Par malheur, au moment même où cette solution avait enlevé toute possibilité de malentendu sur les intentions libérales du roi, un crime horrible vint jeter dans le deuil la nation tout entière. Le soir du 29 juillet 1900, le roi Humbert, s'étant rendu depuis quelques jours dans sa villa de Monza, voulut assister à un concours de gymnastique qui avait lieu dans cette ville, pour montrer une fois de plus le plaisir qu'il éprouvait à se trouver au milieu du peuple. Après avoir distribué les récompenses aux vainqueurs des concours, il monta en voiture pour retourner au palais, mais tandis que, salué par les acclamations enthousiastes de la foule, il se retournait pour saluer, un anarchiste (dont il vaut mieux que le nom ne soit pas rappelé ici) lui tira à bout portant plusieurs coups de revolver. Le roi, atteint au cœur, tomba sur les coussins de la voiture et mourut quelques minutes après. La reine Marguerite qui, au bruit des voitures royales qui

rentraient à la villa, était accourue au-devant de son époux, apprit brusquement l'horrible tragédie et s'écria au milieu des sanglots : « C'est le plus grand crime du siècle. »

C'est ce que pensa aussi l'Italie tout entière qui, dans son immense douleur, n'arrivait pas à comprendre comment un Italien avait pu lever le bras pour atteindre le fils du grand roi libérateur, comment une créature humaine avait pu concevoir le dessein de tuer ce roi bon et doux, qui, dans toutes les infortunes publiques ou privées, s'était toujours signalé par son grand amour pour le peuple, qui, écoutant la voix de son noble cœur, quand le choléra faisait rage à Naples et à Busca, avait couru s'exposer au danger pour apporter du réconfort aux souffrants et rappeler tout le monde, par son exemple, à l'accomplissement du devoir.

Le prince héritier Victor-Emmanuel reçut la douloureuse nouvelle alors qu'il revenait avec sa femme d'un voyage à Constantinople ; il accourut aussitôt à Monza accomplir les derniers devoirs d'un fils affectueux, puis, le 2 août, il adressa aux Italiens une proclamation vigoureuse dans laquelle, après avoir rappelé les nobles exemples qui lui venaient de son auguste père et de son grand aïeul il concluait :

« Ainsi que Dieu m'aide et que l'amour de mon peuple me console, pour que je puisse consacrer tous mes soins de roi à la protection de la liberté et à la défense de la monarchie, unies toutes deux d'un lien indissoluble aux intérêts suprêmes de la patrie.

« Italiens ! Donnez larmes et honneur à la mémoire sacrée du roi Humbert Ier de Savoie, vous qui avez montré une fois de plus que vous considériez le deuil amer de ma maison comme votre propre deuil. Une

pareille solidarité de pensées et d'affections sera toujours la défense la plus vive de mon trône, la meilleure garantie de l'unité de la patrie qui se résume dans le nom auguste de Rome intangible, symbole de grandeur et gage d'intégrité pour l'Italie.

« Telles sont ma foi et mon ambition de citoyen et de roi. »

CHAPITRE XIX

LES PREMIÈRES ANNÉES DU VINGTIÈME SIÈCLE

Les nouveaux souverains. — La nouvelle génération. — Les réformes sociales. — Le développement économique de l'Italie. — La politique étrangère. — Venue du Président Loubet à Rome. — Le nouveau pape Pie X. — Le percement du Simplon et l'Exposition de Milan. — La conversion de la rente. — Des points noirs : grèves, problème du Midi et procès Nasi. — Nouvelles difficultés de politique extérieure. — Le tremblement de terre du 28 decembre 1908. — L'Italie en 1911 : population, la capitale, le pape au Vatican, le roi au Quirinal. — Organisation politique : le ministère Giolitti. — Budget de l'État, armée et marine, travaux publics, instruction, importation et exportation, émigration. — La colonie Erythrée et la Somalie italienne. — Principaux centres de vie italienne.

Le nouveau roi, Victor Emmanuel III, avait un peu plus de 30 ans (il était né le 11 novembre 1869) ; on le savait intelligent, studieux, adonné à une vie active et régulière, mais il n'avait pas encore eu l'occasion de faire connaître au public ses tendances politiques. Pourtant, en 1896, son mariage avait provoqué en sa faveur, dans les milieux démocratiques du pays, une vive sympathie ; en effet il n'avait pas été chercher sa femme parmi les grandes familles régnantes d'Europe, mais il avait fixé son choix sur une modeste princesse de ce petit peuple monténégrin, fameux seulement par son héroïque courage.

Ainsi le nouveau siècle s'inaugurait pour l'Italie avec deux souverains jeunes (la princesse Hélène de Monténégro était née en 1873) destinés en quelque sorte à re-

présenter la nouvelle génération qui commençait désormais à être la plus nombreuse dans le pays, celle qui n'avait pas connu les anciens gouvernements existant avant la proclamation du royaume d'Italie.

La génération précédente avait cru atteindre le bonheur en se délivrant de l'étranger et en réalisant à l'intérieur l'unité et la liberté ; mais ces grands succès, qui avaient coûté tant de sacrifices, apparaissaient désormais aux jeunes comme une chose toute naturelle. De nouveaux besoins et de nouvelles aspirations remplissaient les cœurs et les esprits et un nouveau programme, de nature essentiellement sociale, s'imposait maintenant, d'autant plus qu'une nouvelle couche de la société s'était élevée et prenait part à la vie politique.

Le développement énorme de l'industrie et du commerce dans les trente dernières années du XIXᵉ siècle, avait produit une modification profonde dans les conditions mêmes de la société[1] ; non seulement il avait considérablement augmenté le nombre des ouvriers, mais il en avait aussi amélioré la qualité. Tant que, dans l'industrie, on n'a eu besoin que de la force physique de l'ouvrier, ses facultés intellectuelles et morales, n'étant pas exercées, ne se sont développées que lentement. Maintenant au contraire le triomphe du machinisme, dispensant l'homme de tout effort physique, demande une certaine application de sa force intellectuelle et comporte même une certaine responsabilité, le niveau intellectuel et moral des ouvriers s'est par suite accru. La grande industrie, qui s'est substituée partout à la petite, les rassemble dans

1 Pour donner une preuve de cet accroissement on peut rappeler que dans les premières années après l'unification le total des importations et des exportations, c'est-à-dire de tout le commerce extérieur, dépassait à peine 2 milliards et que, depuis 1906, il dépasse 4 milliards.

de grands centres, où ils prennent facilement conscience de leurs forces, commencent à s'instruire, entrent plus souvent en contact avec les classes supérieures et ressentent plus fortement le désir d'améliorer leur condition.

Déjà, sous le règne d'Humbert I[er], plusieurs lois de caractère social avaient été votées, parmi lesquelles deux très importantes : on avait réglé l'assurance pour les accidents du travail et l'on avait fondé la caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers. La politique intérieure du nouveau règne se concentra essentiellement sur cette catégorie de mesures ; on fonda même, pour procéder avec plus de méthode, un office du travail, chargé spécialement d'étudier et de préparer les projets de législation sociale ; d'autre part, pour mieux caractériser les temps nouveaux, on créa l'ordre des chevaliers du travail destiné à honorer ceux qui, partis de très bas, avaient su se créer une haute situation dans l'industrie et le commerce.

Le développement économique de l'Italie continuait ses magnifiques progrès ; le mouvement industriel devenait particulièrement important en Lombardie et en Piémont, des industries tout à fait nouvelles en Italie, comme celle du sucre, apparaissaient[1], pendant que se développaient considérablement celles de la soie, de la laine, du coton et de la métallurgie[2]. Ces progrès furent favorisés par les nouvelles applications de l'électricité qui permirent de transporter la force motrice à grande

1. En 1889 il y avait en Italie une seule fabrique de sucre (à Rieti). Il y en a aujourd'hui 32 qui suffisent presque complètement à la consommation italienne, dans l'année financière 1907-1908 elles ont produit 1 368 000 quintaux de sucre.

2. Parmi les plus grands centres de l'industrie italienne il faut citer les aciéries de Terni. L'industrie automobile a pris aussi en Italie un développement considérable.

distance, on put ainsi mieux utiliser les nombreux cours d'eau dont dispose l'Italie[1].

En même temps que l'industrie, l'agriculture aussi commença à faire des progrès par l'introduction de nombreuses machines agricoles, par l'usage plus répandu des engrais chimiques, par l'emploi de méthodes plus rationnelles dans l'élevage du bétail. Pour répandre l'instruction agricole, de nombreuses écoles spéciales furent créées dans les différentes régions de l'Italie et l'on alla jusqu'à établir des Facultés d'agriculture auprès de certaines universités. On peut dire que le mouvement agricole prend lui aussi un développement en rapport avec l'importance qu'il doit avoir dans la richesse du pays : la valeur de la production agricole annuelle de l'Italie est évaluée aujourd'hui à plus de 5 milliards.

Dans l'intention d'aider les classes agricoles, le roi prit sous son patronage l'idée que lui exposa au début de 1905 un Américain David Lubin : créer un Institut international pour étudier les conditions de l'agriculture dans les différents pays du monde ; cet Institut devrait signaler périodiquement la quantité et la qualité des récoltes, pour que la production en soit favorisée, le commerce modernisé et rendu moins coûteux et les prix établis d'une manière plus convenable. Cette initiative, accueillie favorablement par les autres gouvernements, est déjà entrée en application grâce à la générosité de Victor-Emmanuel III qui a cédé au nouvel Institut le revenu de

1. Un des événements industriels les plus importants de ces dernières années fut l'inauguration de la grande usine électrique de Vizzola, sur le Tessin, qui eut lieu en présence des souverains le 9 octobre 1901.

En 1906 on comptait déjà en Italie 4 831 usines pour la production de l'énergie électrique avec une consommation de 621 millions d'hectowatts-heures (produits pour la plus grande partie par la force hydraulique).

deux de ses domaines, se montant à environ 300000 francs par an[1].

Pour ce qui est de la politique extérieure, on continua la tendance pacifique et conciliante qui dominait déjà dans les dernières années du règne de Humbert Ier, alors que la Triple Alliance commençait à perdre son caractère d'opposition décidée à la France et à la Russie. Les puissances européennes, en effet, avaient pu, en 1900, apparaître comme solidaires entre elles, lors de la grande action internationale entreprise contre la Chine ; l'Italie y avait envoyé sous le commandement du colonel Garioni 2 000 hommes qui se comportèrent dignement, et restèrent étrangers aux faits de massacre et de rapine qui furent malheureusement commis dans bien des endroits par les autres contingents européens[2].

Depuis que la politique internationale avait pris une direction nouvelle, la Triple-Alliance n'empêchait plus chacune des puissances contractantes de signer des accords spéciaux avec d'autres puissances ; c'est pourquoi l'Italie, tout en continuant à se maintenir fidèle à la Triplice, renouvelée précisément en 1904 et scellée par les fréquents voyages de Guillaume II, chercha à conserver son amitié traditionnelle pour l'Angleterre et à rendre plus étroit le rapprochement effectué avec la France.

1. 45 États ont adhéré à la fondation de cet Institut international agricole, le comité permanent s'est réuni pour la première fois le 27 mai 1908 et, en décembre suivant, il a soumis à l'assemblée générale son propre statut, qui a été approuvé. Au printemps de 1909 on a procédé à l'organisation des bureaux.

2. Pendant cette expédition les troupes italiennes occupèrent (occupation reconnue plus tard par le gouvernement chinois) la concession de Tien-Tsin, sur la rive gauche du Peï-Ho, avec une superficie de 5 kilomètres et une population d'environ 17 000 habitants indigènes ; elle renferme des salines et est administrée par le Consul aidé d'un administrateur.

Au printemps de 1903 le roi Édouard VII vint à Rome faire visite au souverain d'Italie et à l'automne Victor-Emmanuel III lui rendait sa visite à Londres. Un voyage dont les conséquences furent plus graves fut celui de Victor-Emmanuel III à Paris (octobre 1903), car le président Loubet vint rendre au roi sa visite à Rome en avril 1904 et cela amena une protestation très vive de la part du pape.

Le vieux pape Léon XIII, âgé de 93 ans, était mort peu auparavant (20 juillet 1903). 62 cardinaux prirent part au conclave ; parmi eux la seule personnalité très en vue était le cardinal Rampolla, qui, secrétaire d'État depuis 16 ans, avait montré une intelligence ouverte et un caractère décidé ; mais il s'était acquis de nombreuses inimitiés dans le monde politique par ses idées intransigeantes et ses rapports amicaux avec la France. Dans les premiers scrutins il recueillit plus de voix que les autres candidats ; alors le cardinal Gruscha, archevêque de Vienne, déclara être chargé par l'empereur François-Joseph de mettre le *veto* à l'élection de Rampolla. Ce fut un moment dramatique : Rampolla, le visage pâle et fixant l'autel pour éviter les regards de l'assemblée, dit qu'il n'aspirait pas au très grand honneur de la papauté parce qu'il s'en considérait indigne, mais qu'il croyait de son devoir de protester au nom de la liberté de l'Église contre cette tentative de violence faite au Sacré Collège. Dans le scrutin qui suivit, Rampolla vit le nombre de ses voix monter à 35, mais ce fut là le plus grand effort de ses partisans, et les deux tiers des voix nécessaires à l'élection ne furent pas atteints. Beaucoup de cardinaux ne voulaient pas entendre parler d'un pape trop politicien, c'est pourquoi ils choisirent un candidat qui incarnât le type essentiellement religieux et ils con-

centrèrent leurs voix sur le patriarche de Venise, Joseph Sarto. Ainsi le 4 août 1903, ce modeste fils de paysans, qui, né à Riese (province de Trévise) en 1835, était monté, peu à peu, en parcourant tous les degrés de la hiérarchie ecclésiastique, de la charge modeste de curé à celle d'évêque et de cardinal, était élevé au trône pontifical et prenait le nom de Pie X.

Le nouveau pape maintint lui aussi la tendance politique de ses prédécesseurs, il continua à s'enfermer dans le Vatican et annonça son élection à tous les États, sauf à l'Italie ; puis, obéissant à l'influence des Jésuites, il choisit comme secrétaire d'État un *monsignore* espagnol Merry del Val, dont il fit aussitôt un cardinal. Plus tard, lorsque le président Loubet fut venu faire visite au roi Victor-Emmanuel III, le pape envoya aux puissances une circulaire pour protester contre l'offense que le chef d'une nation catholique, unie étroitement à la papauté par des traditions séculaires, lui avait faite en venant rendre hommage à Rome *à celui qui contre tout droit détient sa souveraineté civile et en gêne la liberté et l'indépendance.* A la suite de cette protestation les relations diplomatiques furent rompues entre la France et le pape. Ainsi, avec le nouveau pontife, la situation entre le Vatican et le Quirinal restait la même.

***

La grande politique internationale prenait de jour en jour une allure plus pacifique, aussi l'idée de soumettre à l'arbitrage les difficultés qui pouvaient surgir entre les nations commençait à entrer dans le domaine des faits. Dans les derniers mois de 1903 et au début de 1904, des conventions en ce sens furent signées entre

l'Italie, la France et l'Angleterre, tandis que, de son côté, le gouvernement italien exerçait une action désintéressée de conciliation entre ces deux puissances et la Triplice, comme ce fut spécialement le cas à la conférence d'Algésiras pour les affaires du Maroc (1905).

Tout pousse désormais les nations à se rapprocher et à s'unir ; les nouveaux moyens de communication ont à cet égard une grande influence. L'Italie applaudit donc avec un très vif plaisir à l'ouverture d'une nouvelle communication à travers les Alpes par le Simplon. Ce tunnel, long de plus de 19 kilomètres, fut construit très rapidement (1899-1906) ; l'achèvement de cette œuvre grandiose fut célébré à Milan par une Exposition magnifique, qui attesta les progrès de l'Italie dans le domaine industriel.

L'effet naturel des progrès économiques de l'Italie se fit sentir également dans le revenu plus élevé des impôts ; les excédents de recette dans les budgets de l'État, qui avaient commencé à apparaître en 1897-1898, se continuèrent sans interruption et augmentèrent même notablement dans ces dernières années. Bien que l'État eût pris à sa charge en 1905 l'exploitation directe des chemins de fer et que, pour l'améliorer, il eût dû y consacrer de grosses sommes, la situation budgétaire se maintint assez solide pour permettre de réaliser (par des décisions de la Chambre et du Sénat du 29 juin 1906) la conversion de la rente 4 % en 3,75 % pour les cinq premières années et 3,50 % à partir de 1912[1]. Cette opération, effectuée sur un capital de plus de 8 milliards,

1. La rente italienne avait atteint le pair en 1901 ; la veille de la conversion elle valait en bourse 105 francs, en y comprenant un coupon de 2 francs payable le 30 juin, soit en réalité 103 francs. Après la conversion elle se maintint à 102 fr. 40.

est la plus importante et la plus audacieuse qui ait jamais été faite dans cet ordre de choses ; elle valut des éloges mérités au ministre Luzzatti[1] qui l'avait préparée et à son successeur Majorana qui la réalisa.

Malheureusement, même dans ce tableau riant des progrès de l'Italie, les points noirs ne manquent pas.

Les différends entre le capital et le travail présentent encore trop souvent un caractère agité et impulsif, il en résulte une trop grande fréquence de grèves injustifiées.

A cet inconvénient, qui se vérifie surtout dans la Haute-Italie, vient s'ajouter le problème du Midi, c'est-à-dire le désaccord économique et moral constaté depuis longtemps entre les provinces du Nord et celles du Sud ; il a réclamé l'attention des savants et l'œuvre des législateurs qui, dans l'espérance d'arriver à une solution, ont fait des lois spéciales en faveur de Naples, de la Basilicate, de la Calabre et de la Sicile ; pour les Pouilles, on a commencé un aqueduc grandiose qui apportera dans cette région les eaux du Sele.

D'autre part, l'opinion publique resta trop longtemps sous l'impression des procès de l'ex-ministre de l'instruction publique Nasi, un homme qui était arrivé, par son intelligence indéniable, aux plus hautes charges de l'État, mais qui, par la faiblesse de son sens moral s'était laissé aller à commettre de graves abus et à gaspiller les deniers publics. Les accusations contre son administration avaient commencé dès 1904, c'est-à-dire peu après sa chute du pouvoir, mais les longueurs de l'instruction et les incertitudes de la procédure avaient suscité dans le public une grande défiance sur l'impartialité de l'admi-

1. M. Louis Luzzatti est aujourd'hui Président du Conseil.

nistration de la justice; ce ne fut que le 24 février 1908 que le Sénat, constitué en Haute-Cour de justice, rendit son jugement contre Nasi et le condamna à 11 mois de réclusion.

Les désordres qui avaient été révélés dans l'administration de l'instruction publique firent naitre le désir d'enquêtes sur les autres services publics, en particulier sur la marine et la guerre. On voulait s'assurer du bon emploi des sommes considérables votées pour la défense nationale, le maintien de la paix (continuant malheureusement à n'être réalisé que par la force des armements.

Tant que la situation politique de la Méditerranée et de la péninsule balkanique ne changea pas, il fut facile à l'Italie d'avoir une politique extérieure conforme au programme indiqué par le ministre Tittoni dans la formule suivante : fidélité à la Triplice, amitié sincère pour l'Angleterre et la France, rapports cordiaux avec tous les autres États ; mais l'annexion de la Bosnie-Herzégovine proclamée par l'Autriche le 5 octobre 1908 vint modifier les choses. Elle produisit une forte impression en Italie, d'autant plus que le gouvernement avait affirmé qu'il était essentiel pour la conservation de la paix et pour les intérêts de l'Italie que l'état politique de la péninsule des Balkans restât immuable. On voyait donc que, malgré les preuves de déférente amitié prodiguées par le ministre Tittoni au gouvernement autrichien, celui-ci allait de l'avant sans avoir le moindre égard pour la puissance alliée. Il en résulta un peu moins de sécurité et de confiance dans les rapports des deux pays et, par suite, un peu d'incertitude dans la situation européenne.

Mais hélas, pour faire oublier pendant quelque temps

la politique extérieure et ses nouvelles difficultés, un épouvantable désastre venait fondre sur l'Italie !

Le 28 décembre 1908, à 5 heures et demie du matin, une secousse de tremblement de terre d'une intensité terrible détruisit presque complètement Messine, Reggio de Calabre et les pays voisins jusqu'à Palmi. La catastrophe fut instantanée : plus de 100 000 personnes passèrent du sommeil à la mort. Les survivants se précipitèrent dans les rues presque nus et, au milieu de l'obscurité, se mirent à chercher parmi les décombres ceux qui leur étaient chers ; quelques-uns, se guidant aux faibles voix des blessés, fouillaient avec leurs mains parmi les pierres pour les retrouver, mais cette œuvre était souvent interrompue par des écroulements de murs qui firent de nouvelles victimes humaines. D'autre part, le long de la plage, les flots déchaînés produisaient encore de nouvelles ruines. Lorsque l'aube parut, les rares survivants purent se faire, en frémissant, une idée de l'épouvantable désastre.

Pendant plusieurs heures, les secours manquèrent complètement : autorités, soldats, médecins, citoyens de toutes les classes étant ensevelis sous les décombres. A Messine les premiers secours furent apportés par quelques soldats survivants et quelques marins débarqués des navires qui étaient dans le port, pendant ce temps les détenus évadés des prisons se livraient à un pillage effréné. Toutes les installations télégraphiques étaient détruites, de sorte qu'un torpilleur dut courir le long de la côte calabraise à la recherche d'un bureau télégraphique et c'est seulement du petit port de Nicotera qu'il put, vers 5 heures du soir, télégraphier l'horrible nouvelle. Des navires russes et anglais, qui se trouvaient dans le voisinage, arrivèrent, puis les navires de guerre

italiens envoyés de Palerme et de Naples, et tous se mirent à rivaliser d'ardeur dans l'œuvre de sauvetage, pendant que les supplications des blessés s'élevaient des décombres avec une insistance déchirante. Le matin du 30 arrivèrent le roi et la reine qui, à la nouvelle de l'horrible malheur, s'étaient généreusement empressés de quitter Rome au plus vite pour donner à tous l'exemple du devoir et contribuer à l'œuvre de charité et de consolation. Pendant plusieurs jours les souverains restèrent sur les lieux, et tandis que le roi se multipliait pour veiller à ce que l'œuvre de secours fût accomplie avec zèle, la reine soignait personnellement les blessés, s'occupant surtout, avec une admirable tendresse, des femmes et des enfants, et conquérant ainsi l'affection pleine et entière du peuple italien.

Le temps détestable aggravait la situation et, comme si le froid et la pluie n'eussent pas suffi à rendre la vie plus pénible à tous, sauveteurs et secourus, des secousses continuelles de tremblement de terre inspiraient chaque jour de nouvelles terreurs.

Pendant que l'on construisait des baraques pour abriter les survivants, on continuait la recherche des blessés au milieu des décombres ; quinze jours après la catastrophe on retrouva encore des personnes vivantes. Presque tous les survivants de Messine et de Reggio abandonnèrent leur ville, chaque paquebot, chaque navire de guerre qui arrivait au port en repartait chargé de fugitifs et de blessés, qui trouvaient un accueil affectueux dans les autres villes italiennes.

Au milieu de la grande douleur éprouvée par suite de cet horrible désastre, les Italiens donnèrent de magnifiques preuves de solidarité et tous les peuples du monde manifestèrent spontanément, largement et affectueuse-

ment leurs sentiments de fraternité. En peu de jours plus de 30 millions furent recueillis en faveur des victimes du tremblement de terre, tandis que de son côté le Parlement, rassemblé spécialement le 8 janvier 1909, prenait l'engagement solennel que Messine et Reggio renaîtraient de leurs décombres, et votait à cet effet les premières mesures. Ainsi ce désastre sans exemple dans l'histoire n'arriva pas à abattre l'énergie italienne.

A l'heure actuelle (1911) Turin et Rome s'apprêtent à célébrer le cinquantenaire de la proclamation du royaume d'Italie par deux expositions (industrielle à Turin et archéologique-artistique à Rome), qui contribueront à faire encore mieux connaître au monde, combien sont forts chez le peuple italien l'application et l'ardeur au travail.

*
* *

Depuis la proclamation du royaume d'Italie on a procédé à trois recensements ; il y en a eu un tous les dix ans, c'est-à-dire en 1861 (v. p. 272), en 1871 (v. p. 301) et en 1881 ; le quatrième recensement, qui aurait dû être fait en 1891, fut retardé pour raisons d'économie et n'eut lieu qu'en 1901. La population présente dans le royaume dans la nuit du 9 au 10 février 1901 était de 32 475 253 habitants[1], c'est-à-dire le double de ce

1. Cette population est ainsi répartie par régions : Piémont, 3 317 401 ; Ligurie, 1 077 473 ; Lombardie, 4 282 728 ; Vénétie, 3 134 467 ; Emilie, 2 445 035 ; Toscane, 2 549 142 ; Marches, 1 060 755 ; Ombrie, 667 210 ; Latium, 1 196 909 ; Abruzzes et Molise, 1 441 551 ; Campanie, 3 160 448 ; Pouilles, 1 959 668 ; Basilicate, 490 705 ; Calabre, 1 370 208 ; Sicile, 3 529 799 ; Sardaigne, 791 754.

La population du royaume est presque entièrement catholique, il y a environ 40 000 juifs répandus surtout dans le Nord et le centre et 60 000 protestants dont le noyau le plus nombreux est formé par les Vaudois

qu'elle était en 1748[1]. Le recensement précédent (31 décembre 1881) avait donné une population de 28 459 628 habitants, de sorte qu'en un peu plus de 19 ans (malgré la très forte émigration) on pouvait noter une augmentation de 4 millions d'habitants. On calcule qu'aujourd'hui (1911) la population du royaume atteint 35 millions d'habitants, avec une densité de 122 habitants au kilomètre carré[2].

Quelques villes surtout ont eu, dans ces dernières années, un développement vraiment extraordinaire et particulièrement Rome. En 1871 elle comptait à peine 245 000 habitants, en 1901 elle avait presque doublé ce nombre (472 000 habitants), aujourd'hui elle dépasse de beaucoup le demi-million[3]. Une pareille augmentation de population a entraîné naturellement un grand développement de constructions, de sorte qu'au point de vue matériel même, Rome n'est plus ce qu'elle était il y a 40 ans ; elle a commencé à prendre l'aspect d'une grande ville moderne, née aux flancs des ruines du Forum et de la Basilique de Saint-Pierre. Parmi les constructions grandioses élevées à Rome dans ces dernières années, il faut citer le monument à Victor-Emmanuel II, œuvre de l'architecte Sacconi, qui mourut en 1905, âgé seulement de 55 ans, avant d'en avoir achevé l'exécution.

(20 000) qui vivent en grande partie dans les vallées au-dessus de Pignerol.

1. Suivant les calculs faits par l'Institut géographique militaire en 1884 la superficie du royaume serait de 286 682 kilomètres carrés ; mais d'après les travaux du cadastre géométrique, pour les provinces où ces travaux sont terminés, et, pour les autres, d'après les chiffres de la Direction générale du Cadastre, la superficie du royaume ne serait que de 286 403 kilomètres carrés.

2. Parmi les États européens, seuls la Belgique, l'Angleterre et les Pays-Bas ont une densité supérieure à celle de l'Italie.

3. 575 000 habitants.

Le pape, voulant continuer à montrer sa désapprobation pour la révolution italienne, vit enfermé dans le palais grandiose du Vatican, mais les cardinaux et les hauts fonctionnaires de la cour pontificale jouissent pleinement des progrès matériels et moraux de la ville. Respectés de tous, ils vivent leur vie religieuse, politique, sociale et intime sans rencontrer aucune difficulté ; ils ont des relations ouvertes ou occultes, directes ou indirectes avec les personnages du monde libéral italien, avec des ministres, des sénateurs, des députés, des fonctionnaires de l'État. Les fêtes religieuses s'accomplissent à Rome en pleine liberté, au même titre que les fêtes nationales célébrées par les libéraux. La réalité a donc démontré la possibilité de la coexistence à Rome du chef de la religion catholique et du roi d'Italie. Avec le temps la papauté se convaincra peu à peu, que, dépouillée du pouvoir temporel, elle peut beaucoup mieux remplir sa mission spirituelle et elle finira par se réconcilier avec la nouvelle Italie, représentée par cette glorieuse famille qui, ayant su incarner la pensée de la nation, a réussi à se transplanter de ses Alpes natales sur la colline qui porte le nom du fondateur divinisé de Rome[1].

Le trône d'Italie est héréditaire dans la Maison de Savoie suivant la loi salique, c'est-à-dire à l'exclusion des femmes. Les souverains actuels : Victor-Emmanuel III et Hélène ont un fils : Humbert, prince de Piémont, né le 15 septembre 1904, et trois filles : Yolande née en 1901, Mafalda née en 1902 et Jeanne née en 1907. Une autre branche de la famille est représentée par la descendance du prince Amédée de Savoie (frère d'Humbert Ier)

1. Romulus divinisé prit le nom de Quirinus, d'où le nom de colline du Quirinal, sur laquelle s'élève à Rome le Palais Royal (N. d. T.).

qui en 1870 avait été appelé au trône d'Espagne, mais qui, voyant inutiles tous ses nobles efforts pour apaiser les discordes qui déchiraient le pays, avait renoncé à cette couronne au début de 1873 et était revenu vivre une vie privée et tranquille dans sa chère ville de Turin. C'est là qu'il mourut en 1890, laissant quatre fils : Emmanuel, duc d'Aoste, âgé aujourd'hui d'environ 40 ans (marié en 1895 avec la princesse Hélène d'Orléans dont il a deux fils); Victor, comte de Turin; Louis, duc des Abruzzes (qui en 1899-1900 accomplit avec le navire *Étoile-Polaire* une expédition au Pôle nord dont la hardiesse lui valut l'admiration de tout le monde civilisé) et Humbert, comte de Salemi[1].

* * *

Le roi a, sur le budget de l'État, une dotation annuelle de 15 millions. Il exerce le pouvoir exécutif par le moyen des ministres qu'il nomme et participe avec la Chambre et le Sénat à la confection des lois.

Le Sénat est formé d'un nombre illimité de membres (en fait le nombre est toujours inférieur à 400) nommés à vie par le roi et choisis parmi des catégories déterminées de notables.

La Chambre des Députés est composée de 508 membres élus pour 5 ans, au scrutin uninominal, par un scrutin assez large[2].

1. Voir à la fin du volume la généalogie de la Maison de Savoie depuis Emmanuel-Philibert.

2. En 1908 les électeurs du royaume étaient au nombre de 2 930 473, soit le 8.64 pour 100 des habitants sans distinction de sexe et d'âge et le 33.6 pour 100 des hommes de plus de 21 ans; le pourcentage maximum des électeurs par rapport aux habitants se rencontre en Piémont (13 pour 100 sans distinction de sexe ou d'âge et 51 pour 100 des

Les deux premiers présidents du conseil du nouveau roi : Saracco (qui donna sa démission en février 1901) et Zanardelli (qui lui succéda de février 1901 à octobre 1903) sont déjà morts, ils appartenaient encore à la vieille génération de l'époque du *Risorgimento*. Après eux, l'homme qui domina la vie politique italienne fut M. Giolitti, qui, pendant 6 ans (1904-1909), sauf les deux courtes parenthèses des ministères Fortis et Sonnino (de mars 1905 à mai 1906), fut à la tête du gouvernement. Né à Mondovi en 1842, il entra pour la première fois au Parlement en 1882, précisément quand triomphait la politique transformiste de Depretis, cela contribua peut-être à le rendre quelque peu sceptique sur les distinctions de partis. Calme, équilibré et adroit, il réussit à acquérir un ascendant extraordinaire sur le monde parlementaire. Aujourd'hui le Président du Conseil est M. Louis Luzzatti (né à Venise en 1841), économiste de grande valeur et orateur sympathique.

Dans les dernières années les budgets de l'État se tiennent aux environs de 2 milliards, et les recettes sont à peu près égales aux dépenses[1]. Parmi les recettes

hommes majeurs) ; le minimum en Sicile (5,40 pour 100 sur toute la population et 20 pour 100 sur les hommes majeurs) et en Sardaigne (4,78 pour 100 et un peu plus de 17 pour 100). Une telle différence provient en grande partie du niveau inégal de l'instruction dans les diverses régions de l'Italie. Le 22 décembre 1910 le ministère Luzzatti a présenté un projet de réforme électorale qui augmente considérablement le nombre des électeurs

Aux élections générales du 7 mars 1909 il y eut 1 903 687 électeurs, soit 65,3 pour 100 des électeurs inscrits. Les députés les plus anciens de la législature actuelle (la 23e) sont : Lacava qui compte 14 législatures, Boselli et Luzzatti qui en ont 13, Guido Baccelli, Chimirri et Martini qui en ont 12.

1. Le dernier budget récapitulatif qui présentât un déficit fut celui de l'année financière 1897-1898 où les recettes furent inférieures d'un million aux dépenses ; depuis lors les budgets récapitulatifs présentèrent

principales il faut citer l'impôt foncier : 100 millions, l'impôt sur la propriété bâtie : 90, celui sur la richesse mobile (impôt sur le revenu) : 300, les droits de succession : 40, enregistrement et timbre : 140, douanes : 300, monopole du tabac : 294, monopole du sel : 84, loterie (les gains déduits) : près de 40, etc. Pour les dépenses les sommes les plus fortes sont naturellement affectées aux intérêts de la dette publique (un peu moins de 600 millions) et aux budgets militaires (guerre 364 millions et marine 186).

L'armée italienne est organisée sur la principe de l'obligation du service militaire pour tous les citoyens ; à 20 ans, tous les jeunes gens que leur état physique rend aptes au service militaire sont incorporés dans les rangs de l'armée et font trois ans de service [1]. Tous les nouveaux progrès de la science et de l'industrie ont trouvé leur application dans l'armée : fusil à répétition, poudre sans fumée ou balistite, télégraphie sans fil, ballons dirigeables, aéroplanes, etc.

La marine elle aussi a pris un grand développement et cela dès l'époque d'Humbert Ier grâce aux ministres Brin et Saint-Bon ; il était naturel que l'Italie, par sa conformation géographique même, voulût ardemment se constituer une flotte de premier ordre. Napoléon Ier déjà, parlant de la future unité de l'Italie, disait que « la première condition de vie pour ce royaume sera de devenir une puissance maritime, pour pouvoir dominer ses

toujours de notables excédents qui en 1906-1907 montèrent jusqu'à 101 millions (recettes 2 256 039 985 ; dépenses 2 154 190 700). Le budget de 1909 se balance par les chiffres suivants : recettes, 2 462 millions, dépenses, 2 415.

1. Suivant les propositions récentes du ministre de la guerre, général Spingardi (1909) le service militaire sera bientôt réduit à 2 ans.

îles et défendre ses côtes ». Les glorieuses traditions des républiques maritimes italiennes ont triomphé de nouveau de nos jours avec les puissants et colossaux navires dont l'Italie offrit au monde le premier exemple ; les arsenaux de La Spezia, de Venise, de Tarente, de Naples et de Castellamare travaillent sans cesse, avec une activité inlassable, à de nouvelles constructions. L'industrie privée a fait elle aussi, dans ce domaine, des progrès merveilleux ; elle peut aujourd'hui satisfaire à d'importantes commandes de constructions navales pour le compte notamment de l'Espagne et de l'Amérique.

Après les budgets militaires vient, pour l'importance des sommes dépensées, celui des travaux publics qui, tant en dépenses ordinaires qu'extraordinaires, dépasse presque toujours 100 millions. De grands progrès ont été réalisés, surtout pour les chemins de fer ; tandis qu'en 1871 on n'avait que 6 377 km. de chemins de fer, en 1906 le développement total du réseau se montait à 17 237 km. Avec le début du nouveau siècle on commença l'application à quelques lignes de la traction électrique, précédant en cela presque toutes les autres nations. On a construit partout des routes carrossables, amélioré les conditions des ports[1], desséché un grand nombre de terrains marécageux (surtout dans la province de Ferrare), accompli toutes sortes d'autres travaux publics.

Pour ce qui est de l'hygiène, l'Italie a notablement amélioré sa situation par le moyen de conduites d'eau potable dans les grandes villes comme dans les petites et

1. Les travaux d'agrandissement du port de Gênes, pour lesquels Raphaël Ferrari, duc de Galliera, fit un don généreux de 20 millions, furent particulièrement importants. Le nouveau projet d'agrandissement approuvé en 1905 (et dont les travaux sont déjà commencés), comportera une dépense de 60 millions.

par la démolition radicale de quartiers malsains[1]. Partout en outre, dans les plus petits villages et les plus humbles bourgades, on a établi des écoles élémentaires, pour combattre la plaie de l'analfabétisme, si fortement répandu dans le peuple à l'époque des anciens gouvernements. Malheureusement, de ce côté, il reste encore beaucoup à faire. Si, en Piémont, il n'y a presque plus d'illettrés et s'ils sont assez rares dans le reste de la Haute-Italie, leur nombre va malheureusement croissant à mesure que l'on descend le long de la péninsule, et il dépasse en Calabre 75 %. C'est ce qui explique que la moyenne des illettrés soit encore très élevée (environ 48 % de la population à partir de 6 ans suivant le recensement de 1901). En 1906, sur 100 conscrits, 29 étaient illettrés; presque tous pourtant apprennent à lire et à écrire pendant leur service militaire[2].

Les écoles secondaires sont nombreuses dans tout le royaume et il y a un grand nombre d'universités : 17 du gouvernement et 4 libres. La plus fréquentée est naturellement celle de Naples (la seule de l'Italie méridionale)

1. La mortalité générale du royaume, qui en 1871 dépassait 30 ‰ et dans les cinq années 1891-1895 était encore de 25, n'a plus été que de 21 en 1901-1905.

2. A cet égard on constate chaque année une amélioration, ainsi la moyenne des conjoints mâles qui ne signèrent pas leur acte de mariage parce qu'illettrés était en 1871 de 57 pour 100, en 1881 de 48, en 1891 de 41, en 1901 de 32, en 1905 de 30 (on a à peu près les mêmes chiffres pour les conscrits); la moyenne des femmes était en 1871 de 76 pour 100, en 1881 de 69, en 1891 de 59, en 1901 de 46, en 1905 de 43.

La différence de région à région est énorme, allant d'un minimum de 13 pour 100 dans la province de Turin à 19 dans celle de Milan, 41 dans celle de Venise, 45 dans celles de Florence et Rome, 54 dans celle de Naples, 70 dans celle de Bari, 71 dans celle de Cagliari, 78 dans celle de Reggio de Calabre et 79 dans celle de Cosenza (*Recensement de 1901, publié par la Direction générale de Statistique*, vol. V. *Rome*, 1904)

qui compte 5 500 étudiants ; viennent ensuite celles de Turin (3 000 étudiants), Rome (2 600), Bologne (1 800), Pavie et Padoue (1 500), Gênes (1 200), Palerme et Pise (1 100), etc. Il y a en outre plusieurs Instituts supérieurs, comme ceux de Florence et de Milan, et de grandes écoles de commerce à Venise, Milan, Gênes, Rome, Turin, Bari, etc.

Dans l'ensemble on peut affirmer, sans craindre d'être démenti, que l'Italie poursuit magnifiquement sa marche ascendante, que la richesse publique s'est accrue[1] et que, spécialement dans ces dernières années, on a pu constater une vie nouvelle de production et de travail. Le cours élevé de la rente, les bonnes conditions du change, le revenu des impôts toujours supérieur aux prévisions budgétaires, le progrès continuel des services postaux, télégraphiques, téléphoniques et du trafic par chemin de fer et par mer sont une preuve éloquente des bonnes conditions économiques de l'Italie. L'Italie exporte surtout de la soie, du vin, des olives, du lin, des agrumes[2], des œufs, des fruits, du soufre ; mais elle doit importer du grain (car elle n'en produit pas encore suffisamment pour sa consommation), de la houille (car elle n'en possède pas), du fer, etc. L'augmentation du commerce d'importation a été malheureusement beaucoup plus rapide que celui d'exportation ; en 10 ans les importations ont doublé tandis que les exportations n'ont augmenté que d'un tiers[3], la différence entre le total des marchandises

1. Les dépôts portant intérêt auprès des divers instituts de crédit se montaient au 30 juin 1908 à 5 milliards 355 millions avec une augmentation de 202 millions sur le 31 décembre 1907.

2. Citrons, oranges, mandarines, limons (N. d. T.).

3. De 1898 à 1909 les importations ont passé de 1 413 à 3 111 millions et les exportations de 1 203 à 1 886.

importées en Italie et celui des marchandises exportées a donc été toujours en augmentant ; tandis que dans les dix dernières années du XIX[e] siècle elle se tenait entre 100 et 200 millions, en 1908 elle dépasse le milliard.

Ce grave déséquilibre commercial est en partie compensé par l'argent que dépensent en Italie les nombreux étrangers qui viennent visiter le pays et par les intérêts du capital italien placé à l'étranger. Depuis quelques années une place importante a été prise dans le mouvement économique italien par l'importation des sommes envoyées par les émigrants dans la mère-patrie. A ce point de vue l'émigration présente certainement un avantage pour l'Italie.

Dans ces dernières années, l'émigration a pris des proportions énormes, aussi a-t-on jugé utile de faire une loi spéciale pour régler le transport des émigrants. Cette surveillance gouvernementale de l'hygiène à bord des bâtiments et les soins apportés à la protection des émigrants ont donné une organisation régulière à ce mouvement, qui dépasse aujourd'hui le chiffre de 500 000 individus par an. Un peu moins de la moitié reste en Europe ou dans les pays du littoral méditerranéen, la la plus grande partie des autres va en Amérique, dans la seule République Argentine, deux millions d'Italiens ont débarqué depuis 1870.

Ainsi surgissent spontanément de magnifiques colonies d'Italiens qui favorisent le commerce de la mère-patrie plus encore que les possessions extra-européennes de l'Italie[1].

1. En 1909 le commerce italien avec l'Argentine est représenté par ces chiffres : importations 120 millions, exportations 140 millions. Dans ce vaste phénomène de l'émigration italienne, il y a naturellement, à côté des avantages, certains inconvénients ; le sénateur Villari, avec son habi-

En dehors de la Colonie Erythrée, qui a une population d'environ 300 000 habitants dont 2 800 seulement sont Européens (v. p. 326), l'Italie possède le Benadir ou Somalie italienne, c'est-à-dire les régions de l'Afrique orientale situées entre le sultanat Obbia et le fleuve Juba et entre l'Océan Indien, l'Éthiopie et la Somalie anglaise. Ces territoires furent d'abord concédés à une société commerciale, mais en 1905 la convention fut annulée et l'État assuma l'administration directe de la colonie. La même année le gouvernement italien acquit tous les droits de souveraineté appartenant encore au sultan de Zanzibar (v. p. 321) sur les villes, ports et territoires de la côte de Benadir et ces pays devinrent ainsi une véritable colonie italienne. Le gouverneur de la Somalie italienne exerce également le protectorat sur le sultanat d'Obbia, le territoire du Nogal et le sultanat de Migiurtini. On n'a pas encore de données exactes sur la superficie (qui est pourtant supérieure à celle du royaume d'Italie), ni sur la population des territoires compris dans la Somalie italienne (peut-être un demi-million d'habitants) ; suivant les renseignements du ministre des affaires étrangères Mogadiscio a environ 10 000 habitants, Merca 7 000 et Brava 5 000. Le gouvernement, s'étant fortement organisé sur les côtes, tend aujourd'hui à occuper certains points sur le fleuve Uebi-Scebeli pour asseoir son autorité dans la région tout entière, préparant ainsi des conditions favorables à la colonisation et à une action commerciale vers l'intérieur.

tuelle lucidité d'esprit, en a fait un utile résumé dans son récent volume : *Écrits sur l'émigration* (Bologne, 1909) concluant son raisonnement en disant qu'il est nécessaire de prendre des mesures « si nous ne voulons pas qu'un état de choses, qui pourrait être une source de bien-être et de prospérité sociale pour le pays, devienne au contraire la cause de maux et de calamités toujours plus grandes ».

*
* *

En terminant cette revue des conditions actuelles du royaume d'Italie, il importe de dire que toutes les manifestations de la vie italienne se développent dans autant de centres qu'il y a de capitales de régions, car les glorieuses traditions locales ont empêché une trop grande centralisation.

Ainsi la vie piémontaise se concentre à Turin (370 000 habitants) et se modèle sur cette ville aux rues droites et régulières, correspondant, si l'on peut dire, au caractère de sa population. La délicieuse côte ligure, avec ses villas émergeant des oliviers, centralise toute sa vie dans la *superbe* Gênes (275 000 habitants), aux palais de marbre et aux rues animées par le mouvement du port, le premier marché commercial d'Italie[1]. La fertile région lombarde a son centre dans l'active et laborieuse Milan, la deuxième ville du royaume par le nombre des habitants (600 000), mais la première par le mouvement industriel, commercial et ferroviaire. Tandis qu'à l'ombre du merveilleux dôme de Milan se déroule une grande partie de la vie économique de l'Italie, Venise (170 000 habitants), la cité magique qui surgit au milieu de la lagune, continue à être un des centres essentiels de la vie artistique

1. Le port de Gênes est un des plus grands mécanismes de la vie économique de la nation. Pour en régler le fonctionnement on a donné de grands pouvoirs à un *Comité autonome* (*Consorzio*) créé par la loi de 1903. Suivant les statistiques de 1905, 4 122 vapeurs qui ont débarqué 4 435 374 tonnes de marchandises et 152 359 voyageurs et 2 036 voiliers qui ont débarqué 348 155 tonnes sont entrés dans le port de Gênes. En sont sortis 4 107 vapeurs qui embarquèrent 772 327 tonnes de marchandises et 150 311 voyageurs et 2 015 voiliers avec 66 544 tonnes de marchandises.

de la péninsule, tout en n'oubliant pas ses traditions de commerce et d'industrie. L'Émilie et la Romagne (de Parme à Ravenne, ancienne capitale des Ostrogoths et emplacement vénéré de la tombe de Dante) reconnaissent comme centre l'antique Bologne (160 000 habitants), qui, si elle est le siège de la plus ancienne université d'Italie, doit pourtant aussi une grande partie de sa prospérité à l'activité industrielle de ses habitants. En Toscane le centre principal du commerce est Livourne (100 000 habitants), mais la ville centrale de la région est la souriante et glorieuse Florence (220 000 habitants), qui semble refléter dans ses habitudes et ses aimables environs toute la vie et la nature toscanes. Seule Rome a en grande partie perdu son caractère local pour devenir une ville cosmopolite. Naples elle-même, la ville la plus peuplée de l'Italie (620 000 habitants), a des caractères tout à fait spéciaux : en elle se concentre toute la vie facile, gaie et bruyante des populations méridionales, de là part la loi de la mode et de la renommée, acceptée sans hésiter par les petites villes de province de tout le Midi. Il en est de même de Palerme (330 000 h.) pour ce qui regarde la Sicile. La Sardaigne, moins peuplée, n'a qu'une capitale d'importance moindre : Cagliari avec 55 000 habitants ; cette ville n'en donne pas moins une idée assez exacte des conditions de la région tout entière, qui, tout en étant restée pendant longtemps en dehors du courant général de la vie européenne, n'en a pas moins réalisé dans ces dernières années des progrès très sensibles.

Napoléon Ier, habitué à la centralisation de la vie française, disait que « la conformation de l'Italie présente un défaut fondamental : sa longueur n'est pas du tout proportionnée à sa largeur » ; et il ajoutait : « Si l'Italie avait eu pour limite le mont Velino, à peu près à la hau-

teur de Rome et que toute la partie de terrain comprise entre ladite montagne et la mer Ionienne, la Sicile comprise, ait été jetée entre la Sardaigne, la Corse, Gênes et la Toscane, elle aurait eu une unité de tendances, de mœurs, de climat et d'intérêts locaux. » L'observation de Napoléon Ier est certainement exacte et le grand retard, que, en comparaison par exemple de la France ou de l'Espagne, l'Italie a mis à se constituer en nation, est dû en partie à sa conformation géographique. C'est elle qui a empêché jusqu'à présent la formation d'un seul grand centre de vie italienne, qui pourrait donner un mouvement plus intense à l'activité de la nation, mais si c'est là la cause de certains inconvénients, cela entraine aussi des avantages, en suscitant une noble rivalité entre les diverses villes et en maintenant vivante cette grande variété de pensée, qui s'est manifestée si merveilleusement au XIXe siècle dans le domaine des arts et des lettres.

CHAPITRE XX

LETTRES ET ARTS

Renaissance des lettres et des arts. — Le classicisme. — Parini, Alfieri, Monti, Foscolo, Botta, Canova, Appiani. — Cimarosa, Paisiello. — Le romantisme. — Manzoni et ses imitateurs. — Leopardi. — Guerrazzi, Niccolini, Giusti. — Les poètes patriotiques ; Prati. — Tommaseo, Rosmini, Gioberti et Mamiani. — Historiens. — Musiciens : Bellini, Rossini, Donizetti. — Bartolini, Hayez et Marocchetti. — Nouvelle tendance. — Carducci. — Bonghi, Villari, Massarani, Bersezio. — Historiens et critiques. — Journalistes. — Poètes. — De Amicis. — Fogazzaro, Verga, Capuana, Serao, Farina, Barrili, Castelnuovo, Rovetta, etc. — D'Annunzio. — Theatre : Giacometti, Ferrari, Cossa, Cavallotti, Gallina, Giacosa, Martini, etc. — Induno, Palizzi, Dupré, Vela, Morelli, Monteverde. — Musique : Verdi, Ponchielli, Boito, Puccini, Mascagni, etc. — L'Italie au travail.

Si l'Italie, en ces dernières 150 années, a pu, au prix de mille efforts et de mille difficultés, se relever à la dignité de nation et reconstituer son unité, si elle a accompli de véritables miracles sur le terrain politique, elle peut aussi se vanter d'avoir en même temps tenu hautement sa place dans le mouvement intellectuel des peuples européens.

La renaissance politique de l'Italie fut en effet précédée et accompagnée d'une renaissance des lettres et des arts. Ce réveil commença précisément dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle et nous l'avons indiqué dans le premier chapitre de cette histoire en mettant en relief les esprits italiens les plus distingués de l'époque. Puis, comme toute la littérature italienne a eu au XIX[e] siècle une tâche et une tendance essentiellement patriotiques,

nous avons souvent eu l'occasion, le long de notre récit, d'y faire quelque allusion indirecte. Il ne nous reste donc qu'à rassembler ces indications éparses et à conclure.

Le XVIIIe siècle s'était clos magnifiquement pour l'Italie littéraire avec les grands noms de Parini, Alfieri et Monti. Parini mourut exactement à la fin du siècle (le 15 août 1799). Alfieri vit à peine le début du nouveau siècle puisqu'il mourut à Florence le 8 octobre 1803, quant à Monti il domina encore de sa grande renommée le premier quart du XIXe siècle (1754-1828). Il fut le chef de cette école de poésie classique qui régna souverainement pendant la période napoléonienne. Devenu poète de cour, il célébra dans ses vers le couronnement, les guerres, le mariage de Bonaparte et la naissance du roi de Rome, ce qui ne l'empêcha pas, au retour des Autrichiens, de chanter pour les nouveaux maîtres. Doué d'un merveilleux instinct de poète, il ne se préoccupait que de la forme, et il réussit à donner à ses vers une harmonie et une grâce uniques ; mais, pour ce qui est de la pensée, ce fut un écho craintif et docile des tendances, à cette époque très variables, de l'opinion publique.

Ugo Foscolo (1778-1827) fut un tempérament bien différent. Au retour des Autrichiens à Milan il se retira d'abord en Suisse, puis en Angleterre (1816), c'est là qu'il passa ses dernières années, contribuant à faire apprécier hautement par le public anglais la littérature italienne[1]. Homme *riche en vices et en vertus*, comme il se décrit lui-même, de caractère impétueux, doué d'une intelligence ardente et robuste, il fut un des plus in-

1. Ugo Foscolo mourut à Turnham Green le 10 octobre 1827 et fut enseveli dans le cimetière de Chiswick, d'où ses cendres furent transportées en 1871 dans l'église de Sainte-Croix à Florence, qu'il avait célébrée dans ses *Sepolcres* comme le Panthéon des gloires italiennes.

fluents parmi les écrivains italiens et ses vers nerveux et fiers exercèrent une grande action sur toute la jeunesse du XIX[e] siècle.

Monti et Foscolo furent les deux grands poètes de l'époque, qui eut aussi en prose un représentant distingué du style et de la méthode classique : l'historien Charles Botta (1766-1837). Par la splendeur de la forme et par la manière large dont il dessine et peint les événements, il fut justement appelé le Tite Live italien[1].

Le classicisme dominait aussi dans les arts, l'Italie de cette époque peut même se vanter d'avoir eu en Canova (1755-1822) l'artiste qui représente le degré supérieur de perfection auquel arriva ce qu'on appelle la sculpture académique. Canova travailla sans relâche pendant toute sa vie, il laissa des œuvres très nombreuses et c'est à lui que l'on doit en grande partie les progrès accomplis par la sculpture italienne au XIX[e] siècle.

En peinture le plus illustre représentant de l'école classique fut Appiani (1754-1817), peintre aulique et impérial, qui orna de peintures à fresques très estimées le palais royal de Milan et la villa royale de Monza. En architecture se fit remarquer spécialement Cagnola (1762-1833) dont l'œuvre principale fut l'*Arc du Simplon ou de la Paix*, élevé à Milan en 1804 et orné de sculptures de Sangiorgio.

Tandis que la Haute Italie se glorifiait de tous ces noms illustres dans les lettres ou les arts plastiques, le Midi produisait toute une pléiade de compositeurs de valeur, dirigés par Cimarosa (1754-1801) et Paisiello (1741-1816).

1. Botta mourut à Paris en 1837 et fut enterré au cimetière Montparnasse, d'où ses cendres furent transportées à Sainte-Croix de Florence en 1874.

*
* *

Au moment même où Foscolo mourait et où Monti était déjà atteint de cette paralysie qui devait bientôt le conduire au tombeau, paraissait le roman d'Alexandre Manzoni (1785-1873) les *Fiancés*; ce n'était pas le premier ouvrage d'un inconnu, puisque les *Hymnes sacrés* et spécialement l'ode, *le 5 mai*, composée par lui à la nouvelle de la mort de Napoléon Ier, avaient déjà valu à Manzoni une grande popularité. Mais les *Fiancés* constituent son chef-d'œuvre et sont sans aucun doute le roman italien qui a été le plus lu dans tout le siècle. Walter Scott lui-même répondait à Manzoni qui lui disait s'être inspiré de ses œuvres que, dans ce cas, il considérait *Les Fiancés* comme son meilleur roman.

Manzoni fut le plus grand et le plus illustre champion de la nouvelle école romantique, qui, en Italie, signifia libéralisme. Dans sa prose simple, claire et sentencieuse, il manifesta un vif amour pour la liberté et la justice, une grande affection pour le peuple, pour les humbles ; mais, même en face des plus grandes injustices du monde, il ne se laissa jamais aller à des imprécations, en lui domina toujours le chrétien, qui a confiance dans la régénération de la patrie, mais qui prêche en même temps la résignation.

Quelle différence entre Manzoni et l'autre grand écrivain de son temps : Leopardi (1798-1837)! Chez le premier le parfait équilibre entre la fantaisie et la raison s'établit pendant une vie en grande partie heureuse et tranquille ; dans le second au contraire, nous trouvons un conflit permanent, éclatant, entre la grandeur sublime de ses aspirations et le milieu rétréci de la petite ville de

Recanati où sa famille l'oblige à vivre, entre sa misérable condition physique, qui l'empêche d'inspirer l'amour, et la puissance illimitée de passion qu'il sent en lui. De là cette douleur sombre et profonde, qui ne lui fait apercevoir dans l'existence humaine que le malheur, aucune foi dans la providence divine, aucune confiance dans les hommes, un pessimisme qui devient chaque jour plus absolu et plus désespéré. Cette philosophie mélancolique, bien qu'exposée dans une forme admirable, dans des vers véritablement pénétrés de beauté grecque, fut, à l'époque, peu appréciée et n'eut qu'une faible influence sur les contemporains. Ce fut d'ailleurs un bien, car le pessimisme léopardien ne pouvait faire l'éducation de la génération forte et hardie dont l'Italie avait besoin pour sa libération.

Léopardi resta donc pendant longtemps comme un colosse isolé, peu compris et peu étudié, tandis qu'autour de Manzoni se formait une école nombreuse d'imitateurs et d'élèves. Parmi eux se distinguèrent le poète patriotique Berchet (1783-1851); Massimo d'Azeglio (1798-1866), qui fut en même temps peintre, homme d'État, soldat et romancier; Silvio Pellico (1788-1854), le doux auteur de *Mes Prisons*, un des livres les plus populaires du monde; Ruffini (1807-1881), qui, émigré en Angleterre, écrivit en anglais plusieurs romans parmi lesquels le *Docteur Antoine* et *Lorenzo Benoni* sont restés célèbres; Cesar Cantù (1804-1895), qui doit d'ailleurs sa renommée moins à son roman *Margherita Pusterla* qu'à ses nombreuses publications historiques et particulièrement à son *Histoire Universelle*.

Pendant que cette école manzonienne lombardo-piémontaise prêchait la modération, de la douce Toscane au contraire montaient des voix qui incitaient haute-

ment à la révolte. Guerrazzi (1804-1873), de Livourne, s'employait à exprimer des passions ardentes dans un style exubérant et exagéré qui répondait aux frémissements de cette partie du peuple italien qui aspirait à briser à tout prix les chaines de la servitude. Guerrazzi avait connu à Pise Lord Byron et il s'était enthousiasmé pour les œuvres du grand poète anglais au point que, pendant bien des années, il l'avoue lui-même, il ne vit et ne sentit qu'à travers Byron : « Telle était la poésie que j'avais pressentie, mais que je n'avais pas su définir; la troupe innombrable de toutes les facultés du cœur et de l'esprit, l'univers entier étalé sur sa palette, la science ancienne et la moderne, Dieu à côté de Satan, douleurs, angoisses sans nom, mystères insoupçonnés, abîmes encore vierges du cœur, larmes et rire, jetés à pleine mains sur ses pages immortelles. Telle était la poésie que j'avais rêvée et que je voyais maintenant réalisée. » Byron peut donc être considéré comme l'inspirateur le plus direct de Guerrazzi. Celui-ci, bien qu'il n'ait pas laissé d'œuvres résistant à l'examen de la critique moderne, n'en exerça pas moins alors, avec ses romans passionnés (surtout *La Bataille de Bénévent* et le *Siège de Florence*) une grande et extraordinaire influence sur la jeunesse ardente et généreuse.

Un autre Toscan de grand talent, précisément à la même époque, contribuait à exciter la jeunesse contre la domination étrangère et le pouvoir temporel des papes : Niccolini (1782-1861), le puissant tragique, le digne continuateur de l'œuvre d'Alfieri.

Mais ce qui correspondait mieux au génie toscan que la protestation frémissante et dédaigneuse était la plaisanterie ironique : aussi un produit tout naturel et spontané de cette région fut la satire politique de

Giusti (1809-1850). Sa verve comique, *qui semble un sourire et est une douleur*, comme il le dit lui-même, exerça une action des plus efficaces pour élever les citoyens à des sentiments de liberté, de vertu et de patriotisme.

Toute la littérature italienne de cette période fut un instrument de politique ; nous avons déjà eu l'occasion de rappeler les deux belles figures de poètes patriotiques que produisit le Midi de l'Italie : Rossetti (1783-1854) et Poerio (1802-1848) et l'aimable, jeune et héroïque génois Mameli (1828-1849) dont l'hymne *Frères d'Italie* résonna sur tous les champs de bataille dans les guerres de l'indépendance italienne. On peut ajouter ici le nom d'un poète du Trentin : Prati (1815-1884), vrai tempérament d'artiste ardent et inspiré.

Nicolas Tommaseo (1802-1874) fut en même temps poète et philosophe, son ami Rosmini (1797-1855) lui fut bien supérieur par la puissance intellectuelle et il laissa dans l'histoire de la philosophie une trace ineffaçable. A côté de Rosmini il faut rappeler l'autre grand philosophe de l'époque : Gioberti (1801-1852), qui joua aussi, comme nous l'avons vu, un rôle important dans le mouvement politique. Mamiani (1799-1885) essaya de concilier les principes de Rosmini et ceux de Gioberti, mais c'est par l'élégance de sa prose plus que par la force de sa pensée qu'il acquit de la réputation.

Une grande activité se manifestait également dans les études historiques. En Piémont le bon exemple de Balbo (1789-1853) et de Manno (1786-1867) était suivi par Cibrario (1802-1870) et Ricotti (1816-1883). En Lombardie, tandis que Ferrari (1811-1876) arrivait, par l'étude de la Révolution d'Italie à la théorie des reflux historiques que l'on pouvait déterminer avec exactitude,

Cantù (1804-1895) consacrait son infatigable activité à répandre largement dans le grand public la connaissance de l'histoire. En Vénétie Cicogna (1789-1868) et Romanin (1808-1861) continuaient les bonnes traditions d'érudition et de critique soigneuses que leur pays avait toujours fournies à l'Italie, tandis qu'à Florence Alberi (1817-1878) commençait la publication des fameuses *Relations des Ambassadeurs vénitiens*. La Toscane, comme nous l'avons rappelé, était alors un des principaux centres de la vie intellectuelle du pays, là avait vécu en exil le général napolitain Colletta (1775-1831) qui y écrivit son *Histoire du Royaume de Naples*; peu après le marquis Capponi (1792-1876) fonda avec Vieussieux l'*Archivio storico italiano (Archives historiques italiennes)* pendant que Vannucci (1810-1883) consacrait sa haute intelligence à l'*Histoire de l'Italie ancienne*. A Rome au contraire, aucune espèce de science n'était cultivée. Dans le royaume de Naples les travaux scientifiques n'étaient guère favorisés, mais la forte tradition faisait que l'on continuait à s'y appliquer aux études d'histoire et de philosophie; l'historien Troya (1789-1858) et le philosophe Galluppi en étaient les plus illustres champions, et en Sicile Michel Amari (1806-1889), avec son *Histoire des Vêpres siciliennes* commençait à se faire apprécier non seulement des savants, mais encore du public.

D'ailleurs le Midi de l'Italie continuait à fournir surtout les princes de la musique: Mercadante (1797-1870); les deux frères Ricci, Louis (1805-1859) et Frédéric (1809-1877), les joyeux compositeurs de *Crispin et la Commère*; Petrella l'auteur de *Précautions* (1813-1877); et enfin le plus glorieux de tous: Bellini (1802-1835), qui mourut à 33 ans après avoir charmé et passionné le monde entier avec les pages si suaves

et si puissantes de la *Norma*, de la *Somnambule* et des *Puritains*[1].

Quelle merveilleuse floraison que celle de la musique italienne dans la première moitié du XIX[e] siècle ! Avant même que les œuvres de Bellini vissent la lumière de la rampe, avait paru le *Barbier de Séville* (1816) composé en 13 jours par ce véritable magicien de la musique : Rossini, de Pesaro (1792-1868). Génie puissant et facile, il produisit rapidement, donnant toujours à ses œuvres une chaleur et un *brio* extraordinaires ; d'*Otello* à *Semiramis*, et à *Guillaume Tell* (1829), ce fut une ascension continue vers les plus hauts sommets de l'art. Puis, lorsqu'il crut avoir dit tout ce que l'inspiration lui avait dicté, il se tut et se reposa dans la gloire[2].

Tandis que la Sicile se glorifiait de Bellini, que l'Italie centrale était justement fière de Rossini, la Haute Italie produisait un autre compositeur de premier ordre : Donizetti (1798-1848) qui, avec *Lucie de Lammermoor*, *Polyeucte* et la *Favorite* contribua à assurer à l'Italie la première place dans le domaine de la musique dramatique.

On pourrait difficilement trouver dans l'histoire d'un peuple un demi-siècle plus fécond en grands hommes que ne le fut pour l'Italie la première moitié du XIX[e] siècle ; il semblait presque qu'elle voulût, avec son activité intelligente et assidue, se montrer digne de renaître parmi les grandes nations de l'Europe. Ce n'est que dans la sculpture et la peinture qu'elle ne produisit pas alors un vrai génie, dont le nom pût être mis à côté de

1. Bellini mourut à Puteaux près de Paris ; ses cendres furent transportées à Catane en 1876.

2. Rossini mourut à Passy-Paris en 1868, en 1887 ses cendres furent transportées dans le temple de Sainte-Croix à Florence.

celui de Canova. Dans les arts aussi le classicisme avait naturellement été remplacé par le romantisme, qui fut représenté particulièrement en sculpture par Bartolini (1776-1850) et en peinture par Hayez (1791-1881), les deux meilleurs artistes de cette époque. A côté d'eux il faut rappeler un autre artiste italien Marocchetti (1805-1868), qui passa presque toute sa vie en France et en Angleterre, où il réussit à acquérir gloire et richesse.

*
* *

Les événements de 1848-1849 terminent la période glorieuse de la préparation ; mais c'est encore la même génération qui achève l'œuvre du *Risorgimento* par les merveilleux exploits de 1859-1860.

Après la proclamation du Royaume d'Italie (1861), une nouvelle tendance se marque dans les lettres et les arts. Les grands champions de l'époque romantique restent encore en scène, mais contre eux s'affirment déjà les tendances nouvelles, et de même qu'en leur jeunesse ils n'avaient plus voulu entendre parler des héros grecs et romains de la période classique, de même la nouvelle génération abandonne les sujets du moyen âge chers aux romantiques pour se rapprocher de la vie contemporaine.

Carducci se déclara ouvertement anti-romantique, anti-manzonien et anti-chrétien, lorsque, âgé d'un peu plus de 20 ans, il commença à se faire connaître dans son pays natal de Toscane[1]. Pénétré de culture païenne et

1. Carducci, né en 1836 à Valdicastello (Pietrasanta, Toscane), fut nommé professeur de littérature italienne à l'Université de Bologne en 1861, et depuis il vécut toujours dans cette ville, où il mourut le 16 février 1907.

classique, il sembla tout d'abord descendre dans l'arène comme un restaurateur du classicisme, comme un continuateur de Foscolo et d'Alfieri, mais il ne tarda pas à affirmer sa personnalité en revêtant de cette forme classique des pensées toutes modernes, comme dans l'*Hymne à Satan* qui est un salut enthousiaste au progrès et à la liberté. Cet hymne, publié par lui en 1865, lui donna une certaine popularité, mais avant que sa renommée de grand poète s'établît vraiment, bien des années durent s'écouler et bien de ses volumes de vers voir la lumière. Chaque jour pourtant l'auréole de la gloire montait à son front, jusqu'à ce qu'il fût salué par tous les Italiens sans exception comme le plus illustre représentant de la nouvelle Italie dans le domaine des lettres. Peu de temps avant sa mort il reçut le prix Nobel, comme preuve que le monde entier s'associait à l'hommage de ses compatriotes. A côté de sa valeur de poète, son mérite de prosateur fut grand, il écrivit une langue toujours robuste et élégante soit dans ses discours, soit dans ses études de critique, où il sut donner le rare exemple d'unir à la précision et à la minutie des recherches l'élévation de la synthèse et la chaleur de l'exposition.

Les études critiques et historiques prirent à cette époque un immense développement et furent représentées par des hommes de haute valeur, comme Bonghi (1828-1895), qui, doué d'une immense culture et d'une intelligence profonde, dispersa sa merveilleuse activité sur un si grand nombre de sujets variés que, tout en exerçant une profonde influence sur ses contemporains, il n'attacha son nom à aucune œuvre importante qui pût le faire dignement apprécier par la postérité[1].

1. Bonghi fut ministre de l'Instruction publique de 1874 à 1876.

Pascal Villari, un contemporain de Bonghi et un Napolitain comme lui, est le plus grand des historiens italiens vivants. Ce fut lui qui introduisit en Italie la méthode positive, et qui réussit à la faire apprécier moins par ses articles de philosophie que par l'application savante qu'il en fit en reconstituant, avec une lucidité de compréhension vraiment extraordinaire, la vie florentine à l'époque de Savonarole et de Machiavel. Villari en effet n'est pas un simple érudit, mais un penseur et un artiste de premier ordre qui sait, par ses écrits, faire revivre vraiment sous les yeux du lecteur les époques passées. Il ne limite pas sa curiosité sympathique à la vie des générations passées, mais il scrute aussi, avec l'œil d'un sociologue, les problèmes de l'heure présente ; il a même le noble courage d'affirmer de douloureuses vérités, comme dans ses *Lettres méridionales* et dans ses nombreux articles de la *Nuova Antologia* [1].

Une autre belle figure de penseur robuste et sain a disparu depuis peu : le sénateur Massarani (1826-1905). Ses nombreuses publications et surtout son livre : *Les pensées du docteur Lorenzi* sont une mine de pensées et de sentiments élevés qui nous font connaître tous les aspects de son âme d'artiste, de poète, de philanthrope, de savant et de patriote. Il avait pris une part importante au mouvement patriotique en Lombardie qu'il a décrit avec émotion et couleur dans ses livres sur Tenca et Correnti, ses amis et ses collègues en journalisme.

A côté de Massarani, parmi les hommes qui ont le

1. M. Villari, né en 1827, est vice-président du Sénat et directeur de l'Institut royal des Études supérieures à Florence. Il fut aussi ministre de l'Instruction publique en 1891-92 ; à la fin de 1909, il reçut le Collier de l'Annonciade, la plus haute distinction honorifique du royaume d'Italie.

plus contribué à donner à la culture italienne une tendance utile et saine, il faut citer le nom illustre de Bersezio (1830-1900) qui fut un des plus distingués publicistes d'Italie, mais qui s'acquit surtout de la renommée comme auteur dramatique (*Les misères de Mr Travetti* et *La bulle de savon*), comme romancier (*Les anges de la terre, La plèbe, etc.*) et dans ces dernières années comme historien par son grand et remarquable ouvrage : *Le règne de Victor-Emmanuel II,* en 8 volumes.

Un autre publiciste et historien de valeur fut Bonfadini (1831-1899) qui travailla lui aussi toute sa vie à répandre dans le public les saines idées libérales.

Aux historiens cités pour l'époque précédente et qui, en grande partie, continuèrent à produire dans la deuxième moitié du siècle, il faut ajouter : l'abbé bénédictin Tosti (1811-1897) ; le moine dominicain Guglielmotti (1812-1893) admiré pour ses profondes études sur la marine italienne ; les deux patriotes Farini (1812-1866) et La Farina (1815-1863) qui s'occupèrent d'histoire contemporaine ; De Leva (1821-1895) qui étudia surtout l'époque de Charles-Quint ; Guerzoni (1835-1886), Franchetti (1840-1905), Masi (1837-1908), Tivaroni (1843-1907), Carutti (1821-1909), l'historien garibaldien Abba (1838-1910), qui sut mettre dans ses œuvres tant d'enthousiasme patriotique, et, parmi les vivants, pour ne rappeler que quelques noms : le sénateur Faldella (né en 1846), écrivain original et bizarre, qui après avoir écrit une série de livres de caractère charmant, se fit l'historien de la *Jeune Italie* ; le sénateur Molmenti, qui étudia l'histoire de sa chère Venise ; le député socialiste Ciccotti, qui applique ses efforts à l'histoire ancienne, Guglielmo Ferrero, l'auteur de *Grandeur et Décadence de Rome,* l'évocateur heureux de l'époque de César et d'Auguste,

Gabotto, Crivellucci, Salvemini, Alexandre Luzio, etc., sans compter la nombreuse troupe des érudits, qui consacrent toute leur activité à rechercher des documents et à éclaircir les faits pour présenter à l'historien des matériaux sûrs.

L'Italie est tout naturellement le pays de l'archéologie et cette science eut dans ces dernières années des représentants de haute valeur comme de Rossi (1822-1894), Fabretti (1816-1894), Fiorelli (1823-1896) et Brizio (m. en 1907) ; parmi les vivants : le sénateur Comparetti, et le commandeur Boni, le savant directeur des fouilles du Forum romain.

Dans tous les pays d'Italie sont nées des sociétés historiques qui recueillent des documents et publient des revues. Pour coordonner tous ces travaux fut fondé à Rome en 1883 l'*Institut historique italien* dont le premier président fut Correnti (1815-1888), patriote éclairé, qui écrivit élégamment sur des sujets très variés, mais qui montra toujours une préférence particulière pour l'histoire. Un autre écrivain, éminent par ses essais de critique et de littérature, lui succéda : le sénateur Tabarrini (1818-1898)[1].

Correnti et Tabarrini furent plutôt des polygraphes que de vrais historiens ; à côté d'eux on peut rappeler Berti (1820-1897), philosophe, historien, homme politique ; Gabelli (1830-1891), qui étudia surtout les problèmes de l'éducation populaire ; Negri (1838-1902), qui publia des essais appréciés de critique, d'histoire et de politique ; et parmi les vivants, le socialiste Ferri, le sénateur Garofalo, Nitti, Chiappelli, Sighele, etc., etc.

Dans cette revue rapide du mouvement intellectuel

1. A Tabarrini succéda le sénateur P. Villari mentionné plus haut.

italien, on ne pourrait, sans injustice, oublier le journalisme, qui eut une influence souvent décisive pour déterminer la faveur de l'opinion publique vers les initiatives patriotiques. Dans la période qui précéda 1870, trois journalistes représentèrent particulièrement les luttes des partis ; Bottero, directeur de la *Gazette du Peuple*, fut un anticlérical décidé et un défenseur vigoureux du magnifique accord qui unit Victor-Emmanuel, Cavour et Garibaldi dans l'action décisive pour l'unité italienne ; Dina, directeur de l'*Opinion*, exposa élégamment les doctrines du parti de *droite*, qui occupa le pouvoir après la mort de Cavour; enfin l'abbé Margotti, directeur de l'*Unité catholique*, défendit courageusement, avec l'intransigeance la plus nette, la papauté et combattit toutes les conquêtes libérales. Le Dr Bottero et l'abbé Margotti eurent de remarquables qualités de polémistes, et pendant longtemps les lecteurs furent friands de ces duels à coups de plumes que les deux écrivains savaient engager dans leurs discussions, sans jamais descendre à des polémiques personnelles.

Parmi les journalistes de l'époque du *Risorgimento*, on peut encore rappeler ; Gallenga, qui fut correspondant du *Times* et s'établit ensuite en Angleterre où il mourut ; Boggio (mort à la bataille de Lissa à laquelle il avait voulu assister sur le navire amiral), Fortis, Mario et sa femme Jessie White-Mario.

Actuellement le journalisme se renouvelle, sur le modèle des journaux anglais et américains, composés presque tout entiers de nouvelles télégraphiques. Il est même remarquable que cette manière coûteuse puisse être adoptée par les journaux italiens qui malheureusement ne disposent pas de grands moyens pécuniaires. En effet, par suite de la configuration même du pays, la diffusion de

chaque journal est assez limitée et les prix de vente sont très bas (les journaux italiens se vendent un sou).

On comprend facilement que beaucoup de ceux qui ont participé à une époque aussi pleine d'événements que le *Risorgimento* aient éprouvé le besoin d'écrire leurs mémoires. Beaucoup de ces œuvres ont une importance plus historique que littéraire, comme *Mes souvenirs*, de Minghetti (1818-1886); les *Mémoires*, de Pallavicino (1796-1878); l'*Autobiographie d'un Vétéran*, publiée par le général Morozzo della Rocca (1807-1897), etc.; mais quelques-unes ont aussi une grande valeur littéraire comme *Mes souvenirs*, de Massimo d'Azeglio et les *Souvenirs de ma vie*, de Settembrini.

Settembrini fut en même temps un critique de valeur. Celui qui dans ce domaine acquit un rang exceptionnel fut De Sanctis (1818-1883). Avec son esprit lucide et aiguisé, il savait à merveille décrire l'atmosphère morale d'un siècle, apprécier la vraie valeur esthétique d'une œuvre et pénétrer les plus secrètes intentions d'un auteur. Ce fut le plus grand représentant de la vieille école de critique, contre laquelle s'éleva la nouvelle école des érudits dont un des premiers et des plus éminents représentants fut Bartoli (1835-1894), dont l'*Histoire de la littérature italienne* (en 8 volumes) renouvela, si l'on peut dire, toute l'histoire littéraire des origines jusqu'à Pétrarque. Dans le domaine des études critiques Chiarini (1833-1908) acquit une renommée méritée. Aujourd'hui, une des premières places est tenue par le sénateur d'Ancona (né en 1835). A côté de lui nous rappellerons Zumbini (né en 1840) et d'Ovidio (né en 1849), tous deux professeurs à l'Université de Naples ; del Lungo (né en 1841), membre de l'Académie de la Crusca ; Pio Rajna (né en 1847), professeur à l'Institut supérieur

de Florence; Monaci (né en 1844) et De Gubernatis (né en 1840), tous deux professeurs à l'Université de Rome; Hortis, bibliothécaire à Trieste, le sénateur Benedetto Croce (né en 1866), Dino Mantovani, etc.

Beaucoup d'entre eux cherchent avec raison à concilier les deux tendances : l'étude minutieuse et consciencieuse des faits avec la recherche et l'analyse psychologiques. A cette dernière école appartient par exemple Arturo Graf (né en 1848), professeur à l'Université de Turin, qui d'ailleurs n'est pas seulement érudit et critique, mais surtout poète et poète de grande valeur. De tendances bien différentes de la sienne est la poésie de Guerrini (né en 1845), qui acquit une grande popularité sous le pseudonyme de Lorenzo Stecchetti par ses vers à la fois sensuels et sentimentaux ; Marradi (né en 1852) cultive particulièrement la poésie patriotique, qui a aussi un très grand interprète en un poète écrivant en patois de Rome : Pascarella. A côté de lui il faut rappeler le poète toscan Renato Fucini. La douce poésie du Triestin Pitteri (né en 1853) est toute imprégnée de sentiments patriotiques et familiaux. Parmi les meilleurs élèves de Carducci, il faut citer Ferrari (mort en 1906), le sénateur Mazzoni (né en 1859), professeur à l'Institut supérieur de Florence, Pascoli, qui succéda à Carducci dans la chaire de Bologne. Dans la vie bolonaise de l'époque de Carducci figure au premier rang Panzacchi (1841-1904) qui fut en même temps un poète robuste et mélodieux et un conférencier de très grand mérite.

Le vigoureux poète sicilien Rapisardi (né en 1844) se posa en ennemi personnel de Carducci et de son école. Il est l'auteur de deux poèmes très appréciés : *Lucifer* et *Job* ; il est également connu par ses élégantes traductions de poèmes latins et anglais.

Parmi les femmes il faut citer la Lombarde Ada Negri-Garlanda (née en 1870) dont les chants sont profondément pénétrés d'idées socialistes.

∴

Dans ses dernières années, par la force même de son sentimentalisme, Edmond de Amicis (1846-1908), était lui aussi devenu socialiste. Il commença, étant officier, par écrire des *Esquisses de la vie militaire* où la sentimentalité dominait. Plus tard, ayant quitté l'armée, il s'adonna entièrement à la littérature et fit de longs voyages en Espagne, au Maroc, en Hollande, à Londres, à Paris, à Constantinople, dans l'Amérique du Sud; chaque voyage fut le sujet de volumes où l'auteur fit preuve d'une admirable puissance descriptive. Un livre pour les écoles, *Cœur*, eut un succès immense et mérité. De Amicis savait atteindre les fibres les plus intimes de l'âme et faire naitre chez ses lecteurs les émotions les plus fortes; aussi devint-il l'écrivain le plus populaire de l'Italie. Ses derniers ouvrages reflètent sa nouvelle tendance politique, mais ils sont appréciés de tous, sans distinction de parti, comme propres à faire naitre chez le lecteur les sentiments les plus nobles et les plus délicats.

Ce même mérite se retrouve dans les livres d'un autre grand esprit italien, le poète et romancier Fogazzaro (né en 1842, nommé sénateur en 1900); les trois romans: *Malombra*, *Daniel Cortis* et *Petit monde d'autrefois* sont les étapes principales du chemin parcouru par ce vaillant écrivain, dont l'œuvre est pénétrée du plus haut spiritualisme[1].

1. M. Fogazzaro est aujourd'hui un des principaux représentants de la

De Amicis et Fogazzaro dérivent de Manzoni, Verga au contraire (né en 1840) a suivi la tendance naturaliste mise à la mode par Zola. Parmi ses romans, les meilleurs, pour l'objectivité scrupuleuse de l'observation, sont : *Les Malavoglia* et *Maître Don Gesualdo*; d'une de ses *Nouvelles rustiques* il a tiré lui-même le drame *Cavalleria rusticana* qui a fourni le sujet du célèbre opéra de Mascagni.

Un autre romancier naturaliste est Capuana (né en 1839), auteur de *Jacynthe* que l'on peut considérer comme le premier roman naturaliste paru en Italie. Capuana a aussi publié d'importants essais de critique et de très appréciables contes populaires pour les enfants (*Il y avait une fois*, *Le royaume des fées*, etc.).

A la même école réaliste appartient le grand écrivain Mathilde Serao (née en 1856 et mariée au journaliste Scarfoglio); à côté d'innombrables articles de journaux, elle a publié plusieurs romans, qui lui donnent la première place parmi les femmes de lettres italiennes.

Une tendance toute différente est celle de Barrili (1836-1908), de Farina (né en 1846), de Castelnuovo (né en 1839), romanciers et auteurs de nouvelles qui s'efforçent plutôt d'imiter les auteurs anglais et dont les livres sont d'aimables lectures de famille. Nous pouvons ajouter à ces noms ceux de De Marchi (1851-1901), Caccianiga (1823-1909) et surtout Rovetta (1854-1910), esprit des plus distingués qui s'essaya aussi avec succès au théâtre.

Le romancier italien qui a réussi à faire naître autour de son nom les discussions les plus vives est Gabriel d'Annunzio (né en 1862), que quelques-uns portent

démocratie chrétienne et du modernisme. Ses deux derniers romans : *Un saint* et *Leïla*, sont imprégnés de ces idées. (N. d. T.).

aux nues et contre qui d'autres dirigent d'acerbes critiques. Doué d'une intelligence puissante et d'un merveilleux instinct poétique, connaissant à fond toutes les harmonies de la langue italienne, il se laisse aller pourtant souvent à des préciosités de phrase et de style qui rappellent les écrivains du XVIIe siècle. C'est lui qui a introduit en Italie le roman psychologique à la Bourget ; en général il décrit la haute société malsaine, avide de jouissances, de goûts raffinés et il met malheureusement sur son œuvre l'empreinte d'un sentiment profond d'égoïsme, d'une adoration féroce du *moi*, il a été le propagateur en Italie de l'étrange théorie du surhomme. Il faut pourtant reconnaître que tous ses romans contiennent des pages d'une force vraiment extraordinaire. Ses poésies sont d'une plus grande valeur encore, quelques-unes s'inspirent de sentiments civiques et patriotiques élevés. Travailleur infatigable, d'Annunzio, en ces dernières années, a voulu aborder la scène et a manifesté des intentions nettement novatrices, mais les succès qu'il a remportés jusqu'à présent au théâtre ne semblent pas avoir une base très durable.

Le théâtre italien eut, au XIXe siècle, un robuste et fécond représentant en Giacometti (1816-1882), qui dissipa malheureusement des dons très heureux dans une production hâtive et superficielle, par suite de la triste nécessité où il se trouva de mener comme poète comique la vie errante des compagnies dramatiques, avec l'obligation d'écrire un certain nombre de drames chaque année. Quelques-unes de ses œuvres sont encore jouées aujourd'hui comme *La faute venge la faute* et *La mort civile*. Cette dernière pièce permit à quelques grands artistes comme Gustave Modena (1803-1861), Rossi (1828-1896), Salvini (né en 1829) de faire con-

naître la puissance de leur talent dramatique. Puisque l'on vient de rappeler quelques acteurs, il est juste de mentionner aussi au moins deux des actrices célèbres de cette époque : Charlotte Marchionni (1796-1860) et Adelaïde Ristori, marquise Capranica del Grillo (1822-1906). L'Italie eut toujours de nombreux acteurs de valeur et parmi ceux qui rencontrent aujourd'hui l'admiration générale, il faut citer Eleonora Duse, Ermete Novelli, Erneste Zacconi et Ferruccio Benini.

Dans la seconde moitié du siècle le théâtre italien fut dominé par Paul Ferrari (1822-1889) dont le nom reste surtout vivant par quelques comédies historiques : *Goldoni et ses seize comédies*, *Parini et la satire*, etc.

Le drame historique eut un vigoureux représentant avec Cossa (1834-1881), qui dans *Néron*, dans *Cléopâtre* et dans *Messaline* reproduisit avec un réalisme impressionnant la vie de la Rome impériale. Il mourut à la fleur de l'âge au moment précis où sa grande valeur était reconnue de tous les lettrés. Cavallotti lui aussi (1842-1898), bien que son activité fût en grande partie absorbée par la vie politique, écrivit des drames et des comédies qui eurent un brillant succès. Carrera (1830-1895) chercha à faire revivre la comédie populaire et joyeuse à la Goldoni, mais celui qui sut le mieux mettre à la scène la vie contemporaine fut Gallina (1852-1897), qui écrivit presque toutes ses pièces en dialecte vénitien.

Après Paul Ferrari la première place sur le terrain dramatique fut occupée sans contestation pendant plusieurs années par Giacosa (1847-1906), écrivain brillant et poète délicat, qui passa des idylles romantiques de la *Partie d'échecs* et du *Triomphe d'amour* à la comédie brillante, au drame historique et aux études de psychologie moderne. De grandes espérances avaient été suscitées

par Torelli (né en 1844) et sa comédie *Les Maris*, mais ses tentatives ultérieures ne réussirent pas.

Le baron de Renzis (1836-1900) écrivit aussi quelques pièces de théâtre. Il entra ensuite dans la diplomatie et mourut ambassadeur. Ferdinand Martini (né en 1841) s'essaya au théâtre, mais il acquit surtout de la réputation par ses brillants articles de critique ; s'étant lancé dans la vie politique il fut ministre et gouverneur de la colonie Erythrée, mais il n'oublia pas son ancienne passion pour les lettres. A côté de lui il faut rappeler deux autres aimables hommes de lettres toscans, morts tous deux en ces dernières années : Lorenzini qui, sous le pseudonyme de Collodi, publia une série de livres pour les enfants et Ferrigni qui, par son humorisme original et profond, rendit populaire en Italie le pseudonyme de Yorick. Un autre Toscan : Nencioni (1840-1896) écrivit des essais appréciés sur la littérature étrangère contemporaine et particulièrement sur les poètes anglais.

Plusieurs de ces écrivains s'occupent également d'art, parmi les critiques d'art il faut rappeler particulièrement : le sénateur Morelli (1816-1891), Cavalcaselle, qui, en collaboration avec l'Anglais Crowe, écrivit une remarquable histoire de la peinture et, parmi les vivants : Boito, Luca Beltrami, Venturi, Cantalamessa, Corrado Ricci.

⁂

Ce qui s'était produit dans la littérature se vérifia aussi dans la peinture et la sculpture : pendant quelque temps l'école romantique domina sans conteste, mais ensuite le désir de se rapprocher de la vie amena les intelligences les plus fortes à abandonner cette voie.

Un premier pas dans ce sens fut fait par les frères In-

duno, Dominique (1815-1878) et Jérôme (1827-1890) qui, en introduisant en Italie la peinture de genre, rapprochèrent l'art de la vie contemporaine. Pendant qu'ils se faisaient, à Milan, les initiateurs de cette nouvelle tendance, à Naples, Palizzi (1818-1899), s'adonnant tout entier à la peinture d'animaux, arrivait à représenter la vérité avec une telle perfection qu'il amenait un grand nombre d'artistes à suivre ses traces. En même temps la Toscane, qui avait déjà fourni avec Bartolini le grand champion de l'école romantique, produisait maintenant un nouveau chef d'école avec un autre sculpteur : Dupré (1817-1882).

Mais le plus grand sculpteur du siècle fut donné à l'Italie par le canton du Tessin, en la personne de Vela (1822-1891), qui, dès son enfance, vint de son petit pays de Ligornetto à Milan et s'établit ensuite à Turin. Il exerça une influence immense sur toute la sculpture italienne contemporaine en lui donnant une tendance nettement réaliste ; son *Spartacus* et son *Napoléon mourant*, seront toujours considérés comme deux vrais chefs-d'œuvre.

En 1861 commencèrent à avoir lieu en Italie des Expositions nationales, qui servirent à élargir le mouvement artistique, et qui amenèrent les tendances dominantes de chaque région à influer les unes sur les autres. Alors purent s'affirmer devant le pays tout entier deux grands novateurs : Morelli en peinture et Monteverde en sculpture.

Dominique Morelli (qui naquit à Naples en 1826 et y mourut en 1901) fut un révolté contre l'art académique, qui là-bas avait duré plus longtemps qu'ailleurs car, sous le gouvernement bourbonien, le pays était resté à l'écart du courant qui animait le reste de l'Europe. Palizzi avait donné un premier coup à la vieille école,

mais Morelli fut un assaillant bien plus audacieux. M. P. Villari, dans un remarquable article sur *La peinture moderne en Italie et en France* caractérise très bien la nouvelle tendance inaugurée par Morelli : « Son élément est la lumière, chaque tableau nouveau est pour lui un problème de lumière nouveau, et de là viennent tous les éloges et toutes les critiques que l'on fait de lui..... Il veut avant tout l'unité, la force, l'harmonie dans la tache générale du tableau..... Ainsi, quand il lui vient l'idée d'un nouveau sujet, il ne peut pas s'en enthousiasmer si au préalable le sujet ne se transforme pas pour lui en un effet de lumière. »

Monteverde (né à Bistagno en Piémont, en 1836) commença à acquérir quelque renommée avec la *Jeunesse de Christophe Colomb*, il la confirma par le *Génie de Franklin* et enfin dans son *Jenner essayant l'inoculation du vaccin sur son propre fils*, il atteignit les plus sublimes hauteurs de l'art naturaliste.

Avec la succession des Expositions l'enthousiame pour les beaux-arts se propagea dans toute la péninsule et partout de bons artistes se signalèrent. La facilité actuelle des communications de pays à pays détermine naturellement une plus grande uniformité de l'esprit moderne, et les caractères implantés dans chaque région par l'histoire et les conditions locales vont ainsi s'atténuant peu à peu ; ils ne disparaissent pourtant pas tout à fait et ils cherchent même à se concilier avec les diverses tendances qui se manifestent dans l'art européen.

Venise est devenue un des plus grands centres artistiques de l'Italie, surtout depuis qu'en 1895 on y inaugura, par la noble et généreuse initiative de la municipalité, présidée alors par Selvatico, la première Exposition internationale d'art. Cette Exposition, organisée par invi-

tations qui ne s'adressaient qu'à une élite, eut aussitôt un grand succès et elle se renouvelle tous les deux ans avec une fortune croissante. Elle est dirigée par un homme qui, en sa qualité de secrétaire général du Comité, y dédie toute son intelligente et infatigable activité, le professeur et député Fradeletto (né en 1859), dont le nom doit être rappelé en ce volume pour une autre raison, c'est celui du plus éloquent conférencier que possède aujourd'hui l'Italie.

Les œuvres apparues dans les dernières expositions artistiques amènent à conclure que, sur ce terrain aussi, l'activité des Italiens est grande et que chez eux aussi s'opère ce même bouillonnement d'idées, d'essais et d'intentions que l'on constate dans le reste de l'Europe.

C'est la musique qui, dans la période contemporaine, a donné à l'Italie le plus de gloire. Verdi, né en 1813 à Busseto près de Parme, commença à émouvoir le public en 1842 avec son *Nabuchodonosor* et domina de son grand nom toute la deuxième moitié du XIXe siècle, expirant sereinement dans les premiers jours du siècle nouveau (27 janvier 1901). Il fit vibrer toutes les cordes de l'âme humaine, et quelle série merveilleuse de succès avec *Ernani* (1844), *Rigoletto* (1851), *le Trouvère* (1853), *la Traviata* (1853), *Aïda* (1871), *Otello* (1887)! Parmi tous ses contemporains, personne ne l'égale, personne même ne l'approche! De toutes les œuvres des autres auteurs italiens de cette période, seules dureront peut-être la *Joconde* de Ponchielli (1834-1886) et le *Mefistofele* de Boito (né en 1842).

Dans ces dernières années pourtant est apparu un groupe de jeunes compositeurs qui promet de continuer les nobles traditions : Puccini (né en 1858), Mascagni (né

en 1863), Leoncavallo (né en 1853), Franchetti (né en 1860) et Giordano (né en 1870) ont déjà fait apprécier leur grand talent musical au delà des frontières de l'Italie. Dans la musique sacrée s'est également révélé un artiste de valeur en la personne du jeune abbé Perosi (né en 1872).

Ce n'est pas seulement dans le domaine des arts et des lettres, mais aussi dans celui des sciences que l'Italie de la seconde moitié du XIX[e] siècle peut s'enorgueillir des travailleurs qui maintiennent sa vieille renommée. Je ne rappellerai que quelques noms : Ascoli (1829-1906) en philologie ; Trezza (1838-1892), Ardigò (né en 1828) et Barzelotti (né en 1844), en philosophie : Marinelli (1846-1900), en géographie ; Carrara, criminaliste de grande valeur (1805-1888) ; les économistes Ferrara (1810-1900), Messedaglia (1820-1901), Boccardo (né en 1829), Luzzati (né en 1841) et Achille Loria (né en 1857) ; Bodio (né en 1840) statisticien remarquable ; Lombroso (1836-1909) le grand psychiâtre ; Mosso (1846-1910) qui s'illustra en physiologie ; Guido Baccelli (né en 1832) en médecine ; Cannizaro (1826-1910) en chimie ; Cremona (1820-1903) et Beltrami (1835-1900) en mathématiques ; Ferraris (1847-1897) et Righi (né en 1850) en électricité [1] ; Secchi (1818-1878) et Schiaparelli (1835-1910) en astronomie, etc., etc.

Pour attester la grande part prise par l'Italie actuelle à tout le mouvement scientifique, il suffira de rappeler trois faits survenus contemporainement dans les dernières années : l'expédition du duc des Abruzzes qui, en 1900, parvint à la plus haute latitude jusque-là atteinte

1 Parmi les savants qui s'occupent d'électricité il faut rappeler Pacinotti (né en 1841, créé sénateur en 1905), inventeur de l'anneau qui porte son nom.

(86°33'); l'invention de la télégraphie sans fil par Marconi, et les études du docteur Grassi sur la *malaria*, qui ont prouvé qu'elle est propagée par des moustiques spéciaux (*anopheles*). A côté de ces savants qui visent à des applications pratiques, il est bon de rappeler quelques grands vulgarisateurs scientifiques comme Lessona (1823-1894), Stoppani (1824-1891), Mantegazza (1831-1910) et Lioy (né en 1836).

L'éloquence sacrée elle-même acquit dans ces dernières années une popularité nouvelle avec le moine Augustin de Montefeltre (son nom de famille est Louis Vicini, né en 1839) dont les sermons ont une certaine couleur moderne, encore accrue dans le débit par la fougue de l'orateur.

De nombreuses revues aident à répandre largement la culture moderne, parmi elles, au premier rang, est la *Nuova Antologia*, fondée à Florence en 1865, transférée ensuite à Rome et dirigée aujourd'hui par le député Maggiorino Ferraris.

En un mot l'Italie travaille et produit d'excellents résultats ; peut-être au point de vue du développement des activités individuelles a-t-elle su faire, dans les dernières années, une œuvre beaucoup meilleure que dans le domaine politique.

De toutes façons celui qui observe les changements survenus en Italie au XIXe siècle, celui qui considère combien pour ce pays était long et ardu le chemin à accomplir pour se placer au premier rang de la civilisation à côté des grandes nations, celui-là devra reconnaître que l'histoire contemporaine de l'Italie est glorieuse à tous points de vue. En présence des résultats obtenus au prix de tant de sacrifices, en présence de ce but atteint grâce à tant d'efforts intellectuels et à tant d'héroïques vertus,

les moments de découragement par lesquels passe de temps en temps l'aimable nation latine paraissent quelque chose de négligeable et de tout à fait transitoire. Il y a peut être en elle une crise de croissance, dans l'ordre politique et administratif, mais il n'y a pas épuisement dans la vitalité de sa fibre. L'Italie, ayant surmonté cette crise, tiendra honorablement, parmi les nations, la place qui lui revient et elle saura travailler noblement à accroître le progrès politique, le bien-être matériel et la valeur morale des peuples.

APPENDICE AU CHAPITRE IX

STATUT DE CHARLES-ALBERT

Comme le statut promulgué par Charles-Albert, le 4 mars 1848[1], fut étendu ensuite par Victor-Emmanuel II à tout le reste de la péninsule et qu'il est encore aujourd'hui en vigueur dans le royaume d'Italie, nous croyons utile d'en citer les principaux articles :

Art. 1. — La religion catholique, apostolique et romaine est la seule religion de l'État. Les autres cultes actuellement existants sont tolérés conformément aux lois[2].

1. La fête du Statut se célèbre le premier dimanche de juin pour la raison suivante : comme en général les premiers jours de mars étaient, en Piémont, une époque de mauvais temps, on eut l'idée de transporter la fête plus avant dans le printemps et, en 1861, on finit par la fixer au premier dimanche de juin en lui donnant le titre de *fête nationale pour la célébration de l'unité italienne.*

2. Pour mieux faire comprendre cet article il est utile de rappeler certaines dispositions législatives qui furent adoptées plus tard sur ce sujet. Ainsi le 19 juin de la même année 1848, pour enlever tout doute sur la capacité civile et politique des citoyens non catholiques, une loi spéciale fut faite, contenant ce seul article : « La différence de culte ne constitue pas une exception à la jouissance des droits civils et politiques et à l'admission aux charges civiles et militaires ». La même idée fut exprimée encore plus explicitement dans le décret du 4 juillet 1859 pour l'union de la Lombardie au Piémont : « Dans les provinces lombardes tous les citoyens sont égaux devant la loi, quelle que soit la religion qu'ils professent, comme c'est déjà le cas dans les anciennes provinces du royaume ; ils jouissent également de tous les droits civils et politiques ». De même, après l'occupation de Rome, fut rendu le décret du 13 octo-

Art. 2. — L'État est dirigé par un gouvernement monarchique et représentatif. Le trône est héréditaire suivant la loi salique.

Art. 3. — Le pouvoir législatif sera exercé collectivement par le Roi et par deux Chambres : le Sénat et la Chambre des Députés.

Art. 4. — La personne du roi est inviolable et sacrée.

Art. 5. — Au roi seul appartient le pouvoir exécutif. Il est le chef suprême de l'État, commande toutes les forces de terre et de mer, déclare la guerre, conclut les traités de paix, d'alliance, de commerce et autres, en en informant les Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'État le permettent et en y joignant les communications utiles. Les traités qui comportent une charge pour les finances ou une modification du territoire de l'État n'auront effet que s'ils ont obtenu l'assentiment des Chambres.

Art. 6. — Le roi nomme à toutes les charges de l'État ; il fait les décrets et règlements nécessaires pour l'exécution des lois sans en suspendre l'observation ou en dispenser.

Art. 7. — Le roi seul sanctionne les lois et les promulgue.

Art. 8. — Le roi peut faire grâce et commuer les peines.

Art. 9. — Le roi convoque chaque année les deux Chambres ; il peut en proroger les sessions et dissoudre la Chambre des Députés, mais dans ce dernier cas il en convoque une autre dans le délai de 4 mois.

Art. 10. — La proposition des lois appartiendra au roi et à chacune des deux Chambres. Pourtant toute loi établissant des impôts ou portant approbation de budgets ou de comptes de l'État sera présentée d'abord à la Chambre des Députés.

. . . .

Art. 24. — Tous les habitants du royaume, quel que soit leur titre ou leur grade, sont égaux devant la loi. Tous jouissent également des droits civils et politiques et sont admissibles aux charges civiles et militaires, sauf les exceptions déterminées par les lois.

bre 1870 qui dit : « A Rome et dans les provinces romaines prend fin toute inégalité entre les citoyens en ce qui regarde la jouissance et l'exercice des droits civils et politiques et l'admission aux emplois publics, quel que soit le culte qu'ils professent ».

Art. 25. — Ils contribuent indistinctement, en proportion de leur richesse, aux charges de l'État.

Art. 26. — La liberté individuelle est garantie. Personne ne peut être arrêté ou traduit en justice que dans les cas prévus par la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Art. 27. — Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu qu'au nom de la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Art. 28. — La presse sera libre, mais une loi en réprimera les abus.

. . . .

Art. 33. — Le Sénat est composé de membres nommés à vie par le roi, en nombre illimité, ayant l'âge de quarante ans révolus, et choisis dans les catégories suivantes :

1. Les archevêques et évêques de l'État ; — 2. Le président de la Chambre des Députés ; — 3. Les députés après trois législatures ou 6 années d'exercice ; — 4. Les ministres d'État ; — 5. Les ministres secrétaires d'État ; — 6. Les ambassadeurs ; — 7. Les envoyés extraordinaires après trois années de fonctions dans ce grade ; — 8. Les premiers présidents et présidents de la magistrature de cassation et de la chambre des comptes ; — 9. Les premiers présidents des magistrats d'appel ; — 10. L'avocat général près la magistrature de cassation et le procureur général, après cinq ans de fonctions ; — 11. Les présidents de chambre des magistrats d'appel après trois ans de fonctions ; — 12. Les conseillers de la magistrature de cassation et de la chambre des comptes après cinq ans de fonctions ; — 13. Les avocats généraux, ou fiscaux généraux[1] auprès des magistrats d'appel, après cinq ans de fonctions ; — 14. Les officiers généraux de terre et de mer, toutefois les majors généraux et les contre-amiraux devront avoir depuis cinq ans ce grade en activité de service ; — 15. Les conseillers d'État après cinq ans de fonctions ; — 16. Les membres du conseil de division[2] après trois élections à la présidence ; — 17. Les intendants généraux[3] après sept

1. Ancien terme pour désigner les procureurs généraux (N. d. T.).

2. Ancien terme pour conseil provincial (général en France) (N. d. T.).

3. Ancien terme pour préfet (N. d. T.).

ans d'exercice ; — 18. Les membres de l'Académie royale des sciences après sept ans de nomination ; — 19. Les membres ordinaires du Conseil supérieur de l'Instruction publique après sept ans d'exercice ; — 20. Ceux qui par des mérites ou des services éminents auront illustré la patrie ; — 21. Les personnes qui, depuis trois ans, payent 3 000 francs d'impôts directs en raison de leurs biens ou de leur industrie.

Art. 34. — Les princes de la famille royale font de plein droit partie du Sénat. Ils siègent immédiatement après le président. Ils entrent au Sénat à 21 ans et votent à 25 ans.

. . . .

Art. 39. — La Chambre élective est composée de députés choisis par les collèges électoraux conformément à la loi.

Art. 40. — Aucun député ne peut être admis à la Chambre s'il n'est sujet du roi, s'il n'a pas atteint l'âge de 30 ans, ne jouit pas de ses droits civils et politiques, et ne réunit pas les autres qualités requises par la loi.

Art. 41. — Les députés représentent la nation en général et non les seules provinces où ils ont été élus. Les électeurs ne peuvent leur donner aucun mandat impératif.

Art. 42. — Les députés sont élus pour cinq ans ; leur mandat cesse de plein droit à l'expiration de ce délai.

Art. 43. — Le président, les vice-présidents et les secrétaires de la Chambre des Députés sont nommés par elle parmi ses membres au début de chaque session et pour toute la durée de la session.

Art. 44. — Si un député cesse, pour une raison quelconque, de remplir ses fonctions, le collège qui l'a élu sera convoqué aussitôt pour procéder à une nouvelle élection.

Art. 45. — Aucun député ne peut être arrêté, hors le cas de flagrant délit, pendant la durée de la session, ni traduit en justice au criminel sans le consentement préalable de la Chambre.

. . . .

Art. 47. — La Chambre des Députés a le droit d'accuser les ministres du roi et de les traduire devant la Haute Cour de Justice.

Art. 48. — Les sessions du Sénat et de la Chambre des Députés commencent et finissent en même temps. Toute réunion d'une Chambre en dehors de l'époque de la

session de l'autre est illégale et les actes en sont entièrement nuls.

Art. 49. — Les sénateurs et députés, avant d'être admis à exercer leurs fonctions, prêtent serment d'être fidèles au roi, d'observer loyalement le Statut et les lois de l'État et d'exercer leurs fonctions en ayant comme but unique le bien inséparable du roi et de la patrie.

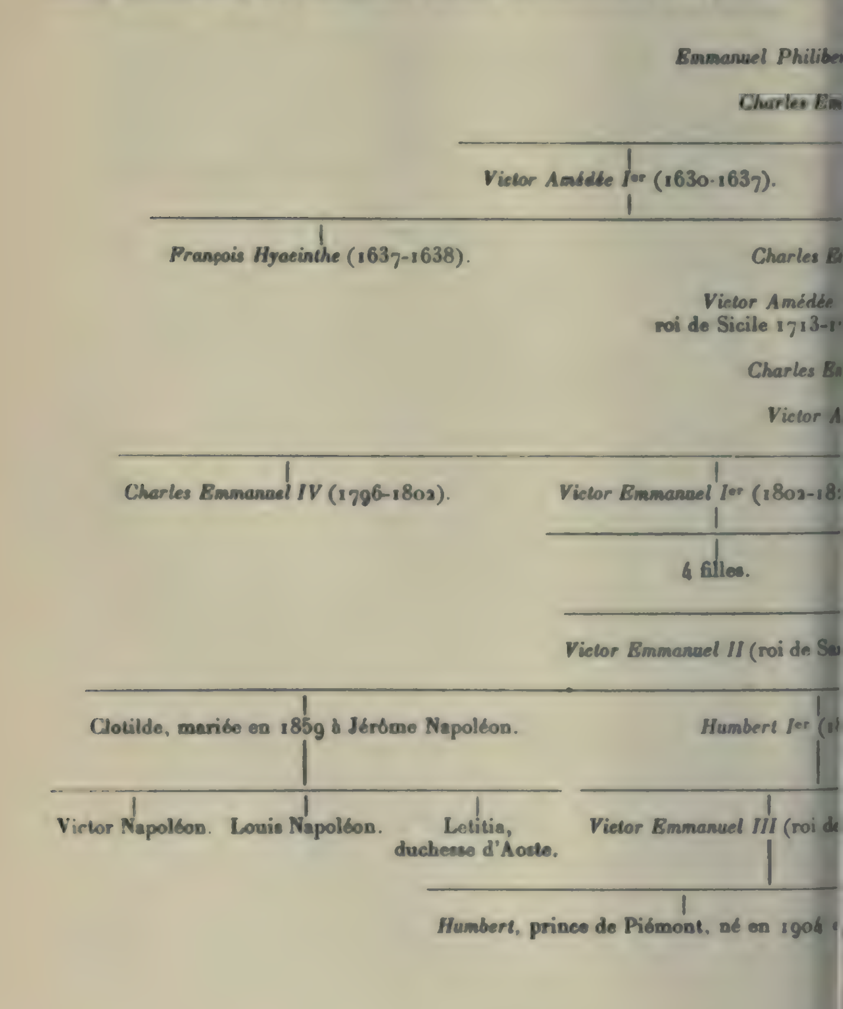
Art. 50. — Les fonctions de sénateur ou de député ne donnent lieu à aucune rétribution ou indemnité.

Art. 51. — Les sénateurs et les députés ne sont pas justiciables en raison des opinions par eux émises et de leurs votes dans les Chambres.



TABLEAU GÉNÉALOGI

Le premier personnage historique de la famille est le prince Humbert aux Bla
tableau généalogique qu'à Emmanuel Philibert, le restaurateur de la puissance de l



MAISON DE SAVOIE

xıᵉ siècle). Dans ce livre consacré à l'histoire moderne nous ne commencerons le
dates entre parenthèses sont celles des années de règne.

oie (1553-1580).

80-1630).

Thomas, prince de Carignan. † 1656.

5 princes de Carignan.

338-1675).

oie 1675-1713,
daigne 1720-1730).

730-1773)

3-1796).

Charles Félix (1821-1831).

Charles Albert (1831-1849).

861, roi d'Italie 1861-1878).

Amédée, duc d'Aoste, roi d'Espagne
de 1870 à 1873, m. en 1890.

Maria Pia
(reine de Portugal)

duc d'Aoste
ép. Hélène d'Orléans.

comte de Turin.

duc des Abruzzes.

comte de Salemi.

2 fils.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

—

Quelle histoire attirante que celle de l'Italie dans les 150 dernières années! Que d'enthousiasme et que d'intérêt suscitèrent dans tout le monde les événements par lesquels l'ancienne éducatrice de la civilisation redevint une nation! Nous ne devons donc pas nous étonner si ces événements ont fourni le sujet d'un nombre de publication vraiment énorme, tel que nous n'en possédons pas un aussi grand pour aucune autre période de la vie italienne.

A côté des Italiens, ce furent surtout des écrivains français, anglais et allemands qui contribuèrent à constituer cette immense bibliothèque du Risorgimento italien, mais les volumes ne manquent pas non plus qui ont vu le jour dans d'autres parties du monde.

Dans l'intention d'être agréable à nos lecteurs nous indiquerons ici un certain nombre de livres qui pourront leur fournir, sur n'importe quel point de la présente histoire, tous les renseignements plus étendus qu'ils pourront desirer. Nous croyons pourtant utile d'avertir que, précisément parce que nous nous proposons de fournir des notices bibliographiques, non pour faire étalage d'érudition, mais pour l'utilité pratique des lecteurs, nous avons en général préféré dans notre choix les œuvres les plus connues et les plus répandues en Italie.

HISTOIRES GÉNÉRALES

DANS LESQUELLES UNE PLACE IMPORTANTE EST FAITE AUX ÉVÉNEMENTS ITALIENS CONTEMPORAINS

Cesar Cantù. *Storia Universale* (la 1re édition a commencé à paraître à Turin en 1836).

— *Storia di cento anni (1750-1850).* Florence, 1851, 3 vol.

— *Gli ultimi Trent' anni.* Turin, 1879.

Oncken *Storia Universale Illustrata*[1].

Lavisse et Rambaud. *Histoire générale.* Paris, 1893 et suiv.

Gervinus. *Storia del Secolo XIX*[2].

Menzel. *Storia d'Europa dal 1789 al 1855* (Trad. de l'allemand). Milan, 1862-63 (2 vol.).

— *Storia universale degli ultimi quattro anni (1856-60).* Milan, 1862 (La partie de 1860 à 1870 a été publiée en allemand en 4 vol. Stuttgard, 1869-1871).

Weber. *Manuale di storia contemporanea (1815-1870)* (Trad. sur la 16e édition allem.). Milan, 1878.

Alfred Stern. *Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815 bis zur Frankfurter Frieden von 1871.* Berlin, 1894 et sqq. (En cours de publication).

A. Debidour. *Histoire diplomatique de l'Europe depuis l'ouverture du Congrès de Vienne jusqu'à la clôture du Congrès de Berlin.* Paris, 1890, 2 vol.

Seignobos. *Histoire politique de l'Europe contemporaine : évolution des partis et des formes politiques (1814-1896).* Paris, 1897.

Lubomirscki. *Histoire contemporaine : transformation politique et sociale de l'Europe (1850-1870).* Paris, 1889 et sqq. (en cours de publication).

Hans Krœmer. *Il secolo XIX descritto ed illustrato* (trad. de l'allemand). Milan, 1899 et sqq. (3 vol.).

1. Le titre allemand est *Allgemeine Geschichte in Einzeldarstellungen*, c'est une série d'histoires de périodes ou d'événements : Révolution, Restauration, Second Empire, règne de Guillaume Ier, etc.

2. Il y a une édition française.

J'indique ici quelques histoires particulières et monographies, qui, tout en concernant d'autres pays d'Europe, ont beaucoup de rapports avec l'histoire d'Italie.

Arneth. *Geschichte Maria-Theresia's.* Vienne, 1863-79, 10 vol.
— *Maria Theresia und Joseph II.* Vienne, 1867, 3 vol.
— *Joseph II und Leopold II.* Vienne, 1872.
Thiers. *Histoire de la Révolution française.*
— *Histoire du Consulat et de l'Empire.*
Lazzaro Papi. *Commentarii della Rivoluzione francese* (la 1re édition a été publiée à Lucques, 1830-31, en 6 vol.).
H. von Sybel. *Geschichte der Revolutionszeit* (Il en existe une traduction française. Paris, 1869-88).
Albert Sorel. *L'Europe et la Révolution.* Paris, 1885-1904, 8 vol.
De Bourgoing. *Histoire diplomatique de l'Europe pendant la Révolution française.* Paris, 1865-85, 4 vol.
Jomini. *Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution de 1792 à 1801.* Paris, 1819-24, 15 vol.
A. Chuquet. *Les guerres de la Révolution.* Paris, 1886 et sqq.
L. Sciout. *Le Directoire.* Paris, 1895 et sqq.
Vieil Castel. *Histoire de la Restauration.* Paris, 1860-78, 20 vol.
Thureau-Dangin. *Histoire de la monarchie de Juillet.* Paris, 1884-92, 7 vol.
D'Haussonville. *Histoire de la politique extérieure du gouvernement français (1830-1848).* Paris, 1850, 2 vol.
Springer. *Geschichte Oesterreichs seit dem Wiener Frieden.* Leipzig, 1869, 2 vol.
Helfert. *Geschichte Oesterreichs vom Ausgange des Wiener Oktober Aufstandes.* Vienne, 1870-76, 4 vol.
Treitschke. *Deutsche Geschichte im XIX Jahrhundert.* Leipzig, 1879 et sqq.
Taxile Delord. *Histoire du Second Empire.* Paris, 1869-76, 6 vol.
P. de La Gorce. *Histoire du Second Empire.* Paris, 1894 et sqq.
Émile Ollivier. *L'Empire libéral.* Paris, 1895 et sqq.
E. Zevort. *Histoire de la Troisième république.* Paris, 1896 et sqq.

HISTOIRES D'ITALIE

A

Les premières œuvres citées ici embrassent presque toute la période exposée dans le présent volume ; les suivantes une partie seulement, et celles-ci sont indiquées suivant l'ordre chronologique de l'époque dont elles parlent.

Cesar Cantù. *Storia degli Italiani*. Turin, 1854-57, 6 vol.
— *Cronistoria dell' indipendenza italiana*. Turin, 1872-73, 3 vol.
Coppi. *Annali d'Italia, in continuazione a quelli del Muratori (dal 1750 al 1861)*. Rome, 1828-1877.
Ghiron. *Annali d'Italia in continuazione al Muratori e al Coppi (1861-1880)*. Milan, 1889-90, 3 vol.
C. Vigo. *Annali d'Italia storia degli ultimi Trent' anni del secolo XIX* (en cours de public.). Milan, 1908.
C. Vimercati. *Histoire de l'Italie (1789-1863)*. Paris, 1863, 5 vol.
L. Anelli. *Storia d'Italia dal 1814 al 1863*. Milan, 1864, 4 vol. (avec continuation de 1863 à 1867 en 2 vol. Milan, 1868).
C. Belviglieri. *Storia d'Italia dal 1804 al 1866*. Milan, 1861, 6 vol.
Bertolini. *Storia d'Italia dal 1814 al 1878*. Milan, 1880.
— *Storia del Risorgimento Italiano* (illust.). Milan, 1887.
John Webb Probyn. *Italy from the fall of Napoleon I in 1815 to the death of Victor Emmanuel in 1878*. Londres, 1884.
Tivaroni. *Storia critica del Risorgimento italiano*. Turin, 1888-97, 9 vol.
J.-W. Stillman. *The Union of Italy*. Londres, 1899.
Bolton King. *A history of Italian unity (1814-1871)*. Londres, 1899 (traduit en français avec une introd. de M. Yves Guyot. Paris, 1900, 2 vol.).
Giovagnoli. *Il Risorgimento*. Milan, 1900 et sqq (en cours de public.).
A. Gori. *Il Risorgimento (1849-1860) ; il regno d'Italia (1860-1900)*. Milan, 1905.

Comandini. *L'Italia nei cento anni del secolo XIX giorno per giorno illustrata.* Milan, 1900 et sqq. (en cours de publication).

Joseph Ferrari. *Histoire des révolutions d'Italie.* Paris, 1858, 4 vol.

Charles Botta. *Storia d'Italia continuata da quella del Guicciardini (1534-1789)* (la première édition a commencé à paraître à Paris en 1832).

— *Storia d'Italia dal 1789 al 1814* (Cette œuvre a été achevée par l'auteur en 1822).

Franchetti. *Storia d'Italia dal 1789 al 1799.* 2e éd. Milan, 1905.

De Castro. *Storia d'Italia dal 1799 al 1814.* Milan, 1881.

Martini. *Storia d'Italia dal 1814 al 1822.* Capolago, 1851-52, 4 vol.

Poggi. *Storia d'Italia dal 1814 al 1846.* Florence, 1885, 2 vol.

Ranalli. *Istorie italiane dal 1846 al 1853.* Florence, 1858, 4 vol.

A. Gori. *Storia della rivoluzione italiana durante il periodo delle riforme (1846-14 mars 1848).* Florence, 1897.

Beaumont-Vassy. *Histoire des États italiens depuis le Congrès de Vienne.* Bruxelles, 1851, 2 vol.

L.-C. Farini. *Storia d'Italia dal 1814 al 1850.* Italie, 1856, 2 vol.

Joseph La Farina. *Storia d'Italia dal 1814 al 1850.* Florence, 1851-60, 6 vol.

L. Zini. *Storia d'Italia contemporanea, dal 1850 al 1866* (continuation de celle de La Farina). Milan, 1866-69, 2 vol.

F.-A. Gualterio. *Gli ultimi rivolgimenti italiani.* Naples, 1861-62, 6 vol.

J. Zeller. *Pie IX et Victor-Emmanuel. Histoire contemporaine de l'Italie (1846-1878).* Paris, 1879.

Arangio Ruiz. *Storia costituzionale del regno d'Italia (1848-98).* Florence, 1898.

Massari. *La vita e il regno di Vittorio Emanuele II.* Milan, 1878, 2 vol.

Bersezio. *Trent' anni di Vita italiana (Il regno di Vittorio Emanuele II).* Turin, 1878-95, 8 vol.

Cappelletti. *Storia di Vittorio Emanuele II e del suo regno.* Rome, 1892-94, 3 vol.

Corsi. *Italia (1870-1895).* Turin, 1896.

Rinaudo. *Cronologia italiana dal 1869 al 1896* (en continuation de l'Histoire des Italiens de Cantù). Turin, 1897.

— *Umberto I di Savoia, re d'Italia.* Turin, 1899.

Pesci. *Il re martire. La vita e il regno di Umberto I : date, aneddoti, ricordi (1844-1900).* Bologne, 1900.

La Vita Italiana nel Settecento (XVIIIe s.). Conférences. Milan, 1896, 3 vol.

La Vita Italiana durante la rivoluzione francese e l'impero. Conférences. Milan, 1896-97, 3 vol.

La Vita Italiana nel Risorgimento (1815-1831). Conférences. Florence, 1897-98, 3 vol.

La Vita Italiana nel Risorgimento (1831-1846). Conférences. Florence, 1899, 3 vol.

La Vita Italiana nel Risorgimento (1846-1849). Conférences. Florence, 1900, 3 vol.

La Vita Italiana nel Risorgimento (1849-1861). Conférences. Florence, 1901, 3 vol.

Pensiero ed azione nel Risorgimento italiano. Conférences faites au Collège romain. Città di Castello, 1898.

G. Carducci. *Letture del Risorgimento italiano* (choisies et annotées par). Bologne, 1895-96, 2 vol.

Bazin, Dejob, Gebhart, Müntz, Orsi, etc. *L'Italie géographique, historique, administrative, etc.* Paris, 1896.

P. Fischer. *Italien und die Italiener.* Berlin, 1899.

P. Gori. *Il canzoniere nazionale 1814-1870* (recueilli, classé et illustré par). Florence, 1883.

Nuova Antologia. Périodique dont la publication a commencé à Florence en 1865 et a été continuée ensuite à Rome depuis 1870.

B

Parmi les publications suivantes les unes traitent quelque sujet spécial d'importance notable, les autres sont relatives à quelque fait ou à quelque courte période; ces dernières sont citées suivant l'ordre chronologique de l'époque dont elles parlent.

Nicomede Bianchi. *Storia documentata della diplomazia europea in Italia dal 1814 al 1861.* Turin, 1865-72, 8 vol.

Chiala. *Pagine di storia contemporanea, dal 1858 al 1897.* 2e éd. Turin, 1897, 3 vol. (I. De l'entrevue de Plombières au Congrès de Berlin; II. Tunis; III. La Triple et la Double Alliance).

Mauro et Magni. *Storia del Parlamento Italiano.* Rome, 1884 et sqq. (en cours de public.).

Arbib. *Cinquant' anni di storia parlamentare del Regno d'Italia.* Rome, 1899 et sqq. (en cours de public.).

Zanichelli. *Studi di storia costituzionale e politica del risorgimento italiano.* Bologne, 1899.

M. Cellai. *Fasti militari delle guerre dell' indipendenza italiana dal 1848 al 1862.* Milan, 1864-68, 4 vol.

Mariani. *Le guerre dell' indipendenza italiana dal 1848 al 1870.* Turin, 1882-83, 4 vol.

C. Randaccio. *Storia delle marine militari italiane dal 1750 al 1860 e della marina militare italiana dal 1860 al 1870.* Rome, 1886, 2 vol.

A.-V. Vecchi. *Storia generale della marina militare.* Florence, 1892, 2 vol.

A. Gallizioli. *Cronistoria del naviglio nazionale di guerra (1860-1896).* Rome, 1907.

Roger Bonghi. *Storia della finanza italiana dal 1864 al 1868.* Florence, 1868.

Sachs. *L'Italie, ses finances et son développement économique (1859-1884).* Paris, 1885.

Ach. Plebano. *Storia della finanza italiana dalla costituzione del nuovo regno alla fine del secolo XIX.* (Turin, 1899-1902) ; le vol. Ier va jusqu'à 1876, le vol. II va de 1876 à 1887-88 ; le 3e et dernier se termine avec le budget de 1900-1901).

François-S. Nitti. *Il bilancio dello Stato dal 1862 al 1896-97*, prime linee di una inchiesta sulla ripartizione delle entrate e delle spese pubbliche in Italia. Naples, 1900.

— *Nord et Sud.* Turin, 1901.

C. Schupfer. *L'ordinamento amministrativo degli stati italiani prima dell' unificazione legislativa.* Milan, 1900.

S. Jacini. *L'amministrazione dei lavori pubblici in Italia dal 1860 al 1867.* Florence, 1867.

— *Risultati finali dell' inchiesta agraria.* Rome, 1890.

A. Niceforo. *Italiani del Nord ed Italiani del Sud.* Turin, 1901.

Brunialti. *La costituzione italiana.* Turin, 1881.

P. Gaffarel. *Bonaparte et les républiques italiennes (1796-1799).* Paris, 1894.

Trolard. *De Montenotte au Pont d'Arcole.* Paris, 1883.

F. Bouvier. *Bonaparte en Italie (1796).* Paris, 1899.

G. Fabry. *Histoire de l'armée d'Italie (1796-97).* Paris, 1900 et sqq. (en cours de public. 3 vol.).

E. Gachot. *Histoire militaire de Masséna* (la première campagne d'Italie 1795-1798). Paris, 1901.

H. Hüffer-Luckwaldt. *Der Frieden von Campoformio.* Innsbrück, 1907.

T. Casini. *I deputati al Congresso Cispadano (1796-97).* Turin, 1897.

V. Fiorini. *Le origini del tricolore italiano.* Rome, 1897.

Duteil. *Rome, Naples et le Directoire : armistices et traités (1796-97).* Paris, 1902.

G. Manacorda. *I rifugiati italiani in Francia negli anni 1799 e 1800.* Turin, 1907.

De Cugnac. *Campagne de l'armée de réserve en 1800, 1re partie : Passage au Grand-Saint-Bernard.* Paris, 1899. — *2e partie : Marengo.* Paris, 1900.

Centenario della battaglia di Marengo. Memorie storiche del periodo napoleonico. Alexandrie, 1900, vol. I et II.

Miscellanea Napoleonica, a cura di Alberto Lumbroso. Modène, 1898 et sqq.

Revue Napoléonienne, fondée et dirigée par le baron Albert Lumbroso. Rome, 1901 et sqq.

Alexandre Verri. *Vicende memorabili dal 1789 al 1801.* Milan, 1858, 2 vol.

Pecchio. *Saggio storico sull' amministrazione finanziaria dell' ex regno d'Italia dal 1802 al 1814.* Turin, 1852.

Cesar Cantù. *I diplomatici della repubblica cisalpina e del regno d'Italia.* Milan.

Helfert. *La caduta della dominazione francese nell' Alta Italia e la congiura militare bresciano-milanese nel 1814* (trad. de l'allemand). Bologne, 1894.

Ch. Dejob. *Madame de Staël et l'Italie avec une bibliographie de l'influence française en Italie de 1796 à 1814.* Paris, 1890.

C. Vacani. *Storia delle campagne degli Italiani in Ispagna dal 1808 al 1813.* Milan, 3 vol.

De Laugier. *Gli Italiani in Russia nel 1812.* Florence, 1826-27, 4 vol. Trad. franç. sous le titre « La Grande Armée ». Paris, 1910.

A. Zanoli. *Cenni storico-statistici sulla milizia cisalpina-italiana dal 1796 al 1814.* Milan, 1845, 2 vol.

Fr. Turotti. *Storia delle armi italiane dal 1796 al 1814.* Milan, 1856, 3 vol.

H. Weil. *Le prince Eugène et Murat. Opérations militaires et diplomatiques (1813-1814).* Paris, 1901-02, 3 vol.

— *Joachim Murat, roi de Naples; la dernière année du règne.* Paris, 1909-10, 5 vol.

G. Livi. *Napoleone all' Isola d'Elba.* Florence, 1884[1].

A. Lumbroso. *Attraverso la Rivoluzione e il primo Impero.* Turin, 1907.

1. Gruyer. *Napoléon, roi de l'île d'Elbe.* Paris, 1908 (N. d. T.).

Cesar Cantù. *Il Conciliatore e i Carbonari.* Milan, 1878.
— *Carte segrete ed atti ufficiali della polizia austriaca in Italia (1813-1848).* 3 vol.

Stendhal. *Rome, Naples et Florence en 1817.* 1 vol., 1826.

O. Dito. *Massoneria, Carboneria ed altre Società Segrete nella storia del risorgimento italiano.* Turin, 1905.

Chateaubriand. *Le Congrès de Vérone.* Paris, 1856.

Bianchi Giovini. *L'Austria in Italia.* Italie, 1853.

J. Faldella. *Storia della « Giovine Italia ».* Turin, 1895-97, 7 petits volumes.

D. Melegari. *La Giovane Italia e la Giovane Europa. Corrispondenza* inedita tra G. Mazzini e L.-A. Melegari. Milan, 1906.

E. Masi. *Il segreto di Carlo Alberto Cospiratori in Romagna dal 1815 al 1859.* Bologne, 1895.

E. Zanoni. *Speranze e conforti d'Italia dal 1815 al 1846.* Florence, 1890.

V. Gioberti. *Il primato morale e civile degli Italiani,* 2e éd. Bruxelles, 1843, 2 vol.
— *Prolegomeni del Primato.* Bruxelles, 1845.
— *Il Gesuita moderno.* Turin, 1848, 3 vol.

C. Balbo. *Le speranze d'Italia.* Paris, 1844 (2e éd.).

Massimo d'Azeglio. *Scritti politici e letterari.* Florence, 1872, 2 vol.

Jacques Durando. *Della nazionalità italiana.* Paris, 1846.

Archivio Triennale delle cose d'Italia dall' avvenimento di Pio IX all' abbandono di Venezia. Capolago, 1850.

C.-A. Vecchi. *Italia : Storia di due anni (1848-49).* Turin, 1851.

Perrens. *Deux ans de révolution en Italie (1848-49).* Paris, 1857.

Ferrero. *Journal d'un officier de la brigade de Savoie sur la campagne de Lombardie.* Turin, 1848.

Helfert. *Geschichte des oesterreichischen Revolution (1848-49).* Vienne, 1907.

E. Bava. *Relazione delle operazioni militari dirette dal generale Bava nel 1848.* Turin, 1848.

Memorie e osservazioni sulla guerra dell' indipendenza d'Italia del 1848-49 raccolte da un officiale piemontese (Œuvre écrite par C. Promis d'après des notes que lui fournit Charles-Albert). Turin, 1850.

A. Le Masson. *Custoza : Histoire de l'insurrection et de la campagne d'Italie en 1848.* Turin, 1849.
— *Novara : Histoire de la campagne de 49.* Turin, 1850.

Anfossi. *Memorie sulla campagna di Lombardia del 1848.* Turin, 1851.

De Willisen. *La campagna d'Italia nel 1848 esposta e giudicata* (trad. de l'allem.). Turin, 1851.

De Hübner. *Ein Jahr meines Lebens (1848-49).* Vienne, 1891 (Trad. française. Paris, 1891).

Talleyrand-Périgord (duc de Dino). *Souvenirs de la guerre de Lombardie pendant les années 1848 et 1849*. Paris, 1851.

G. Moeller. *Éclaircissements sur les derniers mouvements révolutionnaires de l'Allemagne et de l'Italie. Les campagnes de 1848 et 1849 dans la péninsule*. Genève, 1851.

Schoenhals. *Campagnes d'Italie de 1848 et 1849* (trad. de l'allem.). Paris, 1859.

Ulloa. *Guerra dell' indipendenza italiana (1848-1849)*. Milan, 1859, 2 vol.

G. Camozzi. *Cenni e documenti della guerra d'insurrezione lombarda del 1849*. Capolago, 1849.

C. Fabris. *Gli avvenimenti militari del 1848-49*. Turin, 1898-1905, 3 vol.

V. Gioberti. *Il rinnovamento civile d'Italia*. Paris, 1851, 2 vol.

L. Martini. *Il confortatorio di Mantova negli anni 1851-55*, 2ᵉ éd. Mantoue, 1871, 2 vol.

J. de Castro. *I processi di Mantova e il 6 febbraio 1853*. Milan, 1893.

Alexandre Luzio. *I martiri di Belfiore e il loro processo*. Milan, 1905, 2 vol.

Louis Pastro. *Ricordi di prigione dell' unico superstite dei condannati di Mantova dal 1851 al 1853*. Milan, 1907.

Chiala. *L'alleanza di Crimea*. Rome, 1879.

De Bazancourt. *L'expédition de Crimée*. Genève, 1856.

Ceresa di Bonvillaret. *Diario della campagna di Crimea (dal 1° Aprile 1855 al 16 Giugno 1856)*. Turin, 1894.

C. Manfredi. *La spedizione sarda in Crimea nel 1855-56*. Rome, 1896.

F. Venosta. *Carlo Pisacane e Giovanni Nicotera o la spedizione di Sapri*. Milan, 1876.

P.-E. Bilotti. *La spedizione di Sapri*. Salerno, 1907.

Chiala. *Politica segreta di Napoleone III e di Cavour in Italia e in Ungheria (1858-1861)*. Turin, 1895.

J. Durando. *Episodi diplomatici del risorgimento italiano dal 1856 al 1863*. Turin, 1901.

De La Varenne. *Les Autrichiens et l'Italie*. Paris, 1859.

— *Les chasseurs des Alpes et des Apennins. Histoire de la guerre de 1859*. Florence, 1859.

— *L'Italie centrale*. Paris, 1859.

P.-C. Boggio. *Storia politica militare della guerra del 1859*. Turin, 1865, 3 vol.

De Bazancourt. *La campagne d'Italie de 1859*. Paris, 1859, 2 vol.

De Bazancourt. *Campagne de l'empereur Napoléon III en Italie rédigée sous le ministère du maréchal Randon.* Paris, 1862-1863, avec atlas.

Fr. Carrano. *I cacciatori delle Alpi comandati dal generale Garibaldi nella guerra del 1859.* Turin, 1860.

Genova di Revel. *Dal 1847 al 1855. La spedizione di Crimea Ricordi.* Milan, 1890.

— *Il 1859 e l'Italia centrale.* Milan, 1891.

— *Da Ancona a Napoli.* Milan, 1892.

— *Umbria e Aspromonte : ricordi diplomatici.* Milan, 1894.

— *La cessione del Veneto nel 1866.* 2e éd. Florence, 1906.

P. Vayra. *Il principe Napoleone e l'Italia.* Turin, 1891.

G. Rustow. *La guerra italiana del 1859* (trad. de l'allem.). Milan, 1861.

Zobi. *Cronaca degli avvenimenti d'Italia nel 1859.* Florence, 1859, 2 vol.

A. Panzini. *Il 1859 (da Plombières a Villafranca).* Milan, 1909.

Forbes. *The campaign of Garibaldi in the two Sicilies.* Édimbourg, 1861.

G. Rustow. *La guerra del 1860* (trad. de l'allem.). Milan, 1862.

Marc Monnier. *Garibaldi : histoire de la conquête des Deux Siciles.* Paris, 1861.

A. Dumas. *Les Garibaldiens : révolution de Sicile et de Naples.* Paris, 1861.

G. La Cecilia. *Storia dell' insurrezione siciliana e delle gloriose gesta di Garibaldi* Milan, 1862, 2 vol.

C. Pecorini-Manzoni. *Storia della 15a divisione Türr nella campagna del 1860.* Florence, 1876.

G. Pittaluga. *La diversione ; note garibaldine sulla campagna del 1860.* Rome, 1904.

G.-C. Abba. *Da Quarto a Volturno; noterelle d'uno dei Mille.* 4e éd. Bologne, 1899.

G. Macaulay Trevelyan. *Garibaldi ei Mille* (trad. de l'anglais). Bologne, 1910.

M. Menghini. *La spedizione garibaldina di Sicilia e Napoli nei proclami, nella corrispondenza, nei diarii e nelle illustrazioni del tempo.* Turin, 1907.

Dal Volturno ad Aspromonte ; memorie dell colonello G. Bruzzesi. Milan, 1907.

C. di Persano. *Diario privato-politico-militare della campagna navale degli anni 1860-61.* Turin, 1870.

B. Orero. *Da Pesaro a Messina ; ricordi del 1860-61.* Turin, 1907.

La battaglia di Castelfidardo ; narrazione documentata (dalla relazione del Corpo di Stato Maggiore). Rome, 1903.

D. Pantaleoni. *Ultimo tentativo di Cavour per la liberazione di Roma nel 1861.* Florence, 1885.

H. d Ideville. *Journal d'un diplomate en Italie (1849-62 et 1862-66).* Paris, 1872-73.

C. Bianchi. *I martiri d'Aspromonte.* Milan, 1871.

Bianco di Saint-Ioriox. *Il brigantaggio alla frontiera pontificia dal 1860 al 1863.* Milan, 1864.

Marc Monnier. *Histoire du brigandage dans l'Italie méridionale.* Paris, 1862.

J. Adamoli. *Da S. Martino a Mentana.* Milan, 1892.

C. Cadorna. *Il trattato franco italiano del 15 Settembre 1864.* Turin, 1864.

M. Minghetti. *La Convenzione di Settembre 1864.* Bologne, 1899.

Politica segreta italiana (1863-1870), 1re éd. Turin, 1880.

E. Pesci. *Firenze capitale (1865-70).* Florence, 1904.

Diamilla Müller. *Il riscatto della Venezia : prologo, preparazione, epilogo.* Turin, 1890.

Rüstow. *La guerra del 1866 in Germania e in Italia.* Zurich, 1867.

Minotto. *La guerra italo-prussiana contro l'Austria nel 1866.* Venise, 1867.

A. La Marmora. *Schiarimenti e rettifiche sulla campagna del 1866.* Florence, 1868.

— *Un po' più di luce sugli eventi politici e militari dell' anno 1866*, 2e éd. Florence, 1873.

L. Chiala. *Ancora un po' più di luce sugli eventi politici e militari dell' anno 1866.* Florence, 1902.

Alb. Pollio. *Custoza.* Turin, 1903.

C. di Persano. *I fatti di Lissa.* Turin, 1866.

Alb. Lumbroso. *Il processo dell' ammiraglio Persano.* Rome, 1905.

— *La battaglia di Lissa nella storia e nella leggenda.* Roma, 1910.

Dom. Guerrini. *Come ci avviammo a Lissa ; come arrivammo a Lissa* (2 vol.). Turin, 1907-08.

A. Branca. *La campagna dei volontari italiani nel Tirolo.* Florence, 1866.

F. Lecomte. *Guerre de la Prusse et de l'Italie contre l'Autriche en 1866.* Paris, 1868, 2 vol.

La campagna del 1866 in Italia, redatta dalla Sezione Storica del Corpo di Stato Maggiore. Rome, 1875-95, 2 vol.

G. Gadda. *Ricordi e impressioni della nostra storia politica nel 1866-67.* Turin, 1899.

G. Cairoli. *Spedizione dei Monti Parioli (23 Ottobre 1867).* Milan, 1878.

F. Cavallotti. *Storia dell' insurrezione di Roma nel 1867.* Milan, 1869.

L. Guelpa. *Mentana.* Turin, 1891.

A.-G. Barrili. *Con Garibaldi alle porte di Roma (1867).* Milan, 1895.

E.-Castagnola. *Da Firenze a Roma ; diario storico-politico del 1870-71.* Turin, 1896.

Raph. Cadorna. *La liberazione di Roma nel 1870*, 2e éd. Turin, 1889.

C. Ricotti. *Osservazioni al libro di Cadorna : la liberazione di Roma.* Novare, 1890.

Pesci. *Come siamo entrati a Roma ; ricordi.* Milan, 1895.

Pesci. *I primi anni di Roma capitale (1870-78).* Florence, 1907.

G. Rothan. *Souvenirs diplomatiques (1870-71) : l'Allemagne et l'Italie.* Paris, 1884-85, 2 vol.

A. Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande.* Paris, 1875.

G. Gladstone. *Rome et le pape devant la conscience et l'histoire.* Paris, 1887.

M. Minghetti. *Stato e Chiesa.* Milan, 1877.

F. Quintavalle. *La conciliazione fra l'Italia e il papato nelle lettere del padre Luigi Tosti e del senatore G. Casati;* con un saggio sulla questione romana negli opuscoli liberali fra il 1859 e il 1870. Milan, 1907.

Roger Bonghi. *Pio IX e il papa futuro.* Milan, 1877.

— *Leone XIII et l'Italia.* Milan, 1878.

Raph. de Cesare. *Il conclave di Leone XIII.* Città di Castello, 1887.

— *Dal conclave di Leone XIII all' ultimo concistoro.* Città di Castello, 1899.

Julien de Narfon. *Pie X.* Paris, 1904.

P. Villari. *Le lettere meridionali ed altri scritti sulla questione sociale in Italia.* 3e éd. Turin, 1885.

— *Scritti sulla emigrazione e sopra altri argomenti vari.* Bologne, 1909.

N. Colajanni. *Gli avvenimenti di Sicilia e le loro cause.* Palerme, 1896.

— *L'Italia nel 1898.* Milan, 1899.

— *Nel regno della mafia.* Rome, 1900.

T. Canovi. *L'Italia presente e i suoi problemi.* Rome, 1898.

A. Billot. *La France et l'Italie : histoire des années troubles (1881-1899).* Paris, 1905, 2 vol.

Ferdin. Martini. *Cose africane da Saati ad Abba Garima ;* discorsi e scritti. Milan, 1896.

C. Corsi. *Prima e dopo Abba Garima.* Turin, 1896.

V. Mantegazza. *La guerra in Africa.* Florence, 1896.

De la Jonquière. *Les Italiens en Érythrée : quinze ans de politique coloniale.* Paris, 1897.

O. Baratieri. *Memorie d'Africa (1892-1896).* Turin, 1898. (Une éd. française, avec des additions, a paru à Paris en 1899).

B. Melli. *La Colonia Eritrea dalle sue origini a tutto l'anno 1901.* Milan, 1902.

L'Africa italiana al Parlamento nazionale (1882-1905). Riassunto delle discussioni avvenute in Parlamento, ecc. Rome, 1901.

G. Bourelly. *La battaglia di Abba Garima.* Milan, 1902.

M. Valli. *Gli avvenimenti in Cina nel 1900 e l'azione della R. marina italiana.* Milan, 1905.

Bolton King et Th. Okey. *Italy to day.* Londres, 1901.
F.-S. Nitti. *L'Italia all' alba del secolo XX.* Turin, 1901.
J. Novicow. *La missione dell' Italia.* Milan. 1901.
F. Garlanda. *La Terza Italia.* (Lettere di un yankee tradotte ed annotate da). Rome, 1904.
Angelo Mosso. *Vita moderna degli Italiani.* Milan, 1906[1].

BIOGRAPHIES ET MÉMOIRES

Atto Vannucci. *I martiri della libertà italiana dal 1794 al 1848*, 7e éd. Milan, 1887.
L. Carpi. *Il risorgimento italiano; biografie d'illustri italiani contemporanei.* Milan, 1884 et sqq.
I. Ghiron. *I benemeriti dell' indipendenza e dell' unità italiana.* Milan, 1877, vol. I (1820-1848).
Gasp. Finali. *La vita politica di contemporanei illustri* (Cavour, Ricasoli, Farini, Sella, Mamiani, Minghetti). Turin, 1895.
M. Tabarrini. *Vite e ricordi di Italiani illustri del sec. XIX.* Florence, 1884.
R. Barbiera. *Immortali e dimenticati.* Milan, 1901.
A. d'Ancona. *Ricordi ed affetti.* Milan, 1903.

Vittorio Alfieri. *Vita scritta da esso.*
C. Goldoni. *Mémoires pour servir à l'histoire de sa vie et à celle de son théâtre.* Paris, 1787, 3 vol.
Cesar Cantù. *Monti e l'età che fu sua.* Milan, 1879.
Fred. Confalonieri. *Memorie e lettere, pubblicate per cura di Gaetano Casati.* Milan, 1890, 2 vol.
— *Studio di Al. d'Ancona su.* Milan, 1898.
G. Gallavresi. *Carteggio del conte Federico Confalonieri.* Milan, 1910, vol. I.
Alexandre Luzio. *Antonio Salvotti e i processi del ventuno.* Rome, 1901.
— *Profili biografici e bozzetti storici.* Milan, 1906.
— *Il processo Pellico-Maroncelli secondo gli atti ufficiali segreti.* Milan, 1903.
— *Nuovi documenti sul processo Confalonieri.* Rome, 1908.

1. A. Dauzat. *L'Italie moderne.* Paris, 1909 (N. d. T.).

Alexandre Luzio. *Studi e bozzetti di storia letteraria e politica.* Milan, 1910, 2 vol.
Silvio Pellico. *Le mie prigioni* (la 1re éd. est de Turin, 1832).
— *Le mie prigioni*, commentées, avec des documents inédits des archives de Milan, Rome, Venise, Vienne et Brünn, par D. Chiattone. Saluces, 1907.
Piero Maroncelli. *Addizioni alle mie prigioni di Silvio Pellico.* Italia, 1833.
A. Andryane. *Mémoires d'un prisonnier d'État.* Paris, 1850, 2 vol.
Georges Pallavicino. *Memorie pubblicate per cura della moglie e delle figlie.* Turin, 1882-95, 3 vol.
J.-W. Mario. *Vita di Giuseppe Mazzini.* Milan, 1886.
De Schack. *Mazzini und die italienische Einheit.* Berlin, 1891 (trad. en italien).
Alexandre Luzio. *Giuseppe Mazzini.* Milan, 1905.
G. Mazzini. *Ricordi dei fratelli Bandiera*, 1re éd. Paris, 1845.
G. Ricciardi. *Storia dei fratelli Bandiera.* Florence, 1863.
Fr. Guardione. *Lettere inedite dei fratelli Bandiera.* Catane, 1894.
A. Pierantoni. *Storia dei fratelli Bandiera e loro compagni in Calabria, con documenti inediti.* Milan, 1909.
G. Mameli. *Scritti editi ed inediti*, publiés par A.-G. Barrili. Gênes, 1902.
V. Gioberti. *Opere, ricordi biografici e carteggio.* Turin, 1861, 3 vol.
D. Berti. *Di V. Gioberti riformatore politico e ministro.* Florence, 1881.
E. Ricotti. *La vita e gli scritti di Cesare Balbo.* Florence, 1856.
Massimo d'Azeglio. *I miei ricordi* (dernière éd. illust.). Florence, 1899, 3 vol.
G. Giusti. *Memorie inedite* (1848-49), publiées par F. Martini. Milan, 1890.
N. Tommaseo. *Il secondo esilio ; scritti concernenti le cose d'Italia e d'Europa dal 1849 in poi.* Milan, 1862, 3 vol.
T. Mamiani. *Lettere dall' esilio.* Rome, 1900, 2 vol.
T. Casini. *La giovinezza e l'esilio di T. Mamiani.* Florence, 1896.
G. Pepe. *Memorie intorno alla sua vita ed ai recenti casi d'Italia.* Paris, 1847, 2 vol.
— *Histoire des révolutions et des guerres d'Italie en 1847-49.* Paris, 1850.
F. Carrano. *Vita di Guglielmo Pepe.* Turin, 1857.
Mariotti. *Biografia del generale Bava.* Milan, 1888.
G. Garibaldi. *Memorie autobiografiche.* Florence, 1888.
— *Memorie ;* éd. diplomatique, d'après le manuscrit définitif, par les soins de E. Nathan. Turin, 1907.
J.-W. Mario. *Vita di Garibaldi.* Milan, 1884.
G. Guerzoni. *Vita di Garibaldi.* Florence, 1892, 2 vol.

G. Guerzoni. *Vita di Nino Bixio.* Florence, 1875.
G.-C. Abba. *La vita di Nino Bixio.* Turin, 1905.
— *Cose garibaldine.* Turin, 1907.
A. Elia. *Ricordi da un veterano dal 1847-48 al 1900.* Rome, 1906.
M. Rosi. *I Cairoli.* Turin, 1908.
Le comte de Cavour. *Récits et souvenirs par W. de la Rive.* Paris, 1862.
N. Bianchi. *Il conte di Cavour.* Turin, 1863.
D. Berti. *Cavour avanti il 1848.* Rome, 1886.
G. Massari. *Cavour. Ricordi biografici.* Turin, 1873.
Pietro Orsi. *Cavour.* Milan, 1910.
Cavour. *Saggio de E. de Treitschke* (trad. de l'allem.). Florence, 1873.
— *par Ch. de Mazade.* Paris, 1877.
— *Ricordi di Michel Angelo Castelli* (1847-75). Turin, 1886.
— *by the Countess Evelyn Martinengo-Cesaresco.* Londres, 1899 (trad. en italien. Milan, 1901).
— *nei « Ritratti contemporanei » di Ruggero Boughi.* Milan, 1879.
Œuvre parlementaire du Comte de Cavour (1848-61), traduite et annotée par Artom et Blanc. Paris, 1862.
Alf. La Marmora (*Ricordi della giovinezza di*), editi da L. Chiala. Rome 1881, 2 vol.
— (*Commemorazione di*). Florence, 1879.
G. Massari. *Ricordi biografici di Alf. La Marmora.* Florence, 1880.
E. Tavallini. *La vita e i tempi di Giovanni Lanza*, memorie ricavate dai suoi scritti. Turin, 1887, 2 vol.
A. Gotti. *Vita di Bettino Ricasoli.* Florence, 1895.
Jarro (G. Piccini). *Vita di Ubaldino Peruzzi.* Florence, 1891.
C. Negroni. *Della vita e dei fatti di Quintino Sella.* Novare, 1884.
J.-W. Mario. *In memoria di Giovanni Nicotera.* Florence, 1894.
— *Agostino Bertani e i suoi tempi.* Florence, 1888, 2 vol.
Felix Orsini. *Memorie politiche.* Turin, 1858.
R. Bonfadini. *Vita di Francesco Arese.* Turin, 1894.
L. Chiala. *Giacomo Dina e l'opera sua nel risorgimento italiano.* Turin, 1897-1903, 3 vol.
Dino Mantovani. *Il poeta soldato : Ippolito Nievo (1831-61).* Milan, 1899.
Michele Amari. *Carteggio inedito pubblicato per cura di Alessandro d'Ancona.* Turin, 1896-1907, 3 vol.
G. Arrivabene. *Memorie della mia vita (1795-1880).* Florence, 1880-84, 2 vol.
Minghetti. *Miei ricordi.* Turin, 1889-90, 3 vol.
E. Morozzo della Roca. *Autobiografia d'un Veterano (1807-1893).* Bologne, 1897-98, 2 vol.
La Cecilia. *Memorie storico politiche dal 1820 al 1876.* Rome, 1876.
Govone. *Memorie del generale G. Govone.* Turin, 1901.

DOCUMENTS, LETTRES, ETC.

La première place revient naturellement parmi les Documents aux Recueils Officiels des Lois et Décrets (*Raccolte Ufficiali di Leggi e Decreti*) de tous les anciens États, des différents gouvernements provisoires qui se sont succédé dans la Péninsule, et du royaume d'Italie. A ces grandes collections on doit ajouter les Actes Parlementaires (*Atti Parlamentari*) ; en 1898, par les soins des Présidences du Sénat et de la Chambre des Députés furent établies les Tables générales des Actes des deux Chambres du Parlement pendant le demi-siècle de leur existence.

Pour ce qui est de la politique étrangère, en plus des publications officielles des Traités conclus de Puissance à Puissance et de celles qui contiennent les documents des négociations diplomatiques, on trouvera d'autres documents dans un grand nombre de publications déjà citées, en particulier dans l'œuvre de N. Bianchi. *La diplomazia europea in Italia dal 1814 al 1861* et dans celle de Chiala : *Pagine di storia contemporanea dal 1858 al 1897*.

Les publications de Lettres et de Mémoires qui, depuis quelque temps, sont faites dans toute l'Europe, sont d'un très grand intérêt ; plusieurs ont déjà été citées plus haut, en cette place nous désirons attirer particulièrement l'attention sur quelques-unes d'entre elles, qui ont la plus haute importance. Nous procéderons, comme d'ordinaire, par ordre chronologique.

Napoléon Ier. *Correspondance*. Paris, 1858-70, 32 vol.

Fr. Melzi d'Eril. *Memorie, documenti e lettere inedite*. Milan, 1865. 2 vol.

Du Casse. *Mémoires et correspondance du prince Eugène de Beauharnais*. Paris, 1865.

— *Mémoires et correspondances du roi Joseph Bonaparte*. Paris, 1853-54, 10 vol.

P. Le Breton. *Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat (1767-1815)*. En cours de publication. Paris, 1908-1910.

Correspondance du prince de Talleyrand et du roi Louis XVIII pendant le Congrès de Vienne. Paris, 1889.

Talleyrand. *Mémoires*. Paris, 1891-92, 5 vol.

Metternich. *Aus nachgelassenen Papieren*. Vienne, 1880-84, 8 vol. (Éd. française en 8 vol., à Paris, les mêmes années).

G. Mazzini. *Scritti editi ed inediti*. Milan, Rome, 1873-1891, 18 vol. — En 1905, à l'occasion du centenaire de la naissance de Mazzini, a été commencée, par les soins et aux frais de l'État, une édition complète de ses œuvres, qui est en cours de publication à Imola.

— *Duecento lettere inedite pubblicate da D. Giuriati*. Turin, 1887.

— *Lettres intimes publiées par D. Melegari*. Paris, 1895.

— *Lettere inedite pubblicate da L. Ordono de Rosales*. Turin, 1898

G. Mazzini. *Lettere ad Aurelio Saffi ed alla famiglia Craufurd (1850-1872)*. Milan, 1905.
— *Lettere ad Ed. Mayer* con introduzione di E. Linaker. Florence, 1908.

Cavour. *Lettere edite ed inedite*, raccolte ed illustrate da L. Chiala. Turin, 1884-87, 7 vol.
— *La politique du comte de Cavour de 1852 à 1861*, lettres inédites avec notes par N. Bianchi. Turin, 1885.
— *Nouvelles lettres inédites*, recueillies par A. Bert. Turin, 1889.
— *Le comte de Cavour et la comtesse de Circourt*. Lettres inédites publiées par le comte Nigra. Turin, 1894.
— *Nuove lettere inedite*, raccolte da E. Mayor. Turin, 1895.
— *Diario inedito con note autobiografiche*, pubblicato per cura di D. Berti. Rome, 1888.
— *Discorsi parlamentari*, raccolti e pubblicati per ordine della Camera dei Deputati. Turin, 1863-67, 11 vol. (la table, formant le t. 12, a paru à Rome en 1885).
— *Gli scritti del conte di Cavour*, nuovamente raccolti da G. Zanichelli. Bologne, 1892, 2 vol.

De Hubner. *Mémoires d'un ambassadeur d'Autriche à Paris, 1850-1859*. Paris, 1908 (N. d. T.).

Victor-Emmanuel II. *Discorsi al Parlamento e proclami all' Esercito*. Rome, 1878.

Massimo d'Azeglio e D. Pantaleoni. *Carteggio inedito, con prefazione di G. Faldella*. Turin, 1888.

Massimo d'Azeglio. *Lettere inedite al nipote Emanuele*. Turin, 1883, 2 vol.

Constance d'Azeglio. *Souvenirs historiques tirés de sa correspondance avec son fils Emmanuel, avec l'addition de quelques lettres de son mari le marquis Robert d'Azeglio de 1835 à 1861*. Turin, 1884.

Urb. Rattazzi. *Documents inédits, correspondance, souvenirs intimes publiés par Mme Rattazzi*. Paris, 1881-87, 2 vol.

Bettino Ricasoli. *Lettere e documenti pubblicati per cura di M. Tabarrini e A. Gotti*. Florence, 1887-96, 10 vol. et 1 vol. de table.

Michelangelo Castelli. *Carteggio politico*. Turin, 1890-91, 2 vol.

G. La Farina. *Epistolario*. Milan, 1869, 2 vol.
— *Scritti politici*. Milan, 1870, 2 vol.

Fr. Crispi. *Scritti e discorsi politici*. Turin, 1905.

Bismarck. *Pensées et Souvenirs* (trad. de l'allem.). Paris, 1899.

Queen Victoria (*The letters of*). Londres, 1907 et sqq.[1].

1. *Les origines diplomatiques de la guerre franco-allemande*, recueil de documents publiés par les soins du Ministère des Affaires étrangères. Paris, 1910 et suiv. (N. d. T.).

HISTOIRES PARTICULIÈRES DES ÉTATS ITALIENS

I. — ROYAUME DE SARDAIGNE.

Nicom. Bianchi. *Storia della monarchia piemontese dal 1773 al 1861*. Turin, 1877-85, 4 vol.

A. Gallenga. *Storia del Piemonte dai primi tempi alla pace di Parigi 1856*. Turin, 1856, 2 vol.

Ferdin. Pinelli. *Storia militare del Piemonte dalla pace di Aquisgrana fino a noi*. Turin, 1855-58, 3 vol.

Domin. Carutti. *Vita di Carlo Emanuele III re di Sardegna*. Turin, 1859, 2 vol.

— *Storia della Casa di Savoia durante la rivoluzione francese*. Turin, 1893, 2 vol.

Domin. Perrero. *I Reali di Savoia nell' esilio (1799-1806)*. Turin, 1898.

— *Gli ultimi reali di Savoia del ramo primogenito*. Turin, 1889.

Angelo Brofferio. *Storia del Piemonte dal 1814 ai di nostri*. Turin, 1849-52, 5 vol.

— *I miei tempi*. Turin, 1857-61, 20 petits volumes.

— *Storia del Parlamento subalpino*. Milan, 1865-69, 6 vol.

P. Vayra. *Il Museo storico della Casa di Savoia nell' Archivio di Stato di Torino*. Turin, 1880.

— *Carlo Alberto e le perfidie austriache*. Turin, 1896.

Santorre di Santarosa. *De la révolution piémontaise*. Paris, 1882.

— *Memorie e lettere inedite publicate da N. Bianchi*. Turin, 1877.

A. Beauchamp. *Histoire de la Révolution du Piémont*. Paris, 1821.

C. Torta. *La rivoluzione piemontese nel 1821*. Rome, 1908.

L. Ottolenghi. *Vita e tempi di G. Provana di Collegno*. Turin, 1882.

— *Vita, studi e lettere inedite di Luigi Ornato*. Turin, 1878.

B. Manzone. *Il conte Moffa di Lisio*. Turin, 1882.

V. Fiorini. *Gli scritti di Carlo Alberto nel 1821*. Rome, 1901.

M.-L. Rosati. *Carlo Alberto di Savoia e Francesco IV d'Austria-Este*. Rome, 1907.

N. Bianchi. *Scritti e lettere di Carlo Alberto*. Turin, 1879.

Ant. Manno. *Informazioni sul 1821 in Piemonte*. Florence, 1879.

— *Lettere inedite di Carlo Alberto al suo scudiere Carlo di Robilant*. Turin, 1883.

Ant. Manno. *La concessione dello Statuto nel 1848.* Notizie di fatto documentate. Pise, 1885.
D. Zanichelli. *Lo Statuto di Carlo Alberto secondo i processi verbali del consiglio di conferenza dal 3 Febbraio al 4 Marzo 1848.* Rome, 1898.
Costa de Beauregard. *La jeunesse du roi Charles-Albert.* Paris, 1889.
— *Les dernières années du roi Charles-Albert.* Paris, 1890.
L. Cappelletti. *Storia di Carlo Alberto e del suo regno.* Rome, 1891.
L. Chiala. *La vita e i tempi del generale Giuseppe Dabormida* (regno di Carlo Alberto, 1848-49). Turin, 1896.
Solaro della Margherita. *Memorandum storico-politico dal 7 Febbraio 1835 al 9 Ottobre 1847.* Turin, 1851.
L. Menabrea. *Histoire des négociations qui ont précédé le traité de paix conclu le 6 août 1849 entre le roi de Sardaigne et l'empereur d'Autriche.* Turin, 1849.
Fr. Predari. *I primi vagiti della libertà italiana in Piemonte.* Milan, 1861.
Domin. Giuriati. *Memorie d'emigrazione.* Milan, 1897.
Fréd. Sclopis. *Storia della legislazione sarda dal 1814 al 1854.* Turin, 1860.
P.-Ch. Boggio. *La Chiesa e lo Stato in Piemonte sino al 1854.* Turin, 1854, 2 vol.
T. Chiuso. *La Chiesa in Piemonte dal 1797 ai giorni nostri.* Turin, 1887-92, 4 vol.
G. Casalis. *Dizionario geografico storico-statistico degli Stati di S. M. il Re di Sardegna.* Turin, 1833-56, 28 vol.

M.-G. Canale. *Storia civile, commerciale e litteraria dei Genovesi dalle origini all' anno 1797.* Gênes, 1844-45, 3 vol.
C. Varese. *Storia della republica di Genova dalla sua origine sino al 1814.* Gênes, 1835-38, 8 vol.
G. Bigoni. *La caduta della republica di Genova nel 1797.* Genova, 1897.
G. Colucci. *La repubblica di Genova e la rivoluzione francese; corrispondenze inedite degli ambasciatori genovesi a Parigi e presso il congresso di Rastadt.* Rome, 1902.
Alf. La Marmora. *Un episodio del risorgimento italiano.* Florence, 1875.
G. Lorigiola. *Cronistoria documentata dei fatti avvenuti in Genova nel Marzo-Aprile 1849.* Sampierdarena, 1897.

J. Tardy. *La Savoie de 1814 à 1860.* Chambéry, 1896.
Costa de Beauregard. *Un homme d'autrefois.* Paris, 1879.

G. Manno. *Storia moderna della Sardegna dall' anno 1775 al 1799.* Turin, 1840-42, 2 vol.
P. Martini. *Storia di Sardegna dall' anno 1799 al 1816.* Cagliari, 1852.

G. Siotto-Pintor. *Storia civile dei popoli sardi dal 1798 al 1848.* Turin, 1877.

Alb. de la Marmora. *Voyage en Sardaigne ou description statistique, physique et politique de cette île.* Paris, 1839-40, 2 vol. et 2 atlas.

II. — LOMBARDIE.

P. Verri. *Storia di Milano continuata fino al 1792 da P. Custodi.* Milan, 1835, 3 vol.

P. et A. Verri. *Lettere e scritti, pubblicati da Carlo Casati.* Milan, 1879-81, 4 vol.

C. Cantù. *L'abate Parini e la Lombardia nel secolo passato.* Milan, 1894.

G. Carducci. *Storia del « Giorno » di Giuseppe Parini.* Bologne, 1892.

G. de Castro. *Milano e la Repubblica Cisalpina giusta le poesie, caricature, etc.* Milan, 1879.

— *Milano durante la dominazione napoleonica giusta le poesie, etc.* Milan, 1880.

— *La caduta del regno italico.* Milan, 1882.

— *Milano e le cospirazioni lombarde (1814-20).* Milan, 1891.

— *Cospirazioni e processi in Lombardia (1830-35).* Turin, 1894.

F. Lemmi. *La restaurazione austriaca a Milano nel 1814.* Bologne, 1902.

Rom. Bonfadini. *Milano nei suoi momenti storici.* Milan, 1884-86, le 3e et dernier volume porte comme sous-titre « Mezzo secolo di patriotismo ».

A. Casati. *Milano e i principi di Casa Savoia.* Turin, 1853.

C. Casati. *Nuove riveluzioni sui fatti di Milano nel 1847-48.* Milan, 1885, 2 vol.

V. Ferrari. *Carteggio Casati-Castagnetto* (19 Marzo-14 Ottobre 1848). Milan, 1909.

C. Cattaneo. *Scritti politici ed epistolario, pubblicati da Gabriele Rosa et J.-W. Mario.* Florence, 1892-1901, 3 vol.

C. Pagani. *Uomini e cose in Milano dal Marzo all' Agosto 1848.* Rome, 1901.

Ces. Correnti. *Scritti scelti.* Rome, 1891-94, 4 vol.

T. Massarani. *Cesare Correnti nella vita e nelle opere.* Rome, 1890.

L. Torelli. *Ricordi delle cinique giornate.* 2e éd. Milan, 1883.

V. Ottolini. *La rivoluzione lombarda dal 1848-49.* Milan, 1888.

C. Romussi. *Le cinque giornate di Milano nelle poesie, caricature e medaglie del tempo.* Milan, 1894.

Alexandre Luzio. *Le cinque giornate di Milano nelle narrazioni di fonte austriaca.* Rome, 1901.

— *Radetzky.* Bergame, 1901.

Insurrezione di Como nel Marzo 49 (Documenti intorno alla guerra santa). Capolago, 1849.

J. Locatelli. *La colonna Camozzi e la insurrezione bergamasca del 1849.* Bergame, 1903.

Ces. Correnti. *I dieci giorni dell' insurrezione di Brescia nel 1849* (stampata la prima volta nel 1849, ristampato negli *Scritti di*).

Ch. Cassola. *Insurrezione di Brescia* (Marzo 1849). Capolago, 1849.

— *Tentativo d'insurrezione del 6 Febbraio 1853 in Milano.* Pavia, 1896.

T. Massarani. *Carlo Tenca e il pensiero civile del suo tempo.* Milan, 1888.

Ch. Pagani. *Milano e la Lombardia nel 1859.* Milan, 1909.

Raph. Barbiera. *Il salotto della contessa Maffei e la società milanese* (1834-86). Milan, 1895 (6e éd. Milan, 1901).

— *Passioni del Risorgimento.* Milan, 1903.

G. Visconti-Venosta. *Ricordi di Gioventù : cose vedute o sapute* (1847-1860. Milan, 1906.

III. — VÉNÉTIE.

S. Romanin. *Storia documentata di Venezia* (fino al 1797). Venise, 1853-69. 10 vol.

P. Molmenti. *Venezia nella vita privata.* Turin, 1880. 2e éd. en 3 vol. illustr. Turin, 1905.

— *La dogaressa di Venezia.* Turin, 1884

P. Monnier. *Venise au XVIIIe siècle.* Paris, 1907.

A. Bonnefons. *La chute de la république de Venise.* Paris, 1908.

G. Dandolo. *La caduta della republica di Venezia e i suoi ultimi cinquant' anni.* Venezia, 1855-59, 2 vol.

Ed. Bonnal. *La chute d'une République* (Venise). Paris, 1885.

M. Kovalevsky. *La fin d'une aristocratie.* Turin, 1901.

Attilio Sarfatti. *Memorie del dogato di Ludovico Manin.* Venise, 1886.

G. Biadego. *Le Pasque Veronesi.* Vérone, 1885.

Bevilacqua. *Le Pasque Veronesi,* monografia storica documentata. Vérone, 1897.

Leop. Cigognara. *Memorie, pubblicate da Malamani.* Venise, 1888.

F. Nani-Mocenigo. *Del dominio napoleonico a Venezia* (1809-1814). Note ed appunti. Venise, 1896.

B. Morsolin. *Il congresso di Verona* (*1822*). Vicence, 1887.

V. Marchesi. *Settant' anni della storia di Venezia* (1797-1866). Turin, 1892.

E. Jager. *Storia documentata dei corpi militari veneti e di alcuni alleati negli anni 1848-49.* Venise, 1880.

P. Contarini. *Memoriale veneto storico-politico dal 18 Marzo 1848 al 26 Agosto 1849.* Capolago, 1850.

Le Masson. *Venise en 1848 et 49.* Paris, 1851.

De la Forge. *Histoire de la république de Venise sous Manin.* Paris, 1853, 2 vol.

Debrunner. *Venise en 1848-49.* Lugano, 1850.

H. Martin. *Daniel Manin.* Paris, 1859, 2 vol.

Daniel Manin. *Documents et pièces authentiques, traduits par F. Planat de la Faye.* Paris, 1860, 2 vol. (éd. italienne, Venise, 1877).

Daniel Manin et Georges Pallavicino. *Epistolario politico* (1855-1857), pubblicato da B.-E. Maineri. Milan, 1878.

F. Federigo. *Processo criminale-politico di Daniele Manin.* Venise, 1866.

Errera et Finzi. *La vita e i tempi di Daniele Manin.* Venise, 1872.

C.-A. Radaelli. *Storia dell' assedio di Venezia negli anni 1848-49.* 2e éd. Venise, 1875.

— *Cenni biografici di Daniele Manin.* Florence, 1889.

F. Carrano. *La difesa di Venezia negli anni 48-49.* Gênes.

Castelli. *Jacopo Castelli ovvero una pagina della storia di Venezia nel 48.* Venise, 1890.

Alessandro Poerio *a Venezia. Lettere e documenti illustrati da V. Imbriani.* Naples, 1884.

R. Bonghi. *La vita e i tempi di Valentino Pasini.* Florence, 1867.

Ces. Cimegotto. *Arnaldo Fusinato, studio biografico-critico.* Vérone, 1898.

IV. — DUCHÉS DE PARME ET DE MODÈNE.

Clelia Fano. *I primi Borboni a Parma.* Parme, 1890.

L. Montagna. *I ducati parmensi nella diplomazia europea dal 1796 al 1815.* Plaisance, 1907.

Cath. Pigorini Beri. *Maria Luigia a Parma.* Rome, 1901.

Em. Casa. *I carbonari parmigiani cospiratori nel 1821 e la duchessa Maria Luisa.* Parme, 1904.

— *Parma da Maria Luigia imperiale a Vittorio Emanuele II.* Parme. 1901.

F. Linati. *Condizioni morali, materiali, politiche e amministrative degli stati di Parma innanzi al 20 Marzo 1848.* Parme, 1848.

J. Sforza. *Carlo II di Borbone e la rivoluzione di Parma del 1848.* Rome, 1895.

I Borboni di Parma nelle leggi e negli atti del loro governo dal 1847 al 1859. Appunti e documenti pubblicati per cura del governo provvisorio. Parme, 1860.

Nicom. Bianchi. *I ducati estensi dal 1815 al 1852*. Turin, 1852, 2 vol.
— *Memorie del Generale Zucchi*. Milan, 1861.

V. Fiorini. *Gli atti del congresso cispadano nella città di Reggio*. Rome, 1897.

Documenti riguardanti il governo degli stati Estensi in Modena dal 1814 al 1859, raccolti e pubblicati per ordine del dittatore L.-C. Farini. Modène, 1860, 3 vol.

Ant. Panizzi. *Le prime vittime di Francesco IV duca di Modena*. Rome, 1898.

J. Sforza. *La rivoluzione del 1831 nel ducato di Modena : studi e documenti*. Rome, 1909.
— *Esuli estensi in Piemonte dal 1848 al 1849*. Modène, 1908.

L. Bosellini. *Francesco IV e Francesco V di Modena*. Turin, 1861.

Bayard de Vol. *Vita di Francesco V* (1847-1859) Modène, 1878-85, 4 vol.

V. — TOSCANE.

Zobi. *Storia civile della Toscana dal 1737 al 1848*. Florence, 1850-53, 6 vol.

Fr. Scaduto. *Lo Stato e la Chiesa sotto Leopoldo I*. Florence, 1885.

Venturi. *Le controversie del granduca Leopoldo I di Toscana e del vescovo Scipione de' Ricci con la corte romana*. Florence, 1891.

A. Lumini. *La reazione in Toscana nel 1799*. Cosenza, 1891.

P.-Ph. Covoni. *Il regno d'Etruria*. Florence, 1894, 2 vol.

Paul Marmottan. *Le royaume d'Etrurie (1801-1807)*. Paris, 1896.
— *Bonaparte et la république de Lucques*. Paris, 1896.
— *Élisa Bonaparte*. Paris, 1897.
— *Documents sur le royaume d'Etrurie*. Paris, 1900.

E. Rodocanachi. *Élisa Napoléon en Italie*. Paris, 1901.

G. Marcotti. *Cronache Segrete della polizia Toscana*. Florence, 1898.

Gino Capponi, i suoi tempi, i suoi studi, i suoi amici. Memorie raccolte da M. Tabarrini. Florence, 1879.

Lettere di Gino Capponi e di altri a lui. Florence, 1888-91, 6 vol.

A. Reumont. *Gino Capponi e il suo secolo*. Milan, 1880, 2 vol.

G. Montanelli. *Memorie sull' Italia e specialmente sulla Toscana da 1814 al 1850*. Turin, 1853-55, 2 vol.

G. Baldasseroni. *Leopoldo II granduca di Toscana e i suoi tempi*. Florence, 1871.

F.-D. Guerrazzi. *Apologia scritta da lui medesimo*. Florence, 1851.
— (*Storia del processo politico di*). Florence, 1851, 4 vol., dont 2 de documents.
— *Scritti politici*. Milan, 1862.

F.-D. Guerrazzi. *Lettere pubblicate per cura di F. Martini.* Turin, 1891, vol. I (1827-1853).

C. Pigli. *Risposta all' apologia di Guerrazzi.* Arezzo, 1852.

De Laugier. *Le milizie Toscane nella guerra del 1848.* Capolago, 1850.

Eug. Barbarich. *Cesare de Laugier e le armi Toscane nella prima guerra d'indipendenza italiana.* Rome, 1895.

Nerucci. *Memorie del battaglione universitario pisano alla guerra del 1848.* Pise, 1898.

Massei. *Storia civile di Lucca.* Lucques, 1878, 2 vol.

P. Martini. *Diario livornese ; ultimo periodo della rivoluzione del 1849.* Livourne, 1893.

Livorno nell' ottocento. *Prima serie di letture fatte al circolo filologico nel mese di marzo 1900.* Livourne, 1900.

Mat. Gioli. *Il rivolgimento toscano e l'azione popolare.* Florence, 1905.

E. Poggi. *Memorie storiche della Toscana nel 59-60.* Pise, 1867, 3 vol.

M. Carletti. *Quattro mesi di storia toscana dal 26 Aprile al 27 Agosto 1859.* Florence, 1859.

La Toscana alla fine dal gran-ducato, conferenze. Florence, 1909.

VI. — ÉTAT PONTIFICAL.

D. Silvagni. *La corte e la società romana nei secoli XVIII e XIX.* Florence, 1881-83, 2 vol.

Ghiron et Ambrosi. *Roma nella storia dell' unità italiana.* Turin, 1886.

Orsi. *Storia degli ultimi quattro secoli della Chiesa.* Rome, 1788-1797, 12 vol.

Dufourcq. *Le régime jacobin en Italie ; étude sur la république romaine* (1798-99). Paris, 1900.

Beccatini. *Storia di Pio VI.* Venise, 1801-1802, 2 vol.

G.-A. Sala. *Diario romano degli anni 1798-99.* Rome, 1882-88, 4 vol.

B. Pacca. *Memorie storiche del ministero, dei due viaggi in Francia e della prigionia nel forte di Fenestrelle.* Turin, 1831, 3 vol.

L. Madelin. *La Rome de Napoléon ; la domination française à Rome de 1809 à 1814.* Paris, 1906.

Artaud. *Histoire de Pie VI.* Paris, 1847.

— *Histoire de Pie VII.* Paris, 1833, 2 vol.

— *Histoire du pape Léon XII.* Paris, 1843, 2 vol.

— *Histoire du pape Pie VIII.* Paris, 1844, 2 vol.

Cretineau Joly. *Mémoires du cardinal Consalvi.* Paris, 1896.

E.-L. Fischer. *Cardinal Consalvi. Lebens- und Charakterbild des grossen Ministers Papst Pius VII.* Mainz, 1899.

Ch. van Duerm. *Correspondance du cardinal Consalvi avec le prince de Metternich.* Bruxelles, 1899.

I. Rinieri. *Corrispondenza inedita dei cardinali Consalvi e Pacca nel tempo del Congresso di Vienna.* Turin, 1903.

D.-A. Farini. *La Romagna dal 1796 al 1828* : memoria pubblicata per la prima volta da Luigi Rava. Rome, 1899.

D. Spadoni. *Sette, cospirazioni e cospiratori nello Stato pontificio all' indomani della restaurazione.* Turin, 1904.

C. Farini. *Lo Stato romano dall' anno 1815 al 1850.* Florence, 1866, 4 vol. (trad. en anglais par Gladstone. Londres, 1851-54).

E. About. *Storia arcana del pontificato di Leone XII, Gregorio XVI e Pio IX.* Milan, 1861.

— *Rome contemporaine.* Paris, 1861.

Wiseman. *Souvenirs sur les quatre derniers papes.* Bruxelles, 1858.

A. Zanolini. *La rivoluzione dell' anno 1831 in Bologna.* Bologne, 1878.

J. Vicini. *La rivoluzione del 1831 nello Stato romano.* Imola, 1889.

F. Quintavalle. *Un mese di rivoluzione in Ferrara* (7 Febbraio-6 Marzo 1831). Bologne, 1900.

Alf. Comandini. *Cospirazioni di Romagna e Bologna nelle memorie di Federico Comandini (1831-1857).* Bologne, 1899.

Marescalchi Metteuzzi. *Luigi Carlo Farini* (1812-1866). Rome, 1877.

J. Pasolini. *Memorie raccolte da suo figlio.* Turin, 1887.

C. Albicini. *Carlo Pepoli, saggio storico.* Bologne, 1888.

E. del Cerro. *Cospirazioni romane (1817-1868) : rivelazioni storiche.* Rome, 1899.

E. Alberi. *Dell' occupazione austriaca in Ferrara.* Florence, 1847.

B. del Vecchio. *Bologna l'8 Agosto 1848.* Capolago, 1850.

— *Bologna nel Maggio 1849.* Capolago, 1849.

— *L'assedio e il blocco d'Ancona (1849).* Capolago, 1850.

— *L'assedio di Roma.* Capolago, 1849.

A. Balleydier. *Histoire de la révolution de Rome* (1849-50). Genève, 1851, 2 vol.

C. Rusconi. *La republica romana del 1849.* Turin, 1850-51, 2 vol.

— *Memorie anedottiche per servire alla storia del rinnovamento italiano.* Rome, 1883.

F. de Lesseps. *Ma mission à Rome* (mai 1849). Paris, 1849.

E. Quinet. *La croisade autrichienne, française, napolitaine et espagnole contre la République romaine.* Paris, 1849.

P. Torre. *Intervento francese in Roma nel 49.* Italia, 1857.

P.-E. Castagnola. *Storia di Roma* (1846-49). Rome, 1876.

Them. Mariotti. *La difesa di Roma nel 1849.* Rome, 1892.

Raff. Giovagnoli. *Ciceruacchio e Don Pirlone. Ricordi storici della rivoluzione romana dal 1846 al 1849.* Rome, 1894, vol. I.

— *Pellegrino Rossi e la rivoluzione romana.* Rome, 1898, vol. I.

G. Spada. *Storia della rivoluzione di Roma e della restaurazione del governo pontificio dal' Giugno 1846 al 15 Luglio 1849.* Florence, 1868-70, 3 vol.

Hermann Loevinson. *Giuseppe Garibaldi e la sua legione nello Stato romano nel 1848-49.* Rome, 1901 1907, 3 vol.

G. Macaulay Trevelyan. *Garibaldi e la difesa della repubblica romana* (trad. de l'anglais). Bologne, 1909.

E. Bourgeois et E. Clermont. *Rome et Napoléon III.* Paris, 1907.

Nic. Roncalli. *Diario dei fatti successi à Roma dal 1849 al 1870.* Turin, 1884, 2 vol.

H. d'Ideville. *Pellegrino Rossi ; sa vie, son œuvre, sa mort* (1787-1848). Paris, 1887.

A. Gennarelli. *Il governo pontificio. Documenti raccolti per decreto del Governo delle Romagne.* Prato, 1860, 2 vol.

G. Degli Azzi. *L'insurrezione e gli stragi di Perugia del Giugno 1859.* Pérouse, 1909.

Raff. de Cesare. *Roma e lo Stato del Papa, dal ritorno di Pio IX al 20 Settembre.* Rome, 1907, 2 vol.

Ferdin. Gregorovius. *Diari romani (1852-1874)* (trad. de l'allemand). Milan, 1895

P.-V. Ferrari. *Villa Glori : ricordi e aneddoti dell' anno 1867 e giornaletto di campo di Giovanni Cairoli.* Rome, 1901.

Terenzio Mamiani. *Scritti politici.* Florence, 1853.

Aurelio Saffi. *Ricordi e scritti, pubblicati per cura del municipio di Forli.* Florence, 1892-1901, 8 vol. (en cours de publication).

Alberto Mario. *Scritti, scelti e curati da G. Carducci.* Bologne, 1884.

Pougeois. *Histoire de Pie IX.* Paris, 1876-86, 6 vol.

Fr. Scaduto. *Guarentigie pontifici e relazioni fra Stato e Chiesa (legge 13 Maggio 1871). Storia, esposizione, critica, documenti.* Turin, 1884.

Acta et decreta œcumenici Concilii Vaticani. Fribourg en Brisgau, 1870 et sqq.

Cecconi. *Storia del Concilio ecumenico Vaticano.* Rome, 1873 et sqq.

C.-M. Curci. *Il Vaticano Regio.* Florence, 1883.

VII. — NAPLES ET SICILE.

Lanza. *Considerazioni sulla Storia della Sicilia dal 1532 al 1789, quale commento al Botta.* Palerme, 1836.

P. Colletta. *Storia del reame di Napoli dal 1734 al 1825.* 1re éd. Capolago, 1834, 4 vol. Cf. l'édition plus récente en 2 volumes avec introduction et notes de C. Manfroni. Milan, 1905.

D'Ayala. *Memorie storico-militari dal 1734 al 1815.* Naples, 1835.

A. Dumas. *I Borboni di Napoli.* Naples, 1863-64, 10 vol.
Beccatini. *Storia del regno di Carlo III di Borbone.* Venise, 1790.
J. Lioy. *L'abolizione della Chinea.* Naples, 1882.
M.-A. Schipa. *Il regno di Napoli al tempo di Carlo di Borbone.* Naples, 1904.
Grosjean. *Les relations de la France avec les Deux-Siciles.* Paris, 1888.
B. Maresca. *La marina napoletana nel secolo XVIII.* Naples, 1902.
L. Conforti. *Napoli dal 1789 al 1796.* Naples, 1886.
— *Napoli dalla pace di Parigi alla guerra del 1798.* Naples, 1886.
— *Napoli nel 1798.* Naples, 1887.
R. Palumbo. *Maria Carolina regina delle Due Sicile : suo carteggio con Lady Emma Hamilton.* Naples, 1877.
A. Gagnière. *La reine Marie-Caroline de Naples.* Paris, 1886.
A. Bonnefons. *Marie-Caroline reine des Deux-Siciles* (1768-1814). Paris, 1905.
B. Maresca. *Carteggio della regina Maria Carolina col cardinale Ruffo.* Naples, 1883.
— *Memorie del duca di Gallo.* Naples, 1883.
V. Coco. *Saggio storico sulla rivoluzione di Napoli* (publié pour la première fois à Milan en 1801).
Helfert. *Fabrizio Ruffo : rivoluzione e contro-rivoluzione di Napoli dal Novembre 1798 all' agosto 1799* (trad. de l'allemand). Florence, 1885.
J. Fortunato. *I Napoletani del 1799.* Florence, 1884.
Benedetto Croce. *Studi storici sulla rivoluzione napoletana del 1799.* Rome, 1897.
La rivoluzione napoletana del 1799, illustrata con ritratti, vedute, autografi, ecc. Albo. Naples, 1899.
V. Spinazzola. *Gli avvenimenti del 1799 in Napoli.* Naples, 1899.
Bruto Amante. *Fra Diavolo e il suo tempo* (1796-1806). Florence, 1904.
A. Sansone. *Gli avvenimenti del 1799 nelle Due Sicilie ;* nuovi documenti. Palerme, 1901.
C. Auriol. *La France, l'Angleterre et Naples de 1803 à 1806.* Paris, 1905, 2 vol.
L. Gallois. *Histoire de Joachim Murat.* Paris, 1828.
A. Franchetti. *Gioachino Murat secondo i documenti degli Archivi di Vienna.* Rome, 1879.
A. Lumbroso. *Correspondance de Joachim Murat.* Turin, 1899, t. I (1791-1808).
— *Il re Gioachino Murat e la sua Corte (1808).* Rome, 1898.
Guido Biagi. *Quaranta lettere di G. Murat alla figlia Letizia.* Florence, 1893.
F. Guardione. *Gioachino Murat in Italia.* Palerme, 1899.
G. Romano. *L'arresto e il supplizio di Gioachino Murat.* Pavie, 1889.
J. Travali. *La fine di un re (Gioachino Murat).* Monteleone, 1894.

N. Palmieri. *Saggio storico e politico sulla costituzione del regno di Sicilia infino al 1816.* Lausanne, 1847.
— *Storia della rivoluzione di Sicilia nel 1820.* Palerme, 1848.
Alf. Sansone. *La rivoluzione del 1820 in Sicilia.* Palerme, 1888.
Carrascosa. *Mémoires historiques, politiques et militaires sur la révolution du royaume de Naples en 1820-21.* Londres, 1823.
V. Fontanarosa. *Il Parlemento napoletano fra gli anni 1820 e 21.* Rome, 1906.
V. Labate. *Un decennio di Carboneria in Sicilia* (1821-31). Rome, 1904.
Church. *Brigantaggio e società segrete nelle Puglie* (1817-1828). Florence, 1899.
Nic. Nisco. *Francesco I di Napoli.* Naples, 1889.
Math. Mazziotti. *La rivolta del Cilento nel 1828 narrata su documenti inediti.* Rome, 1909.
Alf. Sansone. *Gli avvenimenti del 1837 in Sicilia.* Palerme, 1890.
V. Finocchiaro. *Cronache, memorie e documenti inediti relativi alla rivolta di Catania nel 1837.* Catane, 1907.
L. Bianchini. *Storia delle finanze del regno di Napoli.* Naples, 1834, 2 vol.
— *Della storia economico-civile di Sicilia.* Palerme, 1841, 2 vol.
Fr. Guardione. *Il dominio dei Borboni in Sicilia dal 1830 al 1861* (documenti inediti). Palerme, 1901, 2 vol. ; 2e éd., Turin, 1908-09.
— *Il 1 Settembre 1847 in Messina : la rivoluzione del 1848 in Messina.* Palerme, 1897.
F. Fava. *Il moto calabrese del 1847.* Messine, 1906.
O. Dito. *La rivoluzione calabrese del 1848.* Catanzaro, 1895.
V. Visalli. *I Calabresi nel Risorgimento italiano.* Turin, 1893, 2 vol.
G. Ricciardi. *Una pagina del 1848 ovvero storia documentata della sollevazione delle Calabrie.* Naples, 1893.
Perez. *La rivoluzione siciliana del 1848.* Turin, 1849.
G. Massari. *I casi di Napoli dal 29 Gennaio 1848 in poi.* Turin, 1849.
— *Il governo di Napoli e gli accusati nel capo per gli avvenimenti politici del 15 Maggio 1848.* Turin, 1851.
— *Il signor Gladstone e il governo napoletano.* Turin, 1851.
F. Petruccelli. *La rivoluzione di Napoli nel 1848. Ricordi.* Gênes, 1850.
J. Mondaini. *I moti politici del 1848 e la setta dell' Unità italiana.* Rome, 1902.
A. Maurigi. *L'indipendenza Siciliana e la poesia patriotica dell' isola dal 1820 al 1848.* Palerme, 1898.
W.-E. Gladstone. *Two letters to the Earl of Aberdeen on the State prosecutions of the Napolitan government.* Londres, 1851 (opuscule publié en italien à Turin la même année).
Rassegna degli errori e delle fallacie pubblicate dal signor Gladstone sui processi politici nel reame delle Due Sicilie. Naples, 1851.

Sig. Castromediano. *Carceri e galere politiche ; memorie.* Lecce, 1895-96, 2 vol.

G. La Farina. *Istoria documentata della rivoluzione siciliana e delle sue relazioni coi governi italiani e stranieri (1848-49).* Capolago, 1850-51, 2 vol.

La Masa. *Documenti della rivoluzione siciliana* (1847-49). Turin, 1850-51, 3 vol.

C. Gemelli. *Storia delle relazioni diplomatiche tra la Sicilia e la Toscana negli anni 48-49.* Turin, 1853.

— *Storia della siciliana rivoluzione del 1848-49.* Bologne, 1867, 2 vol.

Memorie della Rivoluzione siciliana del 1848, pubblicate per cura del Municipio di Palermo. Palerme, 1905.

V. Finocchiaro. *La rivoluzione siciliana del 1848-49 e la spedizione del generale Filangieri.* Catane, 1906.

V. Fardella di Torre Arsa. *Ricordi sulla rivoluzione siciliana degli anni 1848-49.* Palerme, 1887.

G. Romano Catania. *Rosalino Pilo e la rivoluzione siciliana del 1848-49.* Palerme, 1904.

Ph. Cordova. *Discorsi parlamentari e scritti editi ed inediti, preceduti dai ricordi della sua vita.* Rome, 1889-90, 2 vol.

M.-A. d'Ayala. *Memorie di Mariano d'Ayala e del suo tempo (1807-1877) raccolte dal figlio.* Turin, 1886.

Pasquale Villari. *La giovinezza di Francesco de Sanctis. Frammento autobiografico.* Naples, 1889.

L. Settembrini. *Ricordanze della mia vita.* Naples, 1893, 2 vol.

— *Epistolario.* Naples, 1894.

Fr. Torraca. *Luigi Settembrini ; notizie.* Naples, 1877.

Ant. Scialoia. *Memorie e documenti (1845-1877) raccolti da R. de Cesare.* Città di Castello, 1893.

Rosario Salvo di Pietroganzili. *Rivoluzioni Siciliane* (1848-1860). Palerme, 1898.

Emm. de Marco. *La Sicilia nel decennio avanti la spedizione dei Mille.* Catane, 1898.

Raff. de Cesare. *La fine di un regno.* Città di Castello, 1908-1909, 3 vol.

Nic. Nisco. *Francesco II re.* Naples, 1887.

F. Carandini. *L'assedio di Gaeta nel 1860-61 : studio storico-militare.* Turin, 1874.

Silvio Spaventa. *Dal 1848 al 1861. Lettere, scritti e documenti pubblicati da B. Croce.* Naples, 1898.

Marc Monnier. *La camorra, notizie storiche.* Florence, 1861.

L. Torelli. *Rapporto al ministro dell' interno relativo agli avvenimenti di Palermo* (16-22 sett. 1866). Florence, 1866.

Ciotti. *I casi di Palermo.* Palerme, 1866.
L. Franchetti. *La Sicilia nel 1876 : condizioni politiche e amministrative.* Florence, 1887.
T. Fornari. *Delle teorie economiche nelle provincie napoletane dal 1735 al 1830.* Studi storici. Milan, 1888.
Fr. Scaduto. *Stato e Chiesa nelle Due Sicilie dai Normanni ai giorni nostri.* Palerme, 1887.

Nous terminerons cette longue liste en rappelant que, de 1895 à 1899, a été publiée à Turin, sous la direction du Prof. Benjamin Manzone, une *Rivista storica del Risorgimento Italiano*, qui a recommencé à paraître en 1908 comme organe de la *Società nazionale per la Storia del Risorgimento italiano* (Société nationale pour l'histoire du Risorgimento italien), fondée en 1906. Le directeur de la *Rivista storica* est aujourd'hui le Prof. Gallavresi, de Milan.

INDEX ALPHABÉTIQUE

B

C

G

N

O

P

Q

R

U

V

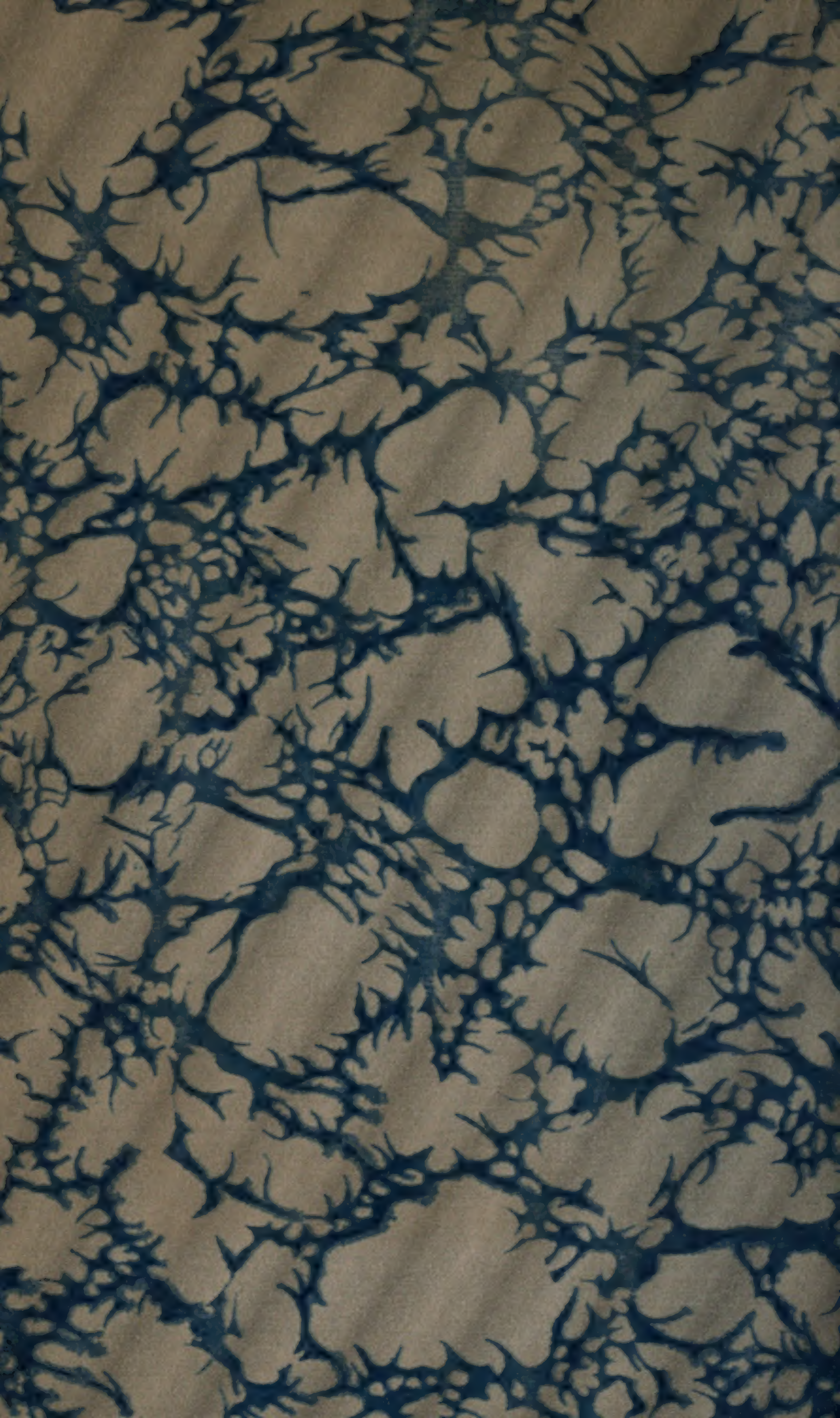
W

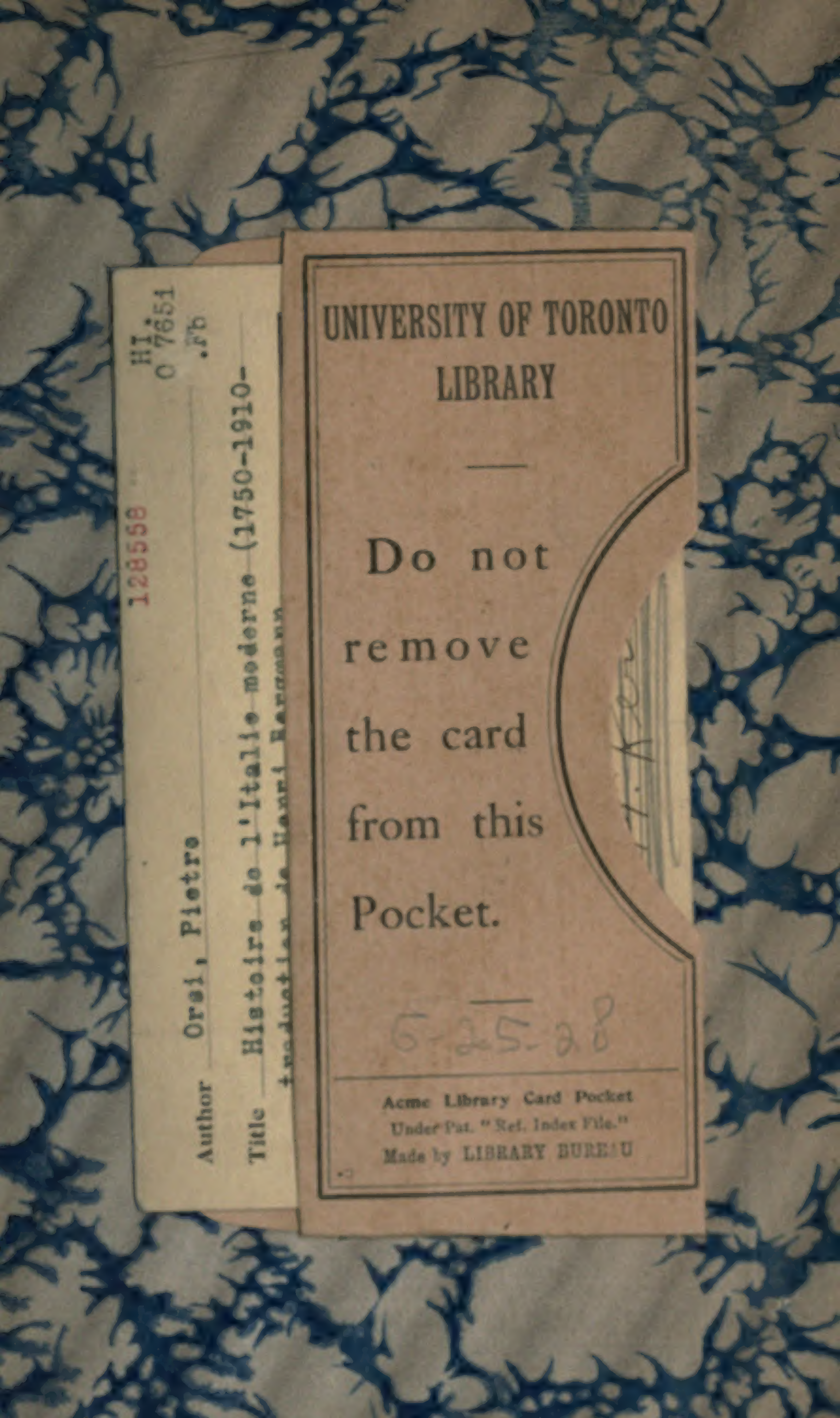
Y

Z

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.





UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
Do not
remove
the card
from this
Pocket.
6-25-28
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU
128558
Author Orsi, Pietro
Title Histoire de l'Italie moderne (1750-1910-

